

REPUBLIQUE DU BENIN

~o~o~o~o~o~

Ministère des Enseignements
Maternel et Primaire (MEMP)

Fonds des Nations Unies pour
l'Enfance



EVALUATION DES ESPACES ENFANCE

RAPPORT FINAL

Par

Martin COMPAORE, Consultant international

Jacob Dossa DAGAN, Consultant national

Mars 2014

TABLE DES MATIERES

REMERCIEMENTS	iv
LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES	v
LISTE DES TABLEAUX	vii
LISTE DES GRAPHIQUES	viii
RESUME ANALYTIQUE.....	ix
INTRODUCTION GENERALE.....	1
1 RAPPEL DES OBJECTIFS, DE LA PORTEE, DES CRITERES ET QUESTIONS D'EVALUATION	3
1.1 OBJECTIFS DE L'EVALUATION	3
1.2 CRITERES, QUESTIONS D'EVALUATION ET HYPOTHESES D'INTERVENTION	3
2 APPROCHE ET METHODOLOGIE DE L'EVALUATION	8
2.1 UNE APPROCHE MULTIDIMENSIONNELLE	8
2.2 UNE DEMARCHE METHODOLOGIQUE EN DEUX GRANDES PHASES	8
2.2.1 Une première phase consacrée à la collecte et à l'analyse des données secondaires	8
2.2.2 Une deuxième étape pour des investigations approfondies	9
2.3 DIFFICULTES, OPPORTUNITES ET LIMITES DE L'EVALUATION.....	11
3 RESULTATS DE L'ANALYSE DES DONNEES	12
3.1 GENESE ET EVOLUTION DE L'EXPERIENCE DES ESPACES ENFANCE	12
3.1.1 Les fondements ou le contexte général de l'expérience des Espaces Enfance	12
3.1.2 Les débuts de l'expérience des Espaces Enfance en 1997.....	14
3.1.3 Une évolution de l'expérience en 4 phases : 4 générations d'Espace Enfance	14
3.1.4 Bilan global du processus expérimental	18
3.1.5 Analyse critique d'ensemble du processus	22
3.2 ANALYSE DES DONNEES A L'AUNE DES CRITERES D'EVALUATION	23
3.2.1 De la pertinence de l'initiative	23
3.2.2 De l'efficacité des Espaces Enfance.....	30
3.2.3 De l'efficience de l'initiative	51
3.2.4 De son impact.....	54
3.2.5 De la durabilité/pérennité	61
3.2.6 De l'adhésion des acteurs	66
3.3 APERÇU SUR DES EXPERIENCES SIMILAIRES MISES EN ŒUVRE PAR D'AUTRES PTF OU ONG.....	68
3.3.1 Synthèse sur les points de convergence ou de complémentarité	68
3.3.2 Des résultats communs très importants	69
3.3.3 Quelques points de divergence ou de complémentarité	70
3.3.4 Des exemples de bonnes pratiques et des enseignements à tirer.....	71
4 DE L'ANALYSE DES COÛTS ET DES RESSOURCES EN VUE DU PASSAGE A L'ECHELLE	72
5 PRINCIPALES CONCLUSIONS.....	75
5.1 LES POINTS FORTS DE L'EXPERIENCE.....	75
5.1.1 Une performance remarquable au regard des critères d'évaluation	75
5.1.2 Les points forts sous l'angle de la vérification des hypothèses d'intervention du programme	76
5.2 LES POINTS A AMELIORER	76
5.3 LES OPPORTUNITES A SAISIR	76

5.4	LES MENACES	77
5.5	QUELQUES LEÇONS APPRISSES.....	78
6	RECOMMANDATIONS ET PROPOSITIONS DE STRATEGIES OPERATIONNELLES.....	81
6.1	DES SOURCES DE PRECONISATIONS (POINTS DE VUE DES ACTEURS INTERROGES).....	81
6.1.1	<i>De l'orientation communautaire ou non de l'approche.....</i>	<i>81</i>
6.1.2	<i>De l'implication et du rôle des différents acteurs.....</i>	<i>82</i>
6.1.3	<i>Des doléances particulières auprès de l'UNICEF/PTF.....</i>	<i>82</i>
6.1.4	<i>Des perspectives pour le statut des Espaces Enfance</i>	<i>82</i>
6.1.5	<i>De la mise en œuvre des Espaces Enfance.....</i>	<i>83</i>
6.2	AUTRES SOURCES DE PRECONISATION.....	83
6.3	QUELQUES RECOMMANDATIONS	83
6.3.1	<i>A court et moyen termes (1 an au plus, juin 2014 à mai 2015).....</i>	<i>83</i>
6.3.2	<i>A long terme (plus d'un an, à partir de juin 2015).....</i>	<i>85</i>
6.4	PROPOSITION DE STRATEGIES OPERATIONNELLES POUR LE PASSAGE A L'ECHELLE	86
	CONCLUSION GENERALE.....	88

LISTE DES ANNEXES

Annexe 1 :	Termes de référence de l'évaluation des Espaces Enfance
Annexe 2 :	Liste des personnes rencontrées
Annexe 3 :	Liste des documents collectés
Annexe 4 :	Eléments de bibliographie
Annexe 5 :	Compléments à la méthodologie
Annexe 6 :	Module de formation des enquêteurs et superviseurs
Annexe 7 :	Tableaux de synthèse des données collectées lors des premières enquêtes
Annexe 8 :	Tableaux de synthèse des données primaires
Annexe 9 :	Synthèse des rapports des enquêteurs
Annexe 10 :	Données statistiques sur les coûts/ressources et autres données
Annexe 11 :	Statistiques diverses sur l'enseignement maternel
Annexe 12 :	Organes de Gestion du Projet EDUCOM
Annexe 13 :	Les normes 6 et 7 de l'EQF
Annexe 14 :	Documents relatifs à la modélisation
Annexe 15 :	Tableaux synthétiques sur les PTF/ONG œuvrant dans la petite enfance
Annexe 16 :	Outils de collecte des données primaires
Annexe 17 :	CV des consultants
Annexe 18 :	Quelques images d'Espaces Enfance
Annexe 19 :	Liste des Espaces Enfance

REMERCIEMENTS

L'équipe d'évaluation voudrait adresser sa profonde gratitude à l'UNICEF pour son assistance technique et financière au gouvernement béninois.

Elle voudrait aussi très sincèrement exprimer sa vive gratitude à tous les acteurs et partenaires ci-dessous sans lesquels cette évaluation n'aurait sans doute pas abouti :

- Madame la Représentante, madame la Représentante adjointe, le chef de programme Education et son équipe ainsi que les autres équipes techniques de l'UNICEF ;
- Les responsables des ONG et leur personnel : Aide et Action, Borne Fonden, CAEB, PLAN BENIN, RACINES, Right To Play ;
- Le Directeur de Cabinet du MEMP et toute l'équipe du Cabinet du MEMP, la Directrice de l'Enseignement Maternel (DEM) et son personnel, l'ensemble des autres Directeurs techniques et centraux du MEMP qui n'ont cessé d'apporter leur appui à l'équipe d'évaluation ;
- Les DDEMP, les CCS et CP, les maires de communes et les élus locaux, les médiatrices, les médecins et autres responsables communaux, les partenaires sociaux (syndicats, APE) qui se sont mobilisés pour faciliter la collecte des données ;
- Tous les bénéficiaires de l'expérience des Espaces Enfance – enfants, élèves de CI/CP, filles libérées, parents, animateurs/trices) dont la disponibilité et l'enthousiasme ont beaucoup contribué au succès de l'opération de collecte ;
- Le personnel d'enquête, de supervision et le personnel d'appui (chauffeurs) qui ont fait preuve de détermination et d'esprit de sacrifice très louable pour recueillir l'information sur le terrain ;
- Le statisticien qui a fait face avec un grand professionnalisme à l'ampleur du travail, sans oublier son équipe de codification et de saisie des données qui s'est bien dévouée à la tâche.

SIGLES ET ACRONYMES

AGR	Activités Génératrices de Revenus
APC	Approche Par Compétences
APE	Association des Parents d'Elèves
BEPC	Brevet d'Etudes du Premier Cycle
CAD	Comité d'Aide au Développement
CAEB	Conseil des Activités Educatives du BENIN
CAP	Certificat d'Aptitude Pédagogique
CCE	Comité Communal d'Education
CCE	Centre Communautaire d'Education (Voir CPE)
CCS	Chef de Circonscription Scolaire
CDE	Convention relative aux Droits de l'Enfant
CEAP	Certificat Elémentaire d'Aptitude Pédagogique
CE	Cours Elémentaire
CEPE	Certificat d'Etudes Primaires Elémentaires
CEPIV	Centres Préscolaires d'Initiative Villageoise
CESE	Centre d'Eveil et de Stimulation de l'Enfance
CI	Cours d'Initiation
CLE	Comité Local d'Education
CM	Cours Moyen
CN	Cellule Nationale
CP	Cours Préparatoire
CP	Conseiller Pédagogique
CPE	Centre de la Petite Enfance
CPEC	Centre de la Petite Enfance Communautaire
CS	Circonscription Scolaire
C/SEMP	Chef Service des Enseignements Maternel et Primaire
DAC	Document d'Accord-Cadre
DDCAPLN	Direction Départementale de la Culture, de l'Artisanat et de la Promotion des Langues Nationales
DDEMP	Direction Départementale des Enseignements Maternel et Primaire
DDFSN	Direction Départementale de la Famille et de la Solidarité Nationale
DDJSL	Direction Départementale de la Jeunesse, des Sports et Loisirs.

DDS	Direction Départementale de la Santé
DEC	Direction des Examens et Concours
DEM	Direction de l'Enseignement maternel
DEP	Direction de l'Enseignement Primaire
DIJE	Développement Intégré du Jeune Enfant
DPP	Direction de la Programmation et de la Prospective
DRH	Direction des Ressources Humaines
EDUCOM	Education et Communauté
EE	Espace Enfance
EM	Ecole Maternelle
ENI	Ecole Normale d'Instituteurs
EPT	Education Pour Tous
EQF	Ecole de Qualité Fondamentale
FADeC	Fonds d'Appui au Développement des Communes -
GF	Groupements Féminins
GIE	Groupement d'Intérêt Economique
IGPM	Inspection Générale Pédagogique du Ministère
INFRE	Institut National pour la Formation et la Recherche en Education
MEMP	Ministère des Enseignements Maternel et Primaire
MoU	Memorandum of Understanding
OCDE	Organisation pour la Coopération et le Développement Economique
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PAI	Plan Annuel d'Investissement
PISE	Plan Intégré de Suivi-Evaluation
PDDSE	Plan Décennal de Développement du Secteur de l'Education
PEE	Paquet Educatif Essentiel
PNDIJE	Politique Nationale pour le Développement Intégré du Jeune Enfant
PTA	Plan de Travail Annuel
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
TdR	Termes de Référence
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance

LISTE DES TABLEAUX

TABLEAU 1 : CRITERES ET QUESTIONS D'EVALUATION.....	5
TABLEAU 2 : HYPOTHESES D'INTERVENTION DU PROGRAMME.....	7
TABLEAU 3 : TAILLE DES ECHANTILLONS DE SOUS-GROUPES DE LA POPULATION ENQUETES ET LES PREVISIONS	9
TABLEAU 4 : NOMBRE D'ESPACES ENFANCE PAR AN.....	19
TABLEAU 5 : SYNTHESE DES SENTIMENTS EXPRIMES PAR DES BENEFICIAIRES VIS-A-VIS DES ESPACES ENFANCE	23
TABLEAU 6 : SYNTHESE DES POINTS DE VUE SUR LA CONSULTATION DES ACTEURS AVANT LE DEMARRAGE DU PROJET	26
TABLEAU 7 : SYNTHESE DES POINTS DE VUE DES RESPONSABLES SUR LA REALISATION PREALABLE D'UNE ANALYSE DE BESOINS	28
TABLEAU 8 : LES OBJECTIFS PLANIFIES DES ESPACES ENFANCE ET LES OBJECTIFS NATIONAUX	30
TABLEAU 9 : OBJECTIFS/HYPOTHESES ET INDICATEURS D'ATTEINTE OU DE VERIFICATION	31
TABLEAU 10 : REPARTITION DES ESPACES ENFANCE, DES EFFECTIFS D'ENFANTS ET DES ANIMATEURS/TRICES PAR DEPARTEMENT ET PAR COMMUNE EN 2013	34
TABLEAU 11 : REPARTITION DES GROUPEMENTS FEMININS (GF) PAR COMMUNE ET PAR DEPARTEMENT	40
TABLEAU 12 : DONNEES STATISTIQUES DIVERSES SUR L'ENSEIGNEMENT MATERNEL PUBLIC, PRIVE ET COMMUNAUTAIRE (2004 A 2012)	44
TABLEAU 13 : EVOLUTION DES TAUX BRUTS DE SCOLARISATION (TBS) SELON LE GENRE ET PAR COMMUNE (EN %)	45
TABLEAU 14 : EVOLUTION DES TAUX BRUTS DE PRESCOLARISATION ET DES TAUX BRUTS DE SCOLARISATION (EN %)	46
TABLEAU 15 : RECAPITULATIF DES RESSOURCES UTILISEES DANS LE CADRE DE L'EXPERIENCE DES ESPACES ENFANCE.....	51
TABLEAU 16 : SYNTHESE DES AVIS DES RESPONSABLES CENTRAUX SUR L'UTILISATION JUDICIEUSE ET OPTIMALE OU NON DES RESSOURCES	52
TABLEAU 17 : COUT UNITAIRE COMPARATIF ENTRE UN ESPACE ENFANCE ET UNE ECOLE MATERNELLE PUBLIQUE	54
TABLEAU 18 : SYNTHESE DES POINTS DE VUE DES ACTEURS SUR LES POSSIBILITES D'EXTENSION DE L'EXPERIENCE OU SUR SON PASSAGE A L'ECHELLE.....	59
TABLEAU 19 : COUTS UNITAIRES ET REPARTITION ENTRE LES DIFFERENTS ACTEURS.....	65
TABLEAU 20 : SYNTHESE DES AVIS SUR LA QUALITE DE L'ACCUEIL RESERVE A L'EXPERIENCE DES ESPACES ENFANCE PAR LES DIFFERENTS ACTEURS	66
TABLEAU 21 : RESULTATS ATTEINTS PAR LES PTF ET ONG DANS LE PRESCOLAIRE	69
TABLEAU 22 : EVALUATION APPROXIMATIVE DES COUTS ET DES RESSOURCES EN VUE DU PASSAGE A L'ECHELLE	73
TABLEAU 23 : EVALUATION DES BESOINS A PARTIR DES PREVISIONS DU PDDSE EN 2015	73
TABLEAU 24 : SYNTHESE DES FORCES, FAIBLESSES, DES OPPORTUNITES ET DES MENACES	80

LISTE DES GRAPHIQUES

GRAPHIQUE 1 : EVOLUTION NUMERIQUE DES ESPACES ENFANCE	19
GRAPHIQUE 2 : EVOLUTION DES EFFECTIFS D'ENFANTS DES ESPACES ENFANCE	20
GRAPHIQUE 3 : DEGRE DE SATISFACTION DES BESOINS DES BENEFICIAIRES DE L'AVIS DES ACTEURS	24
GRAPHIQUE 4 : LES TYPES D'ESPACES ENFANCE ET LEUR REPARTITION NUMERIQUE	33
GRAPHIQUE 5 : NIVEAU DE CONTRIBUTION DES ESPACES ENFANCE A LA LIBERATION DES MERES/TUTRICES	41
GRAPHIQUE 6 : NIVEAU DE CONTRIBUTION DES AGR A L'AUGMENTATION DES REVENUS	42
GRAPHIQUE 7 : NIVEAU DE CONTRIBUTION DES AGR A UNE PLUS GRANDE PARTICIPATION DES PARENTS AUX CHARGES FAMILIALES	42
GRAPHIQUE 8 : NIVEAU DE SATISFACTION DES ACTEURS PAR RAPPORT A L'ETABLISSEMENT DES ACTES DE NAISSANCE.....	55
GRAPHIQUE 9 : NIVEAU DE SATISFACTION DES ACTEURS PAR RAPPORT A LA VACCINATION DES ENFANTS.....	55
GRAPHIQUE 10 : NIVEAU DE SATISFACTION DES ACTEURS PAR RAPPORT AU DEPARASITAGE DES ENFANTS....	56
GRAPHIQUE 11 : NIVEAU DE SATISFACTION DES ACTEURS PAR RAPPORT A LA PRISE EN CHARGE EN CAS DE MALADIE	56
GRAPHIQUE 12 : NIVEAU DE SATISFACTION DES ACTEURS PAR RAPPORT A L'EVEIL/EDUCATION DES ENFANTS	56
GRAPHIQUE 13 : ESPACES ENFANCE/REPARTITION ACTUELLE DES CHARGES (ESTIMATION EN %).....	63

RESUME ANALYTIQUE

Contexte, justification et objectifs de l'évaluation

Depuis les années 1960, le gouvernement du Bénin est confronté à de nombreux défis notamment dans les domaines relatifs aux conditions déplorable de l'enfant et de la femme en général et en particulier au niveau du sous-secteur des enseignements maternel et primaire. Ces défis ont pour noms : faible préscolarisation particulièrement en milieu rural, faible scolarisation notamment chez les filles contraintes à assurer la garde de leurs petits frères au lieu de fréquenter l'école, mise à l'écart des mères du circuit économique contraintes elles-aussi d'assurer la garde des petits enfants, etc. Pour faire face à ces défis ainsi qu'aux engagements internationaux auxquels il a souscrit (EPT, OMD) avec le maximum de chances de réussite, le gouvernement a pris à l'interne un certain nombre de dispositions légales et institutionnelles (notamment la Constitution du 11 décembre 1990, les deux lois d'orientation de l'éducation nationale¹, le PDDSE 2006-2015², etc.) et a sollicité l'appui technique et financier de l'UNICEF et d'autres Partenaires Techniques et Financiers (PTF). Cela s'est concrétisé en ce qui concerne l'appui de l'UNICEF par l'adoption conjointe et la mise en œuvre d'une série de projets d'Education Bénin-UNICEF à partir de 1994.

Le premier accord de coopération BENIN-UNICEF qui couvre la période 1994-1998 a permis la mise en place du projet EDUCOM I (Education et Communauté). Sur la base de ce projet et fort du besoin ressenti et exprimé par les acteurs et bénéficiaires, le gouvernement, à travers le Ministère en charge des Enseignements Maternel et Primaire, a initié une expérience à base communautaire dénommée « Espaces Enfance » en vue d'atteindre les objectifs essentiels ci-après : (i) inciter les mères à libérer les filles (grandes sœurs qui ont la garde de leurs petits frères/petites sœurs) pour l'école ; (ii) libérer les mamans pour qu'elles puissent mener des Activités Génératrices de Revenus (AGR); (iii) favoriser la socialisation et la stimulation de l'enfant ; et (iv) préparer les jeunes enfants pour l'école à travers une éducation globale à l'instar de leurs pairs inscrits dans les écoles maternelles publiques classiques, tout en les faisant bénéficier « d'un suivi sanitaire » à travers des « visites médicales et le déparasitage systématique ».

Ainsi l'Espace Enfance, appelé « espace éducatif » au début de l'expérience, se définit comme « un établissement préscolaire mis en place en milieu rural pour accueillir de jeunes enfants de 2,5 à 5 ans dont l'encadrement est assuré par un animateur ou une animatrice recruté(e), rémunéré (e) par la communauté et formé (e) sur le tas».

¹ La loi N° 2003-17 du 11 novembre 2003 portant orientation de l'éducation nationale en République du Bénin modifiée par la loi N° 2005-33 du 06 octobre 2005 portant modification de la loi N° 2003-17 du 11 novembre 2003 portant orientation de l'éducation nationale en République du Bénin.

² Plan Décennal de Développement du Secteur de l'Education actualisé en 2012

Cette initiative a pour finalité de promouvoir l'offre équitable de préscolarisation et de scolarisation et de permettre aux femmes de participer pleinement à la vie socio-économique de leurs communautés.

L'expérience a commencé en 1997 avec l'ouverture du premier Espace Enfance à Bouanri dans la commune de Bembéréké au nord du pays. Puis elle a évolué en quatre grandes phases correspondant aux cycles des Programmes successifs de Coopération Bénin-UNICEF (1994-1998, 1999-2003, 2004-2008, 2009-2013).

Après plus d'une quinzaine d'années de pratique, il s'est avéré nécessaire pour les acteurs et les partenaires de procéder à une évaluation de l'expérience en vue d'atteindre les objectifs ci-après:

Objectif général : Permettre au gouvernement et à ses partenaires de disposer d'informations descriptives et analytiques sur l'expérience des Espaces Enfance afin de renforcer les stratégies nationales d'appropriation de l'approche communautaire de la préscolarisation telle que recommandée par le Plan Décennal de Développement du Secteur de l'Education (PDDSE) 2006-2015.

Objectifs spécifiques : 1. **Evaluer** la performance, notamment la pertinence, l'efficacité, l'efficience, les facteurs favorisant ou défavorisant la pérennité de l'expérience des Espaces Enfance ; 2. **Analyser** les coûts et les ressources dans le but d'informer sur un plan de passage à l'échelle ; 3. **Identifier** les forces et faiblesses, les leçons tirées de l'expérience, les opportunités et les menaces ; 4. **Formuler** des recommandations et des stratégies opérationnelles afin d'améliorer, de pérenniser et d'étendre l'expérience des Espaces Enfance à d'autres communes.

Il est prévu que les résultats de cette évaluation soient partagés à tous les niveaux, « **central** (directions techniques du MEMP, Partenaires Techniques et Financiers ou PTF, ONG...), **déconcentré** (Directions Départementales des Enseignements Maternel et Primaire Circonscriptions Scolaires et écoles), et **décentralisé** (collectivités et communautés).

Ces résultats devraient aussi aider le Gouvernement et ses partenaires « à définir les stratégies à développer, y compris des plaidoyers éventuels pour renforcer l'appropriation de l'expérience des Espaces Enfance » et son extension à l'échelle nationale.

Approche et méthodologie

Pour mener cette évaluation, il a été fait appel à une équipe composée comme suit : un consultant international de nationalité burkinabè choisi pour sa connaissance du système éducatif béninois et son expérience en matière d'évaluation; un consultant national qui a été sélectionné pour les mêmes raisons.

L'évaluation a été conduite selon une approche participative, systématique, quantitative et qualitative et dans le respect du principe de triangulation. Elle a été basée sur les critères indiqués dans les TdR qui sont ceux de l'Organisation pour la Coopération et le Développement Economique (OCDE) et du Comité d'Aide au Développement (CAD) :

pertinence, efficacité, efficience, durabilité/pérennité, impact auxquels il a été ajouté celui de l'adhésion en raison de son importance dans l'atteinte des résultats d'un tel projet de développement. Pour chaque critère, les questions formulées dans les TdR (parfois complétées ou reformulées) ont été sources d'indicateurs.

Sur le plan méthodologique, l'évaluation a été menée en deux grandes étapes :

- 1) une **première étape centrée** sur le recueil et l'analyse de données de sources secondaires grâce à la revue documentaire et aux premières interviews à l'aide de guides auprès de 31 responsables de structures au niveau central : Cabinet et Directions techniques du MEMP, UNICEF, ONG telles que Aide et Action, CAEB, BORNE FONDEN, Plan Bénin, Racines, Right to Play, etc. ;
- 2) une **seconde phase** consacrée à des investigations plus poussées avec la collecte et l'analyse de données primaires. Pour ce faire, deux groupes d'enquêteurs et de superviseurs ont été recrutés : le premier groupe compte 36 enquêteurs (21 hommes, 15 femmes) et 6 superviseurs (1 femme, 5 hommes) ; le second se compose de 36 enquêteurs (12 femmes, 24 hommes) et de 3 superviseurs (tous des hommes). Les deux groupes ont été formés dans deux localités. Chaque séance de formation a été suivie d'une enquête pilote en vue de renforcer les compétences de ce personnel et d'améliorer les outils. La collecte s'est déroulée en trois étapes correspondant à trois zones. Pour chacune d'elles, 36 enquêteurs, 6 superviseurs (réduits à 3 dans les zones centre et nord pour des contraintes de ressources) ont été déployés sur le terrain: une zone sud (départements de l'Atlantique, de l'Ouémé et du Plateau), une zone centre (Couffo et Zou) et une zone nord (Alibori, Borgou, Donga). Les **17 communes** concernées par l'expérience et **8 communes** voisines (soit **25 communes au total dans les 8 départements**) ont été couvertes par cette collecte des données primaires. Au cours de cette deuxième phase, ce sont **3223 personnes** (62,78% de femmes, 37, 22% d'hommes) qui ont été interrogées.

Pour l'ensemble des deux grandes phases de l'évaluation (phase initiale et phase des enquêtes primaires), ce sont 136 Espaces Enfance qui ont été visités (soit presque la moitié des 300 centres initialement recensés) et **3254 personnes qui ont interviewées (62,46% de femmes/filles et 37,54% d'hommes /garçons)**. La sélection de l'échantillon a été basée sur un choix raisonné avec des critères tels que le sexe, l'accessibilité et la répartition géographique des centres et des enquêtés, les ressources mises à disposition et la prise en compte de l'équité. Les entretiens (individuels et de groupes) ont été réalisés au moyen d'outils tels que les questionnaires et les guides. Des grilles d'observation ont été aussi utilisées dans 130 (sur 136) centres.

Certes, des contraintes méthodologiques et de terrain ont quelque peu perturbé le processus d'évaluation : indisponibilité momentanée des responsables centraux, difficultés d'accès aux animateurs ou aux filles libérées et scolarisées, inaccessibilité géographique de certains Espaces Enfance, imprécisions et contradictions dans les documents statistiques, etc. Mais des opportunités (mobilisation des acteurs, esprit de sacrifice des enquêteurs et superviseurs) ont aussi permis de surmonter autant que possible les contraintes de terrain. De même, diverses

dispositions prises par les évaluateurs (comme la rigueur dans l'application du principe de triangulation, ...) ont contribué à atténuer les effets des contraintes méthodologiques. Ce qui fait que, malgré d'autres limites objectives à l'évaluation, les données collectées et analysées sont suffisamment significatives pour tirer des conclusions très enrichissantes.

Principales conclusions

Du point de vue des critères d'évaluation, la performance de l'expérience des Espaces Enfance est fort encourageante. En effet, des réponses aux différentes questions relatives à chaque critère, il se dégage que (qu') :

- (i) l'expérience est d'**une pertinence certaine** ;
- (ii) elle est d'**une grande efficacité** au regard des résultats quantitatifs obtenus en dépit d'une multitude de contraintes;
- (iii) **son efficience est relativement appréciable** ;
- (iv) **son impact est important** au sein des acteurs directs et indirects à bien des égards ;
- (v) **des bases assez solides existent pour une pérennisation** ;
- (vi) elle bénéficie d'**une forte adhésion** des bénéficiaires directs et indirects.

En résumé, les Espaces Enfance constituent pour le Bénin un modèle dont le potentiel est énorme pour le développement de l'offre équitable en matière d'éducation préscolaire, pour améliorer la scolarisation des filles en vue de l'atteinte de la parité filles/garçons, et un puissant levier pour l'émancipation de la femme, pour la rétention et l'amélioration du taux d'achèvement au primaire, pour le progrès économique et social en faveur de la femme et des communautés.

Concernant les points forts de l'expérience, les points faibles, les menaces qui pèsent sur elle et les opportunités qui s'offrent pour une pérennisation réussie, le tableau ci-dessous en donne une synthèse des plus expressives.

Parmi les leçons essentielles à tirer, on peut noter que l'expérience des Espaces Enfance présente des spécificités de par son étendue, par la mobilisation des communautés et par les acquis engrangés. Les ressorts institutionnels (caractère prioritaire du préscolaire), méthodologiques (étapes de sensibilisation et rôle des médiatrices) et la philosophie de l'UNICEF qui les sous-tendent peuvent servir de sources d'inspiration pour d'autres pays.

Toutefois, il a été prouvé que, l'approche communautaire, pour être féconde, doit être éclairée en amont, soutenue et encadrée dans le processus par une implication incontournable du gouvernement qui devrait jouer le rôle de régulateur.

Tableau de synthèse des forces, des faiblesses, des opportunités et des menaces

	POSITIFS	NEGATIFS
ORIGINE INTERNE (organisationnelle)	<p>FORCES</p> <ul style="list-style-type: none"> • 314 Espaces Enfance en 2013 dont 152 transformés en Ecoles Maternelles (EM) publiques ; Encadrement assuré par au moins 322 d'animateurs/animateurices (74% de femmes). • Près de 14 301 enfants préscolarisés en 2013 (avec une majorité de filles, 50,5%) qui sont épanouis, éveillés et préparés au minimum pour le primaire (soit un cumul de 82 707 enfants depuis 2003): une forte contribution à l'augmentation du taux de préscolarisation (9,8% en 2012, 11,2% en 2011 contre 7,6% en 2007-2008 et 2,5% en 1994) surtout chez les filles et du taux brut de scolarisation (79,99% en 1999-2000 à 119,72 en 2011-2012) surtout chez les filles. • Environ 14 700 filles libérées et scolarisées en 2012-2013 ; forte contribution à l'augmentation du taux brut de scolarisation des filles (65,16% en 1999-2000 à 116,78% en 2011-2012) et à l'atteinte de la parité filles/garçons au primaire. • Plus de 15 000 femmes libérées et intégrées dans la vie socio-économique grâce aux AGR menées dans plus de 840 Groupements Féminins (GF). 	<p>FAIBLESSES</p> <ul style="list-style-type: none"> • Existence d'Espaces Enfance fermés ou non fonctionnels (14 au minimum) ; un cadre physique souvent peu commode, vétuste, précaire, exigü, peu sécurisant ; insuffisance ou manque d'équipements, etc.) ; des salles de classes multigrades, souvent surchargées (48 en moyenne par classe). • Des animateurs/animateurices souvent démotivé(e)s car peu ou non formé(e)s/recyclé(e)s, irrégulièrement, faiblement ou pas du tout rémunéré(e)s. • Des insuffisances au niveau des acquis chez les enfants (pré-lecture, pré-écriture, pré-mathématique).
	<p>OPPORTUNITES</p> <ul style="list-style-type: none"> • Présence, appui décisif et multiforme de l'UNICEF et présence d'acteurs engagés au niveau local pour un partenariat et la mobilisation de ressources (ONG, Groupements Féminins, Association des Parents d'Elèves (APE)). • Intérêt et motivation de la communauté de base avec changements de mentalités perceptibles. • Demande d'éducation de plus en plus forte. • Existence d'écoles primaires et de personnel rattaché au projet (directeurs, enseignants, etc.) comme garantie de pérennité et de sérieux, pour y rattacher le pré-primaire ou la maternelle. • Processus de décentralisation en cours susceptible d'appuyer ou de relayer les communautés. 	<p>MENACES</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pauvreté générale de la population : peu de ressources. • Non implication et/ou désintérêt des pères/tuteurs ou des hommes en général dans certaines zones. • Démotivation des animateurs/trices et de quelques médiatrices. • Environnement général de travail parfois peu favorable (retards accusés dans le démarrage du travail lors des rentrées scolaires). • Surtout une inflexion de la politique gouvernementale relativement à l'approche communautaire et au développement de la préscolarisation (solicitation du privé en appui au public).

Principales recommandations

A court et moyen termes (1 an au plus, juin 2014 à mai 2015)

A l'attention du gouvernement et du MEMP :

- **Tenir une instance centrée sur l'éducation préscolaire** et autour d'un thème tel que « Education préscolaire au Bénin : bilan et perspectives » ; au cours d'une telle instance, les conclusions de la présente évaluation pourraient nourrir la réflexion. Cette instance serait aussi l'occasion pour éclairer le gouvernement afin de lui permettre d'aborder en toute connaissance de causes les questions portant sur : le **caractère obligatoire de l'éducation préscolaire** ; **l'écart entre les conditions d'accès à l'école maternelle et celles de l'accès au primaire** ; **sur l'approche qui sied pour généraliser le préscolaire et qui devra être inscrite dans le prochain PDDSE 2016-2020**; sur la possibilité de **passer de deux sections actuellement en vigueur à trois sections** ; sur une **relecture et un allègement des curriculums** de cet ordre d'éducation ; sur diverses questions qui sont l'objet des autres préconisations ci-dessous ;
- **Adopter et ou prendre des textes officiels subséquents** aux différentes options prises lors de l'instance ;
- **Commanditer une étude de faisabilité** pour mieux planifier l'extension de l'expérience à tout le pays ;
- **Créer un cadre de concertation** avec l'UNICEF et les autres PTF/ONG œuvrant dans ce domaine en vue de la création d' « un modèle béninois » de l'éducation préscolaire;
- **Résoudre le problème des médiatrices** de concert avec l'UNICEF et peut-être avec d'autres PTF ainsi qu'avec l'appui des intéressées;
- **Solliciter auprès de l'UNICEF la poursuite du processus de modélisation** jusqu'à couvrir tous les Espaces Enfance implantés depuis 1997;
- **Mettre en place un dispositif de recherche-action** ainsi qu'une **base de données fiable** sur les centres d'éducation préscolaires non formels existants et sur ceux à venir.

A l'attention de l'UNICEF

- ❖ Accompagner la poursuite et l'achèvement des opérations de modélisation en cours ;
- ❖ Renforcer son appui technique et financier au gouvernement du Bénin en vue du passage à l'échelle de l'expérience des Espaces Enfance ;
- ❖ Renforcer le plaidoyer à l'endroit des autres PTF, les ONG, **les fondations caritatives** et les entreprises privées du Bénin en vue de leur plus grande implication dans les actions en faveur de la petite enfance.

A l'attention des autres PTF et ONG œuvrant dans le domaine du préscolaire

- ❖ Renforcer les actions en faveur de l'éducation de la petite enfance ;
- ❖ Contribuer à la mise en place d'une structure de concertation et d'harmonisation des points de vue pour une plus grande synergie dans les efforts consentis pour appuyer le gouvernement du Bénin.

A l'attention des collectivités

Accroître leurs contributions à l'implantation des centres d'éducation préscolaire et s'impliquer davantage dans la gestion et le fonctionnement de ces centres en vue de suppléer les communautés de base souvent confrontées à des difficultés multiples.

A l'endroit des communautés

- Renforcer leur mobilisation autour de l'éducation de la petite enfance et impliquer davantage les pères ou les hommes dans les activités y relatives et pour ce faire ;
- Créer un comité restreint de gestion spécifique aux centres d'éducation communautaires, comité qui serait composé d'hommes et de femmes.

A long terme (plus d'un an, à partir de juin 2015)**A l'attention du gouvernement**

- Rendre effective la mise à la disposition des communes des ressources prévues **dans le cadre de la décentralisation** pour leur permettre de jouer correctement leur partition dans les actions à mener pour une extension de l'expérience des Espaces Enfance à tout le pays ;
- Renforcer davantage les capacités du MEMP (ressources humaines en nombre suffisant et en qualité, formation) pour lui permettre d'assurer un pilotage plus cohérent du processus de pérennisation de l'expérience des Espaces Enfance ;
- Intensifier les campagnes de sensibilisation des populations en faveur de la préscolarisation en vue notamment : **d'une plus grande contribution** des hommes (pères/tuteurs d'enfants) aux actions à mener dans le cadre du passage à l'échelle **des centres communautaires d'éducation de la petite enfance** ; **d'une meilleure implication des acteurs politiques** au niveau local dans le domaine de la préscolarisation; **d'une meilleure perception de la gratuité des enseignements maternel et primaire** qui ne doit pas empêcher la participation active des communautés aux actions de préscolarisation ;
- Promouvoir l'introduction de la prise en charge des Espaces Enfance voire de tous les centres communautaires d'éducation de la petite enfance dans les Plans de Développement Communaux.

A l'attention de l'UNICEF et des autres PTF/ONG : Poursuivre l'accompagnement du gouvernement du Bénin afin de faciliter l'atteinte des résultats planifiés dans le domaine de la préscolarisation.

A l'attention des collectivités : Inclure l'éducation de la petite enfance dans les Plans de Développement Communaux (PDC), les Plans Annuels d'Investissement ou les Plans de Travail Annuels.

A l'endroit des communautés : Renforcer davantage leur mobilisation et leurs capacités organisationnelles en vue d'assurer le succès des activités de consolidation et d'extension des Espaces Enfance.

Proposition de stratégies opérationnelles pour le passage à l'échelle :

Les stratégies proposées tiennent compte de deux options possibles en fonction des grandes orientations que le politique pourrait décider quant à l'avenir des Espaces Enfance et de l'éducation préscolaire en général.

Option A : Le caractère obligatoire de l'éducation préscolaire est réaffirmé, sa généralisation est envisagée explicitement à travers une diversification de l'offre éducative et dans ce sens, l'orientation communautaire est réhabilitée avec un accent sur la contribution des communautés via les collectivités (mairies) :

Dans cette optique, les étapes ci-après peuvent servir de ligne directrice en vue d'une extension de l'expérience à l'échelle nationale (les dates/périodes sont indicatives):

Etape 1 (à partir de juin 2014) : Travaux de recensement exhaustif des Espaces Enfance et de tous les centres communautaires d'éducation des petits enfants (y compris ceux des autres PTF/ONG) en vue d'une plus grande maîtrise des données statistiques et **de la correction** au besoin des données de la présente évaluation.

Etape 2 (à partir de juin 2014) : Prise de mesures transitoires pour consolider l'existant à travers une série d'actions possibles à mener par le tandem Direction de l'Enseignement Maternel (DEM)/UNICEF : pilotage de l'étape 1 ci-dessus, transformation des Espaces Enfance actuels en Ecoles Maternelles, planification de la réactivation des Espaces Enfance/Ecoles Maternelles non fonctionnels et de l'achèvement de la modélisation en cours, etc.

Etape 3 (juin 2014) : Tenue d'un atelier national (2 jours) sur l'éducation de la petite enfance autour des points tels que : les orientations stratégiques à donner (priorité nationale ou non, caractère obligatoire ou non, diversification de l'offre éducative à travers le recours à l'approche communautaire, etc.).

Etape 4 (août à octobre 2014): Recrutement d'un cabinet d'études pour une étude de faisabilité d'extension de l'expérience aux zones rurales des 60 autres communes et aux localités non couvertes des 17 premières communes.

Etape 5 (janvier 2015): Sur la base des conclusions de l'étude, **élaboration d'un « Document d'Accord-Cadre » (DAC)** dans lequel les différents partenaires et acteurs s'accordent sur les domaines dans lesquels ils peuvent assurer des prises en charge et dans quelles proportions. Il pourrait s'agir d'un document d'accord tripartite (Etat-Mairies-UNICEF/PTF) à l'image de celui appelé «Memorandum of Understanding » (MoU) utilisé dans la section santé de l'UNICEF (**expérience des relais communautaires**) et qui peut servir de source d'inspiration.

Etape 6 (mars-août 2015): Démarrage des travaux d'amélioration ou de normalisation des 314 Espaces Enfance recensés dans les 17 communes couvertes par l'expérience: modélisation, réactivation des centres fermés, recrutement et/ou formation initiale des animateurs/trices à l'ENI ou mieux sur le poste de travail (comme les ex-communautaires reversés contractuels de l'Etat) ; **Démarrage des travaux d'implantation de nouveaux centres** non formels d'éducation de la petite enfance en conformité avec le plan d'actions issu de l'étude de faisabilité.

Option B : Les dispositions du PDDSE sont maintenues. Le Gouvernement décide de transformer tous les Espaces Enfance existants et ceux à venir en EM publiques. Il est mis fin aux expériences communautaires. Seuls l'Etat et le privé agissent dans ce secteur en respectant les pourcentages (%) prévus pour chaque partie dans la planification du PDDSE.

INTRODUCTION GENERALE

Depuis 1997, le gouvernement du Bénin, dans sa volonté de relever de nombreux défis sociaux et de remplir les engagements liés à l'EPT et aux OMD en 2015, a initié et développé les Espaces Enfance avec l'appui technique et financier de l'UNICEF. A travers ces centres de type non formel, il s'agit de mettre à contribution les communautés afin que soit proposé aux enfants (de 2 ans et ½ à 5 ans) des zones rurales, un environnement adéquat pour assurer leur éducation comme ceux des villes. De manière spécifique, l'initiative des Espaces Enfance vise les objectifs essentiels suivants (cf. TdR):

- (i) inciter les mères à libérer les filles (grandes sœurs qui ont la garde de leurs petits frères/petites sœurs) pour l'école ;
- (ii) libérer les mères pour qu'elles puissent mener des Activités Génératrices de Revenus (AGR);
- (iii) favoriser la socialisation et la stimulation de l'enfant ; et
- (iv) préparer les jeunes enfants pour l'école à travers une éducation globale à l'instar de leurs pairs inscrits dans les écoles maternelles publiques et privées classiques, tout en leur faisant bénéficier « d'un suivi sanitaire » à travers des « visites médicales et le déparasitage systématique ».

Ainsi l'Espace Enfance se définit comme « un établissement préscolaire mis en place en milieu rural pour accueillir de jeunes enfants » dont l'encadrement est assuré par un animateur ou une animatrice recruté(e), rémunéré (e) par la communauté et formé (e) « sur le tas ».

Après plus de quinze ans de pratique, le gouvernement, les PTF et les autres acteurs ont estimé indispensable de procéder à une évaluation de l'expérience qui est d'ailleurs inscrite dans le Plan intégré de Suivi-Evaluation (PISE) du Programme de Coopération Bénin-UNICEF 2009-2013. Cette évaluation a été aussi fortement recommandée par « la Revue à Mi-Parcours (RMP) dudit Programme.

Il est prévu que les résultats de cette évaluation soient partagés à tous les niveaux, « **central** (directions techniques du MEMP, Partenaires Techniques et Financiers ou PTF, ONG...), **déconcentré** (Directions Départementales des Enseignements Maternel et Primaire, Circonscriptions Scolaires et écoles), **décentralisé** (collectivités et communautés). Ces résultats devraient aider le gouvernement et ses partenaires « à définir les stratégies à développer, y compris des plaidoyers éventuels pour renforcer l'appropriation de l'expérience des Espaces Enfance » et son extension à l'échelle nationale.

Pour mener cette activité il a été fait appel à un consultant international de nationalité burkinabé qui a une expérience confirmée du système éducatif béninois et dans le domaine de l'évaluation. Il est assisté d'un consultant national choisi pour les mêmes raisons ou presque.

Le présent rapport, résultat de la collecte et de l'analyse des données, s'articule autour de six axes :

- 1) un rappel des objectifs, de la portée, des critères et questions de l'évaluation,
- 2) l'approche et la méthodologie de l'évaluation,
- 3) les résultats de l'analyse des données,
- 4) l'analyse des coûts et des ressources pour éclairer le passage à échelle,
- 5) les principales conclusions en termes de forces, de faiblesses, de leçons apprises de l'expérience, de menaces et d'opportunités, enfin,
- 6) des recommandations et des propositions de stratégies opérationnelles pour un passage à l'échelle.

1 RAPPEL DES OBJECTIFS, DE LA PORTEE, DES CRITERES ET QUESTIONS D'EVALUATION

1.1 Objectifs de l'évaluation

Objectif général : Permettre au gouvernement et à ses partenaires de disposer d'informations descriptives et analytiques sur l'expérience des Espaces Enfance afin de renforcer les stratégies nationales d'appropriation de l'approche communautaire de la préscolarisation telle que recommandée par le Plan Décennal du Développement du Secteur de l'Education 2006-2015.

Objectifs spécifiques :

- 1) **Evaluer** la performance, notamment la pertinence, l'efficacité, l'efficience, les facteurs favorisant ou défavorisant la pérennité de l'expérience des Espaces Enfance ;
- 2) **Analyser** les coûts, et les ressources, dans le but d'informer un plan de passage à l'échelle ;
- 3) **Identifier** les forces et faiblesses, les leçons tirées de l'expérience, les opportunités et les menaces ;
- 4) **Formuler** des recommandations et des stratégies opérationnelles afin d'améliorer, de pérenniser et d'étendre l'expérience des Espaces Enfance à d'autres communes.

1.2 Critères, questions d'évaluation et hypothèses d'intervention

Les critères d'évaluation tels que formulés dans les TdR, sont ceux de l'Organisation pour la Coopération et le Développement Economique (OCDE) et du Comité d'Aide au Développement (CAD) : pertinence, efficacité, efficience, durabilité/pérennité, impact. Comment peut-on expliquer chacun de ces critères ?

En nous fondant sur le guide des Nations Unies sur le suivi et l'évaluation (2009), on peut retenir de façon succincte que :

La **pertinence** renvoie au niveau d'adéquation ou de concordance parfaite entre l'initiative des Espaces Enfance (les résultats attendus) et les politiques nationales et locales au Bénin d'une part et entre cette expérience et les priorités et les besoins des bénéficiaires qui sont visés d'autre part.

L'**efficacité** mesure le niveau d'atteinte des résultats (produits ou effets) attendus de l'initiative des Espaces Enfance ; elle peut aussi mesurer les progrès qui sont accomplis vers l'atteinte de ces résultats escomptés.

A travers le critère de l'**efficience**, il s'agira de vérifier dans quelle mesure les ressources humaines, matérielles, financières ou temporelles mobilisées dans la mise en œuvre des Espaces Enfance ont été utilisées à bon escient de manière économe pour atteindre les résultats souhaités

Le critère de **durabilité** évalue dans quelle mesure les bénéfices de l'initiative des Espaces Enfance vont perdurer si l'aide accordée par l'UNICEF et les autres PTF prennent fin. « Evaluer la durabilité implique une appréciation du niveau auquel les pertinentes conditions sociales, économiques, politiques et autres sont réunies et, toujours sur la base de cette appréciation, d'effectuer des projections sur la capacité nationale à maintenir, diriger et garantir les résultats du développement dans le futur ».

Quant à l'**impact**, il s'agit d'un critère aussi important qui permet de mesurer avec précision les changements attendus sur le terrain grâce à l'initiative des Espaces Enfance, c'est-à-dire les effets constatés sur les bénéficiaires qu'ils soient positifs ou négatifs.

A ces critères il est proposé d'ajouter celui de l'**adhésion** qui revêt de notre point de vue une importance particulière pour une telle expérience dont la réussite nécessite un certain degré d'engagement, un bon accueil et une motivation intrinsèque des acteurs impliqués et qu'il convient de mesurer.

Pour chaque critère, les questions auxquelles il faudra apporter des éléments de réponses précises, en tant que résultats attendus et sources d'indicateurs, sont celles formulées dans les TdR et qui ont été parfois reformulées (au niveau du critère de l'efficacité : question sur la prise en compte de l'équité genre dans les résultats obtenus) et complétées (au niveau du critère de l'efficience : analyse coût-efficacité ; du critère de l'impact avec des questions sur les facteurs inhibiteurs possibles de l'impact et le critère de l'adhésion pour lequel trois questions ont été proposées (voir tableau n°1 ci-dessous).

Tableau 1 : Critères et questions d'évaluation

Pertinence
Les Espaces Enfances répondent-ils aux besoins des enfants, de leurs parents, des collectivités et de la communauté ?
L'expérience est-elle en concordance avec les priorités nationales ?
Y a-t-il eu une évaluation des besoins au démarrage prenant notamment en compte les plus défavorisés ?
Dans quelle mesure l'expérience des Espaces Enfance a-t-elle planifié de traiter les besoins des filles et des garçons, en particulier ceux des groupes les plus défavorisés ?
Les objectifs planifiés sont-ils en adéquation avec la réalisation des objectifs nationaux ?
Efficacité
Les résultats visés par l'expérience des Espaces Enfance sont-ils atteints ? Si oui, quelles sont les réalisations majeures ?
Dans quelle mesure les résultats obtenus ont-ils contribué à la réalisation des objectifs nationaux ?
Les résultats obtenus ont-ils profité aux filles et aux garçons, surtout ceux des zones les plus défavorisées ? Si oui/non, en donner les preuves.
Quelles sont les contraintes majeures, aussi bien liées à l'offre qu'à la demande, qui ont entravé l'atteinte des résultats planifiés ?
Quelles sont les opportunités qui pourraient se développer dans la perspective de l'extension et du passage à l'échelle nationale ?
Efficience
Dans quelle mesure y a-t-il eu une utilisation judicieuse et optimale des ressources financières, matérielles et humaines pour l'atteinte des objectifs ?
<p>Analyse coût-efficacité</p> <p>Est-il possible d'atteindre les mêmes résultats avec un minimum de ressources ou à moindre coût ? Quel est le coût unitaire comparatif entre un Espace Enfance et une Ecole Maternelle publique ?</p>
Quels sont les autres facteurs institutionnels et environnementaux qui ont amélioré ou réduit l'efficience de l'expérience ?

Impact
Dans quelle mesure les Espaces Enfance ont-ils permis de fournir aux filles et aux garçons qui les fréquentent un minimum de paquet de services intégrés (établissement des actes de naissance, éducation/éveil, vaccinations , déparasitage, prise en charge et référence pour les cas de maladies) ?
L'expérience des Espaces Enfance a-t-elle influencé la perception des familles et des communautés sur la préscolarisation ? Donnez-en quelques preuves.
Y a -t-il un effet d'imitation par les écoles et communes voisines non appuyées par le projet ?
Existe-t-il des facteurs institutionnels ou environnementaux qui inhibent les effets attendus de l'expérience ?
Durabilité/Pérennisation
Le gouvernement, les mairies et les communautés se sont-ils appropriés l'expérience des Espaces Enfance ? Si oui, comment ? Si non, pourquoi ?
La structure des coûts et leur répartition actuelle entre les différents acteurs permettent-elles le passage à l'échelle ?
Quels sont les autres facteurs de pérennisation de l'expérience des Espaces Enfance ?
Adhésion
Comment l'initiative a-t-elle été accueillie par les différents acteurs à son lancement ?
Quel est le degré d'engagement ou de motivation des acteurs pour soutenir l'initiative lors de sa mise en œuvre? Qu'ont fait concrètement les acteurs dans le processus d'implantation et dans le fonctionnement de l'Espace Enfance ?
Quel est le degré d'engagement ou de motivation des acteurs pour soutenir à l'avenir l'expérience lors du passage à l'échelle?

(Sources : TdR de l'évaluation des Espaces Enfance, 2013)

Tout en visant l'atteinte des objectifs de l'évaluation, il est aussi nécessaire de vérifier la théorie de programme, c'est-à-dire les hypothèses d'intervention et d'actions sur lesquelles, implicitement ou explicitement, le programme s'est fondé (Voir tableau n°2 ci-dessous).

Tableau 2 : Hypothèses d'intervention du Programme

Hypothèses		Indicateurs possibles de vérification
Hypothèse 1	Faute de structures formelles au niveau du préscolaire, les enfants des zones rurales sont accueillis et encadrés par des animateurs ou animatrices n'ayant pas un profil professionnel, mais « formés sur le tas ».	Nombre d'animateurs/animatrices (égal au moins au nombre d'Espaces Enfance existant) dotés de compétences minimales car ayant bénéficié d'une séance de formation au moins dans les domaines des curricula et des méthodes et techniques pédagogiques relatives à l'éducation de la petite enfance.
Hypothèse 2	Les femmes de ces localités, auparavant obligées de rester à la maison pour s'occuper de leurs enfants, sont libérées de cette contrainte et peuvent de ce fait mener, au sein des Groupements Féminins (GF), des Activités Génératrices de Revenus (AGR), grâce à l'appui financier du Programme.	Nombre de femmes actives dans les GF qui mènent des AGR et qui apportent leur appui au fonctionnement des Espaces Enfance: <ul style="list-style-type: none"> - contribution au paiement des salaires des animatrices ; - contribution à l'entretien des Espaces Enfance ; - appui à la formation des enfants pour avoir bénéficié de l'éducation parentale.
Hypothèse 3	Dès lors, les filles grandes sœurs sont libérées pour aller à l'école.	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de filles libérées et scolarisées avec de bons résultats scolaires. - Parité filles/garçons (ou presque) au niveau du Taux Brut de Scolarisation dans les communes couvertes par le programme.
Hypothèse 4	Les enfants de 2,5 à 5 ans sont préscolarisés et socialisés/éveillés.	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre d'enfants préscolarisés ; - Augmentation du Taux Brut de préscolarisation au Bénin et notamment dans les communes couvertes, avec une parité filles/garçons ou presque; - Enfants en majorité capables d'au moins trois pratiques d'éveil (parler/raconter, chanter, mimer, etc.), de respecter les règles d'hygiène (se laver les mains après les toilettes, etc.) qui sont aussi des indicateurs de socialisation (premier niveau de préparation au primaire) ; - Des enfants d'au moins 5 ans et ayant fréquenté un Espace Enfance puis inscrits au CI ou au CP pour 2013-2014, reconnus par les enseignants comme mieux préparés pour le primaire par l'acquisition de compétences en pré-lecture, pré-mathématiques, en graphisme/écriture, etc.)/2ème niveau de préparation au primaire.
Hypothèse 5	Ces enfants sont préparés pour le CI du primaire.	

(Sources : TdR de l'évaluation des Espaces Enfance, UNICEF, 2013)

2 APPROCHE ET METHODOLOGIE DE L'EVALUATION

2.1 Une approche multidimensionnelle

Au regard du but, des objectifs spécifiques et des résultats attendus de la mission d'évaluation des Espaces Enfance, il est proposé une démarche d'évaluation systématique, participative et qui se déroule en plusieurs phases complémentaires. Elle est à la fois quantitative, qualitative et respecte autant que possible le principe de triangulation.

2.2 Une démarche méthodologique en deux grandes phases

En conformité avec les indications des TdR, les étapes ont été fusionnées en deux grandes : une première phase analytique basée sur la collecte et l'analyse de données de sources secondaires ; une deuxième étape qui a consisté en des investigations plus approfondies à travers la collecte et l'analyse de données primaires. Il sied, pour chaque étape, d'en préciser l'objet et le dispositif méthodologique.

2.2.1 Une première phase consacrée à la collecte et à l'analyse des données secondaires

Après la validation du protocole et des outils de collecte par le comité de pilotage, il a été entamé la collecte et l'analyse des données de sources secondaires en vue d'une part, d'explicitier la conception du programme (sa genèse), d'apporter des réponses aux questions connexes, et d'autre part, de vérifier la théorie du programme (Cf. 1.3). A cet effet, deux techniques ont été utilisées :

- 1) **L'analyse de tous les documents pertinents** reçus de l'UNICEF et collectés auprès du MEMP, d'autres PTF et ONG œuvrant dans le sous-secteur de l'éducation de la petite enfance.
- 2) **Les enquêtes préliminaires** menées auprès de trente et un (31) personnes (09 femmes, 22 hommes), responsables de structures centrales ou nationales appartenant aux sous-groupes suivants (voir liste complète en annexe 2):
 - (i) **les bénéficiaires ou acteurs indirects du niveau central ou national** enquêtés de nouveau pour certains (autorités et directeurs techniques du MEMP, membres de bureaux nationaux d'associations telles que l'Association Nationale des Communes du Bénin (ANCB) ;
 - (ii) **autres acteurs indirects ou partenaires/parties prenantes du niveau central ou national**: autorités, responsables de services et ou spécialistes de l'éducation et de la santé de l'UNICEF, autres PTF ou responsables nationaux d'ONG (Aide et Action, Borne Fonden, Conseil des Activités Educatives du BENIN ou CAEB, Care International, Plan Bénin, Racines, Right To Play, World Education).

Les conclusions provisoires des travaux de cette première phase ont fait l'objet d'un rapport qui a été soumis à l'attention du comité de pilotage.

2.2.2 Une deuxième étape pour des investigations approfondies

2.2.2.1 Base de sondage

Précisons au préalable que **diverses modalités d'échantillonnage** ont été utilisées pour déterminer les structures et les effectifs des sous-groupes de la population cible enquêtés : **l'échantillonnage par quotas ou par choix raisonné** avec la prise en compte de critères tels que défavorisées/plus défavorisées, hommes ou garçons/femmes ou filles, accessibilité, géographique des centres et des enquêtés, contraintes des ressources mobilisées pour l'évaluation ; **l'échantillonnage de convenance et le volontariat**.

Au niveau **des sites et des structures** (voir Tableaux 4 et 7 bis en Annexe 5), les enquêtes ont eu lieu dans 8 départements (Alibori, Atlantique, Borgou, Couffo, Donga, Ouémé, Plateau, Zou), dans les 17 communes couvertes par l'expérience et dans huit (08) autres communes voisines, soit 25 communes visitées au total. Quant aux Espaces Enfance, ils sont au nombre de **136** à avoir été visités, soit une couverture de près de 90% des prévisions initiales (150).

La taille de l'échantillon primaire enquêté atteint **3223 personnes, dont 62,78% de femmes et 37,22% d'hommes**. Cette population comprend plusieurs groupes-cibles.

- 1) **les bénéficiaires ou acteurs directs** de l'initiative des Espaces Enfance au nombre de 2810 (881 hommes, 1929 femmes) et composés d'enfants des Espaces Enfance et de CI/CP, des filles libérées, parents, des membres des communautés/GF) ;
- 2) **les bénéficiaires indirects principaux du niveau déconcentré ou décentralisé** (DDEMP, CCS, CP, Maires, élus locaux, médecins, médiatrices, responsables de services de promotion sociale, leaders communaux, APE, partenaires sociaux comme les syndicats, des acteurs indirects des 8 communes voisines au nombre de 128 dont 84 hommes et 44 femmes) ; ces bénéficiaires indirects sont au nombre de 413 (319 hommes, 94 femmes).

Si l'on ajoute les 31 personnes de la phase initiale, ce sont au total **3254 personnes qui ont été interrogées au cours de l'évaluation** (dont 62,46% de femmes/filles, et 37, 54% d'hommes/garçons avec un taux global de couverture des effectifs prévus de 84% (cf. Tableau n°3 ci-dessous). La répartition géographique de ces enquêtés par zone, par département et par commune figure en Annexe 5 (Tableaux n°6, 7 et 7 bis).

Tableau 3 : Taille des échantillons de sous-groupes de la population enquêtés et les prévisions

N°	Profil des acteurs	Effectifs enquêtés			Nb. Enquêtés
		H/G	F	Total	Prévu
1	Enfants des EE	315	341	656	644
2	Èves de CI/CP&al.	309	334	643	644
3	Filles libérées et scolarisées	0	484	484	644
4	Mères/Tutrices	0	654	654	902

5	Pères/Tuteurs	216	0	216	386
6	Grand-mères	0	21	21	17
7	Animateurs/trices	41	95	136	150
	Sous-total/Bénéficiaires directs	881	1929	2810	3387
8	Enseignants de CI/CP	121	21	142	150
9	DDEMP/CCS/CP	35	1	36	39
10	Syndicats/APE/Leaders	47	0	47	51
11	Responsables communaux	32	28	60	68
12	Acteurs des communes voisines	84	44	128	128
	Sous-total/Bénéficiaires indirects déconcentrés/décentralisés	319	94	413	436
	TOTAL/POPULATION PRIMAIRE	1200	2023	3223	3823
	% (ou taux de couverture)	37,22	62,78	100,00	(84%)
13	Responsables centraux	22	9	31	39
	TOTAL GENERAL	1222	2032	3254	3862
	%	37,54%	62,46%	100,00	(84%)

(Sources : enquêtes, 2013)

2.2.2.2 Techniques et outils de collecte des données

Pour le recueil de l'information, il a été combiné quatre (04) techniques de collecte de données avec des outils de collecte spécifiques à chacune d'elles :

- 1) l'étude documentaire ;
- 2) les entretiens individuels au moyen de guides et de questionnaires ;
- 3) des entretiens de groupes et des discussions de groupes (ou focus group) au moyen de guides ;
- 4) les observations de terrain à l'aide de grilles.

2.2.2.3 Recrutement, formation de personnel et enquêtes pilotes

Pour la collecte des données primaires, il a été recruté deux groupes d'enquêteurs et de superviseurs qui ont été formés dans deux localités: un premier groupe de 36 enquêteurs (21 hommes, 15 femmes) et de 6 superviseurs (1 femme, 5 hommes) qui a été formé pendant deux jours à Porto-Novo ; un deuxième groupe de 36 enquêteurs (12 femmes, 24 hommes) et de 3 superviseurs (tous des hommes) dont la formation s'est déroulée à Bembéréké pendant 2 jours également.

Ce personnel a été sélectionné sur la base de critères tels que l'expérience, la compréhension d'au moins une langue nationale parlée dans les zones concernées (le fon, l'adja, le wémé, le nagot/yorouba, le dendi, le bariba) ou encore la non implication dans la mise en œuvre de l'expérience pour plus d'impartialité et d'objectivité ; il était composé d'inspecteurs, de conseillers pédagogiques et de directeurs/trices de la maternelle à la retraite (les pédagogues), d'étudiants de niveau licence au moins (« les non pédagogues »).

Chaque séance de formation s'est poursuivie avec une enquête pilote qui a permis de renforcer davantage les compétences de ce personnel et d'améliorer les outils de collecte des données primaires.

2.2.2.4 Organisation de la collecte

La campagne de collecte s'est déroulée en trois temps et selon un triple niveau de supervision (chefs d'équipes d'enquêteurs, superviseurs de zones (communes), consultant national): d'abord dans la zone sud (départements de l'Atlantique, de l'Ouémé et du Plateau, avec 36 enquêteurs et 6 superviseurs), puis dans la zone du centre (départements de Couffo et de Zou, 36 enquêteurs et 3 superviseurs) et enfin dans la zone nord (Alibori, Borgou, Donga, 36 enquêteurs et 3 superviseurs).

2.2.2.5 Traitement et analyse des données

Avec l'appui d'un statisticien et de 20 codificateurs et opérateurs de saisie, les données ont été codifiées, saisies, apurées et traitées à l'aide d'outils ad hoc (manuels de codification, masques de saisies) et de logiciels appropriés (ACCESS, EXCEL, WORD, SPSS). Puis elles ont été désagrégées et analysées.

2.3 Difficultés, opportunités et limites de l'évaluation

Des contraintes de terrain ont perturbé ponctuellement la collecte des données aussi bien secondaires que primaires. Parmi celles-ci, nous pouvons citer : **l'indisponibilité momentanée** des responsables centraux au niveau du MEMP pour causes de préparatifs de la rentrée scolaire 2013-2014, celle des responsables PTF et d'ONG ; **l'inaccessibilité géographique de nombreux Espaces Enfance** au sud comme au nord ; **le retard accusé dans la rentrée effective des classes** (des Espaces Enfance non ouverts au moment des enquêtes) et dans la collecte des données primaires, etc. ; **l'absence de certains animateurs/trices à leur poste et les difficultés à atteindre les filles libérées et scolarisées.**

Toutefois, des opportunités ont permis aux enquêteurs de réussir leur mission, en particulier :

- (i) **la mobilisation remarquable** de tous les acteurs en vue de faciliter le travail des enquêteurs et superviseurs : DDEMP, CCS, CP, directeurs d'école, maires de communes, parents d'élève, etc. ;
- (ii) **les sacrifices non négligeables** consentis par les enquêteurs et superviseurs eux-mêmes pour faire face à certaines dépenses imprévues (suppléments de frais de transport dans des zones éloignées, frais d'achat de cadeaux offerts aux enfants avant l'entretien, etc.).

Des difficultés d'ordre méthodologique et/ou limites de cette évaluation méritent d'être mentionnées et notamment :

- la grande richesse de la documentation et des données statistiques relatives aux Espaces Enfance qui malheureusement sont parfois imprécises, incomplètes ou

contradictoires d'un document à l'autre à tel point que l'écheveau a été souvent difficile à démêler;

- la grande diversité des groupes-cibles à enquêter et par ricochet celle des outils de collecte qui se sont révélés parfois assez lourds (le temps a manqué pour alléger certains d'entre eux) ;
- la difficulté ressentie à traduire les questions et/ou les réponses des enquêtés dans les langues nationales (des réponses incohérentes ou inexactes c'est-à-dire contraires ou sans rapport à la question posée ont été recensées) ;
- les limites reconnues aux entretiens avec des questions ouvertes dont les réponses sont parfois partielles, partiales ou contradictoires.

Néanmoins, des dispositions ont été prises par les évaluateurs pour surmonter ces difficultés et limites de façon significative: la consistance accordée à la taille de l'échantillon en amont en vue de minimiser les erreurs, le travail rigoureux accompli lors de la phase de dépouillement, d'apurement et d'analyse, l'application maximale du principe de triangulation, etc. Autant de précautions qui ont permis d'obtenir des données assez pertinentes, valides et fiables, informations dont l'analyse a permis d'aboutir à des conclusions très enrichissantes.

3 RESULTATS DE L'ANALYSE DES DONNEES

3.1 Genèse et évolution de l'expérience des Espaces Enfance

3.1.1 Les fondements ou le contexte général de l'expérience des Espaces Enfance

3.1.1.1 Une situation préoccupante pour les enfants et les femmes au Bénin avant 1997

Depuis son accession à l'indépendance en 1960, la République du Bénin connaît une croissance démographique importante à l'instar de tous les pays d'Afrique. En 1990, le pays comptait environ 6 millions d'habitants, dont une majorité de femmes, de jeunes (0 à 18 ans) et un grand nombre de petits enfants (0 à 8 ans). Cependant, ces couches sociales numériquement dominantes sont confrontées à de nombreux maux qui ont été diagnostiqués dans divers documents et reconnus par les acteurs interrogés.

En effet, le jeune enfant béninois souffrait à un degré plus élevé avant 1997 de nombreux maux tels que : le faible enregistrement à la naissance, l'insuffisance de structures d'éducation préscolaire, le problème d'accès à l'école en général, les problèmes liés à sa survie, les violences subies, la traite, l'insuffisance de textes et la faible application des textes existants dans le domaine de la justice pour enfants, le problème d'encadrement de la part des parents, l'absence d'une approche intégrée de développement du jeune enfant, etc.

Quant à la femme, son sort n'était guère des plus reluisants. Elle était en effet confrontée aux problèmes de la pauvreté, de l'insuffisance ou de l'absence d'éducation (faible taux de scolarisation des filles), de la violence sous toutes ces formes, de la surcharge de travail domestique (procréation, garde des enfants par les mamans ou par les grandes sœurs qui n'ont plus ainsi accès à l'école) et par conséquent l'impossibilité pour les mères de mener des AGR.

Ces différents maux sont particulièrement aigus dans les milieux ruraux les plus défavorisés ou déshérités et souvent difficiles d'accès.

L'enseignement maternel, qui aurait pu contribuer à atténuer ces difficultés était malheureusement embryonnaire aux lendemains des indépendances : il se limitait à quelques écoles maternelles dans les grandes villes du pays. Ce sous-secteur de l'éducation ne va réellement se développer qu'au cours des années « révolutionnaires » (années 1972-1980) avec la mise en place des Centres d'Eveil et de Stimulation de l'Enfant (CESE).

Mais à partir de 1987, sous l'effet de la crise socio-économique et des mesures d'ajustement structurel, l'Etat béninois va prendre des mesures en défaveur de l'école en général et de l'enseignement maternel en particulier : la fermeture des écoles de formation professionnelle des enseignants y compris celle de la maternelle ; et la mise en veilleuse jusqu'en 2004-2005 de l'enseignement maternel public, jugé onéreux par des PTF qui voulaient appuyer financièrement la réforme du système éducatif béninois dans les années 90.

La grande conséquence de ces deux mesures est le désengagement de l'Etat vis-à-vis du financement de certaines activités éducatives.

Néanmoins, il faut reconnaître qu'à l'avènement de la démocratie en 1990, les réformes du système éducatif béninois ont accordé de l'importance à l'éducation préscolaire qui se traduit par la création d'écoles maternelles et de centres communautaires d'éveil entre 1994-1996 grâce à des « initiatives privées ».

Ainsi, en 1994, le Taux Brut de Préscolarisation (TBPS) est estimé à 2,5% avec des disparités importantes entre les villes et les campagnes.

Afin de relever tous les défis, en particulier ceux concernant l'éducation de la petite enfance et du sort de la femme, le Gouvernement béninois a pris un certain nombre d'engagements internationaux et nationaux.

3.1.1.2 Des engagements internationaux et nationaux

L'analyse documentaire montre que le gouvernement du Bénin a souscrit à **différentes dispositions internationales** pour faire face aux nombreux défis : la Convention relative aux Droits de l'Enfant (1989) ; la Conférence de Jomtien (1990) ; les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) en 2000 ; la Conférence de Dakar (2000) qui a recommandé les mêmes objectifs que les OMD ; l'Initiative pour l'Education des Filles en Afrique (2002) ou « *Initiative 25 pour 2005* » (2003) ; etc.

Au niveau national, sont également prises dans le domaine de l'éducation des dispositions institutionnelles qui préconisent toutes « l'accès égal à l'éducation pour tous les enfants ... sans distinction de région, de sexe, de religion ou de condition sociale » : la Constitution de décembre 1990 ; les Etats Généraux de l'Education tenus en octobre 1990 ; le Document cadre de Politique Educative adopté par le gouvernement en janvier 1991), puis la Lettre de Politique Educative de 2005 ; la loi N° 2003-17 du 11 novembre 2003 portant orientation de l'éducation nationale en République du Bénin **qui confirme l'enseignement maternel comme une**

priorité de l'Etat et la loi corrective N° 2005-33 du 06 octobre 2005 portant modification de la loi N° 2003-17 du 11 novembre 2003 portant orientation de l'éducation nationale en République du Bénin; l'élaboration en 2005 du Plan Décennal de Développement du Secteur de l'Education (PDDSE 2006-2015) qui a été révisé en 2012. C'est ainsi que le PDDSE a préconisé **l'approche communautaire en vue d'accélérer la préscolarisation des enfants**.

Pour lui permettre de respecter ses engagements, l'UNICEF et d'autres PTF ou ONG vont apporter au gouvernement du Bénin un appui important à caractère multiforme.

3.1.1.3 Un appui précieux et inestimable de l'UNICEF et des PTF/ONG

Depuis les années 1990, le Gouvernement du Bénin a mené une série d'actions importantes avec l'appui de l'UNICEF et d'autres Partenaires Techniques et Financiers (PTF) tels que USAID, Banque mondiale, Coopérations française et japonaise, PAM ...ainsi que de plusieurs ONG (Aide et Action, World Education, IFESH, Plan International, Borne Fonden...). Les actions en faveur de l'éducation avec l'appui de l'UNICEF se feront par la suite dans le cadre d'une série de Programmes de Coopération Bénin-UNICEF dont le premier en 1994-1998 est à l'origine de la mise en place des Espaces Enfance.

3.1.2 Les débuts de l'expérience des Espaces Enfance en 1997

Selon les documents analysés et des personnes interrogées, le programme de coopération Bénin-UNICEF au cours de la période 1994-1998 a prévu deux projets ou volets sectoriels dont l'un est le projet Education et Communauté (EDUCOM). Il s'agit d'un projet conçu et mis en œuvre dans le contexte national décrit ci-dessus. Il préconise plusieurs types d'interventions au niveau de la commune (mise en place de Comité Communal d'Education, recrutement de médiatrices, par exemples) ainsi qu'au niveau de l'école : approche « fille pour fille », fiche scolaire, cantine auto-gérée, **Espace Enfance**, soutien aux Groupements Féminins (GF)». Ce sont là les « Innovations EDUCOM » qui sont basées sur plusieurs approches **dont l'approche communautaire**.

Au départ, le projet EDUCOM concernait 6 communes identifiées sur la base de la faiblesse de leurs indicateurs scolaires : faibles taux de scolarisation et de préscolarisation, faible indice de parité scolaire (fille/garçon), etc. Ces communes qui seront couvertes de façon progressive par le projet atteindront 17/18 au moment de l'évaluation.

C'est dans le cadre de la mise en œuvre du projet EDUCOM (correspondant au premier programme de coopération Bénin-UNICEF), que le premier Espace Enfance est ouvert en 1997 à Bouanri (commune de Bembéréké) dans le Nord du Bénin avec un effectif d'environ 30 enfants. Cette ouverture a ainsi marqué le début de l'expérience qui va évoluer en plusieurs étapes.

3.1.3 Une évolution de l'expérience en 4 phases : 4 générations d'Espace Enfance

Il nous semble judicieux et pertinent de suivre l'évolution des Espaces Enfance à travers celle des différents programmes de coopération Bénin-UNICEF depuis les années 1990. Sur cette

base, on peut retenir dans ce cheminement, quatre (4) grandes phases qui ont vu se succéder quatre (4) générations d'Espace Enfance.

3.1.3.1 Le Programme de coopération BENIN UNICEF 1994-1998 ou Projet EDUCOM I : Première génération d'Espaces Enfance

Après Bouanri dans la commune de Bembèrèkè en 1997, l'expérience va s'étendre aux communes suivantes : Djidja, Djougou, Kétou, Klouékanmè, Sinendé. En rappel, ces 6 communes obéissaient aux conditions spécifiées ci-dessus (faibles taux de scolarisation et de préscolarisation, faible indice de parité scolaire, etc.).

En fin 1998, on dénombrait près d'une trentaine d'Espaces Enfance avec un effectif important de plusieurs centaines d'enfants.

3.1.3.2 Le Programme de coopération BENIN-UNICEF 1999-2003 ou Projet EDUCOM II

Durant la phase 1999-2003, le nombre d'Espace Enfance augmente dans les 6 communes couvertes par le programme lors de la phase précédente. Il n'y a pas eu d'extension géographique à d'autres communes. En fin 2003, on dénombrait 41 centres fonctionnels (**appelés Espace Enfance de la 1^{ère} génération**) avec un effectif de 1677 enfants dont 856 filles (51%) et 821 garçons (49%). Le constat est donc frappant que le taux de préscolarisation des filles dépasse déjà celui des garçons. Cependant, un bilan d'ensemble montre que les Espaces Enfance connaissent d'importants problèmes au cours de cette phase.

En effet, une évaluation à mi-parcours du projet Education en septembre 2001 concluait sur les Espaces Enfance en ces termes : « *Le seul Espace Enfance qui tient actuellement un peu dans les normes reste celui de Bouanri dans Bembèrèké où l'on peut noter une mobilisation appréciable des communautés* ». Le résultat quantitatif était jugé intéressant avec toutefois le constat que ces espaces étaient confrontés à un certain nombre de difficultés relatives aux conditions de sécurité, aux contraintes d'ordre socioculturel, aux équipements jugés insuffisants, au niveau du fonctionnement et des conditions des animateurs/trices, etc.

Sur la base de ces analyses, l'évaluation a formulé des recommandations qui ont été partiellement prises en compte dans la troisième phase du processus.

3.1.3.3 Le Programme de coopération BENIN-UNICEF 2004-2008 : 2^{ème} et 3^{ème} génération d'Espaces Enfance

L'année 2004 est marquée par un regain d'intérêt de l'Etat vis-à-vis du sous-secteur de l'enseignement maternel avec la « *réouverture de la Direction de l'Enseignement Maternel qui est chargée du suivi et du contrôle pédagogique des écoles maternelles publiques et privées ainsi que des centres communautaires d'éveil* ».

Dans le cadre du Programme de coopération Bénin UNICEF 2004-2008, on note une combinaison d'actions, d'initiatives et de stratégies multiples pour permettre entre autres objectifs, une accélération de l'extension et une amélioration de l'expérience des Espaces Enfance :

- 1) **L'érection du corps des médiatrices** avant 2004 en une structure autonome appelée **FADeC, Femmes Agents de Développement Communautaire**, afin de clarifier leur situation administrative. Cette structure choisit le statut de Groupement d'intérêt économique (GIE). La signature d'un accord de coopération entre l'UNICEF et le GIE en 2003 et renouvelée en 2004, 2005 et 2006, stipule que le « *Projet EDUCOM* » devient le « *Projet FADeC-UNICEF* ». Parmi les objectifs spécifiques du Projet FADeC-UNICEF, il convient de noter en particulier l'appui à la **prise en charge intégrée du développement du jeune enfant (approche DIJE) à travers les Espaces Enfance**. Dès lors l'expérience des Espaces Enfance devient la porte d'entrée de la mise en œuvre de l'approche DIJE : celle-ci se définit comme une démarche holistique ou systémique qui vise à améliorer la situation du jeune enfant en tenant compte de « *tous ses besoins et droits dans les huit domaines suivants: la santé, la nutrition, la protection sociale et juridique, l'éducation, l'eau, l'hygiène et l'assainissement* » ;
- 2) **Le lancement en 2005-2006** par le Ministère des Enseignements Primaire et Secondaire (MEPS), d'une campagne nationale d'accélération de la scolarisation des filles et l'adoption d'une stratégie baptisée « *Paquet Educatif Essentiel* » (PEE) visant la parité filles/garçons dans l'enseignement primaire ;
- 3) **Le Plan Décennal de Développement du Secteur de l'Education (PDDSE) 2006-2015** révisé pour intégrer le Paquet Educatif Essentiel ;
- 4) **La troisième définition en 2008 de l'Ecole de Qualité Fondamentale (EQF)** qui édicte 11 normes que les écoles en général et les écoles maternelles y compris les Espaces Enfance en particulier doivent respecter ;
- 5) **La première phase en 2007, d'un processus de « modélisation des Espaces Enfance »** qui est un travail d'amélioration du cadre physique des Espaces Enfance (cadre qui laissait à désirer) afin de le rendre conforme aux normes 6 et 7 de l'EQF qui se déclinent comme suit (voir Annexes 13 et 14):

Normes 6 : « Avoir sur son propre domaine, l'espace et les installations nécessaires et sécurisées pour que les élèves et les enseignants/enseignantes bénéficient d'un cadre de travail adéquat ».

Norme 7 : « Avoir en nombre suffisant, au regard des effectifs et des ratios retenus en la matière, un mobilier ergonomique par rapport aux élèves et aux enseignants/enseignantes en accordant une attention particulière aux enfants à besoins éducatifs spéciaux ».

Cette première phase de modélisation est réalisée avec l'appui de deux volontaires français, conformément à une approche appelée « *Ecole amie des enfants* ». Elle a profité à 20 Espaces Enfance de 4 communes : Adjohoun, Djidja, Kétou, et Sinendé (soit 5 Espaces Enfance par commune). Cette modélisation a été renforcée durant la phase 2009-2013.

A la fin de cette troisième phase en 2008, l'expérience couvre les communes suivantes: Adja-Ouèrè, Adjohoun, Dangbo, Djidja, Kétou, Kalalé, Pobè, Sinendé, Za-Kpota, Zogbodome depuis 2004 (Espaces Enfance de 2^{ème} génération), puis celles de Kandi, Sô-Ava, Zè en 2006

(Espaces Enfance de 3^{ème} génération). La couverture géographique est élargie à 16 communes sur les 18 prévues par EDUCOM.

Le nombre d'Espaces Enfance a augmenté de façon exceptionnelle : de 41 en 2003 on est passé à 87 Espaces Enfance en 2006 (« création de 46 nouveaux et réactivation de 5 autres », un record de 20 Espaces Enfance a été atteint en novembre-décembre 2006), 88 animateurs (dont environ 66 animatrices). De même, les effectifs d'enfants en 2007/2008 atteignaient « 4 815 dont 50% de filles (2 437) soit une augmentation de 24% par rapport à l'année 2006 ».

Les différents rapports d'évaluation (l'évaluation de deux stratégies EDUCOM en 2007 par exemple) ainsi que des rapports d'activités font ressortir que la contribution des Espaces Enfance à l'augmentation du taux brut de préscolarisation est manifeste : ce taux atteint 7,6% en 2007-2008 contre 2,5% en 1994.

3.1.3.4 Le Programme de coopération BENIN -UNICEF 2009-2013 : 4^{ème} génération d'Espaces Enfance

Parmi les domaines d'intervention prioritaires du quatrième Programme Education (2009-2013) figurent en bonne place le développement intégré du jeune enfant (avec un accent sur l'éducation parentale et les Espaces Enfance) et celui de l'éducation primaire, surtout la scolarisation des filles. Les actions planifiées et « s'inscrivant dans l'UNDAF 2009-2013 » sont aussi basées sur les OMD et le Plan Stratégique à Moyen Terme de l'UNICEF 2006-2009.

Sur la base de ce programme, les actions menées en 2009-2013 pour l'implantation et la mise en œuvre des Espaces Enfance peuvent être regroupées autour de quatre grands pôles :

- a) **La poursuite de la modélisation des Espaces Enfance entamée en 2007 en trois autres étapes après celle de 2007: la première en 2009** (deuxième après celle de 2007) au cours de laquelle le document intitulé « *Projet EQF : proposition d'aménagement physique des écoles primaires et des Espaces Enfance* » est amélioré avec l'appui du programme; l'expérimentation du projet pilote de modélisation des Espaces Enfance est poursuivie dans les 4 communes déjà ciblées (voir plus haut, soit 20 Espaces Enfance au total); **la deuxième étape en 2010** (troisième après celle de 2007) est marquée par l'installation et la formation des équipes DIJE et la poursuite de la dotation en mobiliers et autres matériels ; **la troisième étape en 2011** (quatrième après celle de 2007) a vu la validation d'un plan architectural et le démarrage de l'amélioration des salles dans 4 Espaces Enfance dans les 4 communes précitées. Cependant, ce plan architectural sera abandonné en raison de son coût jugé onéreux et inaccessible aux populations.

La modélisation est une proposition d'aménagement physique des Espaces Enfance dans 4 domaines : le bâtiment, la clôture, la zone hygiène et les jeux.

En résumé, la maquette standard d'un Espace Enfance doit obéir aux normes suivantes pour être considérée comme un « modèle »: être logé dans l'enceinte d'une école primaire avec un bâtiment devant abriter au maximum 30 enfants et qui soit clôturé ; être doté d'une zone d'hygiène comportant des infrastructures de lavemains (réserves d'eau, robinet, eau de javel, gobelets etc.), d'urinoirs et de

toilettes ou latrines; être doté d'un espace de jeux qui contient divers jeux comme les bacs à sables, des balançoires, des jeux ludiques en bois, etc.

- b) L'élaboration en juillet 2010 d'un document de Politique nationale pour le Développement Intégré du Jeune Enfant (PNDIJE) sous l'égide du Ministère de la Famille et de la Solidarité nationale ;
- c) La planification et la réalisation des formations sur l'éducation parentale en mars 2011 ;
- d) L'extension de l'expérience à la commune de Karimama.

Cette extension porte ainsi à 17 le nombre de communes couvertes sur les 18 prévues (la commune de Malanville n'ayant toujours pas d'Espace Enfance pour des raisons qui seront analysées ultérieurement). Il est intéressant de rapporter pour cette phase de l'évolution des Espaces Enfance, les conclusions de l'évaluation en 2010 du « *Paquet Educatif Essentiel pour l'accélération de la scolarisation des filles avec l'appui du Royaume des Pays-Bas, 2006-09* » et qui a porté un regard critique sur les Espaces Enfance : il a été noté le caractère surprenant des effectifs, mais aussi des difficultés de fonctionnement relatives surtout au paiement des salaires des animatrices, à la surcharge des médiatrices ou à la faible capacité financière et/ou organisationnelle des communautés.

En conclusion de ce tour d'horizon sur les étapes de l'évolution, on pourrait retenir que l'expérience des Espaces Enfance, objet de la présente évaluation, est un long processus dont il convient de brosser un tableau d'ensemble pour faciliter les analyses ultérieures.

3.1.4 Bilan global du processus expérimental

3.1.4.1 Le processus d'implantation d'un Espace Enfance

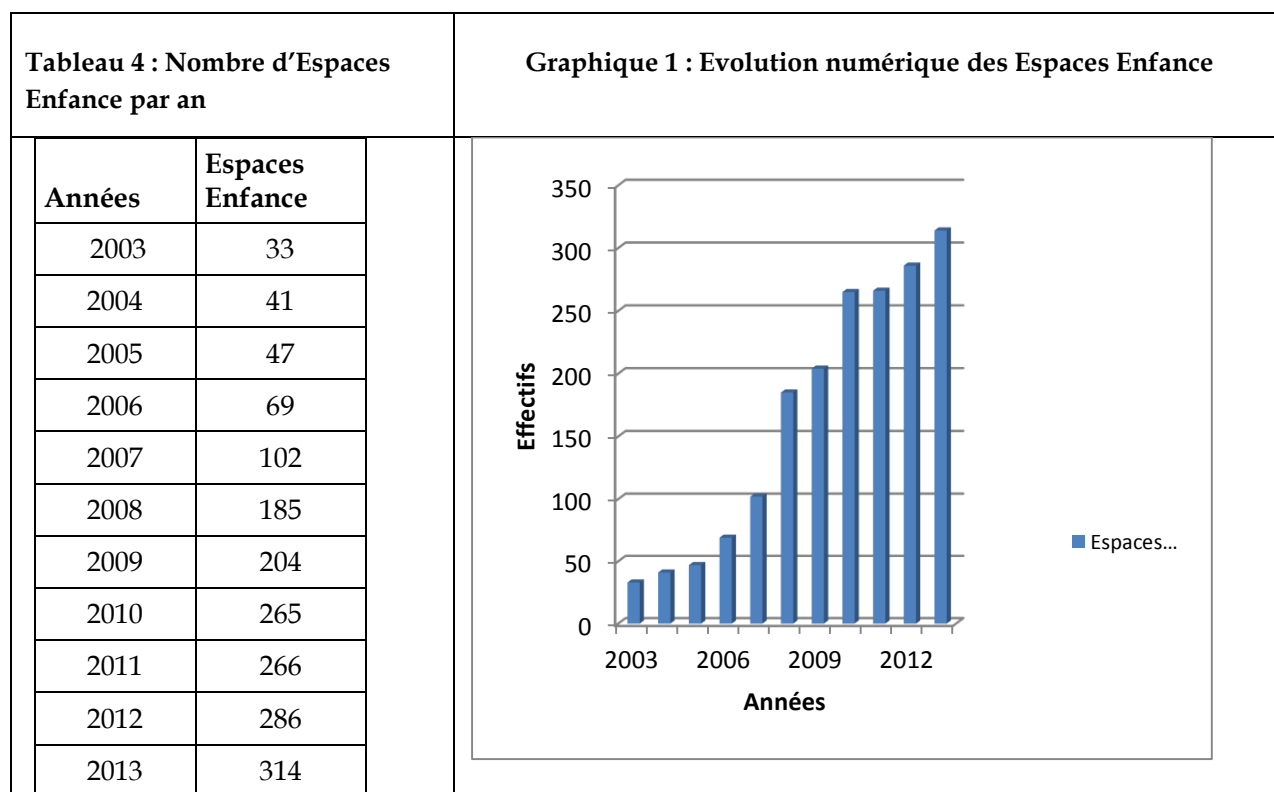
Une des premières questions importantes à élucider est comment met-on en place un Espace Enfance, ou encore par quel processus arrive-t-on à créer un Espace Enfance ?

L'analyse documentaire et les premières enquêtes permettent d'identifier les étapes suivantes pour créer un Espace Enfance :

- 1) mobilisation sociale ou sensibilisation dans les villages par les médiatrices en vue de persuader les familles sur la nécessité de faire encadrer leurs enfants dans un centre bâti par elles-mêmes ou dans une école maternelle ;
- 2) lorsque la communauté marque son adhésion à l'initiative, elle est invitée à construire elle-même le centre **en matériaux locaux** (« **précaires** ») sur un site choisi ou alors sur le site (ou dans une classe) d'une école primaire ; parallèlement, la communauté devrait aussi s'engager à prendre en charge la rémunération de l'animateur/animateur qu'elle a recruté (e) avec le concours financier des mairies. De son côté, l'UNICEF s'engage à offrir des mobiliers, des matériels didactiques et prend en charge l'organisation d'une formation sommaire de base et des recyclages du personnel.

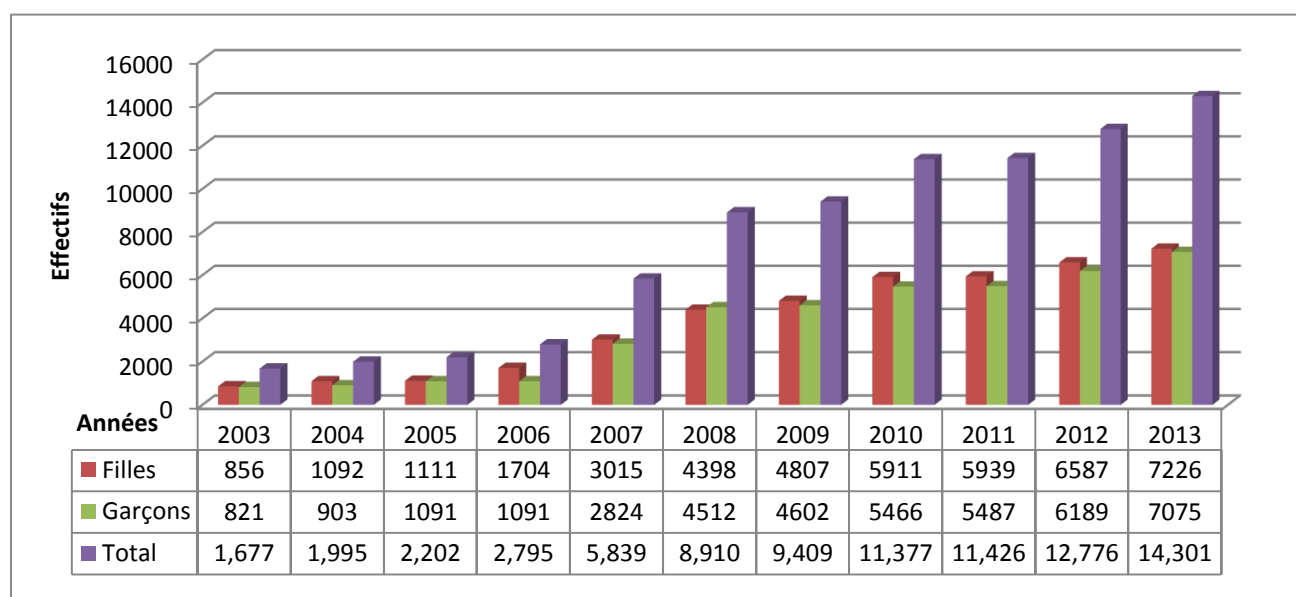
3.1.4.2 Le récapitulatif de l'évolution statistique des Espaces Enfance selon les 4 générations

Les tableaux et les graphiques ci-dessous montrent à souhait l'évolution quantitative spectaculaire telle que cela a pu être observé au cours des quatre étapes du processus : en 15 ans d'expérimentation, le nombre d'Espaces Enfance a été multiplié par 10 et celui des enfants à peu près dans les mêmes proportions. Le plus frappant c'est cette préscolarisation des filles qui est supérieure à celle des garçons (ce qui est tout de même assez rare).



(Sources : UNICEF, 2013)

Graphique 2 : Evolution des effectifs d'enfants des Espaces Enfance



(Sources : UNICEF, 2013)

3.1.4.3 Un statut appelé à évoluer

Certes, les dispositions statutaires relatives à l'évolution des Espaces Enfance ne sont pas encore disponibles. Mais des responsables interrogés estiment que les Espaces Enfance sont appelés à être transformés en Ecoles Maternelles publiques (EM) comme c'est déjà le cas pour 152 de ces centres ainsi que nous le verrons plus tard.

3.1.4.4 Quatre types d'Espaces Enfance sur le plan qualitatif

A partir de ce qui vient d'être décrit et de la présentation du processus, il existerait sur le terrain au moins quatre types d'Espace Enfance en fonction de leur évolution statutaire ou du processus de modélisation :

1. Des Espaces Enfance devenus des Ecoles Maternelles (EM) publiques ;
2. Des Espaces Enfance qui sont déjà modélisés (devenus EM ou non) ;
3. Des Espaces Enfance qui sont en cours de modélisation (EM ou non);
4. Des Espaces Enfance non modélisés, ni transformés en EM.

3.1.4.5 Le dispositif de gestion et le fonctionnement des Espaces Enfance

Le dispositif de gestion des Espaces Enfance se confond à celui mis en place pour toutes les innovations EDUCOM. Selon des documents consultés, on distingue plusieurs organes de gestion à différents niveaux (voir Annexe 12) : la Cellule Nationale (CN) dont le répondant au niveau du volet des Espaces Enfance est la Direction de l'Enseignement Maternel (DEM) en liaison avec l'UNICEF; au niveau départemental, les DDEMP devraient servir de relais de la DEM (mais ce n'est pas souvent le cas comme nous le constaterons plus tard); le Comité

Communal d'Education (CCE) présidé par le Maire ; le Conseil Local (CL) dirigé par le chef de village ;

Toujours au plan local ou villageois, il existe deux structures spécialisées qui interviennent régulièrement ou ponctuellement dans la vie de l'Espace Enfance : l'équipe de superviseurs et l'équipe DIJE.

Au niveau de l'Espace Enfance lui-même, la gestion quotidienne, administrative et pédagogique, est assurée par le directeur d'école et/ou l'animateur. Ce dernier encadre environ une trentaine d'enfants âgés de 2,5 à 5 ans dans une salle de classe correspondant à la fois à la petite section et à la grande section. On pourrait parler d'une formule de classes multigrades dont la gestion nécessiterait des compétences avérées qu'une formation devrait aider à acquérir.

3.1.4.6 La formation des acteurs (animateurs/trices, parents)

Conformément aux prévisions initiales, les animateurs/trices doivent bénéficier d'une formation dont l'objectif est de leur faire acquérir un minimum de connaissances et de savoir-faire pour leur permettre de mener des activités d'éveil et d'éducation de la petite enfance.

Afin d'outiller les parents pour appuyer ou relayer les animateurs/trices à la maison, il est aussi prévu comme indiqué plus haut, une formation des parents d'enfants dans le domaine de l'éducation parentale. A cet effet, les documents analysés révèlent que la formation de formateurs à l'éducation parentale a eu lieu à Ouagadougou au Burkina Faso, et a été suivie de la production de modules de formation à l'éducation parentale et d'une première série de formations des parents. Ceux-ci devraient ainsi être aptes à contribuer à l'éveil des enfants par l'acquisition de compétences minimales telles que parler/raconter, chanter, mimer, etc.

3.1.4.7 Le dispositif de suivi de l'expérience

En nous fondant sur les documents étudiés, le dispositif de suivi de l'expérience est constitué théoriquement des organes de gestion décrits ci-dessus avec des missions particulières à certains membres de ces organes :

- 1) **Au plan national**, c'est le tandem DEM/UNICEF qui constitue l'ossature du dispositif pour le suivi de l'implantation et du fonctionnement de tous les Espaces Enfance ; de nombreux rapports de missions effectuées par ce tandem, lui ont permis tout au long de l'évolution de faire une analyse des besoins, de diagnostiquer des difficultés et de proposer des mesures correctives ;
- 2) **Au niveau départemental**, ce tandem s'appuie sur les DDEMP qui font le point régulièrement sur la vie ou le fonctionnement des Espaces Enfance de leur ressort ; il est prévu que les DDS, DDCAPL, DDFSN, DDJSL soient impliqués dans les missions de suivi dans les secteurs relevant de leur ressort ;
- 3) **Au niveau des Circonscriptions Scolaires (CS)**, les dispositions prévoient le rôle important des CCS et des CP dans le suivi de la gestion et du fonctionnement des Espaces Enfance dans tous les domaines tant administratifs que pédagogiques ;

- 4) **Au niveau communal**, ce suivi est une des raisons d'être des médiatrices qui sont les véritables mémoires vivantes du cycle de vie d'un Espace Enfance (implantation, transformation en école maternelle publique, modélisation, etc.) ; Ce sont elles qui alertent régulièrement les structures centrales, départementales et communales de suivi non seulement sur les performances mais aussi sur les dysfonctionnements éventuels ou sur les moments de crise dans ces Espaces Enfance. Elles sont également chargées du suivi des GF qui devraient participer au fonctionnement des Espaces Enfance comme cela a été dit tantôt ;
- 5) **Au niveau micro**, il est prévu que le directeur de l'école abritant l'Espace Enfance veille au quotidien sur la vie du centre ; il joue aussi le rôle de superviseur pédagogique ou de conseiller pédagogique de proximité pour les animatrices/animateurs.

Dans l'ensemble, il s'agit d'un dispositif théoriquement bien construit dont il faudra en vérifier le fonctionnement à la lumière des observations et des informations recueillies.

3.1.5 Analyse critique d'ensemble du processus

Au regard des éléments évoqués ci-dessus, on est frappé par la grande cohérence d'ensemble de la réflexion qui a conduit à la mise en place du système des Espaces Enfance avec la contribution essentielle des communautés.

Toutefois, on peut relever ce que nous considérons comme une insuffisance originelle. En effet, un regard rétrospectif sur le lancement de l'expérience à ses débuts permet de penser qu'il n'y a pas eu d'étude de faisabilité formelle au préalable, ni d'évaluation ou analyse des besoins menée par un analyste extérieur (aucun rapport n'est disponible à ce sujet pour le moment). Tout semble avoir fonctionné sur la base d'une logique de « *recherche-action* » dont les étapes n'auraient pas été clairement définies au départ et sans la mise en place d'une base de données y afférente. Pour preuves, il n'y a pas eu d'évaluation spécifique sur cette initiative depuis le début si ce n'est celle qui a été commanditée pour cette année 2013, soit après plus d'une quinzaine d'années d'existence. En outre les rapports d'évaluation qui ont été exploités sont relatifs à des domaines qui englobent l'Espace Enfance (Evaluation à mi-parcours du Programme Education en 2001, « Evaluation de deux stratégies EDUCOM » en 2007, Evaluation du Paquet Educatif Essentiel en 2010). Or une telle étude de faisabilité en amont pour une initiative aussi stratégique pour le système éducatif, aurait sans doute permis de mieux planifier les actions avec des évaluations à mi-parcours susceptibles de contribuer à mieux orienter voire réorienter l'initiative (par exemple une évaluation tous les 3 ou 5 ans).

Cette étude aurait abouti à la confection d'un document de projet conçu en bonne et due forme qui aurait fixé des objectifs et des résultats attendus en termes d'indicateurs de performance selon des échéances planifiées au départ ou tout au moins en cours de route, même si dans une certaine proportion, tout le monde peut s'accorder sur la clarté des intentions exprimées globalement dans le PDDSE pour l'EPT en 2015.

Par ailleurs, on constate que l'implantation d'un Espace Enfance par les communautés se fait dans un cadre plutôt informel : il n'y a aucun document d'accord qui lie les différentes parties prenantes (communautés, collectivités, MEMP, UNICEF).

Ce constat et ces insuffisances originelles ont été largement partagés par bien de responsables interrogés dont certains se demandaient avec nous pourquoi depuis 15 ans, il n'y a eu aucune évaluation spécifique de l'initiative.

L'analyse des données recueillies à l'aune des critères permettrait de mesurer avec plus de précision l'impact de telles lacunes initiales.

3.2 Analyse des données à l'aune des critères d'évaluation

Pour davantage de clarté et de rigueur, cette analyse sera faite critère par critère et en suivant les questions d'évaluation formulées pour chacun d'eux. Les acteurs seront souvent regroupés sous les vocables suivants : **bénéficiaires ou acteurs directs** (enfants des Espaces Enfance, de CI/CP et filles libérées, parents c'est-à-dire mères/pères ou tutrices/tuteurs, grand-mères, animateurs/animateuses) ; **acteurs ou bénéficiaires indirects de niveau central ou national** ou simplement « responsables centraux » (de structures du MEMP, de l'UNICEF, d'autres PTF/ONG, d'associations nationales) ; **acteurs ou bénéficiaires indirects de niveau déconcentré ou décentralisé** : sous-groupe des DDEMP/CCS/CP, sous-groupe des enseignants de CI/CP /directeurs d'écoles, sous-groupe des « responsables communaux » constitué des maires, des élus locaux, des médecins et des médiatrices, sous-groupe des syndicats/APE/leaders communaux).

3.2.1 De la pertinence de l'initiative

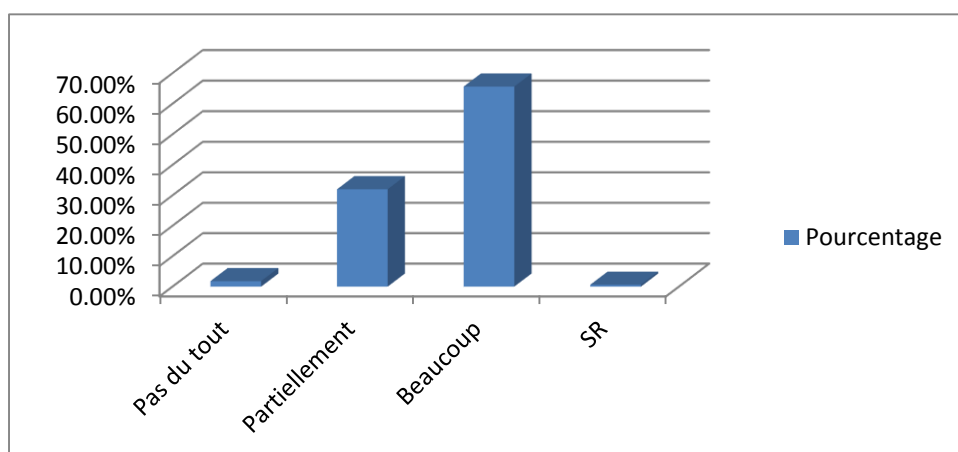
C1Q1 : Les Espaces Enfance répondent-ils aux besoins des enfants, de leurs parents, des collectivités et de la communauté ?

Tableau 5 : Synthèse des sentiments exprimés par des bénéficiaires vis-à-vis des Espaces Enfance

Questions : Es-tu content de fréquenter ou d'avoir fréquenté l'Espace Enfance? Es-tu content de voir ton petit frère/ta petite sœur ton petit fils/ta petite fille fréquenter l'Espace Enfance?

Acteurs	OUI		NON		SR		TOTAL	
	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%
Enfants de Espaces Enfance	653	99,5	3	0,5	0	0	656	100,0
Elèves de CI/CP	615	95,6	2	0,3	26	4,0	643	100,0
Filles libérées	454	93,8	30	6,2	0	0	484	100,0
Grand-mères	21 sur 21		0/21		0/21		21/21	

(Sources : enquêtes, 2013)

Graphique 3 : Degré de satisfaction des besoins des bénéficiaires de l'avis des acteurs

(Sources : enquêtes, 2013)

La grande majorité des enfants interrogés estiment que l'expérience convient bien à leurs besoins. Comme l'indique le tableau 5 ci-dessus, 99,34% des enfants des Espaces Enfance et 99% des élèves de CI/CP se disent contents de fréquenter l'Espace Enfance ou de l'avoir fréquenté. Pour argumenter (cf. Tableaux 51 et 52 en Annexe 8), les enfants disent que ce qui leur plaît le plus ce sont les jeux et les jouets pour beaucoup d'entre eux (49,24%) ; les élèves de CI/CP gardent aussi comme meilleur souvenir de l'Espace Enfance, les jeux et les jouets selon 79,6.% d'entre eux. Quant aux grandes sœurs, près de 94% se disent contentes de voir leur petit frère ou petite sœur fréquenter l'Espace Enfance et heureuses d'être libérées pour fréquenter l'école. Elles reconnaissent que l'initiative a aussi permis de décharger leur mère de la garde des enfants (23,35%), d'augmenter les revenus familiaux (52,64%), etc. (Voir Tableau 58 en Annexe 8).

Les parents (mères ou pères) et les animateurs ont d'abord identifié de quoi, eux et leurs enfants avaient besoin avant la création des Espaces Enfance, avant de reconnaître dans une forte proportion (96 à 100%) que cette initiative a permis de satisfaire partiellement (un peu) ou totalement (beaucoup) à ces besoins. Les 21 grand-mères enquêtées sont aussi contentes de voir leurs petits enfants fréquenter les Espaces Enfance pour diverses raisons liées aux besoins satisfaits.

Les acteurs indirects de niveau déconcentré ou décentralisé (plus de 40 responsables communaux sur 60, près de 44 sur 47 personnes interrogées du sous-groupe des syndicats/APE/leaders) pensent de leur côté que les objectifs poursuivis répondent énormément ou beaucoup aux besoins des bénéficiaires directs. Alors que 95% des enseignants de CI/CP reconnaissent que les Espaces Enfance sont une nécessité pour le Bénin. Au total (parents et acteurs indirects) estiment à plus de 97% que les besoins des bénéficiaires directs sont satisfaits à un niveau élevé ou partiellement comme l'illustre le graphique n°3 ci-dessus (voir aussi Tableau 62 en Annexe 8).

Au niveau des responsables centraux (voir Tableau 11 en Annexe 7), il se dégage deux tendances : selon une minorité (1 à 3 sur 13 à 15 répondants), l'initiative correspond très peu

ou pas du tout aux besoins des acteurs concernés ; mais les arguments avancés traitent plutôt des difficultés rencontrées dans la mise en œuvre de l'expérience. Par contre, la majorité (en moyenne 8 sur 14) affirme que les Espaces Enfance répondent bien et même très bien aux besoins des enfants et des parents, bénéficiaires directs de l'expérience, aux besoins des collectivités (les mairies) et des communautés en général. Tous les documents consultés sont alignés sur cette tendance majoritaire.

On peut donc retenir que les objectifs visés à travers les Espaces Enfance répondent amplement aux besoins des bénéficiaires directs ou indirects (enfants, parents, communautés, collectivités).

Propos d'une mère : « Merci maître tu nous sauves beaucoup, mettre l'enfant au dos et porter des bagages sur la tête n'est pas chose aisée ».

Propos d'un enquêteur : « À Agbangnizoun commune voisine, la plupart des personnes enquêtées ont exprimé un désir ardent pour la création des Espaces Enfance dans leur localité. Ce désir est motivé par la présence de nombreux enfants d'âge préscolaire abandonnés par leurs mamans surtout les jours du marché, déambulant dans une malpropreté indescriptible dans les rues ».

C1Q2 : L'expérience est-elle en concordance avec les priorités nationales ?

En analysant des documents officiels comme la constitution, la loi d'orientation ou le PDDSE 2006-2015 actualisé en 2012, le PNDIJE et autres, il est clairement stipulé que parmi les priorités du Gouvernement du Bénin dans le domaine de l'éducation, il y a la préscolarisation, la scolarisation des filles pour atteindre la parité filles/garçons (voir les engagements internationaux et nationaux au point 4.1.1.2).

Des échéances ont été fixées dans les plans d'opérationnalisation de ces priorités (2015 pour l'EPT ou le PDDSE) : taux de préscolarisation à 15% d'ici 2015, la parité filles -garçons d'ici à 2015, etc. Ces priorités sont réaffirmées dans le PDDSE actualisé Phase 3 (2013-2015) en ces termes : au niveau des grandes orientations, le plan prévoit d'accorder la priorité à l'accès et à la rétention dans le domaine de l'éducation « *en priorisant les communes à faible taux de scolarisation et d'achèvement notamment pour les filles* ». A cet effet, « *l'objectif visé pour l'enseignement maternel est d'augmenter le nombre d'enfants préscolarisés* ».

Que disent les responsables de structures à ce sujet ?

Après avoir montré qu'ils connaissent les priorités du Bénin dans le domaine de l'éducation, ils ont déclaré à une grande majorité (9 sur 13) que l'initiative des Espaces Enfance est en adéquation avec ces priorités (voir Tableaux 12 en Annexe 7). Dans leur argumentaire, on voit comment les Espaces Enfance découlent de ces priorités de façon générale. Le seul responsable qui pense le contraire invoque des raisons qui ont plutôt trait aux insuffisances dans la mise en œuvre du projet (« *l'initiative n'est pas accompagnée* » dit-il).

En guise de synthèse, l'analyse documentaire et le point de vue des acteurs permettent de conclure que l'expérience des Espaces Enfance est bien en concordance avec les priorités nationales du Bénin au regard des objectifs qui lui sont assignés.

C1Q3 : Y a-t-il eu une évaluation des besoins au démarrage prenant notamment en compte les plus défavorisés ?

Si l'on observe certains documents tels que les rapports d'évaluation ou les rapports d'activités, relatives aux Espaces Enfance, on se rend compte que dans le processus d'implantation des Espaces Enfance, les médiatrices procèdent à une analyse des besoins dans leur activité de mobilisation sociale (cf. 3.1.4.1). De même, dans les documents officiels tels que le PDDSE 2006-2015 ou les différents programmes de coopération Bénin-UNICEF (2009-2013 par exemple), des passages montrent qu'un diagnostic de la situation a permis d'évaluer sommairement les besoins des acteurs directs et indirects avant de proposer des actions : à titre d'exemple, c'est parce que le constat est établi que parmi les causes de la faible préscolarisation en général ou de la scolarisation des filles en milieu rural en particulier, il y a entre autres, des causes socio-économiques ou socioculturelles : tradition basée sur la garde des enfants à la maison par les mamans ou les grandes sœurs, le fait que les mères ne puissent plus mener d'activités qui leur procurent des revenus, l'absence de centres pour l'éducation des tout petits, etc. Autant de causes qui traduisent des besoins à satisfaire et qui justifient l'implantation ou la demande d'implantation d'un Espace Enfance.

Toutes ces analyses de besoin prennent en compte les plus défavorisés c'est-à-dire les acteurs situés dans des zones rurales parfois parmi les plus inaccessibles ou déshéritées (comme ces villages totalement enclavés où les enquêteurs n'ont pas pu s'y rendre).

De plus, nombreux sont les acteurs directs et indirects du niveau déconcentré/décentralisé qui affirment avoir été consultés, informés ou associés à l'initiative par divers canaux comme l'UNICEF, le MEMP, les maires, les chefs de village, etc. : 73 à 86% des mères et pères, 57% des animateurs/trices, près de 55% des enseignants de CI/CP, 15 DDEMP/CCS/CP sur 36, 27 responsables communaux sur 60, etc. (Voir tableau 6 ci-dessous).

Tableau 6 : Synthèse des points de vue sur la consultation des acteurs avant le démarrage du projet

Question : Avez-vous été informé/consulté avant la mise en place de l'Espace Enfance ?

Acteurs interrogés	OUI		NON		SR		TOTAL	
	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%
Mères/tutrices	479	73,2	175	26,8	0	0	654	100,0
Pères/tuteurs	184	85,2	30	13,9	2	0,9	216	100,0
Animateurs/trices	78	57,4	58	42,6	0	0	136	100,0
Enseignants de CI/CP	78	54,9	64	45,1	0	0	142	100,0
Responsables communaux	27/60		27/60		6/60		60/60	
DDEMP/CCS/CP	15/36		21/36		0/36		36/36	
Syndicats/APE/leaders	37/47		10/47		0/36		47/47	
Responsables centraux	2/10		7/10		1/10		10	

(Sources : enquêtes, 2013)

Tableau 7 : Synthèse des points de vue des responsables sur la réalisation préalable d'une analyse de besoins

<i>Question : Y- a-t-il eu une étude de faisabilité au démarrage du projet?</i>					
Réponses	OUI	NON	Ne sais pas	SR	Total
Fréquence	7	1	3	0	11
Si Oui par qui et comment ?					
Réponses	Fréquence				
« Par l'UNICEF en collaboration avec le MEMP » « par l'UNICEF à travers des enquêtes de terrain »	2				
« Avant le démarrage de l'expérience, les besoins évalués et analysés, ont prouvé la nécessité de l'ouverture de ces centres »	1				
« Je crois que des études préalables ont été menées et une politique a été définie »	1				
« A travers un modèle de simulation financière de la maternelle dans le cadre de l'élaboration du PDDSE »	1				
Les ONG initiatrices	1				

(Sources : enquêtes, 2013)

Au niveau des responsables centraux interrogés, deux d'entre eux ont affirmé qu'ils ont été consultés par l'UNICEF avant le démarrage du projet pour connaître les besoins des acteurs. Sept (7) autres déclarent qu'il y a eu au démarrage du projet, une analyse de besoins par le MEMP en collaboration avec l'UNICEF (cf. Tableau 7 ci-dessus). Des enquêtes ou des études auraient été conduites dans ce sens selon quelques enquêtés. Un responsable affirme par contre qu'il n'y a pas eu d'études en tant que telle (sans doute une étude de faisabilité formelle incluant l'analyse fine des besoins comme nous l'avons analysé plus haut).

De façon globale, on ne peut nier totalement qu'il y ait eu une évaluation des besoins des acteurs au démarrage du projet, diagnostic qui aurait pris en compte les plus défavorisés des zones déshéritées (dont confirmation pourrait découler de la réponse à la question C1Q4 ci-dessous et de l'analyse des résultats). Mais elle ne semble pas l'avoir été selon une méthodologie globale ou rigoureuse appropriée à une telle opération (cf. Analyse critique du processus au 3.1.5).

Propos d'un responsable central : « Il n'y a pas une étude de faisabilité en tant que telle qui a précédé les Espaces Enfance mais les constats faits dans les communautés d'intervention qui exposaient les filles à divers boulots de ménage au lieu d'aller à l'école ont été un déclic pour l'avènement des Espaces Enfance. Mais il faut dire qu'au départ, les femmes des GF passaient dans les Espaces Enfance à tour de rôle pour assurer la garde des enfants. L'Espace Enfance a été une stratégie de scolarisation comme tant d'autres ».

C1Q4 : Dans quelle mesure l'expérience des Espaces Enfance a-t-elle planifié de traiter les besoins des filles et des garçons, en particulier ceux des groupes les plus défavorisés ?

A travers la revue documentaire, il apparaît clairement que ce projet a prévu de traiter aussi bien des besoins des filles que de ceux des garçons : au regard des critères qui ont prévalu au choix des 18 communes d'intervention prioritaires identifiées dans les programmes de coopération Bénin-UNICEF successifs, il est important de rappeler que l'expérience a bien prévu de traiter de façon équitable des besoins des filles et des garçons. En rappel, ces critères

sont : zones ou communes à faible taux de scolarisation et de préscolarisation particulièrement pour les filles, écart élevé entre les taux bruts de scolarisation (TBS) des filles et des garçons.

Le fait de cibler les zones rurales montre que le projet est centré sur les groupes les plus défavorisés, en particulier les enfants des villages reculés, enclavés ou difficiles d'accès (comme les enquêtes de terrain l'ont d'ailleurs révélé puisque des Espaces Enfance ont été inaccessibles aux enquêteurs).

Par ailleurs, il est intéressant de noter à travers différents rapports d'activités ou de fin de mission que dans la planification de la modélisation des Espaces Enfance, il a été prévu de construire des zones d'hygiène (latrines, urinoirs) qui tiennent compte des besoins spécifiques des filles comme des garçons. Ceci est d'autant plus salubre que des études ont montré que l'une des raisons de la déscolarisation des filles réside à ce niveau. Toute chose que confirment 68 à 86% des animateurs/trices lorsqu'ils (elles) disent que des dispositions ont été prises lors des constructions pour que filles et garçons (notamment les plus pauvres) soient bien traités sans discrimination aussi bien en classe, dans les toilettes, au cours des soins que pendant les jeux et au moment des repas.

Interrogés à ce sujet, la majorité des responsables centraux (10 sur 13, voir tableau 13 en Annexe 7) et des autres acteurs (près de 90% des parents, 43 sur 47 personnes interrogées du groupe Syndicats/APE/Leaders) affirment également que la planification des Espaces Enfance a bien pris en compte les besoins des filles comme ceux des garçons et cela pour diverses raisons (Voir Tableau 64 en Annexe 8): « les filles des zones déshéritées sont scolarisées, les garçons aussi, cela sans discrimination aucune » ou encore « Il est prévu qu'à l'horizon 2015 que l'on ait 50% de filles et 50% de garçons (en termes de préscolarisation **et** ou de scolarisation » ; il y aurait eu un souci d'équité ou « d'égalité des chances » dans cette planification.

Dans l'ensemble, on peut affirmer que les besoins des filles comme ceux des garçons, notamment celles et ceux des zones les plus défavorisées, ont bien été pris en compte dans la planification du projet.

C1Q5 : Les objectifs planifiés sont-ils en adéquation avec la réalisation des objectifs nationaux ?

En observant le tableau 8 ci-dessous, il ne fait l'ombre d'aucun doute que les objectifs planifiés de l'expérience des Espaces Enfance sont bien en adéquation avec la réalisation des objectifs nationaux. Ce d'autant plus que nous venons de montrer plus haut que l'expérience correspond bien aux priorités nationales.

Les avis des responsables convergent également dans le même sens pour dire que la mise en œuvre des Espaces Enfance contribue à l'atteinte des objectifs nationaux dans le domaine de la préscolarisation et de la scolarisation en général et en particulier en vue de l'atteinte de la parité filles / garçons (Cf. Tableau 12 en Annexe 7).

Tableau 8 : Les objectifs planifiés des Espaces Enfance et les objectifs nationaux

Objectifs nationaux	Objectifs planifiés à travers les Espaces Enfance
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Inscription d'au moins 20% des enfants dans les écoles maternelles publiques et les centres communautaires, en garantissant qu'ils y reçoivent une éducation préscolaire conforme à l'approche intégrée pour le développement du jeune enfant, qui les prépare à une scolarité réussie. • Atteinte d'un taux de 15% de préscolarisation en 2015. • Atteinte de la parité filles/garçons dans la scolarisation et la préscolarisation. • Connaissance et application par 50 % des parents des cinq Pratiques Familiales Essentielles et d'au moins trois pratiques d'éveil (parler/raconter, chanter, mimer, etc.). • Enregistrement des enfants à la naissance et/ou obtention de leurs actes de naissance. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Favoriser la socialisation et la stimulation de l'enfant. ▪ Préparer les jeunes enfants pour l'école à travers une éducation globale à l'instar de leurs pairs inscrits dans les écoles maternelles publiques classiques, tout en les faisant bénéficier « d'un suivi sanitaire » à travers des « visites médicales et le déparasitage systématique » et d'autres services (établissement d'actes de naissance). ▪ Inciter les mères à libérer les filles (grandes sœurs qui ont la garde de leurs petits frères/petites sœurs) pour l'école. ▪ Libérer les mamans pour qu'elles puissent mener des Activités Génératrices de Revenus (AGR).

(Sources : PDDSE 2006-2015, TdR de l'évaluation des Espaces Enfance, 2013)

Quelle conclusion tirer sur la pertinence du projet des Espaces Enfance ?

Au regard de l'analyse documentaire et des points de vue exprimés par les acteurs, on peut retenir que l'expérience des Espaces Enfance est d'une pertinence certaine, puisqu'elle correspond bien aux besoins des bénéficiaires directs (enfants, parents, communautés) et indirects (collectivités, autorités nationales, départementales) ; de plus elle est en parfaite adéquation avec les priorités nationales du Bénin et permet d'atteindre les objectifs nationaux stratégiques dans le domaine de la préscolarisation et de la scolarisation des filles en particulier. Elle est un outil centré sur l'équité dans la mesure où les objectifs et les résultats planifiés ont pris en compte les besoins des filles comme ceux des garçons et en particulier celles et ceux des zones rurales défavorisées ou déshéritées.

3.2.2 De l'efficacité des Espaces Enfance

C2Q6 : Les résultats visés par l'expérience des Espaces Enfance sont-ils atteints ? Si oui, quelles sont les réalisations majeures ?

Les tableaux 9 et 10 et le graphique 4 ci-dessous présentent une synthèse des résultats obtenus par le projet sur la base de l'analyse documentaire et des enquêtes. Ces résultats prennent en compte les hypothèses d'intervention du programme. Pour une meilleure lisibilité dans l'analyse, nous proposons de distinguer deux volets pour chaque type de résultat : un aspect quantitatif et un aspect qualitatif (voir hypothèses et indicateurs proposés dans le tableau n° 2 page 7). Et pour l'aspect qualitatif, les indicateurs suggérés ne sont que des repères pour faciliter l'analyse. Passons donc en revue ces différents résultats :

R1a/Au niveau des structures d'accueil

Avec 314 Espaces Enfance enregistrés en 2013 dont 300 sont fonctionnels (286 en 2012), et compte tenu de leur évolution quantitative spectaculaire décrite plus haut (voir Tableau 4 et Graphique 1), on peut affirmer que le résultat quantitatif est largement atteint. Le tableau 9 ci-dessus révèle aussi des inégalités entre les communes ; ce qui peut être le reflet soit d'un inégal dynamisme des communautés, soit de difficultés particulières comme nous le verrons plus tard.

Si l'on prend en compte **le critère qualitatif** (cadre de travail adapté et agréable, locaux et équipements adéquats qualitativement et quantitativement, état de fonctionnement), on se rend compte que les résultats sont par contre mitigés (voir graphique ci-dessus et Tableau 42 en Annexe 8): 14 Espaces Enfance fermés ou non fonctionnels (plus de 20 selon des informations à vérifier), seulement 24 Espaces modélisés (3 Espaces dans notre échantillon, voir Annexe 8, Tableau n° 43), 152 Espaces Enfance devenus des EM dont quelques-uns sont améliorés avec l'appui d'autres PTF/ONG comme Borne Fonden. Les différents acteurs de tous les niveaux (61 à 80% des parents, près de 57% des animateurs, 27 personnes interrogées sur 47 du groupe Syndicats/APE/leaders communaux, 35 responsables communaux sur 60, 13 responsables centraux, 26 à 31 CCS/CP sur 36) déplorent très souvent les énormes insuffisances au niveau du cadre physique pour lequel ils sont très peu ou peu satisfaits : vétusté, insalubrité, manque de sécurité, équipements désuets, absents ou insuffisants, etc. (Voir Tableaux 65 en Annexe 8 et **des images** en Annexe 18).

Tableau 9 : Objectifs/hypothèses et indicateurs d'atteinte ou de vérification

Objectifs visés et/ou hypothèses d'intervention	Résultats atteints en 2012/2013	
	Au plan quantitatif	Au plan qualitatif
<ul style="list-style-type: none"> Faute de structures formelles de préscolaire, les enfants des zones rurales sont accueillis et encadrés dans des structures non formelles par des animateurs ou animatrices n'ayant pas un profil professionnel, mais « formés sur le tas ». 	<ul style="list-style-type: none"> R1a : 314 Espaces Enfance en 2013 dans 17 communes prévues, dont 152 (48% environ) transformés en EM 	<ul style="list-style-type: none"> Au moins 300 Espaces Enfance fonctionnels 14 (ou peut être 20) Espaces Enfance fermés ou non fonctionnels Environ 24 Espaces Enfance modélisés 03 Espaces Enfance environ en cours de modélisation Environ 273 Espaces Enfance à modéliser
	<ul style="list-style-type: none"> R1b : Environ, 322 animateurs/trices dont environ 74% de femmes recrutés, formés en majorité et rémunérés par les communautés, avec dans quelques cas, l'appui des mairies ou d'individus 	<ul style="list-style-type: none"> Des animatrices sans formation initiale titulaires du CEP, du BEPC, (du CEAP, du CAP pour une minorité) Des bénéficiaires (81,6%) et des non bénéficiaires (18,4%) des formations organisées par l'UNICEF

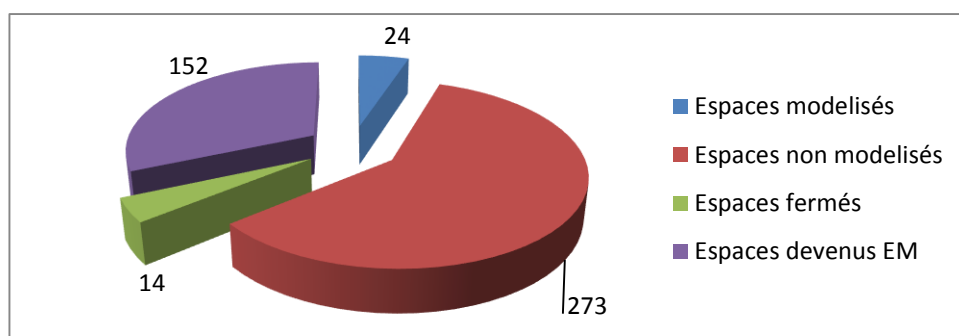
		<ul style="list-style-type: none"> Des insuffisances qualitatives dans l'encadrement ou au niveau de leurs prestations Suivi insuffisant de leurs activités Salaires en général insuffisants, versés irrégulièrement ou pas du tout
--	--	--

<ul style="list-style-type: none"> Favoriser la socialisation et la stimulation de l'enfant ;*Préparer les enfants pour l'école primaire à travers une éducation globale à l'instar de leurs pairs inscrits dans les écoles maternelles publiques tout en les faisant bénéficier « d'un suivi sanitaire » à travers des « visites médicales et le déparasitage systématique » et de l'établissement d'actes de naissance). 	<ul style="list-style-type: none"> R2 : * Près de 14 301 enfants de 2,5 à 5 ans encadrés dans les Espaces Enfance en 2013 (un cumul de 82 707 enfants depuis 2003); *dont environ 7226 filles (soit 50,5%), 7075 garçons (49,5% environ) * Bénéficiaires d'un paquet de services intégrés prévus 	<ul style="list-style-type: none"> des enfants majoritairement éveillés/socialisés (savent au moins raconter, mimer, parler, chanter) et sont aptes à respecter les règles élémentaires d'hygiène des compétences acquises en pré-lecture, pré-écriture et pré-calcul, en graphisme pour quelques uns; Effectivité des services intégrés
<ul style="list-style-type: none"> Inciter les mères à libérer les filles (grandes sœurs qui ont la garde de leurs petits frères/petites sœurs) pour l'école 	<ul style="list-style-type: none"> R3 : Environ 14 300 filles scolarisées car désormais libérées; augmentation du taux de scolarisation des filles dans les communes couvertes par le projet 	<ul style="list-style-type: none"> Ces filles sont motivées à aller à l'école ; leurs résultats scolaires sont au moins acceptables de leurs points de vue.

<ul style="list-style-type: none"> Libérer les mamans pour qu'elles puissent mener des Activités Génératrices de Revenus (AGR); ce qui leur permet de contribuer à l'entretien et au fonctionnement des Espaces Enfance (salaires des animateurs) Elles sont formées à l'éducation parentale et contribuent à l'éducation des enfants 	<ul style="list-style-type: none"> R4 : Plus de 15 000 femmes sont libérées, organisées dans plus de 840 Groupements Féminins ou GF et mènent des AGR 28 % formées à l'éducation parentale (pratiques familiales essentielles, pratiques d'éveil essentielles) 	<ul style="list-style-type: none"> Des insuffisances constatées dans les domaines de prise en charge attendus des GF : salaires des animatrices, frais d'entretien et acquisition de matériels d'entretien des Espaces Enfance
---	---	---

(Sources : UNICEF/DEM/MEMP, enquêtes, 2013)

Graphique 4 : Les types d'Espaces Enfance et leur répartition numérique



(Sources : UNICEF, 2013)

Tableau 10 : Répartition des Espaces Enfance, des effectifs d'enfants et des animateurs/trices par département et par commune en 2013

Départements	Communes	Nb. d'EE 2013	EE devenus EM	EE fermés	EE fonctionnel	Effectifs enfants en 2012-2013			Effec. moy. par classe	Nb. Animateurs/trices			
						F	G	Total		F	H	SR	Total
Alibori	Kandi	4	1	0	4	58	86	144	36	1	3	0	4
	Karimama	7	0	0	7	301	305	606	87	11	0	0	11
	Total/Alibori	11	1	0	11	359	391	750	68	12	3	0	15
Borgou	Bembèrèkè	19	11	1	18	436	354	790	44	7	11	0	18
	Sinendé	24	10	0	24	489	383	872	36	25	0	0	25
	Kalale	14	6	6	8	173	165	338	42	4	4	0	8
	Total/Borgou	57	27	7	50	1098	902	2000	40	36	15	0	51
Donga	Djougou	15	14	0	15	521	467	988	66	13	12	0	25
	Total/Donga	15	14	0	15	521	467	988	66	13	12	0	25
Couffo	Klouékanmey	12	8	1	11	313	295	608	55	0	0	12	12
	Total/Couffo	12	8	1	11	313	295	608	55	0	0	12	12
Zou	Djidja,	32	11	0	32	574	566	1140	36	19	7	5	31
	Zakpota	19	1	0	19	336	336	672	35	9	10	0	19
	Zogbodomey	29	16	0	29	603	702	1305	45	25	3	1	29
	Total/Zou	80	28	0	80	1513	1604	3117	39	53	20	6	79
Atlantique	Sô-Ava	18	0	0	18	787	628	1415	79	0	0	18	18
	Zè	7	3	2	5	99	141	240	48	3	3	0	6
	Total/Atlantique	25	3	2	23	886	769	1655	72	3	3	18	24
Ouémé	Adjohoun,	30	21	0	30	771	748	1519	51	30	0	0	30
	Dangbo	21	16	0	21	610	665	1275	61	21	0	0	21
	Total/Ouémé	51	37	0	51	1381	1413	2794	55	51	0	0	51
Plateau	Adja-Ouèrè	23	16	0	23	409	415	824	36	5	8	10	23
	Kétou	15	13	4	11	250	265	515	47	13	6	0	19
	Pobè	25	5	0	25	496	554	1050	42	17	6	0	23
	Total/Plateau	63	34	4	59	1155	1234	2389	40	35	20	10	65
TOTAL	17 communes	314	152	14	300	7 226	7 075	14 301	48	203	73	46	322

Source : Unicef 2013

R1b/ au niveau de l'encadrement par les animateurs/animatrices (et/ou éducateurs/trices) :

Si le nombre d'animateurs/trices (et/ou éducateurs/trices dans certaines communes) est aussi satisfaisant que celui des Espaces Enfance (322 recensés en 2013 dont 74% de femmes environ, avec 2 ou 3 dans certains centres), les indicateurs qualitatifs sont par contre moins réconfortants. En effet, au regard de l'analyse documentaire, des réponses des différents acteurs aux nombreuses questions relatives à leur profil professionnel, à leur formation, à leur suivi, à leur rémunération ou à leurs comportements ou prestations (assiduité, régularité au poste), etc., il se dégage les principaux constats suivants :

1. **Au niveau de leur profil** (voir Tableaux n° 17 et 18 en Annexe 7, Tableaux 45, 46 et 65 en Annexe 8, Tableaux 101 en Annexe 11): sur le plan académique, ces animateurs/trices sont détenteurs du CEPE ou du BEPC en général ; mais, des acteurs (tous les 36 DDEMP/CCS/CP, 8 responsables centraux), parlent de leur très faible niveau d'instruction, ce qui est révélateur d'un retour à l'analphabétisme malgré le niveau académique ; sur le plan professionnel, quelques uns sont titulaires du CEAP ou du CAP (36% des 130 animateurs/trices sur 136 qui ont été observés dans notre échantillon à l'aide de grilles) ; ils sont constitués sans doute de ceux ou celles qui auraient été formé (e)s à l'ENI et des directeurs d'école exerçant dans les Espaces Enfance transformés en EM. Toutefois, en ce qui concerne la majorité des animateurs/trices, leur profil professionnel est inadapté conformément à cette insuffisance qui est admise au départ. En effet, dans la première hypothèse d'intervention, il est stipulé que l'encadrement des enfants est assuré « *par des animateurs ou animatrices n'ayant pas un profil professionnel, mais « formés sur le tas* » (voir TdR et Tableau 2 sur les hypothèses, page 7). C'est sans doute pour cette raison que 5 responsables centraux sur 13 trouvent que leur profil est adapté. Par contre la grande majorité des acteurs (78% composés de 8 responsables centraux sur 13, près de 34 sur 36 DDEMP/CCS/CP, 40 responsables communaux sur 60) ne sont pas satisfaits de leurs compétences ou de leur profil jugé à juste raison inadapté au regard des exigences de l'encadrement de la petite enfance.
2. **Dans le domaine de la formation au poste ou « sur le tas »** (Tableau 18 Annexe 7, Tableau 69 en Annexe 8): de l'analyse documentaire et selon les avis des acteurs (81,6% des animateurs eux-mêmes, 27 à 29 DDEMP/CCS/CP sur 36), les animateurs ont en effet bénéficié de séances de formation organisées par le MEMP et l'UNICEF et assurées par les CCS et CP. Ces formations portent sur des thèmes axés sur les programmes de formation des encadreurs de la petite enfance à l'ENI. Mais si l'on passe en revue les différentes réponses aux questions posées à ce sujet, on constate que : d'une part, ils sont nombreux à n'avoir pas été formés (selon les documents consultés et selon près de 20% des animateurs eux-mêmes, près de 10 des 36 DDEMP/CCS/CP). Et pour ceux qui ont bénéficié des formations, les acquis semblent peu probants pour diverses raisons : recours à des interprètes pour quelques animateurs/trices et à certaines occasions parce qu'ils (elles) seraient des « *illettrés* » « *analphabètes* » (de l'avis d'un responsable central), des carences multiples observées ou confirmées par les DDEMP/CCS/CP dans des domaines de compétences pédagogiques et

administratives; ces difficultés sont reconnues par les animateurs eux-mêmes : en effet, ils sont nombreux à être confrontés à des difficultés dans presque tous les domaines de compétences comme l'indiquent les besoins exprimés ou les doléances en formation. Tout cela a été corroboré par des observations faites sur le terrain, notamment dans le domaine de la tenue des documents administratifs où des déficiences sont constatées par 70% des enquêteurs.

3. **Dans le domaine du suivi** (voir Tableau 21 en Annexe 7, Tableaux 65 et 66 en Annexe 8) : les lacunes observées dans le domaine de la formation initiale ou continue auraient pu être atténuées par un suivi de proximité par les encadreurs pédagogiques (CCS, CP, directeurs d'école) ou par les médiatrices. Malheureusement, des insuffisances criardes sont aussi relevées à ce niveau en dépit de certaines apparences (au moins 2 visites reçues par 67,7% des animateurs/trices, au moins 1 visite assurée par 33 des 36 DDEMP/CCS/CP en 2012-2013): près de 60% des animateurs/trices estiment que l'accompagnement par les CCS/CP est inexistant ou partiel ; seulement 26% ont reçu 2 visites, 14% en ont reçu 3 durant l'année scolaire 2012-2013 ; de plus, près de 70% des parents et 30% des animateurs/trices sont peu ou très peu satisfaits du suivi des Espaces Enfance ; 26 DDEMP/CCS/CP sur 36 affirment que le suivi est irrégulier et proposent des pistes de remédiation; de même 9 responsables centraux ont reconnu que le suivi est irrégulier ou quasi-inexistant. La déclaration ci-dessous en donne des éléments d'explication.

Propos d'un CCS : « Au cours des premières années de cette initiative, les visites de classes dans les Espaces Enfance étaient faites avec beaucoup d'engouement. Mais depuis les deux dernières années, avec l'augmentation des charges des membres du corps de contrôle et à la réduction de leur nombre, c'est lors des visites de classe dans les écoles primaires que nous nous intéressons aux Espaces Enfance ».

Propos de responsables centraux : « Le suivi n'est pas systématique et les animatrices sont abandonnées à elles-mêmes... Ce dispositif mérite d'être amélioré, à travers une implication effective du personnel d'encadrement (Inspecteurs, Conseillers) dans la supervision des Espaces Enfance, au même titre que les écoles maternelles car certains de ces acteurs continuent de penser que le suivi des Espaces Enfance ne fait pas partie de leur cahier de charges et constitue un surcroît de travail ».

4. **Au niveau des conditions salariales** (voir Tableaux 22 et 25 en Annexe 7, Tableaux 102 et 103 en Annexe 11: l'analyse documentaire et les enquêtes de terrain ont révélé que le salaire des animatrices varie en espèces, de 1000F CFA à 40 000 FCFA par mois pour les communautaires (et parfois en nature comme les vivres), et de 50 000 à 60 000 FCFA pour les salariées de l'Etat. Pour le premier groupe (les communautaires), les salaires sont assurés (parfois concomitamment) par les Groupements Féminins (GF), les parents individuellement à travers des cotisations ou souscriptions, par les élèves de l'école primaire abritant l'Espace Enfance, et quelques mairies qui en ont les moyens. Malheureusement, le constat amer qui se dégage fortement des réponses à bien de questions c'est que ces salaires sont non seulement très faibles (selon plus de 75% des

salariés eux-mêmes), mais aussi très irréguliers voire même suspendus ou non assurés depuis des mois, voire des années. Ils constituent ainsi des sources de contentieux entre les animateurs et les communautés et expliquent largement les situations d'Espaces Enfance fermés ou non fonctionnels en raison des démissions ou des départs des animateurs/trices. **Bref, ces conditions salariales déplorables constituent à n'en pas douter le « talon d'Achille » de l'expérience et une source sérieuse de menaces sur lesquelles des recommandations devront être formulées en vue de prendre des mesures correctives en urgence.**

Propos d'une animatrice : « Parce que cet Espace Enfance a contribué à beaucoup de choses : scolarisation des enfants et libération des mères pour les Activités Génératrices de Revenus (AGR). Mais moi je vais abandonner parce que non payée depuis des années, l'éducation est bonne, j'ai été valorisée en étant la seule femme de mon âge, lettrée dans le village citée et prise comme animatrice ». **Propos de parents lors d'un focus group :** « L'animateur a confisqué la clef de l'Espace Enfance sous prétexte qu'il n'a pas eu son salaire ; les parents d'enfants lui reprochent d'avoir volé des barres de fer, du ciment et coupé (en complicité avec l'ancien directeur) les « neems » qui bordent l'école pour les vendre ».

5. **De la qualité de leurs prestations** (voir Tableaux 17, 21 et 22 en Annexe 7, Tableaux 51 à 56, 65 et 67 en Annexe 8): de ce qui précède, il serait logique de s'attendre à ce que les prestations des animatrices ne soient pas à la hauteur de la qualité attendue. En effet, des cas d'absentéisme chronique, de « somnolence au poste », de manque d'assiduité et/ou d'irrégularité, sans omettre ces cas d'abandon du poste, de démission ou de litiges avec les populations ont été enregistrés. Dans beaucoup de cas, ces animateurs perçoivent leur rôle comme celui de gardien d'enfants ou alors, il ne s'agit pour eux, que de transposer dans les Espaces Enfance quelques pratiques propres au primaire.

Et pourtant paradoxalement, une majorité relative des acteurs sont satisfaits ou très satisfaits de la prestation des animatrices : la quasi-totalité des enfants des Espaces Enfance (près de 100%) trouvent que l'animatrice les a bien accueillis le jour de l'enquête et qu'ils l'aiment ; près de 90% témoignent des activités de préapprentissage menées avec l'animatrice (pré-mathématique, pré-lecture, pré-écriture, etc.) ; 80 à 84% des parents, des CCS/CP, 9 responsables centraux, 34 responsables communaux sur 60, 35 personnes interrogées sur 47 du groupe des syndicats/APE/leaders, se disent satisfaits ou très satisfaits du travail de ceux et celles qui sont chargé(e)s d'encadrer les jeunes enfants dans les centres. 74% des animateurs/trices eux-(elles) mêmes sont satisfait(e)s ou très satisfait(e)s de leur travail. De même près de 90% des parents, 95% des animateurs eux-mêmes, trouvent qu'ils sont réguliers et/ou assidus au poste de travail. Les termes élogieux ne manquent pas pour qualifier leur dévouement exemplaire et le sens du sacrifice dont ils font preuve pour accomplir leurs devoirs (voir propos en encadré ci-dessous).

Cependant, ces considérations positives qui ne concernent que la forme, ne doivent pas faire perdre de vue le fait que dans le fond ou dans le contenu, ces prestations pèchent de plusieurs côtés de façon objective : rôle limité à celui de gardien d'enfants, reproduction de ce qui se fait au primaire, peu de prestations ou difficultés relatives aux activités de préapprentissage (pré-lecture, pré-écriture, pré-mathématiques) comme le reconnaissent indirectement les

animatrices lorsqu'elles expriment des besoins de formation. Les prestations sont souvent limitées aux pratiques essentielles d'éveil comme apprendre aux enfants à raconter, à chanter, à mimer, ou encore les règles d'hygiène, à bien se comporter, surtout apprendre à jouer ou à construire des jouets, et à un rythme peu soutenu au cours de l'année.

En guise de synthèse, l'encadrement des enfants est assuré par un personnel en nombre assez appréciable. Mais sur le plan qualitatif, il se heurte à une série de difficultés majeures qui ont pour noms:

- 1) **faible niveau général d'instruction lors du recrutement** (même si bon nombre d'entre eux sont titulaires du BEPC),
- 2) **absence de formation initiale** (une lacune admise au départ),
- 3) **insuffisance ou absence de formation,**
- 4) **insuffisance ou manque de suivi régulier** par les encadreurs pédagogiques,
- 5) **effectifs d'enfants élevés** (48 par classe en moyenne),
- 6) **manque de compétences** pour prester dans un contexte de classes multigrades,
- 7) **conditions salariales des plus déplorables** (faibles salaires, irrégulièrement ou pas du tout octroyés).

Ces nombreuses insuffisances ne peuvent qu'influer négativement sur les résultats qualitatifs attendus au niveau des enfants.

Propos d'enfants sur l'animatrice: « Elle est gentille avec nous ; Parce qu'elle travaille bien avec nous ; Parce que je l'aime ; Elle s'amuse bien avec nous... ».

Propos de parents : « Ce qu'elle (animatrice) fait, je ne trouve pas les mots pour la remercier, elle s'adonne beaucoup pour les enfants ; On remarque qu'elle est dévouée au travail et fait preuve d'humilité avec les petits enfants ; Le jour où je ne donne pas d'argent à mes enfants, ils disent que la maîtresse leur a acheté à manger ».

R2/ Quid des résultats sur les effectifs d'enfants accueillis, sur leur socialisation, leur éveil et leur préparation au primaire ainsi que sur l'effectivité du paquet de services intégrés?

En observant les effectifs d'enfants de 2,5 à 5 ans (voir Tableaux 9 ou 10, pages 31 et 33), l'expérience aurait touché près de 14 301 d'entre eux en 2013 (dans les 17 communes couvertes : 7 226 filles (soit 50,5%), 7 075 garçons (49,5%); cette donnée confirme bien le constat déjà fait selon lequel le taux de préscolarisation des filles dépasse celui des garçons dans les Espaces Enfance. Cet extrait d'un document est assez illustratif de cet exploit: « ... l'enseignement maternel est aujourd'hui le seul sous-secteur du système éducatif béninois au sein duquel les filles sont plus nombreuses que les garçons... » (in « Revue à mi-parcours du programme de coopération Bénin-UNICEF 2009-2013). De 2003 à 2013, le cumul donne un effectif d'environ 82 707 enfants qui sont passés par les Espaces Enfance.

Cependant, si l'on peut se réjouir de l'offre quantitative que cela représente, il y a forcément des effets négatifs sur la qualité de l'encadrement (effectifs élevés par classe, 48 en moyenne avec des records de 126 à Karimama cette année 2013 !).

Dans ce domaine de la qualité des résultats chez les enfants, rappelons les principaux indicateurs : au moins trois pratiques d'éveil essentielles (parler, s'exprimer, raconter, chanter, mimer) et respect des règles d'hygiène qui peuvent être considérés comme des conditions minimales de préparation au primaire, développement réel des compétences en pré-lecture, pré-écriture, pré-mathématiques attendues (conditions maximales ou les meilleures de préparation au CI).

Afin de nous assurer de l'effectivité de ces conditions, une multitude d'items a été élaborée pour les différents acteurs.

A la lecture des données, une conclusion s'impose inévitablement : les enfants des Espaces Enfance ont, de l'avis de la majorité des acteurs, des acquis minimaux pour que l'on dise qu'ils sont éveillés, socialisés avec une préparation minimale et même maximale pour le primaire. Par exemple, plus de 80% des filles libérées déclarent qu'elles ont de bons, de très bons voire d'excellents résultats dans tous les domaines précités ; près de 100% des parents ont constaté une amélioration des comportements ou des aptitudes de leurs enfants avec des pourcentages variant de 75 à 95% selon les domaines ; 88% des enseignants de CI/CP apprécient passablement ou bien le comportement ou l'éveil des enfants ; bref, les exemples pourraient se multiplier au niveau des autres acteurs.

A l'analyse, une prudence s'impose dans l'appréciation de ces résultats : certes, la tendance qui se dégage c'est que la majorité des enfants des Espaces Enfance ont des acquis probants dans les trois pratiques d'éveil essentielles.

Par contre, il y a lieu de douter quant aux conditions maximales de préparation au CI qui semblent insuffisamment réunies comme l'atteste cette multitude de difficultés recensées par 81% des enseignants de CI/CP dans tous les domaines éducatifs. Les meilleurs résultats obtenus seraient surtout l'œuvre des animatrices professionnelles envoyées par l'Etat dans les Espaces Enfance devenus Ecoles Maternelles publiques ou par des directrices qui assurent temporairement un rôle d'animatrice.

Ces résultats quoi qu'on dise, sont étonnants et remarquables au regard des conditions peu commodes dans lesquelles les enfants sont encadrés comme nous venons de l'analyser.

R3/ Les résultats en termes de libération des filles

Sur le plan quantitatif et à défaut d'une base de données y afférente, on peut retenir que ce sont 14 300 filles environ (grandes sœurs des enfants inscrits dans les Espaces Enfance dans l'hypothèse que chaque enfant a au moins une sœur) qui ont été libérées et scolarisées grâce à la création des Espaces Enfance. Dans tous les cas, de nombreux documents analysés attestent que le Taux Brut de Scolarisation des filles a fortement augmenté dans les communes couvertes par l'expérience (comme nous le verrons ultérieurement).

Au plan qualitatif, on ne peut que se réjouir de constater que ces filles libérées obtiennent des résultats scolaires moyens, bons ou très bons (de l'avis de 91% d'entre elles pour l'année scolaire passée 2012-2013).

R3/ Les résultats en termes de libération des mères

Tableau 11 : Répartition des Groupements Féminins (GF) par commune et par département

Départements	Communes	Nb. de GF 2013	Nb. de femmes membres de GF	Nb. d'hommes membres de GF	Montant du crédit alloué Aux GF (FCFA)
Alibori	Kandi	6	381	0	2 400 000
	Karimama	0	Non disponible	0	-
	Total/ Alibori	6	Non disponible	0	2 400 000
Borgou	Bembèrèkè	38	Non disponible	0	7 739 500
	Sinendé	7	575	0	2 850 000
	Kalale	12	222	0	2 000 000
	Total/Borgou	57	Non disponible	0	12 589 500
Donga	Djougou	51	Non disponible	0	9 490 805
	Total/Donga	51	Non disponible	0	9 490 805
Couffo	Klouékanmey	163	2112	0	8 400 000
	Total/Couffo	163	Non disponible	0	8 400 000
Zou	Djidja,	33	Non disponible	0	5 000 000
	Zakpota	51	Non disponible	0	8 000 000
	Zogbodomey	62	Non disponible	0	8 200 000
	Total/Zou	146	Non disponible	0	21 200 000
Atlantique	Sô-Ava	225	Non disponible	0	53 400 000
	Zè	19	Non disponible	0	6 800 000
	Total/ Atlantique	244	Non disponible	0	60 200 000
Ouémé	Adjohoun,	32	Non disponible	0	8 000 000
	Dangbo	33	Non disponible	0	8 850 000
	Total/Ouémé	65	Non disponible	0	16 850 000
Plateau	Adja-Ouèrè	37	840	13	7 850 000
	Kétou	45	Non disponible -	0	19 000 000
	Pobè	29	Non disponible	0	3 700 000
	Total/Plateau	111	Non disponible	13	30 550 000
TOTAL	17 communes	843	15 174	13	161 680 305

(Sources : UNICEF, Rapport définitif d'audit, juin 2011)

Le tableau 11 ci-dessus présente une synthèse des données fournies par le rapport définitif d'audit des Groupements Féminins (GF) réalisé en 2011. A partir du nombre de membres des GF de 4 communes (Adja-Ouèrè, Klouékanmey, Sinendé et Kandi), on peut considérer que chaque GF compte en moyenne 18 membres (toutes des femmes, même si on dénombre quelques hommes à Adja-Ouèrè) ; le nombre de GF de Kalalé a été estimé sur la base de cette moyenne car il ne figurait pas dans le rapport. En somme, ce sont plus de **15 000** mères/tutrices

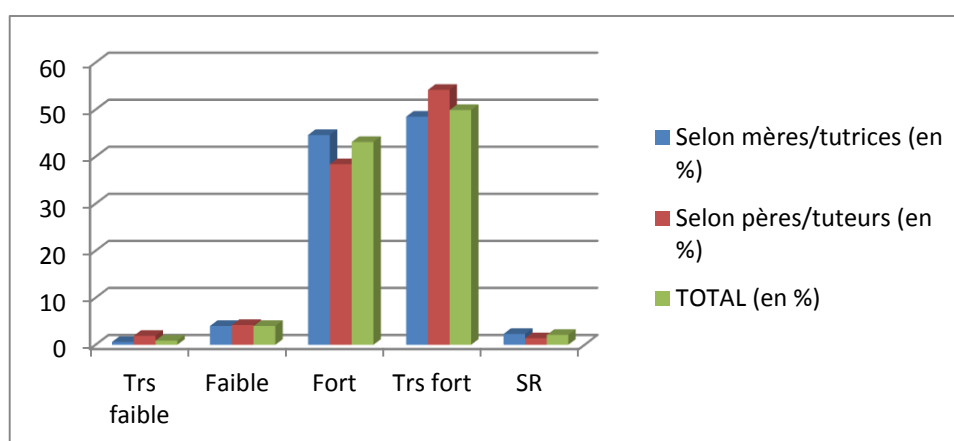
qui ont aussi été libérées grâce à l'initiative et qui, organisées dans plus de **840 GF**, mènent des Activités Génératrices de Revenus (AGR) dans divers domaines grâce aux micro- crédits qui leur sont alloués par l'UNICEF (plus de 161 600 000 CFA depuis 1994): agriculture/élevage, petites unités de transformation (savonneries, huileries, etc.), artisanat, commerce, etc.

Le critère qualitatif des résultats concerne le niveau de leur contribution à l'entretien des Espaces Enfance et au versement des salaires des animateurs (voir Tableaux 65 en Annexe 8) : 60% des mères/tutrices se disent satisfaites ou très satisfaites de leur implication dans le fonctionnement des centres. Comme l'indiquent les graphiques ci-dessous (voir aussi Tableaux 73 en annexe 8), la grande majorité des parents (plus de 80%) estime que leurs conditions de vie et de travail se sont améliorées avec l'avènement des Espaces Enfance : ainsi 93% d'entre eux pensent que grâce aux Espaces Enfance, les mères /tutrices ont beaucoup plus de temps pour mener les AGR ; pour 86% d'entre eux, ces AGR ont contribué à accroître les revenus familiaux ; pour 83% de ces parents, ces AGR leur permettent de contribuer davantage aux charges familiales.

Cependant, l'analyse précédemment faite sur la situation salariale très précaire des animateurs/trices est révélatrice d'un malaise vécu dans certains Groupements Féminins. L'Audit des GF en 2011 a ainsi montré des exemples de GF qui ont cessé de fonctionner ou qui n'arrivent pas à rembourser les crédits qui leur sont octroyés avec l'appui de l'UNICEF pour diverses raisons : conjoncture économique difficile avec des méventes de produits et articles (par exemple, les produits agricoles en période de récoltes), mauvaise gestion, faiblesse du montant des crédits alloués, etc.

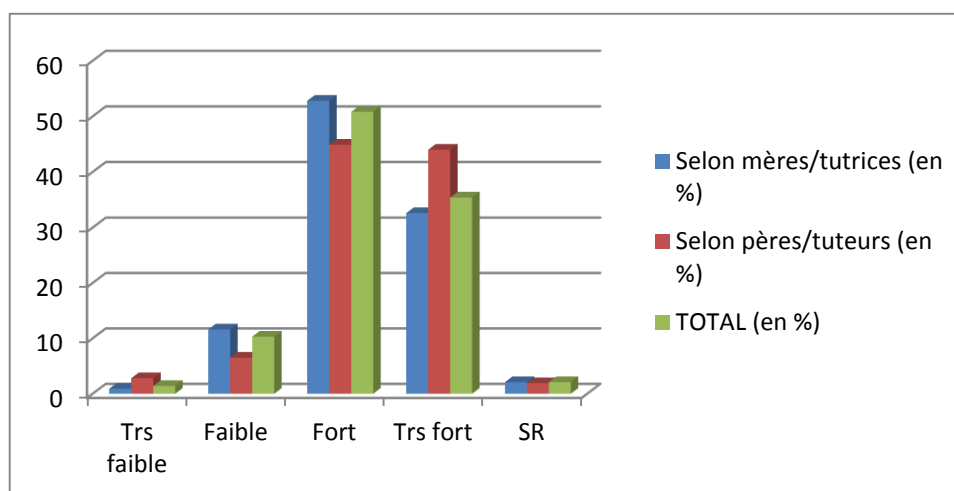
Par ailleurs, elles ne sont que 28% à reconnaître avoir reçu une formation dans l'éducation parentale (pratiques familiales essentielles et pratiques d'éveil essentielles). Des efforts devraient être fournis pour que ces formations bénéficient à un plus grand nombre de mères/tutrices en vue de leur permettre de contribuer à l'éducation des enfants.

Graphique 5 : Niveau de contribution des Espaces Enfance à la libération des mères/tutrices pour les AGR



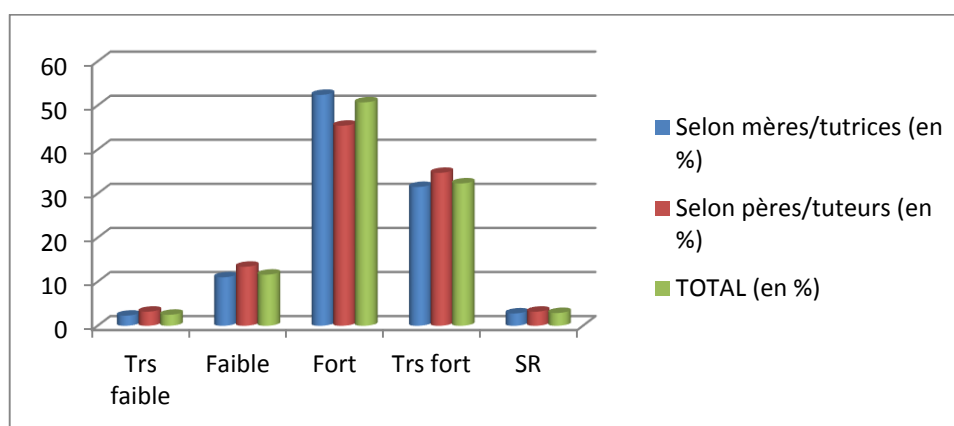
(Sources : enquêtes, 2013)

Graphique 6 : Niveau de contribution des AGR à l'augmentation des revenus



(Sources : enquêtes, 2013)

Graphique 7 : Niveau de contribution des AGR à une plus grande participation des parents aux charges familiales



(Sources : enquêtes, 2013)

Quelle conclusion provisoire doit-on tirer de ce tour d'horizon des différents résultats atteints à partir des sources secondaires et des premières enquêtes?

Trois points essentiels sont à retenir :

- (i) **Sur le plan quantitatif**, les résultats de l'expérience sont largement atteints ;
- (ii) **Sur le plan qualitatif**, des indicateurs de résultats encourageants existent : contribution communautaire à la construction et au fonctionnement des Espaces Enfance, indicateurs de socialisation minimale observée chez les enfants (raconter, chanter, mimer, poser des questions/curiosité, respect de règles élémentaires d'hygiène) et donc une préparation minimale au CI.
- (iii) **Mais c'est dans ce même domaine qualitatif** que des insuffisances importantes sont signalées et ce à quatre niveaux principalement : **(1) le cadre de travail jugé souvent peu agréable car vétuste, mal ou sous-équipé et peu sécurisant; (2)**

l'extrême précarité des conditions de vie et de travail des animateurs/trices ; (3) des lacunes constatées au niveau des compétences attendues chez les enfants et de leur préparation au CI; on ne peut donc pas affirmer qu'ils reçoivent la même qualité d'encadrement que leurs pairs des écoles maternelles publiques ou privées comme cela avait été prévu au départ (voir hypothèses, page 7) ; (4) **la grande difficulté** qu'éprouvent les mères/tutrices à travers les GF à honorer leurs engagements dans leur contribution au paiement des salaires des animateurs/trices.

Dès lors, si l'on s'en tient aux deux premiers points qui correspondraient aux objectifs minimaux visés en réalité par l'expérience, il est possible de retenir que les résultats des Espaces Enfance sont globalement atteints.

Quelles en sont alors les réalisations majeures ?

Selon les acteurs (voir Tableau 29 en Annexe 7 et Tableau 70 en annexe 8) les principales réalisations (ou encore les points forts) vont dans beaucoup de directions tout comme cela a aussi été observé dans les documents analysés. Mais globalement on pourrait s'en tenir à quatre réalisations majeures relativement aux objectifs nationaux dans les domaines de la préscolarisation, de la scolarisation des filles et de l'amélioration des conditions de la femme :

- 1) **la mise à la disposition de l'Etat de près de 314 centres d'accueil** de la petite enfance contribuant à accroître l'offre équitable de préscolarisation;
- 2) **la contribution très significative à l'augmentation du taux brut de préscolarisation** (surtout chez les filles) qui est passé de 2,5% en 1994 à 8,04% en 2008-2009 (7,82% pour les filles), puis à 11,6 % en 2011-2012 (voir C2Q7 ci-dessous) ;
- 3) **la scolarisation de près de 14 300 filles** en 2012-2013 désormais libérées des « chaînes traditionnelles » de la garde des enfants et des préjugés négatifs sur la scolarisation des filles dont le taux brut est passé de 65,16% en 1999-2000 à 116,78% en 2011-2012 (voir aussi C2Q7 ci-dessous) ;
- 4) **l'intégration de plus de 15 000 femmes également libérées** dans le circuit socio-économique à travers les AGR et leur contribution relative à la vie des Espaces Enfance.

C2Q7 : Dans quelle mesure les résultats obtenus ont-ils contribué à la réalisation des objectifs nationaux ?

Rappelons que les objectifs nationaux formulés dans divers documents (PDDSE) ont été indiqués dans le tableau n°8 et ils correspondent aux priorités nationales du Bénin comme nous l'avons vu plus haut (voir les réponses à la question C1Q2).

A travers le tableau 12 ci-dessous, on mesure mieux la contribution des Espaces Enfance à l'augmentation du Taux Brut de Préscolarisation (même si les données sont encore imprécises) :

Tableau 12 : Données statistiques diverses sur l'enseignement maternel public, privé et communautaire (2004 à 2012)

Intitulé	2004-2005	2011-2012	Observations
Ecoles Maternelles publiques (EM)	291	1061	Dont 152 EE devenus EM
Ecoles maternelles privées	205	236	
Espaces Enfance	41	286 (314 en 2013)	29,4% du total des EM en 2012
Centres communautaires	Non disponible	640	Plus de 60% du total des EM
Animateurs/trices et éducateurs/trices/Public	511	1816	Dont 152 animateurs des EE
Animateurs/trices et éducateurs/trices/Privé	455	659 dont 521 femmes	
Animateurs/trices et éducateurs/trices/Espaces Enfance	41	286 (322 en 2013)	18% du total des EM
Animateurs/trices et éducateurs/trices/Communautaires	Non disponible	682	
Effectifs d'enfants/Public/TOTAL	17 300	80 971	
Filles/Public	8 557	39 158	
Garçons/Public	8 743	41 813	
Effectifs d'enfants /Privé	10 373	12 986	
Filles/Privé	5 164	6 272	
Garçons/Privé	5 209	6 714	
Effectifs d'enfants /Espaces Enfances (EE)/TOTAL	1 995	12 776 (14 301 en 2013)	17% de l'effectif total des EM
Filles (EE)	1 092	6 587	
Garçons (EE)	903	6 189	
Effectifs d'enfants/Centres Communautaires (CC)	Non disponible	25 089	Près de 30% du total des EM

(Sources : DDP/DEM/MEMP, UNICEF, enquêtes, 2013)

Ainsi les Espaces Enfance représentent environ **29%** du total des EM. Ils couvrent également **17%** des effectifs d'enfants préscolarisés en 2011-2013 (contre 11, 5% en 2004-2005), etc. Ce qui est énorme pour un projet qui se limite à 17 des 77 communes du Bénin et de surcroît réservé aux zones rurales! Ces centres ont permis d'augmenter le Taux Brut de Préscolarisation (TBPS) dans les départements où se situent les 17 communes couvertes (voir Tableau 100 en Annexe 10). Le plus frappant est l'importance grandissante du Taux Brut de Préscolarisation des filles qui est souvent égal ou supérieur à celui des garçons dans 7 des 8 départements au cours des périodes 2008-2009 et 2012-2013 et qui a le plus fortement augmenté entre 2009 (8,04%) et 2013 (10,1%) pour l'ensemble du pays..

De même, la contribution indirecte des Espaces Enfance à l'augmentation des Taux Bruts de Scolarisation (TBS) en particulier pour les filles est non négligeable (comme nous l'avons analysé précédemment). En effet, en observant le Tableau n°13 ci-dessous, on se rend compte du grand bond réalisé par chacune des 17 communes couvertes par le projet en termes de Taux Brut de Scolarisation entre 1999-2000 et 2011-2012. Si la parité filles/garçons n'est pas encore totale, force est de reconnaître que l'écart entre les deux sexes s'est beaucoup rétréci entre 1999

et 2012. La tendance s'est même inversée dans 4 des 5 communes du Borgou et d'Alibori où les Taux Bruts de Scolarisation des filles sont supérieurs à ceux des garçons.

Ces analyses sont partagées par 5 responsables centraux sur 5 qui estiment que l'expérience a bel et bien contribué à la réalisation des objectifs nationaux (voir Tableau 16 en annexe 7).

Au total, la contribution des Espaces Enfance a permis au Bénin de passer de 2,5% de taux de préscolarisation en 1994-98 à 7,60% en 2004-08, 8,04% (8,27% pour les filles, 7,82% pour les garçons) en 2008-2009, à 11, 6% en 2010-11 puis à 9,8% (10,1% pour les filles, 9,5% pour les garçons) en 2012-13 (un record dans la sous-région, même si une baisse est constatée en 2012-13 sans doute à cause des effets de la croissance démographique rapide). Parallèlement, l'expérience a aussi beaucoup contribué à l'augmentation du Taux Brut de Scolarisation qui est passé, pour l'ensemble du Bénin, de 79,99% (94,44% pour les garçons et 65,16 pour les filles) en 1999-2000 à 119,72 (122,45% pour les garçons, 116,78% pour les filles) en 2011-2012 (voir Tableau 14 ci-dessous).

Tableau 13 : Evolution des Taux Bruts de Scolarisation (TBS) selon le genre et par commune (en%)

N°	Départements Communes	Année Scolaire 1999-2000			Année Scolaire 2011-2012		
		TxMasc	TxFém	TxGlobal	TxMasc	TxFém	TxGlobal
Département du Borgou - Alibori							
1	Bembèrèkè	63,15	53,13	58,30	111,44	146,68	127,37
2	Kalalé	39,66	23,79	31,93	63,56	81,28	71,83
3	Kandi	55,82	42,38	49,14	82,93	94,58	88,3
4	Karimama	45,60	21,72	34,00	65,91	45,92	56,41
5	Sinendé	52,49	50,20	51,42	106,63	146,82	125,59
Département de Donga							
6	Djougou	92,50	66,03	79,89	119,93	110,28	115,35
Département du Couffo							
7	Klouékanmè	100,58	57,46	77,99	113,55	76,12	93,43
Département du Zou							
8	Djidja	67,33	42,24	54,66	136,72	126,88	132,08
9	Za-Kpota	56,18	29,29	42,49	122,89	106,74	114,88
10	Zogbodomè	75,36	48,63	62,49	100,48	88,03	94,55
Département de l'Atlantique							
11	Sô-Ava*	56,37	32,32	45,58	71,22	56,86	64,69
12	Zè*	87,18	50,50	70,17	133,2	114,46	124,43
Département de l'Ouémé - Plateau							
13	Adja-Ouèrè	90,44	46,70	68,38	135,51	113,9	124,99
14	Adjohoun	89,72	56,46	74,55	108,77	111,14	109,87
15	Dangbo	89,49	49,13	70,75	102,4	79,43	90,81
16	Kétou	98,77	62,83	81,32	181,96	156,82	169,78
17	Pobè	93,25	61,87	77,96	141,56	114,33	128,13
ENSEMBLE BENIN		94,43	65,16	79,99	122,45	116,78	119,72

(Sources : DPP/MEPS/MEMP, Annuaire statistique, 1999-2000, 2011-2012)

Tableau 14 : Evolution des Taux Bruts de Préscolarisation et des Taux Bruts de Scolarisation (en %)

Indicateurs	1999-2000	2004-2005	2008-2009	2011-2012	2012-2013
Taux Brut de Préscolarisation (TBPS)/Filles	-	-	8,27	-	9,6%
Taux Brut de Préscolarisation (TBPS)/Garçons	-	-	7,82	-	10,1%
Taux Brut de Préscolarisation (TBPS)/Global	2,5	7,6	8,04	11,6%	9,8%
Taux Brut de Scolarisation (TBS)/Filles	65,16	-	-	116,78	-
Taux Brut de Scolarisation (TBS)/Garçons	94,43	-	-	122,45	-
Taux Brut de Scolarisation/Global	79,99	-	-	119,72	-

(Sources : DPP/MEPS/MEMP, PDDSE, 2013)

C2Q8 : Les résultats obtenus ont-ils profité aux filles et aux garçons, surtout ceux des zones les plus défavorisées ? Si oui/non, en donner les preuves.

De nombreux éléments de preuves foisonnent pour attester que les résultats obtenus ont bien profité aux filles et aux garçons, surtout celles et ceux des zones les plus défavorisées (voir Tableau 19 en Annexe 7, Tableaux 51, 53 et 68 en Annexe 8) :

En premier lieu, si l'on analyse les résultats quantitatifs obtenus (nombre d'enfants inscrits dans les Espaces Enfance), on se rend compte que filles comme garçons sont pris en charge avec d'ailleurs une discrimination positive en faveur des filles (52% de filles dans les effectifs préscolaires).

Par ailleurs, ce sont les filles (grandes sœurs des enfants) qui en ont profité puisqu'elles ont été libérées et scolarisées.

Les enfants des zones les plus défavorisées qui sont surtout les plus inaccessibles sont bien pris en compte puisque comme nous l'avons déjà évoqué, des Espaces Enfance n'ont pas été accessibles aux enquêteurs justement parce qu'ils étaient situés dans des zones enclavées (zones lacustres du sud et zones d'accès difficiles au nord).

Ensuite, les réponses à diverses questions posées aux acteurs confirment bien la prise en compte de l'équité-genre dans la mise en œuvre des Espaces Enfance : par exemple, 99% de filles et 99% de garçons des Espaces Enfance ont déclaré que l'animatrice s'occupe bien d'eux que ce soit en classe ou dans les toilettes ou qu'elle a été gentille avec eux/elles ; 97% de garçons et presque autant de filles de CI/CP ont reconnu que l'animateur/trice s'est bien occupé (e) d'eux/d'elles lorsqu'ils/elles fréquentaient l'Espace Enfance sans discrimination liée au genre ou au statut social. On peut en déduire que les prestations des animateurs/trices bénéficient indistinctement aux filles comme aux garçons.

78 à 84% des parents disent que les résultats ne changent pas en fonction du sexe. Néanmoins les animatrices elles-mêmes (60%) témoignent de l'existence d'écarts entre filles et garçons au niveau des résultats tout en reconnaissant à 63% que les résultats des enfants des zones les

plus défavorisées ne sont pas moins bons que ceux des autres : quelques unes affirment que ce sont surtout les enfants des zones les plus défavorisées qui sont les plus fréquents et réguliers dans le centre et que la fille ayant occupé le premier rang d'une section provient d'une famille démunie.

Enfin, l'analyse documentaire et les avis recueillis auprès des responsables centraux vont dans le même sens. En guise d'éléments de preuves, il est surtout reconnu que les différentes prestations ont profité aussi bien aux filles qu'aux garçons sans distinction aucune (établissement d'actes de naissance, éveil/éducation, vaccination, déparasitage, prise en charge médicale, etc.) et le fait que les résultats aient d'ailleurs beaucoup plus profité aux filles qu'aux garçons témoigne de l'existence d'une discrimination positive.

Il n'y a pas de doute à affirmer que ce projet, conformément à ce qui a été planifié, a bel et bien profité équitablement aux garçons et aux filles, avec cependant une discrimination positive pour ces dernières en vue d'inverser la tendance qui était en leur défaveur. « *Ce n'est donc que justice rendue* ».

Extrait d'une étude de cas en 2012: « Dans cette salle de classe, 17 filles et 20 garçons s'appliquent à tracer des ronds et des traits sur leur ardoise. Nous sommes à l'école primaire publique de Kakanichoé – Houénoussou au niveau de la commune d'Adjohoun. Ces écoliers âgés de 2 ans et demie à 5 ans, se mettent ensuite en rangs, sortent de la classe, se lavent les mains et y retournent les deux mains entrelacées au-dessus de la tête pour prendre leur goûter. Toutes ces séquences se déroulent dans une atmosphère forçant l'admiration. C'est l'espace enfance du village, une approche communautaire de l'école maternelle... Offrir le préscolaire à tous les enfants, mais aussi favoriser l'accès, le maintien à l'école et la réussite scolaire pour les enfants des zones déshéritées, inverser la tendance en faveur des filles aussi bien dans le préscolaire que dans le primaire... ». (in « **UNICEF. 2012. L'Espace Enfance, outil de Libération et de Développement** ».

C2Q9 : Quelles sont les contraintes majeures, aussi bien liées à l'offre qu'à la demande, qui ont entravé l'atteinte des résultats planifiés ?

a) *De multiples contraintes particulièrement aigües au niveau de l'offre*

En effet, à partir de l'analyse documentaire et à travers les points de vue des différents acteurs (voir Tableau 22 en Annexe 7, Tableau 71 en Annexe 8), il se dégage trois contraintes majeures:

- 1) **La faible implication de l'Etat** soit par manque de ressources, soit par manque de volonté politique : elle se traduit entre autres par un apport insuffisant sur le plan budgétaire en faveur de ces centres, et surtout par la faiblesse du suivi des Espaces Enfance par des acteurs des niveaux central, déconcentré ou décentralisé (CCS/CP, etc.) ; On comprend dès lors que les CCS et les CP ne fassent pas de ce suivi leur préoccupation.

Propos d'un responsable central au sujet des insuffisances dans le suivi par le Gouvernement: « En réalité, la qualité n'a jamais été une préoccupation car tout se passe de manière embryonnaire. La priorité est surtout celle de la socialisation des enfants ».

- 2) **Des contraintes résultant de dysfonctionnements d'ordre institutionnel :** ces dysfonctionnements sont vécus au niveau du MEMP d'une part (gestion des Espaces Enfance devenus écoles maternelles ou EM sans que la direction de tutelle, la DEM ne soit impliquée), et d'autre part entre le MEMP et l'UNICEF pour la gestion des fonds alloués au projet ;
- 3) **Les difficultés cruciales vécues au niveau des animateurs/trices** en général et dont il a été question de façon détaillée dans nos développements précédents.

D'autres contraintes importantes méritent également une attention particulière :

- 4) **L'absence de textes juridiques** clairs (selon un responsable central) qui auraient pu déterminer les responsabilités de chaque partie : le seul texte qui existerait serait une sorte de quitus donné à l'UNICEF par le MEMP pour conduire l'expérience ;
- 5) **ou le choix inapproprié des sites** d'implantation des Espaces Enfance et **les insuffisances au niveau des infrastructures et des équipements (déficiences au niveau du cadre physique) ;**
- 6) **Les contraintes vécues au niveau de l'UNICEF** (« lourdeur ou rigidité dans les procédures » de décaissement) et l'attitude jugée peu favorable d'autres PTF à l'endroit de l'expérience considérée « comme la chose de l'UNICEF » ;
- 7) **Des insuffisances constatées** dans les domaines de la communication et de la sensibilisation des populations, domaine capital pour susciter d'avantage l'adhésion et la mobilisation des bénéficiaires ;
- 8) **Des difficultés vécues par les médiatrices** qui sont pourtant considérées comme la cheville-ouvrière de l'initiative. Le constat est fait que leur structure de tutelle appelée FADeC-GIE avec qui l'UNICEF a signé des accords de partenariat au cours du programme de coopération Bénin-UNICEF 1999-2003, semble avoir disparu du vocabulaire dans le programme 2009-2013. Les enquêtes de terrain ont révélé que ces médiatrices sont bien amères à l'égard de l'UNICEF estimant que cette structure les a abandonnées sans les en informer au préalable. Avec leur reversement dans les mairies, elles auraient perdu de leur indépendance ainsi que des avantages acquis dans le domaine du traitement salarial qui a subi une baisse drastique (d'environ 300 000FCFA à 70 000 ou 55 000FCFA selon nos enquêtes). Ce qui est une source supplémentaire de démotivation ; par contre, selon certains responsables centraux il ressort que ces médiatrices avaient été bel et bien averties du fait que l'institution devait se retirer progressivement en vue d'assurer une autonomisation de FADeC-GIE qui devrait bénéficier d'autres opportunités comme c'est d'ailleurs le cas actuellement. Par ailleurs, la fluctuation de leur salaire ne serait pas liée uniquement à leur reversement dans les mairies, mais dépendrait aussi de l'évolution et de la conjoncture

ressentie dans chaque cycle de programme de coopération; quoiqu'il en soit, ces divergences de points de vue ne pourraient-elles pas justifier une rencontre d'explications en vue de les aplanir ?

- 9) **Une mauvaise perception de l'importance du préscolaire** par certains PTF qui préfèrent accorder la priorité au primaire ; pourtant les recherches foisonnent aujourd'hui pour donner raison à l'UNICEF et à d'autres PTF en ce qui concerne les avantages indéniables de l'éducation préscolaire, même si elle est jugée onéreuse ;
- 10) Enfin, **une difficulté relative au domaine curriculaire** mentionné par un responsable central qui se demande à juste titre pourquoi introduire l'activité de la multiplication dans les apprentissages préscolaires quand on sait que l'acquisition de la multiplication est plus tardive que celle de l'addition ou de la soustraction. Ce qui fait que de l'avis de spécialistes en curriculum, l'apprentissage de la multiplication est parfois réservée au niveau primaire (à partir du CE par exemple). D'autres avis non moins pertinents reprochent aux curricula de la maternelle d'être trop calqués sur ceux du primaire puisqu'il est demandé aux enfants de faire des projections et des remédiations dans les activités de préapprentissage.

b) Des contraintes tout aussi multiples et aigues au niveau de la demande

- 1) **En premier lieu, la pauvreté structurelle ou conjoncturelle** (saisonnière) des populations rurales en général qui ont du mal à honorer leurs engagements financiers (paiement des salaires), même si une mauvaise volonté semble perceptible chez certains d'entre eux (notamment dans la zone sud où des poches de prospérité existent);
- 2) **L'existence de pesanteurs socioculturelles** ou de **mentalités jugées peu favorables** à l'approche communautaire ou à la préscolarisation auxquelles s'ajoutent des incompréhensions à l'égard des messages politiques: considérations négatives sur la femme ; indifférence ou hostilité à l'égard de la préscolarisation et de la scolarisation ; manque de volonté à contribuer financièrement du fait soit de l'intériorisation d'une « logique d'assistanat », soit d'une mauvaise compréhension de la mesure de la gratuité des enseignements maternel et primaire décidée par le gouvernement; faible contribution ou mobilisation des pères ou des hommes en général dans les travaux de construction et au fonctionnement des Espaces Enfance notamment dans les zones sud et une partie du centre ; etc.

En guise de synthèse, il convient de retenir que l'efficacité de l'expérience des Espaces Enfance a été fortement compromise par une conjonction de contraintes liées aussi bien à l'offre qu'à la demande. Celles-ci constituent des points de faiblesse ou des sources de menaces qui méritent une attention particulière dans la perspective d'un passage à l'échelle, même si des opportunités ne manquent pas pour favoriser cette extension éventuelle.

Propos d'un responsable central: « *l'esprit communautaire qui faisait l'essence même de nos sociétés africaines a disparu. La conséquence de nos jours, c'est qu'il n'est pas facile de demander aux populations de travailler sans aucun dédommagement financier* ».

C2Q10 : Quelles sont les opportunités qui pourraient se développer dans la perspective de l'extension ou du passage à l'échelle nationale ?

Les documents analysés et les données d'enquêtes font ressortir l'existence de nombreuses opportunités dans la perspective d'une extension du projet à l'ensemble du pays (voir Tableau 23 en Annexe 7). Nous en retenons les plus significatives :

- 1) La disponibilité constante de l'UNICEF à apporter son appui précieux, multiforme et constant ainsi que celle d'autres PTF et ONG actifs dans ce secteur de la petite enfance (Borne Fonden, Aide et Action, Plan Bénin, etc.). Un responsable pense que si les PTF et les ONG « se mettent ensemble » pour travailler ce serait une des plus grandes opportunités;
- 2) Les possibilités d'une meilleure implication de l'Etat et des collectivités qui jusque là ne semblent pas bien s'intéresser à cette expérience ;
- 3) Le rôle moteur que pourraient continuer de jouer les médiatrices en assurant l'interface entre d'une part l'ensemble formé par les autorités, l'UNICEF, les autres PTF /ONG et les collectivités, et d'autre part, celui formé par le groupe des bénéficiaires directs (parents, enfants, communautés, animatrices) ;
- 4) La présence d'une équipe technique d'encadrement qui pourrait de nouveau être mise à contribution : médecins, spécialistes des questions d'hygiène et d'assainissement, spécialistes des questions sociales, etc. ainsi que la disponibilité de documents techniques élaborés grâce à plus d'une quinzaine d'année de mise en œuvre;
- 5) Les possibilités de développer des partenariats entre le Gouvernement, les collectivités, les communautés et les PTF/ONG ;
- 6) Etc.

Quelle conclusion peut-on tirer sur l'efficacité de l'expérience des Espaces Enfance ?

Les réponses aux différentes questions posées attestent que de façon globale, celle-ci est d'une efficacité appréciable surtout sur le plan quantitatif: les résultats atteints sont spectaculaires en termes de nombre d'Espaces Enfance créés (314 environ), de leur capacité d'accueil (près de 14 301 enfants dont 7226 filles en 2013), de nombre d'animateurs/animatrices (322) assurant l'encadrement, de nombre de filles libérées et scolarisées (près de 14 300); ce qui contribue -à booster le taux de préscolarisation surtout celui des filles ainsi que le taux de scolarisation des filles et -à atteindre la parité filles-garçons ; l'autre résultat important c'est la libération de plus de 15 000 femmes (mères /tutrices) qui peuvent désormais contribuer à la vie socio-économique de leurs communautés et au fonctionnement des écoles. Ces résultats qui profitent aussi bien aux filles qu'aux garçons des zones déshéritées, sont en adéquation avec les priorités nationales du Bénin ; ils s'inscrivent ainsi en droite ligne de l'atteinte des objectifs nationaux. Par ailleurs, ces résultats ont été réalisés en dépit de multiples contraintes au niveau de l'offre

et de la demande (ce qui constitue un exploit à saluer). Toutefois, cette efficacité devient relative étant donné que des efforts doivent être déployés pour assurer des résultats qualitativement supérieurs surtout lorsque l'on envisagera un passage à l'échelle nationale.

Il convient de souligner que ces résultats forts appréciables sont en grande partie attribuables à l'UNICEF (hormis les collectivités et les communautés concernées), puisque de l'avis des acteurs en particulier les parents et les animateurs/trices, la plupart des appuis de natures diverses et en quantité variable proviennent de cette structure et subsidiairement du MEMP, des mairies ou d'individus ; parmi les autres PTF ou ONG, notons que l'UNESCO, Borne Fonden, Aide et Action, FAST TRACK INITIATIVE sont souvent cités comme des sources d'appui (nous reviendrons sur ce sujet ultérieurement). Toutefois, ce constat ne peut que susciter des inquiétudes dans le cadre de la pérennisation comme nous le verrons plus tard..

3.2.3 De l'efficacité de l'initiative

C3Q11 : Dans quelle mesure y a-t-il eu une utilisation judicieuse et optimale des ressources financières, matérielles et humaines pour l'atteinte des objectifs ?

Avant d'apporter des pistes de réponses à cette interrogation, il convient de présenter au préalable de quelles ressources il s'agit. Le tableau 15 ci-dessous en donne une synthèse approximative :

Tableau 15 : Récapitulatif des ressources utilisées dans le cadre de l'expérience des Espaces Enfance

Types de ressources	Montant/Nombre/ Quantité	Observations
Ressources financières	359 775 556 FCFA	En 2012, voir détail en Annexe 10
Ressources matérielles		
Haie, clôture, portail, bâtiments (matériaux et matériels de construction)	Non disponible	PM
Urinoirs, latrines, lave-mains	Non disponible	PM
Mobiliers : Tables, bancs, armoires, petites chaises, petites tables, bureaux de l'animateur, chaises, nattes	Non disponible	PM
Seaux d'eau, gobelets, bouilloires, savon, poubelles	Non disponible	PM
Equipements de jeux/jouets	Non disponible	PM
Ressources humaines		
Animateurs/ Animatrices	309	Environ
Médiatrices	17	Environ
Superviseurs pédagogiques (CCS, CP)	34	Environ
Autres membres du dispositif de suivi et de supervision (médecins, responsables sociaux, etc.)	34	Environ

(Sources : UNICEF, 2013)

Quant à savoir si ces ressources ont été utilisées comme il le faut (de façon juste et pertinente, le mieux possible et sans gaspillage), différents acteurs se sont prononcés avec quelques divergences légères de points de vue :

La majorité des responsables centraux (8 sur 13) reconnaît que les ressources ont été utilisées de façon judicieuse et optimale. Et pour preuves, aucun cas de gaspillage n'aurait été noté (selon 6 acteurs interrogés, voir Tableau 16 ci-dessous).

Par contre, trois d'entre eux estiment que cette utilisation n'est pas judicieuse ni optimale pour les raisons suivantes : l'un d'eux évoque le cas des médiatrices qui seraient surchargées de travail ; l'autre, témoigne d'un cas où des équipements destinés à des centres d'une localité se retrouvent immobilisés dans des Espaces Enfance d'autres localités ; le troisième estime que les ressources locales ne sont pas souvent mises à contribution (cas des matériaux ramenés depuis Cotonou pour la modélisation d'Espaces Enfance au nord)... Cependant l'ampleur des dysfonctionnements reste difficile à évaluer faute d'un audit en bonne et due forme.

Tableau 16 : Synthèse des avis des responsables centraux sur l'utilisation judicieuse et optimale ou non des ressources

<i>Question : A votre avis est ce que les ressources financières, matérielles et humaines ont été utilisées de façon judicieuse et optimale pour atteindre les objectifs?</i>					
Réponses	OUI	NON	SR	Total	
Fréquence	8/13	3/13	2/13	1313	
Si NON, pourquoi ?					
Réponses				Fréquence	
« Qui trop embrasse mal étreint » : les médiateurs/médiatrices semblent débordés de tâches au point qu'ils consacrent peu de temps au suivi des animatrices : par exemple, ces médiateurs sont chargés des recouvrements au niveau des membres des GF, s'occupent des Espaces Enfance, et répondent aux sollicitations de la mairie et des cadres de mission (UNICEF, MEMP, etc.)				1/3	
Certains équipements (jouets par exemple) prévus pour tel Espace Enfance d'une localité donnée se retrouvent ailleurs dans des centres d'autres localités				1/3	
La qualité de certains équipements est à revoir : par exemple, est ce qu'il n'est pas indiqué d'utiliser des nattes pour les enfants en lieu et place de petites chaises ?				1/3	
Des matériaux sont acheminés depuis Cotonou pour des constructions au nord où on peut en trouver				1/3	
<i>Question : Y a-t-il eu des cas de gaspillage de ressources ?</i>					
Réponses	OUI	NON	Ne sais pas	SR/	Total
Fréquence	0/13	6/13	4/13	3/13	13/13
Si Oui donnez des preuves et des exemples					

(Sources : premières enquêtes, 2013)

L'analyse des documents, en particulier les rapports d'évaluation ou les rapports de mission, confirment une bonne gestion des ressources, puisque nous n'avons trouvé nulle part des traces de mauvaise utilisation des ressources même si celles-ci sont jugées insuffisantes ou difficiles à mobiliser selon certains responsables centraux. Des notes ont montré que des reliquats de dépenses ont été reversés, mais d'autres reliquats dans le même document gagneraient à être justifiés (Il n'est pas précisé ce qu'on en a fait).

Quant aux autres acteurs directs (voir Tableaux 74, 75 et 76 en Annexe 8), ils confirment en général cette tendance en faveur d'une gestion judicieuse et optimale des ressources : les parents (73 à 82%) pensent que les ressources sont bien ou très bien utilisées ; près de 88 à 95% d'entre eux déclarent n'avoir pas constaté de gaspillage de ressources ; les rares témoignages de gaspillages évoquent des cas de vols ou de détournement de matériels ou d'argent (par des animateurs ou par la population) ; tandis que les animateurs/trices jugent en majorité (78%), que les ressources financières et matérielles sont gérées de manière judicieuse. A la question de savoir *pourquoi ces acteurs estiment que les ressources sont gérées judicieusement et de façon optimale*, les parents avouent n'avoir pas constaté des cas de mauvaise gestion ou de dysfonctionnement. Ils renforcent leur constat par le fait que leurs enfants seraient bien encadrés par les animateurs/trices.

En conclusion, la tendance dominante qui se dégage est en faveur d'une utilisation judicieuse et optimale des différentes ressources financières, matérielles et humaines même si des insuffisances sont notées çà et là avec une ampleur difficile à apprécier dans le cadre de cette évaluation.

C3Q12 : Quels sont les autres facteurs institutionnels et environnementaux qui ont amélioré ou réduit l'efficience de l'expérience ? Analyse coût-efficacité

Quelques facteurs institutionnels et environnementaux ont contribué à améliorer l'efficience de l'expérience à la lumière de l'analyse documentaire: par exemple, la rigueur de gestion constatée au niveau de l'UNICEF et de la DEM. D'autres responsables centraux et une dizaine de CCS/CP évoquent aussi des facteurs tels que l'implication des acteurs des niveaux déconcentrés ou décentralisés (maires, DDEMP, CCS, CP, communautés de base), le coût moins élevé de la vie et des matériaux dans les villages, le dévouement des animatrices et leur implication dans les Unités Pédagogiques (UP). Sans doute que ces facteurs poussent les gestionnaires à davantage de rigueur.

Mais il existe aussi des facteurs institutionnels et environnementaux qui auraient contribué à réduire cette efficience : par exemple, les Espaces Enfance devenus des EM mais laissés à l'abandon par l'Etat sans équipements, ni animateurs, entraînant une paralysie ou la « mort » de ces Espaces Enfance bien que parfois l'Etat leur ait même versé les subventions. Il s'agit là en effet de cas de gaspillage d'origine institutionnelle. Ou alors la proximité d'une EM « *plus agréable ou mieux équipée* » qui attirerait les parents préférant y envoyer leurs enfants et non dans les Espaces Enfance (là aussi les investissements deviennent inutiles). Parfois un mauvais choix du site d'implantation de l'Espace Enfance pourrait aussi être un facteur qui réduit l'efficience, parce que ce site exigerait des dépenses plus élevées. Des DDEMP/CCS/CP (12 sur 36) attirent également l'attention sur le manque de concertation régulière entre les différents acteurs concernés, l'inexistence de partenariat et les difficultés dans l'appropriation de l'approche communautaire auxquels nous ajoutons la faible implication du gouvernement de façon générale.

Dans tous les cas, si l'on met en balance, les facteurs positifs et les facteurs négatifs d'ordre environnemental ou institutionnel dans la gestion des ressources, on peut conclure qu'il existe beaucoup plus de facteurs favorables à l'efficience que de facteurs défavorables.

De plus à la question explicitement posée à six (6) responsables centraux à savoir *si oui ou non l'expérience est efficiente*, tous ont reconnu que celle-ci est véritablement efficiente (voir Tableau 25 en Annexe 7). Les arguments avancés tournent autour de la question du **coût – efficacité**. En effet, sur la comparaison des coûts entre un Espace Enfance et une EM, les réponses des acteurs sont édifiantes : un Espace Enfance modélisé a un coût unitaire (environ 6 750 000 FCFA) moins élevé que celui d'une EM (9 600 000 FCFA environ) sur bien de plans : construction, équipement, fonctionnement et entretien, salaires octroyés aux animateurs/animateuses (voir Tableau 17 ci-dessous).

Tableau 17 : Coût unitaire comparatif entre un Espace Enfance et une Ecole Maternelle publique

Désignation	Espace Enfance modélisé	Ecole Maternelle publique
Construction et Equipements	6 400 000 FCFA	8 000 000 FCFA
Salaire annuel des animatrices	300 000 FCFA	720 000 FCFA
Autres frais de fonctionnement	250 000 FCFA	700 000 FCFA
Total	6 750 000 FCFA	9 600 000 FCFA

(Sources : UNICEF, enquêtes, 2013)

La conclusion est que l'expérience des Espaces Enfance est d'une relative efficience en raison d'une part, d'une utilisation globalement judicieuse et optimale des ressources (à l'exception des ressources matérielles où des insuffisances sont notées), d'autre part, de l'existence de facteurs institutionnels et environnementaux assez favorables à cette efficience (plus importants que les facteurs défavorables). L'autre indicateur reconnu par les acteurs est le fait que la construction et le fonctionnement d'un Espace Enfance modélisé coûtent moins cher qu'une école maternelle classique, ce qui contribuerait énormément à renforcer cette efficience.

3.2.4 De son impact

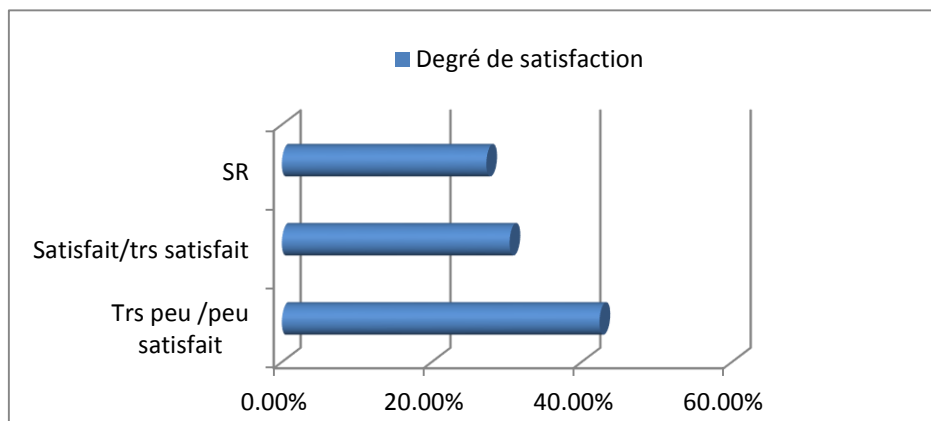
C4Q13 : Dans quelle mesure les Espaces Enfance ont-ils permis de fournir aux filles et aux garçons qui les fréquentent un paquet minimum de services intégrés (établissement des actes de naissance, éducation/éveil, vaccinations, déparasitage, prise en charge et référence pour les cas de maladies) ?

En d'autres termes, il s'agit, à travers cette question, de vérifier non seulement l'effectivité du paquet de services intégrés (effectivité déjà constatée plus haut) mais aussi son effet sur les bénéficiaires. Ce qui peut se mesurer à travers le degré de satisfaction de ces bénéficiaires par rapport à ces services (voir graphiques ci-dessous et Tableaux 57, 79 à 83 en Annexe 8).

Pour l'établissement des actes de naissance, seulement près de 5% des élèves de CI/CP ont reconnu en avoir bénéficié (ce faible taux pourrait s'expliquer par le fait que ces élèves n'en soient pas informés). Ils sont appuyés à ce sujet par 10% de leurs sœurs libérées et scolarisées. Pour ce service, différents acteurs se disent satisfaits ou très satisfaits pour une minorité ou une courte majorité d'entre eux : 30 à 38% des parents, 5% des animatrices, 26% des enseignants de CI/CP, 30 personnes interrogées sur 47 du groupe des syndicats/APE/leaders, 17 responsables communaux sur 60. Les principales insuffisances indexées par ces acteurs (en particulier par les parents lors des focus group) sont d'ordre quantitatif (beaucoup d'enfants

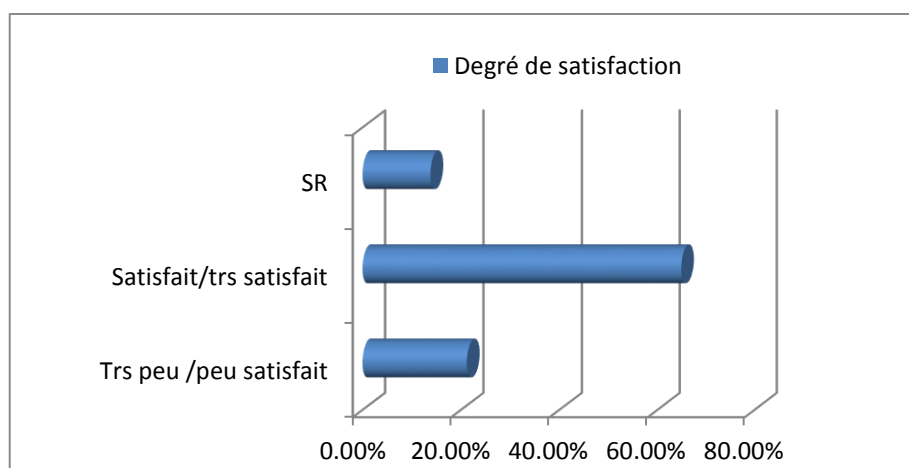
n'en possèdent toujours pas). De même, trois responsables centraux parlent de l'effectivité de ce service (à 50%), mais l'un d'eux estime qu'il y a des insuffisances sans trop de précisions.

Graphique 8 : Niveau de satisfaction des acteurs par rapport à l'établissement des actes de naissance

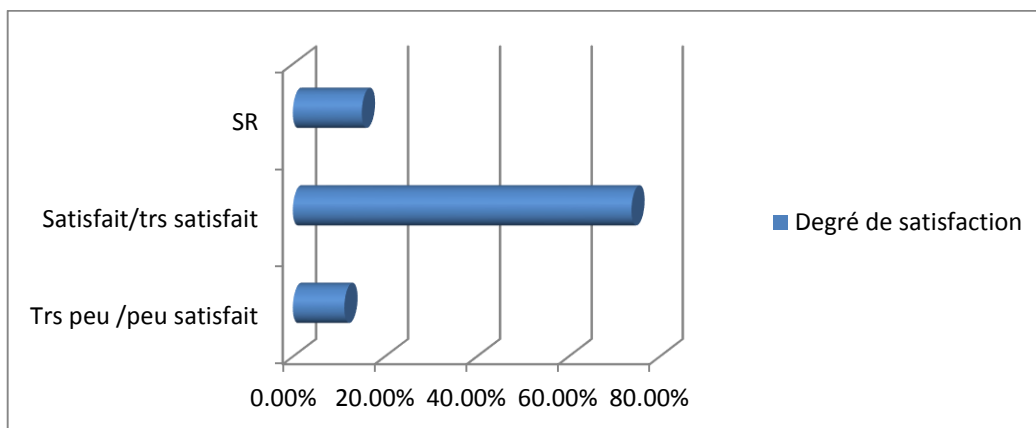


(Sources : enquêtes, 2013)

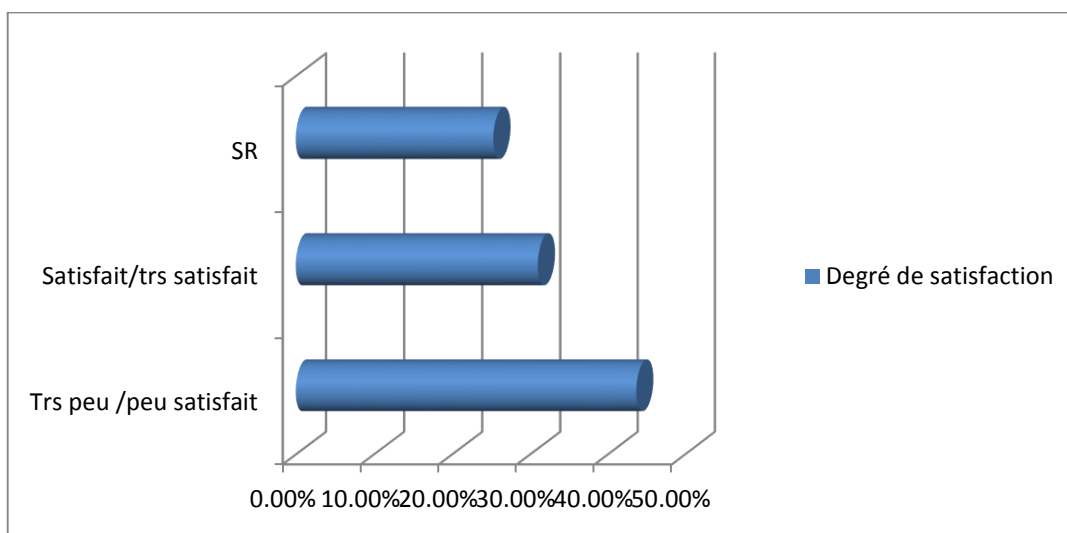
Graphique 9 : Niveau de satisfaction des acteurs par rapport à la vaccination des enfants



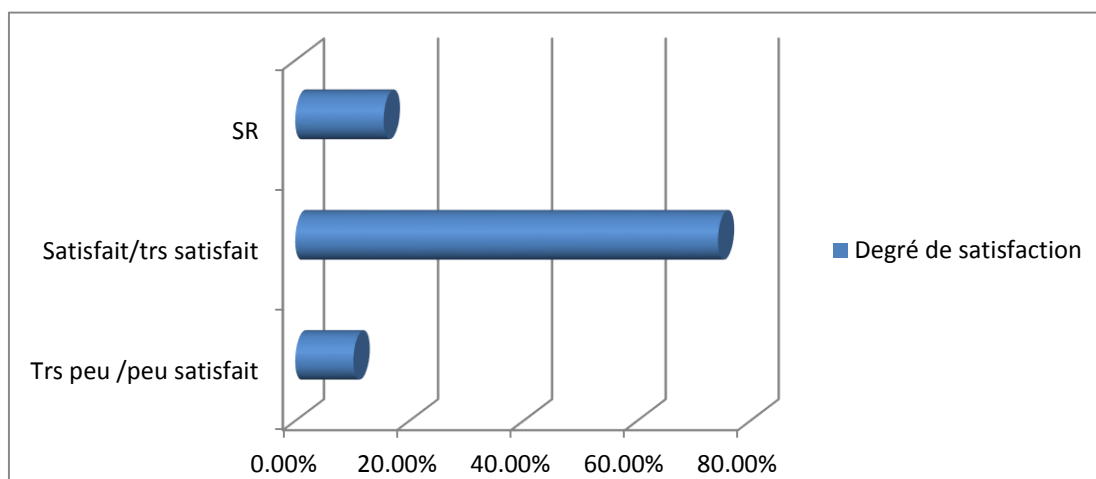
(Sources : enquêtes, 2013)

Graphique 10 : Niveau de satisfaction des acteurs par rapport au déparasitage des enfants

(Sources : enquêtes, 2013)

Graphique 11 : Niveau de satisfaction des acteurs par rapport à la prise en charge en cas de maladie

(Sources : enquêtes, 2013)

Graphique 12 : Niveau de satisfaction des acteurs par rapport à l'éveil/éducation des enfants

(Sources : enquêtes, 2013)

Pour ce qui est des prestations de santé (vaccination, déparasitage, prise en charge en cas de maladies, ...), elles seraient relativement effectives selon les enfants (71 à 78% des enfants des Espaces Enfance, 26% des élèves de CI/CP, 23 à 29 % des filles libérées) et les autres acteurs. Mais dans ce domaine, les insatisfactions sont également importantes avec des griefs tels que : l'irrégularité des prestations, le retard ou l'absence totale de prestations, le faible taux d'exécution compris entre 15 et 45 % et bien d'autres commentaires à connotation négative. Le nombre d'insatisfaits est assez élevé pour la prise en charge en cas de maladie : 31% des mères et 38% des pères (ou tuteurs/tutrices), 24% des enseignants de CI/CP, 24% des animateurs, 28 personnes interrogées sur 47 du groupe syndicats/APE/leaders, 28 responsables communaux sur 60, 3 responsables centraux se disent très peu ou peu satisfaits de la prise en charge des enfants en cas de maladie. Lors des discussions de groupe, nombreux sont les parents qui ont simplement avoué que cette prise en charge est assurée par eux-mêmes. Toutefois, de l'avis de certains responsables centraux, il conviendrait de préciser que cette prise en charge n'avait pas été prévu au départ par le programme (voir propos ci-dessous).

Tout cela signifie que des efforts restent à fournir pour les améliorer (« Peux mieux faire » pourrait-on dire pour résumer la situation). Parmi les sources de ces insuffisances, on note l'absence d'agent de santé ou le fait que les agents de santé conditionnent leurs prestations à des émoluments (selon un responsable de niveau central), le retard accusé dans l'acheminement des produits de déparasitage, etc. De même, certains médecins des centres communaux de santé lieraient cette faiblesse au fait qu'aucune dotation particulière susceptible de leur permettre de mieux atteindre cet objectif ne leur est fournie. Ils préconisent de ce fait, un stock tampon pour les enfants des Espaces Enfance.

Propos d'un responsable central : « la prise en charge des cas identifiés n'était pas prévue au départ par le Programme. Il était question de parvenir à connaître les pathologies pouvant nuire à la scolarisation normale des enfants, d'en informer les parents et d'étudier avec les centres de santé, les possibilités d'appui, notamment sur les fonds destinés aux indigents ».

Dans le domaine de l'éducation/éveil des enfants, le doute n'est guère permis quant à son effectivité et à la grande satisfaction des principaux acteurs interrogés, en dépit des lacunes constatées plus haut (voir 3.2.2, C2Q9, page 46). Le plus réconfortant est ce foisonnement d'exemples positifs quant aux effets sur les enfants de l'action des animatrices (cf. quelques propos d'acteurs ci-dessous). Pour renforcer cette perception, les enseignants de CI/CP témoignent abondamment du fait que les enfants issus des Espace Enfance progressent avec succès dans leur scolarité. Ce qui signifie que les Espaces Enfance contribuent de façon significative à la rétention et à l'amélioration du taux d'achèvement au primaire.

Propos de responsables centraux : « Les parents n'hésitent pas à faire les déclarations positives suivantes : - Les enfants des Espaces Enfance veulent tout savoir autour d'eux et posent beaucoup de questions, - Les enfants des Espaces Enfance disent tout ce qu'ils voient, - les enfants n'hésitent pas à contredire les parents » ; « Les enseignants des cours d'initiation (CI) interrogés estiment que les

enfants provenant des Espaces Enfance semblent plus éveillés que leurs pairs venus directement des familles pour l'école ».

Propos de parents : « Le comportement des enfants a connu un changement qui concerne les habitudes d'hygiène, le respect des grands aussi ; Mon enfant est un peu éveillé donc arrivé au CI, il ne pourra plus être influencé par le maître, il va mieux réagir que les autres en classe mais peut-être pour le français, ce serait un peu difficile ; Mon enfant est habitué à travailler en groupe, à écrire, à s'amuser, arrivé au CI, il n'a plus peur du maître, il lui pose des questions et réagit bien ; Parce que les 2 enfants qui sont dans l'Espace Enfance ne savent ni lire, ni écrire, c'est mon époux qui supporte les soins des enfants, du côté des jeux, ça ne va pas trop ; ...»

La conclusion globale à retenir est que la grande majorité des enfants bénéficient effectivement du paquet de services qui leur est destiné avec des effets bénéfiques à court et moyen terme pour leur développement intellectuel, psycho-social et physique. Mais beaucoup d'efforts restent à fournir pour en améliorer la qualité et les rendre plus réguliers.

C4Q14 : L'expérience des Espaces Enfance a-t-elle influencé la perception des familles et des communautés sur la préscolarisation ? Donnez en quelques preuves.

Avant d'apporter des pistes de réponses à cette interrogation, il importe de savoir quelles étaient ces perceptions avant l'avènement des Espaces Enfance.

De façon générale et selon certains des acteurs (en moyenne 40% des parents et 3 responsables centraux, par exemple), l'éducation préscolaire était considérée souvent dans les zones rurales comme un luxe réservé aux riches citadins, ou qu'elle n'était pas intégrée dans les traditions; ou alors ce n'était guère une préoccupation pour bon nombre de personnes (voir Tableau 31 en Annexe 7 et Tableau 84 en annexe 8). De l'analyse documentaire il ressort également qu'au début de l'expérience, les mentalités n'étaient pas vraiment favorables. L'éducation était considérée en milieu rural comme « l'affaire des gens de la ville, une affaire de riches » donc inaccessible à des pauvres de la campagne. Des parents seraient même hostiles à l'enseignement maternel (comme nous l'avons vu auparavant).

L'expérience des Espaces Enfance semble avoir beaucoup contribué au changement de telles perceptions. Les preuves sont diversifiées :

- a. Tout d'abord, l'accroissement spectaculaire du nombre d'Espaces Enfance et des effectifs d'enfants qui les fréquentent, tout comme l'augmentation du taux de préscolarisation des filles témoignent d'un engouement certain pour l'éducation préscolaire dont les bienfaits semblent bien perçus par les parents. De nombreux documents témoignent de ce constat ;
- b. Cette évolution positive des mentalités en faveur de l'éducation de la petite enfance est partagée par la majorité des différentes catégories d'acteurs : 9 responsables centraux (sur 10), 96% des animateurs qui estiment que les familles ont adopté les Espaces Enfance comme de vrais centres d'éducation, 89% des enseignants de CI/CP, la totalité des 36 DDEMP/CCS/CP, 41 sur 60

responsables communaux, la totalité des 47 personnes interrogées du groupe des syndicats/APE/leaders;

- c. Le fait que les parents (à près de 100%) se déclarent prêts à encourager la création d'autres Espaces Enfance, qu'ils souhaitent son extension à tout le pays et que beaucoup d'acteurs estiment que le passage à l'échelle est souhaitable et possible (voir Tableau 18 ci-dessous);
- d. Le fait que lors de la collecte de données primaires, des populations d'une contrée n'ont pas hésité à formuler par écrit et à l'adresse de la représentante de l'UNICEF une demande d'ouverture d'Espace Enfance dans leur localité ; Etc.

Bref, même s'il existe des poches de résistance aux changements de mentalités comme il en a été question dans l'analyse des difficultés (voir 3.2.2), force est de reconnaître que l'expérience a fait évoluer positivement et progressivement les mentalités dans le domaine de l'éducation préscolaire.

Tableau 18 : Synthèse des points de vue des acteurs sur les possibilités d'extension de l'expérience ou sur son passage à l'échelle

Questions : Est-il possible et souhaitable selon vous d'étendre l'expérience à toutes les localités rurales du Bénin? (Mères/tutrices, Pères/tuteurs) ; Seriez-vous favorable à un passage à échelle nationale des Espaces Enfance ? (Responsables communaux, Syndicats/APE/Leaders) ; Pensez-vous qu'il soit utile de généraliser l'expérience des Espaces Enfance à travers le pays ? (Enseignants de CI/CP) ; Sur la base de votre expérience, pensez-vous qu'il soit possible d'étendre les Espaces Enfance à travers le pays et qu'elle donne de bons résultats ? (Animateurs/trices)

	OUI		NON		SR		TOTAL	
Répondants	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%
Mères/tutrices	643	98,3	11	1,7	0	0,0	654	100,0
Pères/tuteurs	209	96,8	7	3,2	0	0,0	216	100,0
Animateurs/trices	129	94,9	7	5,1	0	0,0	136	100,0
Enseignants de CI/CP	138	97,2	4	2,8	0	0,0	142	100,0
Responsables communaux	35/60		16/60		9/60		60/60	
Syndicats/APE/leaders	47/47		0/47		0/47		47/47	
TOTAL	1201	96,1	45	3,6	9	0,7	1255	100,0

(Sources : enquêtes, 2013)

C4Q15 : Y a -t-il un effet d'imitation par les écoles et communes voisines non appuyées par le projet ?

Voici quelques exemples de centres communautaires qui illustrent cet effet d'imitation : un centre créé dans la commune voisine de Bantè (selon un responsable central), un autre centre situé à proximité de Bembéréké et qui ne se trouve pas dans la zone EDUCOM (d'après l'analyse documentaire), un autre encore à Lokoli dans Zakpota (selon un leader

communautaire) ; un autre exemple est relaté par un responsable central selon lequel l'effet d'imitation est sensible dans le domaine du respect des règles d'hygiène en vigueur dans les Espaces Enfance. En somme, on peut dire qu'il existe véritablement un début d'effet d'imitation.

C'est lorsque l'on interroge les acteurs des 8 communes voisines que l'on se rend compte que l'initiative des Espaces Enfance jouit d'une certaine renommée : ces acteurs en majorité se déclarent bien imprégnés des objectifs des Espaces Enfance (dont près de 50% en ont entendu parler) ; ils connaissent quelques-uns de ces centres et formulent (à 96%) le vœu d'en bénéficier le plus tôt possible.

Pour le cas spécifique de la commune de Malanville, l'inexistence des Espaces Enfance serait due en priorité à une rivalité entre adversaires politiques qui passent leur temps à annihiler les initiatives de l'un ou l'autre camp, aussi bonnes soient-elles et à une rétention de l'information sur la création des Espaces Enfance au niveau de certaines autorités communales. A ces causes, il convient d'ajouter *«une faible dynamique communautaire pour satisfaire aux conditions de création, de gestion et de fonctionnement notamment la prise en charge de l'animateur »* de l'avis d'un responsable central.

C4Q17 : N'existe-t-il pas des facteurs environnementaux ou institutionnels qui tendent à inhiber l'impact de l'expérience ?

Deux responsables ont partagé avec nous la problématique liée à une disposition institutionnelle qui rend l'école primaire obligatoire à 6 ans, alors que les écoles maternelles accueillent les enfants de 2,5 à 5 ans. Il en résulte que des enfants achèvent leur éducation préscolaire à 5 ans (voire à moins de 5 ans) : ces enfants doivent-ils accéder au CI à cet âge ou alors faut-il les faire attendre une année pour atteindre les 6 ans réglementaires pour accéder au CI avec les conséquences négatives qui pourraient en découler ?

Il s'agit là d'une incohérence relevée d'ailleurs dans le PDDSE en ces termes : *« Par ailleurs, les âges d'entrée à la maternelle et au primaire ne sont pas en cohérence. L'entrée à la maternelle étant autorisée à 2 ans et ½ pour une durée de deux ans, un enfant peut terminer la maternelle à 4 ans et ½ et entrer à l'école primaire au CI, alors que l'âge officiel d'entrée au CI est de 6 ans ».*

La réflexion devrait être nécessairement engagée pour résoudre cette problématique.

En guise de synthèse, l'expérience des Espaces Enfance a un impact non négligeable : D'une part, il s'avère que les enfants, filles comme garçons, bénéficient effectivement d'un paquet de services intégrés dans l'esprit de l'approche DIJE ; en particulier, des parents et des enseignants auraient ressenti des acquis minimaux positifs chez les enfants dans le domaine de l'éveil et de l'éducation. D'autre part, un changement de mentalité est perceptible en faveur de l'éducation préscolaire et il existe des exemples d'imitation ou des tentatives d'extension des Espaces Enfance dans les communes non couvertes par l'expérience.

3.2.5 De la durabilité/pérennité

C5Q17 : Le gouvernement, les mairies et les communautés se sont-ils approprié l'expérience des Espaces Enfance ? Si oui, comment ? Si non, pourquoi ?

A la question posée, les personnes interrogées des structures centrales estiment en majorité que le gouvernement (8 sur 11), les collectivités (9/11) et les communautés (7/11) se sont approprié l'expérience des Espaces Enfance, même si quelques-uns ont formulé des nuances (voir Tableaux 34 en Annexe 7).

Sur le « comment cette appropriation se manifeste », les réponses varient en fonction de la catégorie d'acteurs : l'appropriation au niveau du gouvernement transparaît dans les actions de transformation des Espaces Enfance en EM, ou encore dans l'existence de la DEM. Quant aux collectivités, l'appropriation se vérifie à travers la contribution multiforme (financière et matérielle) de certains maires de communes dans l'implantation, la gestion et le fonctionnement des Espaces Enfance. Au niveau des communautés, l'appropriation est jugée effective du fait que les parents inscrivent leurs enfants dans les Espaces Enfance tout en apportant un appui non négligeable dans les travaux de construction, dans la gestion et le fonctionnement des centres (rémunération des animateurs par exemple).

Les bénéficiaires directs et indirects des niveaux déconcentrés confirment cette tendance : ainsi, 36 à 64% des animateurs déclarent travailler ou échanger avec les autorités locales et les communautés ; ils affirment aussi (75%) que ces autorités et communautés sont intéressées par le fonctionnement tout en apportant leur contribution (participation aux activités de construction et d'entretien, paiement des salaires des animateurs, etc.). Pour les mêmes raisons, 20 à 28 sur les 36 DDEMP/CCS/CP pensent que tous les acteurs locaux (maires, communautés, responsables locaux) se sont impliqués dans la gestion des Espaces Enfance. 53 sur 60 responsables communaux eux-mêmes sont d'avis que les collectivités, les communautés, les familles, les acteurs à divers niveaux se sont bien approprié les méthodes et la stratégie des Espaces Enfance.

Par rapport aux avis minoritaires qui estiment que cette appropriation n'est pas encore réelle, les raisons avancées ont trait aux difficultés de mise en œuvre de l'expérience telles que nous les avons déjà analysées.

En conclusion, on ne saurait douter de l'appropriation des Espaces Enfance par les différents acteurs après 15 ans de pratique, même si ça et là subsistent des difficultés qui ne sont pas forcément révélatrices d'un manque d'appropriation.

C5Q18 : La structure des coûts et leur répartition actuelle entre les différents acteurs permettent-elles le passage à l'échelle ?

En préalable, il faut préciser que les chiffres présentés dans le tableau 19 ci-dessous issus de diverses opérations sur des données collectées de documents (la synthèse de ces opérations figure en Annexe 10). A la lumière de ce tableau et du point de vue des responsables centraux (voir Tableau 35 en Annexe 7) et des autres acteurs, on peut récapituler la répartition des

charges au sein des acteurs impliqués dans l'expérience des Espaces Enfance de la manière suivante :

a) Domaines de la construction et des équipements de base (dans le cadre d'une modélisation) :

- ✚ L'UNICEF joue un rôle important en amont pour la mobilisation sociale en faveur de l'implantation de l'Espace Enfance ; puis il apporte les matériaux et matériels de construction et certains jeux et s'occupe des travaux de construction des zones d'hygiène; il fournit aussi le nécessaire pour la plantation d'une haie vive ainsi que les équipements en mobilier et en matériels didactiques, pédagogiques, ludiques et sportifs, divers autres équipements, etc. Au total, la contribution de l'UNICEF pour un Espace Enfance modélisé atteint 6 000 000 FCFA environ, et un minimum de 500 000 FCFA approximativement pour un Espace Enfance non modélisé (pas de dépenses de constructions ou de zones d'hygiène, ni de clôture puisque le local est bâti en matériaux précaires au début). Au total, **la contribution de l'UNICEF représente une forte proportion de plus de 80% des charges.**
- ✚ Les communautés (APE, GF, élèves du primaires, enseignants, animatrices) réalisent des tâches diverses : plantation d'arbres, travaux de construction tout en fournissant des petits matériels et matériaux divers nécessaires aux constructions (bois, gravier, eau, sable, perches, bois, etc.). **La contribution des communautés serait d'environ 11% (700 000 FCFA) dans les constructions.**
- ✚ Certaines collectivités contribuent aussi aux constructions, mais cet apport n'a pu être évalué, tout comme les apports individuels.
- ✚ Des PTF comme Borne Fonden ont beaucoup appuyé financièrement les constructions et les équipements de nombreux Espaces Enfance transformés en EM. Le coût moyen communiqué par un responsable de cette ONG se répartit comme suit : 4 200 000 FCFA pour la construction d'une salle de classe, 7500F par enfant (35 enfants) pour le mobilier (petites chaises ou « chaisettes » + petites tables ou « tablettes »), 420 000F pour les équipements ou jeux extérieurs, 500 000F environ pour les jouets.

b) Dans les domaines de la gestion, du fonctionnement et du suivi des activités des Espaces Enfance :

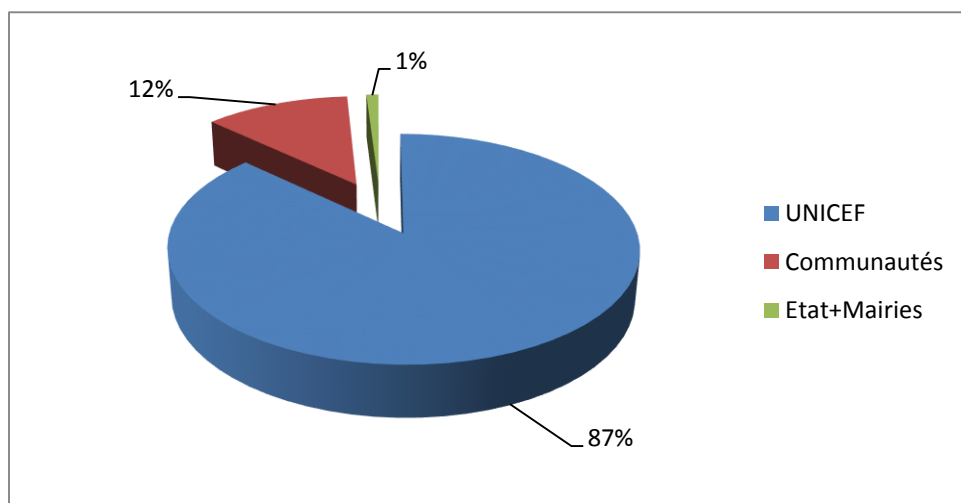
1. Les **communautés** assurent les salaires des animatrices, s'occupent du fonctionnement des Espaces Enfance de façon générale sans oublier la fourniture de matériels et les activités d'entretien: salaires versés aux animatrices par des mères ayant leurs enfants dans les Espaces Enfance ou par des GF « bien organisés et bien gérés » (de l'avis d'un responsable) ; mais comme nous l'avons déjà dit plus haut, cette contribution aux salaires est très irrégulière, très faible et peut-être parfois suspendue : en moyenne 24 000F par mois ;

2. **L'UNICEF** finance les activités de formation des animatrices et des GF (dans le domaine des crédits) pour les AGR ; il organise et finance également les missions de suivi des activités ;
3. **Quelques mairies** qui le peuvent recrutent des animatrices dont elles assurent aussi le salaire mensuel ;
4. **L'Etat** n'intervient que dans les Espaces Enfance devenus EM en versant dans certains cas, les salaires des animatrices et une subvention (150 000FCFA par section et par an selon un responsable) pour la gestion et le fonctionnement de ces nouvelles EM.

En analysant cette répartition des charges, peut-on d'emblée dire qu'elle est favorable à la pérennisation de l'expérience ?

En dépit de l'avis d'une courte majorité (3 sur 5) de responsables centraux qui estiment que la structure des coûts et leur répartition actuelle autorisent la pérennisation de l'expérience, force est de reconnaître que la réponse à l'interrogation ne peut être que négative et pour causes : **D'une part**, et comme le montrent le graphique 13 et le tableau 19 ci-dessous, le poids de l'UNICEF est bien visible avec une contribution de **87%** environ des besoins nécessaires à l'implantation d'un Espace Enfance ; l'apport des communautés ne représente que **12%** de cette contribution ; la participation des mairies reste très faible (quoique non évalué) tout comme celle de l'Etat qui est embryonnaire ; **D'autre part** les analyses précédentes ont permis d'identifier des contraintes importantes qui ont entravé l'atteinte des résultats comme par exemple, les difficultés qu'éprouvent les GF à honorer leurs engagements relativement aux salaires des animatrices, la faible implication des hommes, la faible contribution des communautés (mentalités ou influences négatives diverses, manque de moyens ou de volonté, etc.).

Graphique 13 : Espaces Enfance/Répartition actuelle des charges (estimation en %)



La réponse satisfaisante à la question posée est qu'il faut réfléchir à un modèle de centre d'éducation de la petite enfance de type communautaire dont l'implantation et les charges de fonctionnement seraient supportables par les différentes parties (Etat, Collectivités,

parents/communautés, UNICEF/PTF/ONG) en mesurant bien les capacités réelles de chacune d'elles. C'est pourquoi, les suggestions faites par un responsable central et par les mères/tutrices (voir encadré ci-dessous) dans le cadre d'une pérennisation paraissent très intéressantes à retenir.

Dans le même ordre d'idées, la réflexion pourrait être menée afin que le salaire mensuel des animateurs/trices soit fixé à un montant au moins équivalent au SMIG au Bénin pour se situer entre 40 000 CFA et 60 000 CFA.

Propos d'un responsable central sur la répartition des charges :

« Pour la pérennisation, l'Etat doit continuer la formation et le recyclage des animateurs ; l'UNICEF/PTF l'appui aux GF ; les communes, le recrutement et le paiement des animateurs ; les parents, fournitures et soins aux enfants ».

Propositions de mères/tutrices : 75 à 100% des charges pour le Gouvernement/MEMP et l'UNICEF, 25 à 50% pour les mairies, 0 à 25% pour les parents.

Tableau 19 : Coûts unitaires et répartition entre les différents acteurs

Désignation	Coût unitaire pour 1 EE modélisé	Apport UNICEF	Apport Communautaire	Apport Mairies	Apport MEMP	Apport autres PTF/ONG	Autres Apports Individus
Construction/Bâtiment/modules de salles (sans clôture)	4 709 413	4 009 413	700 000	-	-	Borne Fonden	Non évalué
Zone d'hygiène (lave-main, urinoirs, latrines)	924 722	924 722	-	-	-	Borne Fonden	-
Autres frais: émoluments technicien, suivi, plaque indicatrice	535 250	535 250	-	Non évalué	-	Borne Fonden	-
Sous-total/Construction	6 169 385	5 469 385	700 000	Non évalué	-	Borne Fonden	
Sous-total/Equipements (mobilier/jeux) (1)	283 775	283 775	-		-	-	-
Salaire annuel/ Animatrice	278 340	-	278 340	Non évalué	-	-	-
Formation/animateurs	159 190	159 190					
Autres frais annuels	150 000	-	-	Non évalué	150 000	-	Non évalué
Organisation/Déparasitage+Vaccination	43 128	43 128	-	-	-	Aide et action	-
Autres frais de prise en charge de l'enfant (habillement, etc.)	35 000	-	35 000	-	-		
Sous-total/Frais de fonctionnement	665 658	202 318	278 340	Non évalué	Non évalué	Borne Fonden	-
Total général	7 118 818	5 955 478	978 340		150 000		-
% par rapport au coût unitaire total	100,00	84,11	13,78	0,00	2,11		-

(1) Equipement=petite chaise, petite table, Armoire, bureau de l'animateur, chaise, natte et gobelet.

(Sources : UNICEF/DEM/MEMP, enquêtes 2013)

C5Q19 : Quels sont les autres facteurs de pérennisation de l'expérience des Espaces Enfance ?

Notons d'abord que, comme nous l'avons déjà indiqué, les acteurs sont nombreux à souhaiter une extension de l'expérience à l'échelle du pays (voir Tableaux 87 en Annexe 8) : 90 à 100% des enfants (Espaces Enfance, CI/CP, filles libérées) voudraient cette extension ; 95% des animatrices estiment que cette extension est possible ; 96 à 98% des parents pensent que cette extension est possible et souhaitable ; 97% des enseignants de CI/CP, 35 sur 55 responsables communaux, tous les 47 répondants du groupe syndicats/APE/leaders et 30 sur 36 DDEMP/CCS/CP à travers des suggestions d'amélioration, se disent favorables à un passage à l'échelle ; enfin la centaine d'acteurs enquêtés des 8 communes voisines qui appellent de tous leurs vœux ce processus d'extension tout en indiquant ce qu'ils envisagent faire pour la réussite de l'innovation.

Quant aux autres facteurs de pérennisation de l'expérience, ils correspondent grosso modo aux opportunités déjà identifiées (voir C2Q10, page 53, Tableau 40 en Annexe 7), en particulier : la forte demande de préscolarisation, la forte implication possible et fort probable de tous les acteurs, et bien sûr leur adhésion probable.

Quelle synthèse retenir de la pérennisation de l'expérience ?

Etant donné que les différents acteurs se seraient bien approprié les méthodes et la stratégie de l'expérience, en particulier les communautés qui sont au cœur de la stratégie, compte tenu de l'existence de réelles possibilités pour une meilleure répartition des coûts ou des charges au niveau des acteurs ainsi que des facteurs potentiels favorables à un passage à l'échelle, la conclusion qui s'impose est que l'initiative des Espace Enfance peut être pérennisée.

3.2.6 De l'adhésion des acteurs

C6Q20 : Comment l'initiative a-t-elle été accueillie par les différents acteurs à son lancement ?

Tableau 20 : Synthèse des avis sur la qualité de l'accueil réservé à l'expérience des Espaces Enfance par les différents acteurs

Question: Comment avez-vous accueilli l'initiative des Espaces Enfance?

Répondants	1. Très mal		2. Mal		3. Bien		4. Très bien		SR		Total	
	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%
Mères/tutrices	1	0,2	10	1,5	243	37,2	400	61,2	0	0,0	654	100,0
Pères/tuteurs	1	0,5	9	4,2	75	34,7	119	55,1	12	5,6	216	100,0
Animateurs/trices	1	0,7	1	0,7	37	27,2	97	71,3	0	0,0	136	100,0
Enseignants de CI/CP	5	3,5	2	1,4	41	28,9	93	65,5	1	0,7	142	100,0
DDEMP/CCS/CP	1/36		0/36		8/36		27/36		0/36		36/36	
Syndicats/APE/leaders	2/47		0/47		10/47		35/47		0/47		47/47	
Responsables communaux	0/60		0/60		11/60		41/60		8/60		60/60	

(Sources : enquêtes, 2013)

Le tableau ci-dessus est suffisamment éloquent pour que l'on affirme que l'écrasante majorité des acteurs (près de 90 à 100%), toutes catégories confondues ont une perception très positive de l'expérience des Espaces Enfance.

C6Q21 : Quel est le degré d'engagement ou de motivation des acteurs pour soutenir l'initiative ? Qu'ont-ils fait concrètement dans le processus d'implantation et dans le fonctionnement de l'Espace Enfance ?

En guise de preuves de leur engagement à faire réussir l'expérience des Espaces Enfance, les acteurs ont montré ce qu'ils ont fait concrètement, chacun à son niveau et selon ses possibilités pour faire avancer la cause de l'éducation préscolaire (voir Tableau 38 en Annexe 7).

Un des exemples frappants est le cas d'un responsable central qui déclare s'être investi faiblement au début de l'expérience parce qu'il était sceptique quant à son évolution positive. Il aurait alors changé d'avis au regard de l'ampleur des acquis et des succès engrangés pour se mettre davantage à la tâche.

Par ailleurs, sept (07) responsables ont donné leur point de vue sur le niveau d'adhésion des autres acteurs, niveau qu'ils ont jugé suffisamment élevé : en effet, selon eux les bénéficiaires directs (enfants, animateurs, parents) et les acteurs indirects des niveaux déconcentré ou décentralisé adhèrent fortement ou très fortement au vu de leur implication importante dans les actions ou en adoptant des attitudes favorables à l'initiative. Les intéressés eux-mêmes confirment cette tendance en indiquant les actions concrètes qu'ils ont menées dans l'implantation et la vie des Espaces Enfance : construction, salaire de l'animatrice, entretien de l'espace, etc. (même si les analyses ont montré que dans les faits, des insuffisances existent à ces niveaux de contribution).

Quant aux rares réponses qui témoignent d'une faible adhésion de ces acteurs, les explications fournies ont trait de nouveau aux insuffisances constatées dans la contribution des communautés et des collectivités. Ces insuffisances ne sauraient signifier stricto sensu un manque d'adhésion puisque les acteurs interrogés ont apprécié l'initiative en déclarant qu'elle est bonne voire excellente à 96% (Cf. Tableau 89 en Annexe 8).

C6Q22 : Quel est le degré d'engagement des acteurs pour soutenir à l'avenir l'expérience ?

A cette question, les réponses des responsables centraux sont formelles : leur engagement est total pour accompagner l'extension du projet aux autres communes et cela sans aucune réserve (voir Tableau 90 en Annexe 8).

Le souhait formulé par les autres acteurs de voir l'expérience s'étendre au reste des communes, la bonne appréciation qu'ils font de l'initiative (par 90 à 98% des acteurs directs et indirects des niveaux décentralisé/déconcentré) constituent aussi l'expression implicite d'un engagement certain à toujours s'investir dans le cadre de la pérennisation de l'expérience.

En somme, on ne saurait douter de l'adhésion que l'on peut qualifier de forte et massive comme l'illustrent le bon accueil, l'implication active de chacun pour l'atteinte des résultats et l'engagement pris pour poursuivre dans cette voie en cas d'actions de pérennisation.

3.3 Aperçu sur des expériences similaires mises en œuvre par d'autres PTF ou ONG

A partir des orientations des TdR (parmi lesquelles « *procéder à une comparaison des Espaces Enfance avec d'autres expériences similaires mises en œuvre par d'autres partenaires dans le cadre de la préscolarisation des jeunes enfants (Borne Fonden, Plan Bénin, Aide et Action...)* », nous avons analysé la documentation mise à notre disposition par les services de l'UNICEF et par les autres partenaires précités et réalisé des entretiens avec des responsables des ONG suivantes : Aide et Action, Borne Fonden, CAEB, Plan Bénin, Racines, Right To Play, World Education. La collecte des données a permis d'élaborer des tableaux de synthèse sur les objectifs, les stratégies, les activités menées ou les types d'appui ainsi que les résultats obtenus par chaque partenaire, y compris l'UNICEF (voir Tableaux en Annexe 15). Il est proposé de passer en revue de façon très succincte les points de convergence, de divergence ou de complémentarité, le bilan des résultats communs atteints et quelques enseignements à tirer.

3.3.1 Synthèse sur les points de convergence ou de complémentarité

Les points de convergence se situent essentiellement dans les domaines suivants :

- Les fondements, le contexte ou le diagnostic de la situation de la femme et de l'enfant, ont justifié l'action de l'UNICEF comme celle des autres PTF/ONG. Il est donc normal de constater que les objectifs et les stratégies sont sensiblement les mêmes que ceux de l'UNICEF relativement aux Espaces Enfance. Les questions de l'équité-genre sont particulièrement prises en compte par tous ces partenaires.
- L'approche communautaire est largement partagée par ces PTF/ONG avec quelques nuances dans sa mise en œuvre comme nous le verrons ultérieurement.
- On retrouve les mêmes types d'appui en général : construction et équipement de centres qui portent des dénominations diverses : « *Espace Enfance* » (du MEMP/UNICEF, « *Centres Préscolaires d'Initiative Villageoise (CEPIV)* » de Borne Fonden, « *Centres de la Petite Enfance Communautaires* » (CPEC) de Plan Bénin, « *Centres Communautaires de la Petite Enfance* » (CCPE) de Aide et Action, « *Clos d'enfants* » de CAEB, « *Ecoles maternelles communautaires* » (EMC) de RACINES. Il convient de signaler que le CAEB ne s'occupe plus du volet de la petite enfance avec la prise en charge de ces centres par l'Etat. Celui-ci met désormais l'accent sur d'autres programmes.
- Comme l'UNICEF, certains partenaires interviennent au niveau des GF à travers des appuis divers (par exemple Aide et Action, Racines) et même des Groupements de pères (comme Racines).
- L'approche DIJE spécifique à l'UNICEF est désormais partagée par d'autres partenaires : par exemple Aide et Action qui a fait bénéficier d'un paquet de services

intégrés aux enfants (déparasitage, boîte à pharmacie, aide à la nutrition, cantines scolaires, etc.).

- Dans le domaine du partenariat, ce sont approximativement les mêmes acteurs nationaux directs ou indirects, des niveaux central, déconcentré ou décentralisé et local qui sont les partenaires privilégiés. Le plus important à souligner c'est le caractère relativement embryonnaire du partenariat entre PTF/ONG œuvrant sur le terrain. Les rares cas de partenariat enregistrés pour le moment concernent : les actions communes menées par l'UNICEF et l'ONG Aide et Action, ou encore celles réalisées conjointement par Racines et Aide et Action avec bien d'autres ONG évoluant dans d'autres domaines. Un aspect intéressant à noter c'est que tous les responsables d'ONG rencontrés se sont exprimés sur l'importance d'un partenariat plus renforcé avec l'UNICEF (chef de file actuel des PTF) pour une synergie des efforts, le partage ou la mutualisation des expériences (surtout au niveau des exemples de bonne pratique), autant de conditions nécessaires pour aider l'Etat, les collectivités et les communautés à relever les défis de l'éducation de la petite enfance.
- Un autre point commun c'est que ce sont globalement les mêmes types de difficultés rencontrées et des opportunités similaires saisies par les PTF/ONG à l'instar de celles enregistrées dans le cas des Espaces Enfance du MEMP/UNICEF (nous le verrons plus loin).
- Enfin d'autres points de convergences sont recensés entre l'expérience des Espaces Enfance et celle de l'un ou l'autre PTF/ONG: similitudes dans les procédures d'implantation des centres, notamment cette phase importante de sensibilisation de la communauté (Borne Fonden, Plan Bénin), recrutement et rémunération d'animateurs/trices par la communauté ; présence de relais communautaires comme les animateurs/trices communautaires de Plan Bénin à l'image des ex-médiateurs/trices de l'UNICEF ; poursuite de l'appui même en cas de prise en charge du centre par l'Etat ; etc.

3.3.2 Des résultats communs très importants

Le tableau 21 ci-dessous révèle les résultats quantitatifs obtenus inégalement par chacun des ONG et PTF qui œuvrent en faveur de l'éducation préscolaire. Cette inégalité est sans doute le reflet des moyens dont chacun dispose pour mener les actions planifiées.

Ce qui importe c'est que mis ensemble (cf. Tableau 12 page 43), ces résultats sont une contribution non négligeable à l'augmentation de l'offre de préscolarisation au Bénin : les centres communautaires dans le préscolaire représentent plus de la moitié (60%) des écoles maternelles du Bénin (640 centres contre 1061 EM) en 2012-2013.

Tableau 21 : Résultats atteints par les PTF et ONG dans le préscolaire

PTF / ONG	Résultats en 2012
-----------	-------------------

UNICEF (actions avant 1994)	<ul style="list-style-type: none"> 314 (286 en 2012) Espaces Enfance (dont 152 transformés en EM), 14 301 enfants inscrits (50,5% de filles), Environ 322 animateurs/animateurices (salaire de 1000 à 60 000FCFA) Environ 14 300 filles libérées et scolarisées, Plus de 15 000 femmes libérées, organisées dans plus de 840 GF qui mènent des AGR
Aide et Action (1994)	<ul style="list-style-type: none"> 46 CPE qui accueillent 1510 enfants en 2005-2006 filles = 50,7%, garçons = 49,3%. 18 CPE reconnus officiellement par l'Etat
BΦRNE Fonden (1994)	<ul style="list-style-type: none"> 246 CEPIV dont 90% reconnus par l'Etat 246 animateurs/trices (salaire pouvant atteindre 30.000 FCFA) 3088 enfants inscrits/an
CAEB	<ul style="list-style-type: none"> 2 maisons d'enfants, 8 clos d'enfants, 6 enfants pour les maisons d'enfants, 120 pour les clos d'enfants,
PLAN Bénin	<ul style="list-style-type: none"> 47 CPEC totalisant chacun 55 enfants, soit 3400 enfants/2ans une salle de classe a été construite et deux cabines de latrines pour chaque CPEC 47 animateurs/trices (salaire entre 15000 et 20000FCFA)
RACINES (1999)	<ul style="list-style-type: none"> 15 écoles maternelles communautaires soit 55 salles de classe construites et équipées, 4315 enfants préscolarisés 57 animateurs et éducateurs recrutés et formés 33 latrines et urinoirs construites,
Right To Play (2001)	<ul style="list-style-type: none"> Augmentation des opportunités de collaboration entre l'enfant et ses pairs et entre les enseignants et les enfants ; *Accroissement de l'accès aux environnements de jeux et d'apprentissage sécurisés dans les zones d'intervention ; *Amélioration des compétences de vie des enfants et des jeunes dans les domaines tels que le respect, la discipline, la coopération, la confiance de soi, la communication et la résolution des problèmes ; etc.

(Sources : UNICEF, ONG citées, 2013)

Au niveau des animateurs/éducateurs, la proportion atteint 37% (550 communautaires contre 1816 animateurs/trices de la DEM) ; sur 97 333 enfants préscolarisés au Bénin selon le PDDSE (mais 80 971 selon la DEM) en 2012, les effectifs d'enfants des centres communautaires sont d'environ 25 089 (notons que certaines données d'ONG remontent à parfois 2005), soit 25% du total national (dont 17% pour les Espaces Enfance). Ces résultats témoignent aussi des efforts fournis par les différents partenaires pour que les centres d'éducation communautaires obéissent aux normes 6 et 7 de l'EQF surtout en matière de constructions de zones d'hygiène (latrines, urinoirs, lave-mains) à l'image des réalisations de l'UNICEF dans le cadre de la modélisation des Espaces Enfance.

3.3.3 Quelques points de divergence ou de complémentarité

1. Seule, l'ONG « Right To Play » se distingue par le fait que ses objectifs sont centrés principalement sur les méthodes d'apprentissage dans l'éducation de la petite enfance (apprentissage par le jeu). Dès lors les types d'appui portent sur l'élaboration,

l'expérimentation et la contribution au suivi par ses compétences propres de curricula de l'éducation préscolaire, de manuels et documents didactiques, à l'approche didactique par le jeu, des domaines dans lesquels elle apporte son appui au MEMP et aux autres partenaires qui la sollicitent.

2. Une différence importante à relever (au niveau du statut de ces centres d'éducation non formels) c'est que les autres PTF/ONG devraient adresser des demandes de reconnaissance à l'Etat contrairement aux Espaces Enfance qui sont rattachés directement au MEMP qui peut les transformer en EM en temps voulu. C'est pourquoi comme le tableau l'indique, certains centres sont reconnus par l'Etat et d'autres non.
3. Des nuances sont perceptibles dans la mise en application de l'approche communautaire dans le domaine des constructions en particulier. Ainsi, l'UNICEF préfère, conformément à sa philosophie, de « *faire faire* » (et non pas « *faire à la place des populations* »), apporter son appui à la construction des centres qui est d'abord l'œuvre des populations bénéficiaires (qui peuvent recourir au début à des matériaux locaux parfois « *précaires* ») ; de même, une des philosophies est de ne pas « *déstabiliser l'Etat béninois* » ou « *détruire le système public* » en recrutant lui-même les animateurs/trices et en les rémunérant avec des salaires plus élevés que ceux des éducateurs (trices)/animateurs (trices) de l'Etat.

Par contre, certains partenaires préfèrent parfois offrir aux populations des réalisations « clés en mains » c'est-à-dire des centres entièrement construits avec des matériaux durables et entièrement équipés ; certains procèderaient au recrutement et à la rémunération des animateurs/trices de leurs centres à des montants parfois plus élevés qu'au niveau de l'Etat. C'est ainsi qu'il a été constaté que de nombreux Espaces Enfance de l'UNICEF transformés en EM ont été entièrement construits et équipés par d'autres PTF/ONG à la demande des maires ou des communautés de plusieurs localités du pays.

En somme, dans sa mise en œuvre pratique, l'approche communautaire présenterait des différences notables en rapport avec les philosophies sous-jacentes.

4. L'autre domaine où des différences sont perceptibles, ce sont les zones d'action : il n'y a aucun doute sur le fait que les Espaces Enfance ont une couverture géographique plus large que celle de chacun des autres centres. En effet, dans la majorité des cas, les actions se limitent à quelques départements, ou à quelques communes ou encore à un petit nombre de localités en particulier dans le sud du pays, le nord étant moins couvert.

3.3.4 Des exemples de bonnes pratiques et des enseignements à tirer

Notons que ce que l'on peut qualifier de bonnes pratiques d'autres PTF/ONG qui pourraient inspirer le MEMP et l'UNICEF dans l'appui apporté à la petite enfance et dans le cadre de la pérennisation se résume ainsi qu'il suit :

- i) **Plan Bénin** : Systématisation d'une étude de faisabilité avant toute action d'implantation d'un centre ; Elaboration d'un document de projet par les

communautés avec l'aide des animateurs communautaires de Plan **Bénin** qui sont sur les terrains avec signature requise de toutes les autorités locales et hiérarchiques ; Recrutement du moniteur avec l'appui de la Circonscription scolaire de la localité avant l'inscription des enfants (toute cette stratégie d'implantation des centres peut prendre environ 1 an. Plan fait faire la supervision pédagogique des CPEC par les CCS, les CP, les DDEMP et les C/SEMP).

- ii) **Borne Fonden** : Existence de **boutiques de fournitures scolaires** créées dans les localités où existent les CPIV et les parents d'enfants peuvent se procurer les fournitures même à 20% de leur coût réel sur le marché ; appui financier au FADeC pour certaines des activités, etc.) ; possibilité offerte aux mères de venir parler des questions d'éducation aux côtés du spécialiste de l'éducation.
- iii) **Racines** : appui à des groupements de pères.

Parmi les enseignements à tirer, c'est que le Bénin a cette opportunité de bénéficier d'une diversité de partenaires qui œuvrent dans le domaine de la petite enfance. Il n'est donc pas étonnant que le Bénin batte des records en matière d'enseignement maternel (un taux de 11,56% en 2012).

L'autre enseignement, c'est la nécessité d'un partenariat à renforcer entre ces partenaires et les autres acteurs ; car on ne peut que s'étonner du fait qu'ils agissent souvent isolément sans qu'un cadre d'échanges ne leur permette de capitaliser, **de mutualiser** les expériences et de mieux orienter leurs actions qui doivent être davantage complémentaires. Sans doute que des réflexions devraient être engagées dans ce sens pour améliorer le système ou renforcer les acquis déjà fort appréciables.

Enfin, il convient d'ajouter cette autre leçon importante qui découle de la précédente: l'existence d'un cadre d'échanges devrait aboutir à la création d'un « modèle béninois » de l'éducation préscolaire avec ses caractéristiques propres et qui peut s'imposer à tous les acteurs et partenaires œuvrant dans ce domaine. La mise en place de ce modèle est une nécessité et reste possible. Les différentes opportunités de rencontre à court et moyen termes (forum du secteur de l'éducation, réunion/groupe thématique des PTF, Groupe Local d'Education, atelier, etc.) peuvent être mises à profit pour réfléchir à la création de ce « modèle béninois ».

4 DE L'ANALYSE DES COÛTS ET DES RESSOURCES EN VUE DU PASSAGE A L'ECHELLE

L'évaluation des besoins telle que synthétisée dans les tableaux 22 et 23 ci-dessous en vue d'éclairer le passage à l'échelle a été faite selon une méthodologie complexe (voir Tableau 93 et notes explicatives en Annexe 10).

Que peut-on alors retenir de cette évaluation des besoins ?

1. La création de nouveaux Espaces Enfance de type modélisé pour les périodes 2013-2014 puis 2015-2020 conformément au PDDSE 2013, nécessite des ressources et des réalisations importantes: construction et équipement des centres, recrutement et

rémunération des animatrices, etc. pour encadrer un supplément d'effectifs respectivement de plus de 8000 enfants et d'environ 38 500 enfants.

2. Sur le plan financier, le coût total de ce processus de pérennisation est estimé à environ **5 milliards de FCFA pour 2013-2015 puis à près de 15 milliards pour 2016-2020**. Ces montants ne prennent pas en compte les cantines scolaires pourtant indispensables (il n'a pas été possible de collecter des données sur les cantines).

Tableau 22 : Evaluation approximative des coûts et des ressources en vue du passage à l'échelle

Désignation	Coûts unitaires annuels pour un centre éducatif			
	EE/UNICEF	Borne Fonden	MEMP	Moyenne
Construction d'une salle ou module de classe	5 244 663	4 200 000	-	4 772 331
Clôture	-	-	-	-
zone d'hygiène (lave-main, urinoirs, latrines)	924 722	-	-	924 722
Sous-total 1/Bâtiments et clôture	6 169 385	4 200 000	-	5 697 053
Equipements en mobiliers		262 500	-	
Equipements en jeux/jouets		920 000	-	
Sous-total 2/Equipements	283 775	1 182 500	-	875 025
Salaire annuel d'un animateur	278 340	360 000	720 000	488 758
Formation d'un animateur	159 190	-	-	159 190
Coût annuel d'une cantine scolaire	-	-	-	-
Coût annuel autres services (déparasitage, vaccination, etc.)	43 128	-	-	43 128
Autres frais annuel de fonctionnement	150 000	-	360 000	330 000
Autres frais de prise en charge de l'enfant	35 000	77 000	-	73 500
Sous-total/frais de fonctionnement annuel	665 658	437 000	1 080 000	1 094 576
TOTAL GENERAL	7 118 818	5 819 500	1 080 000	7 666 654

Tableau 23 : Evaluation des besoins à partir des prévisions du PDDSE en 2015

Désignation	Nombre/Quantité		Coût unitaire (FCFA)	Coût total	
	2015	2020		(FCFA) en 2015	(FCFA) en 2020
Nombre/communes	77		-	-	
Nb. d'enfants ruraux à préscolariser	8 608	38 546	-	-	

Nombre potentiel de modules de classe	287	1 285	-	-	
Dépenses de constructions et d'équipements	287	1 285	6 572 078	1 886 186 386	8 445 120 230
Salaires annuels des animateurs/animateuses	287	1 285	720 000	206 640 000	925 200 000
Formation des animateurs	287	1 285	160 000	45 920 000	205 600 000
Fonctionnement des cantines pour les petits enfants	-	-	-	-	-
Frais relatifs à d'autres prestations (en santé)	29 938	38 546	43 128	1 291 166 064	1 662 411 888
Autres frais de prise en charge de l'enfant	29 938	38 546	73 500	2 200 443 000	2 833 131 000
Autres frais de gestion et de fonctionnement des Espaces Enfance	287	1 285	330 000	94 710 000	424 050 000
Nombre potentiel de filles libérées à scolariser	-	-	-	-	-
Nombre de nouvelles classes du primaire à pourvoir	-	-	-	-	-
Nombre possible de GF à prévoir	-	-	-	-	-
Frais d'appui aux futurs GF potentiels	-	-	-	-	-
TOTAL GENERAL/PARTIEL		-		5 725 065 450	14 495 513 118

(Sources : PDDSE, UNICEF, Enquêtes, 2013)

- Il découle de ce qui précède qu'il faudra annuellement des dépenses supplémentaires de près de **3 milliards par an** pour chaque période (2013-2015, 2016-2020) pour couvrir la demande de préscolarisation (nouvelles réalisations qui viennent s'ajouter aux anciennes). Dès lors, les différents acteurs (gouvernement, UNICEF/PTF/ONG, mairies, Fondations au Bénin, communautés) dans un partenariat bien pensé, pourraient s'organiser pour se répartir les charges à partir d'une planification plus fine réalisée par le gouvernement qui doit assurer un rôle de régulateur. Afin de favoriser une bonne planification, il n'est pas superflu de commanditer une étude de faisabilité à même de contribuer à fixer des repères solides surtout sur la répartition réaliste des charges entre acteurs et bénéficiaires, des jalons et des échéances précis pour éviter un possible enlisement dans un projet aussi gigantesque.
- L'étude de faisabilité devrait aussi permettre de réduire les coûts pour tenir compte des réalités communautaires tout comme elle pourrait suggérer des modèles de cadre physique d'un Espace Enfance qui respecte les normes ergonomiques adaptées aux réalités socioculturelles d'une communauté donnée.

5 PRINCIPALES CONCLUSIONS

5.1 Les points forts de l'expérience

5.1.1 Une performance remarquable au regard des critères d'évaluation

Les informations analysées ont assez nettement montré que de façon globale la performance de l'initiative est remarquable au regard des critères d'évaluation :

- 1) Elle est d'abord d'**une pertinence exceptionnelle** du fait, entre autres, qu'elle est en adéquation avec les besoins des principaux bénéficiaires directs (enfants, filles, mères/tutrices des enfants en particulier), avec les priorités nationales du Bénin qui veut booster le taux de préscolarisation et de scolarisation et en quête particulière de l'équité-genre à l'école. Les objectifs visés par l'expérience des Espaces Enfance sont donc en parfaite harmonie avec les objectifs nationaux tels que formulés dans le PDDSE 2006-2015 actualisé en 2012.
- 2) L'expérience des Espaces Enfance est aussi d'**une efficacité appréciable** sur le plan des résultats quantitatifs atteints en termes de nombre d'Espaces Enfance créés, celui des animateurs/trices et d'enfants préscolarisés, de filles libérées et scolarisées, de femmes tout aussi libérées et qui, organisées dans des GF, sont à présent actives sur le terrain socio-économique grâce aux AGR qui leur permettent de participer relativement au fonctionnement des centres. Sans conteste, un des faits révélateurs de cette force, c'est qu'il y a une grande mobilisation de la communauté pour créer un Espace Enfance.
- 3) **Une efficience tout aussi remarquable** au regard des informations recueillies même si des efforts pouvaient être faits pour la renforcer: des ressources financières, matérielles, humaines bien que souvent insuffisantes et parfois difficiles à mobiliser, ont été globalement bien gérées ou utilisées de façon judicieuse et optimale ; aucun cas de gaspillage n'a été enregistré ; la comparaison coût-efficacité entre un Espace Enfance modélisé et une EM publique renforce cette efficience.
- 4) **Un impact bien visible et ressenti** par les acteurs directs et indirects comme l'illustre cette combinaison d'éléments: effectivité du paquet de services intégrés dont bénéficient les enfants, présence d'indicateurs d'éveil et de socialisation chez les enfants (pratiques essentielles d'éveil), appréciations positives des différents acteurs, changement progressif et fort sensible des mentalités en faveur de la préscolarisation et de la scolarisation de la fille, tentatives d'imitation des Espaces Enfance dans les communes voisines où la demande est forte pour que l'expérience soit étendue à ces localités.
- 5) **Une pérennisation réussie est possible grâce à des ressorts** qui autorisent un passage à l'échelle : tous les acteurs (gouvernement, collectivités, parents) se seraient bien appropriés les méthodes et la stratégie de l'initiative même si cela se situe à des degrés différents ; les directions techniques du MEMP en particulier la DEM ont une certaine maîtrise du dossier pour assurer la relève ou la continuité ; l'unanimité se

dégage pour un passage à l'échelle et dans ce cadre les attentes sont énormes par rapport à l'implication du gouvernement.

- 6) **Une adhésion forte et massive** des acteurs au projet paraît évidente, comme en témoigne le bon accueil réservé à l'initiative par la quasi-totalité des acteurs. L'adhésion particulière des bénéficiaires directs et indirects des niveaux décentralisés (enfants, parents, communautés, collectivités) est surtout à saluer car elle augure des lendemains meilleurs en cas de passage à échelle.

En nous inspirant des conclusions de l'étude de cas évoquée à plusieurs reprises, on pourrait résumer ces points forts de la manière suivante : ***l'Espace Enfance constitue pour le Bénin un puissant levier de développement équitable de l'éducation préscolaire et scolaire, de rétention et d'amélioration du taux d'achèvement au primaire, de renforcement de l'équité-genre à l'école, d'émancipation de la femme et de progrès économique et social.***

5.1.2 Les points forts sous l'angle de la vérification des hypothèses d'intervention du programme

Au regard des points forts ci-dessus dégagés à la lumière des critères, il est possible de conclure que globalement les 4 hypothèses d'intervention du programme (voir tableau 2, page 7) sont vérifiées sur la base des différents indicateurs quantitatifs retenus. Par contre, des insuffisances notables ont été enregistrées au niveau des indicateurs qualitatifs, constituant ainsi les points faibles de l'expérience.

5.2 Les points à améliorer

Entre autres points faibles de l'expérience qui nécessite des actions de remédiation, on peut retenir principalement les faiblesses dégagées au niveau des résultats atteints (output): existence d'Espaces Enfance fermés ou non fonctionnels, qualité souvent déplorable du cadre physique (bâtiments vétustes, mal équipés, insécurité au niveau du site); des animateurs/trices souvent démotivé (e)s ; des insuffisances dans certains domaines d'acquis chez les enfants (pré-lecture, pré-écriture, pré-mathématiques) ; des insuffisances et des difficultés rencontrées par les mères/tutrices dans certains GF.

Entre autres facteurs explicatifs, il y a cet autre point faible qui est l'absence au départ d'une étude de faisabilité formelle ou d'une note conceptuelle, sans oublier toutes les difficultés qui ont entravé l'atteinte des résultats.

5.3 Les opportunités à saisir

Parmi les opportunités à saisir pour un passage à l'échelle, on peut retenir essentiellement ce qui suit :

1. Présence d'acteurs « forts » au niveau local pour un partenariat et pour la mobilisation de ressources : ONG, Groupements Féminins, APE ;

2. Intérêt et motivation de la communauté de base avec une perception de changements de mentalités en faveur de la préscolarisation (celle des filles en particulier) ;
3. Demande d'éducation de plus en plus forte ;
4. Existence d'écoles primaires et le personnel rattaché (directeurs, enseignants, etc.) comme garantie de pérennité et de sérieux, pour y rattacher le pré-primaire ou la maternelle ;
5. Processus de décentralisation en cours susceptible d'appuyer ou de relayer les communautés pour certaines prises en charge ;
6. Appui constant et renouvelé de l'UNICEF et d'autres PTF et ONG..

5.4 Les menaces

Au titre des menaces, il faut prendre en compte les principales difficultés environnementales qui ont été identifiées :

- La pauvreté générale de la population (difficultés à payer les salaires des animateurs et à nourrir convenablement les enfants, faible niveau d'instruction, etc.) ;
- la faible implication de l'Etat sans oublier celle des collectivités ;
- le désintérêt et/ou la faible implication des pères ou des hommes en général dans les régions méridionales et dans une partie du centre du pays ;
- le reversement des médiatrices/médiateurs aux mairies et qui sont de plus en plus démotivées ;
- l'environnement général de travail peu favorable dans certaines écoles primaires et maternelles du pays puisque jusqu'à la fin du 1^{er} mois de l'année scolaire, des Espaces Enfance n'avaient pas encore rouvert leurs portes et d'autres n'avaient pas encore démarré le travail proprement dit...
- Mais la principale menace qui pèse actuellement sur les perspectives de pérennisation des Espaces Enfance vient de cette déclaration de deux responsables selon laquelle « *Le PDDSE dans sa version révisée n'a plus retenu cette approche (communautaire ?) vu l'expérience douloureuse des enseignants communautaires...* ». En effet, dans le document du PDDSE actualisé, il est écrit : « *...Le secteur privé devra prendre désormais une part plus importante de ces effectifs afin de répondre à la demande croissante. Ainsi la part du privé passera de 25% en 2010 à 27,5% en 2015 et à 30% en 2020...* » (in PDDSE, 2013, page 57). Ce passage permet les interprétations suivantes :
 - (1) l'éducation préscolaire n'est plus obligatoire contrairement aux dispositions institutionnelles antérieures (le Bénin constituait une référence à ce sujet) ;
 - (2) elle n'est plus gratuite ;

- (3) une diversification de l'offre éducative à travers le recours au non formel ou l'approche communautaire n'est plus explicitement indiquée comme c'était le cas dans la version antérieure du PDDSE (1^{ère} génération). Il est ainsi question d'un recours au privé pour accroître l'offre de préscolarisation. Il s'agit là, à n'en pas douter et sauf erreur d'interprétation, d'un recul significatif et une source importante d'inquiétudes et d'embarras au sein des acteurs et des partenaires qui se sont beaucoup investis dans l'éducation de la petite enfance selon l'approche communautaire. Cette inflexion dans la politique du Gouvernement suscite bien d'interrogations qui nécessitent des réponses préalables à toute préconisation dans le domaine : par exemple, est-on en train de mettre un terme à l'approche communautaire jusque-là adoptée pour le préscolaire? Cette question se justifie d'autant plus que l'un des responsables centraux a formulé comme attentes de cette évaluation, que celle-ci puisse permettre au gouvernement de « *clôre le dossier* » des Espaces Enfance.

Le tableau 24 ci-dessous résume bien les forces et les faiblesses (de sources endogènes), les opportunités et les menaces (sources exogènes ou environnementales) :

5.5 Quelques leçons apprises

L'expérience des Espaces Enfance est riche d'enseignements dont les principaux sont les suivants :

- a) **Le premier enseignement** concerne les résultats prometteurs de l'approche communautaire dans des domaines complexes comme l'éducation préscolaire et dans des milieux difficiles comme les zones rurales. L'application de cette approche dans le cas du Bénin a montré qu'elle est bien pertinente et adaptée lorsque l'on veut atteindre des résultats massifs en peu de temps (des records ont été battus au niveau du nombre de centres créés et des effectifs d'enfants préscolarisés atteints, par exemple en 2006). Cela témoigne du fait que les populations ont véritablement décidé de résoudre leurs problèmes à travers une réflexion en interne et en mobilisant des ressources endogènes. Bien d'expériences similaires ont lieu dans beaucoup de pays. Mais l'exemple des Espaces Enfance se distingue nettement par son ampleur, ses réussites quantitatives, la mobilisation communautaire qu'elle a suscitée.
- b) De plus l'expérience a été bâtie sur un socle institutionnel solide que constitue la décision longtemps prise par le gouvernement du Bénin de faire de l'éducation de la petite enfance une priorité (ce qui est rare en Afrique).
- c) **La deuxième leçon** toujours relative à l'approche communautaire, est que celle-ci a montré (pour le cas du Bénin) que pour la réussir il y a des exigences à respecter : la nécessité d'un document de projet réalisé à partir d'une étude de faisabilité formelle en amont ; l'élaboration d'un document de formalisation des accords de partenariat entre les acteurs qui veulent intervenir dans le projet ; la nécessité d'une campagne de sensibilisation de proximité et d'une médiatisation à conduire avec rigueur jusqu'à terme puisque celles-ci peuvent permettre une mutualisation

accélérée des expériences; la nécessité d'être réaliste et de tenir compte des capacités des populations et de leurs mentalités pour estimer le niveau de contribution qu'elles peuvent apporter ; enfin, l'indispensable implication de l'Etat qui doit rester le régulateur et le garant du processus. **En somme, l'approche communautaire pour être féconde, doit être encadrée, soutenue et éclairée.** Cela est d'autant plus nécessaire que des expériences similaires ont buté sur les mêmes contraintes : par exemple les Centres d'Eveil Communautaires (CEC) en RDC, ou les « Bi-Songo » au Burkina Faso. Contrairement à ce que déclarent certains responsables du MEMP, la question fondamentale n'est pas tant de renoncer totalement à l'approche communautaire parce que des expériences « douloureuses » auraient été vécues, mais plutôt de voir dans quelle mesure cette approche peut être rentabilisée à travers une série de mesures en amont comme en aval de sorte à assurer un encadrement de proximité.

- d) **La troisième leçon vient donc compléter la précédente :** la nécessité de choisir une interface entre la communauté et le couple gouvernement/PTF et que le Bénin a trouvé en la personne de médiatrices bien formées et jouissant d'un profil moral reconnu. La rupture jugée « brutale » des accords entre l'UNICEF et la structure-mère des médiatrices à savoir le FADeC-GIE a contribué à saper le moral de ce personnel et par ricochet à détruire le système de suivi des Espaces Enfance. Bien de difficultés que rencontrent aujourd'hui les Espaces Enfance sont tributaires en partie du désengagement relatif des médiatrices qui n'ont plus les mains libres pour se concentrer sur le projet EDUCOM (y compris les Espaces Enfance). Or ce corps de médiatrices constitue bien une des particularités intéressantes de l'expérience béninoise.
- e) **Le quatrième enseignement est relatif à la philosophie de l'UNICEF dans la réflexion et la conduite de l'expérience :** en effet, il aura eu le mérite, non seulement d'être le pionnier dans cette vision de prendre en charge l'éducation de la petite enfance mais aussi d'approcher le phénomène ou le problème de manière holistique et dans une vision prospective c'est-à-dire dans le long terme, même si des erreurs ont été commises. En effet, on a comme l'impression que les autres PTF se sont inspirés de la problématique de l'UNICEF et de certains aspects immédiats qui ont posé problème pour proposer des solutions ponctuelles afin de les résoudre. Il est sans conteste que le meilleur qui soit, c'est d'aider les communautés à trouver d'abord par elles-mêmes des solutions à leurs propres problèmes, en comptant sur leurs propres forces, avant de solliciter l'aide d'autrui ; de travailler sur des situations tendant à responsabiliser les uns et les autres et à s'organiser pour être plus forts. A quoi bon construire seulement des bâtiments à des populations qui ne savent pas trop comment s'organiser pour les entretenir et les perpétuer?

De plus, il faut saluer cet aspect de la philosophie de l'UNICEF qui consiste à ne pas chercher à « déstabiliser » l'Etat du Bénin ou même les communautés par des réalisations hic et nunc (« ici et maintenant » c'est-à-dire sur le champ et sans retard) à des niveaux financiers élevés que ni l'Etat, ni les collectivités ne pourraient supporter en cas de pérennisation. Il a évolué au rythme des communautés, agissant de façon

progressive, réadaptant ses interventions avec leur participation comme dans le cas de la modélisation menée suite au constat fait sur la précarité des infrastructures au début de l'expérience. Nous pensons que ces formes d'aide sont les plus fécondes.

Tableau 24 : Synthèse des forces, faiblesses, des opportunités et des menaces

	POSITIFS	NEGATIFS
	FORCES	FAIBLESSES
ORIGINE INTERNE (organisationnelle)	<ul style="list-style-type: none"> • 314 Espaces Enfance dont 152 transformés en Ecoles Maternelles (EM) publiques ; Encadrement assuré par au moins 322 animateurs/animateuses (74% de femmes) en 2013. • Près de 14 301 enfants préscolarisés en 2013 (avec une majorité de filles, 50,5%) qui sont épanouis, éveillés et préparés au minimum pour le primaire (un cumul de 82 707 depuis 2003) : une forte contribution à l'augmentation du taux de préscolarisation (9,8% en 2013, 11,2% en 2011 contre 7,6% en 2007-2008 et 2,5% en 1994) surtout chez les filles et à l'augmentation du Taux Brut de Scolarisation (79,99% en 1999-2000 à 119,72% en 2011-2012), surtout celui des filles. • Environ 14 300 filles libérées et scolarisées en 2012-2013: forte contribution à l'augmentation du Taux Brut de Scolarisation des filles (65,16% en 1999-2000 à 116,78% en 2011-2012) et à l'atteinte de la parité filles/garçons au primaire. • Plus de 15 000 femmes libérées (en 2012-2013) et intégrées dans la vie socio-économique grâce aux AGR menées dans plus de 840 Groupements Féminins (GF). 	<ul style="list-style-type: none"> • Existence d'Espaces Enfance fermés ou non fonctionnels (14 au minimum); un cadre physique souvent peu commode, vétuste, précaire, exigü, peu sécurisant ; insuffisance ou manque d'équipements, etc.) ; des salles de classes multigrades, souvent surchargées (48 en moyenne par classe). • Des animateurs/animateuses souvent démotivé(e)s car peu ou non formé(e)s/recyclé(e)s, irrégulièrement, faiblement ou pas du tout rémunéré(e)s. • Des insuffisances au niveau des acquis chez les enfants (domaines de pré-lecture, pré-écriture, pré-mathématique).

ORIGINE EXTERNE (environnement)	OPPORTUNITES	MENACES
	<ul style="list-style-type: none"> • Présence, appui décisif et multiforme de l'UNICEF et présence d'acteurs engagés au niveau local pour un partenariat et la mobilisation de ressources (ONG, Groupements Féminins, Association des Parents d'Elèves (APE)). • Intérêt et motivation de la communauté de base avec changements de mentalités perceptibles. • Demande d'éducation de plus en plus forte • Existence d'écoles primaires et de personnel rattaché (directeurs, enseignants, etc.) comme garantie de pérennité et de sérieux, pour y rattacher le pré-primaire ou la maternelle. • Processus de décentralisation en cours susceptible d'appuyer ou de relayer les communautés. 	<ul style="list-style-type: none"> • Pauvreté générale de la population : peu de ressources. • Non implication et/ou désintérêt des pères/tuteurs ou des hommes en général dans certaines zones du fait de quelques préjugés sexistes ou socio-culturels. • Démotivation des animateurs/trices et des médiatrices. • Environnement général de travail parfois peu favorable (retards accusés lors des rentrées scolaires dans le démarrage du travail). • Surtout cette inflexion de la politique gouvernementale relativement à l'approche communautaire et du développement de la préscolarisation (solicitation du privé en appui au public).

6 RECOMMANDATIONS ET PROPOSITIONS DE STRATEGIES OPERATIONNELLES

6.1 Des sources de préconisations (points de vue des acteurs interrogés)

On retiendra quatre grands domaines pour lesquels les acteurs interrogés ont formulé des recommandations à partir de trois questions à eux posées (par exemple : *quelles suggestions faites – vous ou que souhaitez-vous que l'on améliore ?*) : du maintien ou non de l'approche communautaire, de l'implication et du rôle des différents acteurs dans le cadre de la pérennisation, de la mise en œuvre pratique des Espaces Enfance (voir Tableau 41 en Annexe 7 et Tableau 91 en Annexe 8).

6.1.1 De l'orientation communautaire ou non de l'approche

Face à ce que nous considérons comme l'une des principales menaces qui pèse sur l'expérience, à savoir la décision gouvernementale à travers le PDDSE actualisé de renoncer à l'approche communautaire, 12 responsables centraux se sont prononcés ouvertement en faveur de l'approche voire son renforcement. En analysant bien d'autres recommandations, il est aisé de se rendre compte que les partisans de l'approche communautaire sont les plus nombreux et il faut signaler au passage que d'autres PTF comme Plan Bénin et Borne Fonden affichent leur attachement au maintien de l'approche communautaire.

Ce sujet interpelle les plus hautes autorités du pays afin de trouver la formule à même d'éclairer tous les acteurs sur l'inflexion constatée dans l'orientation du PDDSE.

6.1.2 De l'implication et du rôle des différents acteurs

A la lecture des différentes suggestions des acteurs, les tendances essentielles suivantes se dégagent :

- L'Etat doit prendre ses responsabilités, certes, mais il est souhaité que l'Etat exerce un leadership dans le cadre d'un partenariat « stratégique » avec les autres acteurs que sont : les collectivités, les parents et les communautés, les PTF/ONG œuvrant dans le secteur de l'éducation de la petite enfance ;
- Les collectivités (mairies) pourraient être de plus en plus sollicitées pour jouer un plus grand rôle et à s'impliquer davantage dans l'implantation, la gestion, le fonctionnement et le suivi des centres d'éducation préscolaire ;
- Les communautés pourraient toujours jouer un rôle important, mais leurs domaines d'action devraient être circonscrits avec précision en rapport avec leurs capacités réelles à apporter leur contribution et en fonction du milieu ;
- L'UNICEF, les autres PTF et ONG pourraient poursuivre dans leur rôle d'accompagnement et apporter leur appui diversifié (financier, technique, plaidoyer, etc.).

En résumé, la question qui se pose est comment faire en sorte que l'expérience ne repose plus uniquement sur l'UNICEF ou les autres PTF/ONG lors du passage à l'échelle ? Il faudrait sans doute un équilibre entre trois parties : gouvernement-collectivités-UNICEF/PTF/ONG. Dans ce cas, certains préconisent de **formaliser ce partenariat à travers un document officiel** à l'image des accords tripartites signés par le MEMP, l'UNICEF et les Mairies dans le cadre du Programme de Cours Accélérés (PCA) destinés aux adolescents et adolescentes de 10 à 17 ans non scolarisés ou déscolarisés, document dans lequel chaque partie donne son accord et précise son rôle, ses attributions et son domaine de contribution dans le projet ainsi que la nature et le volume de cette contribution.

6.1.3 Des doléances particulières auprès de l'UNICEF/PTF

Les acteurs recommandent fortement à l'UNICEF de poursuivre son implication dans le processus afin de ne pas « sevrer » brutalement l'Etat par un désengagement éventuel. Il est souhaité que ce partenaire important continue à apporter son appui multiforme, à mener des actions de plaidoyer en direction de l'Etat et des autres PTF, à contribuer à identifier les goulots d'étranglement pour le passage à l'échelle.

6.1.4 Des perspectives pour le statut des Espaces Enfance

Nous avons noté cette proposition intéressante concernant l'avenir institutionnel des Espaces Enfance : au lieu de transformer ces structures en EM sous la direction exclusive de l'Etat, un responsable suggère qu'elles soient érigées en Ecoles Maternelles Communautaires (EMC) avec l'appui de l'Etat. Cette suggestion aurait l'avantage, nous semble-t-il de réconcilier

l'origine communautaire de l'initiative et son avenir également communautaire dans le cadre de sa pérennisation.

6.1.5 De la mise en œuvre des Espaces Enfance

Au regard des nombreuses insuffisances constatées au niveau du cadre physique des Espaces Enfance, bien d'autres suggestions ont été formulées par les acteurs en vue d'y remédier. Elles portent essentiellement sur les domaines tels que : **la construction et les équipements (nécessité d'un cadre plus agréable et plus sécurisant), la gestion, le fonctionnement, surtout le suivi et les conditions de vie et de travail des animatrices qu'il faut améliorer impérativement, etc.**

6.2 Autres sources de préconisation

Tout au long de l'analyse, d'autres problématiques majeures ont été identifiées et qui nécessitent que des actions pertinentes soient menées afin d'y apporter des pistes de réponses crédibles et durables :

- 1) **La question de la formule actuelle d'une école maternelle à deux niveaux** (petite section et grande section) qui est source d'incohérence comme le reconnaît le PDDSE : pourquoi ne peut-on pas envisager trois sections comme dans beaucoup de pays (petite section-moyenne section-grande section)?
- 2) **La question des curriculums** du préscolaire dont certains contenus sont parfois dépassés sur le plan psychologique ;
- 3) **La nécessité d'un cadre de concertation** entre les PTF et les ONG qui agissent jusque-là sur le terrain de façon isolée ;
- 4) **La question sensible des médiatrices;**
- 5) **l'attitude négative des hommes**, pères/tuteurs d'enfants (faible participation aux actions, refus de l'octroi des micro-crédits à leurs épouses...) notamment au sud et dans une partie du centre du pays ;
- 6) **l'influence néfaste des adversités politiques** et la mauvaise perception de la gratuité des enseignements maternel et primaire.

6.3 Quelques recommandations

6.3.1 A court et moyen termes (1 an au plus, juin 2014 à mai 2015)

A l'attention du gouvernement et du MEMP

- **Tenir une instance centrée sur l'éducation préscolaire** et autour d'un thème tel que « Education préscolaire au Bénin : bilan et perspectives » ; au cours d'une telle instance, les conclusions de la présente évaluation pourraient nourrir la réflexion. Cette instance serait aussi l'occasion d'éclairer le gouvernement afin de lui permettre d'aborder en toute connaissance de causes les questions portant sur : **le caractère obligatoire de l'éducation préscolaire ; l'écart entre les conditions d'accès à l'école maternelle et celles de l'accès au primaire ; sur l'approche qui sied pour généraliser le**

préscolaire et qui devra être inscrite dans le prochain PDDSE 2016-2020; sur la possibilité de **passer de deux sections actuellement en vigueur à trois sections** ; sur une **relecture et un allègement des curriculums** de cet ordre d'éducation ; sur diverses questions qui sont l'objet des autres préconisations ci-dessous ;

- **Adopter et ou prendre des textes officiels subséquents** aux différentes options prises lors de l'instance ;
- **Commanditer une étude de faisabilité** pour mieux planifier l'extension de l'expérience à tout le pays ;
- **Créer un cadre de concertation** avec l'UNICEF et les autres PTF/ONG œuvrant dans ce domaine en vue de la création d' « un modèle béninois » de l'éducation préscolaire;
- **Résoudre le problème des médiatrices** de concert avec l'UNICEF et peut-être avec d'autres PTF ainsi qu'avec l'appui des intéressées;
- **Solliciter auprès de l'UNICEF la poursuite du processus de modélisation** jusqu'à couvrir tous les Espaces Enfance implantés depuis 1997;
- **Mettre en place un dispositif de recherche-action** ainsi qu'une **base de données fiable** sur les centres d'éducation préscolaires non formels existants et sur ceux à venir.

A l'attention de l'UNICEF

- Accompagner la poursuite et l'achèvement des opérations de modélisation en cours ;
- Renforcer son appui technique et financier au gouvernement du Bénin en vue du passage à l'échelle de l'expérience des Espaces Enfance ;
- Renforcer le plaidoyer à l'endroit des autres PTF, les ONG, **les fondations caritatives** et les entreprises privées du Bénin en vue de leur plus grande implication dans les actions en faveur de la petite enfance.

A l'attention des autres PTF et ONG œuvrant dans le domaine du préscolaire

- Renforcer les actions en faveur de l'éducation de la petite enfance ;
- Contribuer à la mise en place d'une structure de concertation et d'harmonisation des points de vue pour une plus grande synergie dans les efforts consentis pour appuyer le gouvernement du Bénin.

A l'attention des collectivités

Accroître leurs contributions à l'implantation des centres d'éducation préscolaires et s'impliquer davantage dans la gestion et le fonctionnement de ces centres en vue de suppléer les communautés de base souvent confrontées à des difficultés multiples.

A l'endroit des communautés

- Renforcer leur mobilisation autour de l'éducation de la petite enfance et impliquer davantage les pères ou les hommes dans les activités y relatives et pour ce faire ;

- Créer un comité restreint de gestion spécifique aux centres d'éducation communautaires, comité qui serait composé d'hommes et de femmes.

6.3.2 A long terme (plus d'un an, à partir de juin 2015)

A l'attention du gouvernement et du MEMP

- Rendre effective la mise à la disposition des communes des ressources prévues **dans le cadre de la décentralisation** pour leur permettre de jouer correctement leur partition dans les actions à mener pour une extension de l'expérience des Espaces Enfance à tout le pays ;
- Renforcer davantage les capacités du MEMP (ressources humaines en nombre suffisant et en qualité, formation) pour lui permettre d'assurer un pilotage plus cohérent du processus de pérennisation de l'expérience des Espaces Enfance ;
- Intensifier les campagnes de sensibilisation des populations en faveur de la préscolarisation en vue notamment : **d'une plus grande contribution** des hommes (pères/tuteurs d'enfants) aux actions à mener dans le cadre du passage à l'échelle **des centres communautaires d'éducation de la petite enfance** ; **d'une meilleure implication des acteurs politiques** au niveau local dans le domaine de la préscolarisation; **d'une meilleure perception de la gratuité des enseignements maternel et primaire** qui ne doit pas empêcher la participation active des communautés aux actions de préscolarisation ;
- Promouvoir l'introduction de la prise en charge des Espaces Enfance voire de tous les centres communautaires d'éducation de la petite enfance dans les Plans de Développement Communaux.

A l'attention de l'UNICEF et des autres PTF/ONG : Poursuivre l'accompagnement du gouvernement du Bénin afin de faciliter l'atteinte des résultats planifiés dans le domaine de la préscolarisation.

A l'attention des collectivités : Inclure l'éducation de la petite enfance dans les Plans de Développement Communaux (PDC), les Plans Annuels d'Investissement ou les Plans de Travail Annuels.

A l'endroit des communautés : Renforcer davantage leur mobilisation et leurs capacités organisationnelles en vue d'assurer le succès des activités de consolidation et d'extension des Espaces Enfance.

6.4 Proposition de stratégies opérationnelles pour le passage à l'échelle

Les stratégies proposées tiennent compte de deux options possibles en fonction des grandes orientations que le politique pourrait décider quant à l'avenir des Espaces Enfance et de l'éducation préscolaire en général.

Option A : Le caractère obligatoire de l'éducation préscolaire est réaffirmé, sa généralisation est envisagée explicitement à travers une diversification de l'offre éducative et dans ce sens, l'orientation communautaire est réhabilitée officiellement avec un accent sur la contribution des communautés via les collectivités :

Dans cette optique, les étapes ci-après peuvent servir de ligne directrice en vue d'une extension de l'expérience à l'échelle nationale (les périodes sont indicatives):

Etape 1 (à partir de juin 2014) : Travaux de recensement exhaustif des Espaces Enfance et de tous les centres communautaires d'éducation des petits enfants (y compris ceux des autres PTF/ONG) en vue d'une plus grande maîtrise des données statistiques et de la correction au besoin des données de la présente évaluation (nombre d'Espaces Enfance selon le type, nombre de locaux, nombre d'installations et ou équipements extérieurs et intérieurs, l'état du cadre physique, nombre d'animateurs et leur profil, etc. ; élaboration d'une carte du préscolaire et d'une base de données fiable qui sera alimentée progressivement ; A cet effet, la prise d'une directive enjoignant les CCS de faire le point exhaustif des Espaces Enfance et de tous les centres d'éducation préscolaires non formels de tous types pourrait être envisagée.

Etape 2 (à partir de juin 2014) : Prise de mesures transitoires pour consolider l'existant à travers une série d'actions possibles à mener par le tandem DEM/UNICEF : pilotage de l'étape 1 ci-dessus, transformation des Espaces Enfance actuels en EM, planification de la réactivation des Espaces Enfance/EM fermés ou non fonctionnels et celle de la poursuite et de l'achèvement de la modélisation ; renforcement impératif du dispositif de suivi à travers une directive contraignant les CCS et CP à mener des actions de suivi-évaluation des Espaces Enfance/EM. Un rapport de suivi serait attendu pour la fin de l'année scolaire 2013-2014.

Etape 3 (juin 2014) : Tenue d'un atelier national (2 jours par exemple) sur l'éducation de la petite enfance autour des points indiqués ci-dessus. Au cours de cette instance, il serait indiqué que les principaux acteurs qui vont désormais intervenir dans le secteur de la préscolarisation soient précisés en l'occurrence, le gouvernement, les collectivités et l'UNICEF/PTF et les ONG.

Etape 4 (août à octobre 2014): Recrutement d'un cabinet d'études pour une étude de faisabilité d'extension de l'expérience aux zones rurales des 60 autres communes et aux localités non couvertes des 17 premières communes.

Etape 5 (janvier 2015): sur la base des conclusions de l'étude, élaboration d'un « Document d'Accord-cadre » (DAC) dans lequel les différents partenaires et acteurs s'accordent sur les domaines dans lesquels ils peuvent assurer la prise en charge et dans quelle proportion.

Etape 6 (mars-août 2015): Démarrage des travaux d'amélioration ou de normalisation des 314 Espaces Enfance recensés dans les 17 communes couvertes par l'expérience: modélisation,

réactivation des centres fermés, recrutement et/ou formation initiale à l'ENI ou mieux sur le poste de travail (comme les ex-communautaires reversés contractuels de l'Etat) ; **Démarrage des travaux d'implantation de nouveaux centres** non formels d'éducation de la petite enfance en conformité avec le plan d'action issu de l'étude de faisabilité.

Option B : Les dispositions du PDDSE sont maintenues. Le gouvernement décide de transformer tous les Espaces Enfance existants et ceux à venir en EM publiques. Il est mis fin aux expériences communautaires. Seuls l'Etat et le privé agissent dans ce secteur avec les % prévus pour chaque partie dans la planification du PDDSE

L'opérationnalisation de cette option qui n'est pas très souhaitable dans la mesure où les ressources de l'Etat ne sont pas extensibles à l'infini et la demande d'éducation croissante, pourrait suivre une voie en trois étapes essentielles :

Phase 1 (juin 2014) : voir Etape 1 ci-dessus (bilan statistique exhaustif de l'existant).

Phase 2 (Juillet-Septembre 2014): Prise de textes officiels transformant tous les centres communautaires en EM (y compris les Espaces Enfance restants). Une période transitoire est prévue durant l'année scolaire 2014-2015 afin de permettre au Gouvernement de réunir les conditions matérielles et humaines pour faire fonctionner correctement les centres existants et planifier le passage à échelle à la lumière des activités de la phase suivante.

Phase 3 : voir Etape 2 ci-dessus (quitte à réaménager les périodes proposées).

CONCLUSION GENERALE

Depuis les années 1960, le gouvernement du Bénin est confronté à de nombreux défis à relever dans divers domaines dont ceux de la situation de la femme, de l'enfant, de la préscolarisation et de la scolarisation surtout des filles. Pour ce faire, il prend une série d'engagements internationaux et nationaux avec l'appui des PTF en particulier de l'UNICEF dont l'enfant constitue la raison d'être. C'est dans le cadre d'un premier programme qu'il a été décidé de mettre en œuvre des innovations éducatives appelées EDUCOM parmi lesquelles, les Espaces Enfance essentiellement basés sur l'approche communautaire.

Cette expérience a été conduite pendant plus de 15 ans dans 17 communes du Bénin avant que les acteurs ne décident de marquer une pause pour en évaluer la performance et envisager son extension aux autres communes. En dépit de certaines contraintes conjoncturelles, de difficultés et limites méthodologiques, l'équipe d'évaluation a pu mener le travail jusqu'à son terme.

Parmi les principales conclusions à retenir de l'évaluation, c'est que l'initiative des Espaces Enfance présente des forces indéniables en rapport avec sa grande performance au regard des principaux critères d'évaluation : une pertinence exceptionnelle, une efficacité certaine, une efficience appréciable, un impact bien ressenti par tous les acteurs, une forte adhésion des acteurs, une bonne appropriation des stratégies de l'expérience en vue d'une pérennisation. Mais il existe des points à améliorer qui se résument à celui de la qualité de l'offre éducative mise à mal par une multitude de contraintes rencontrées. Heureusement les opportunités ne manquent pas pour avoir permis d'atteindre les résultats encourageants obtenus et pour catalyser un passage à l'échelle qui est envisageable en dépit des menaces bien réelles. La plus importante de ces menaces porte sur une inflexion de la politique du gouvernement qui semble désormais privilégier le privé pour le développement de l'offre de préscolarisation.

De nombreux enseignements peuvent être tirés de cette expérience particulièrement riche, notamment dans le domaine de la mise en œuvre de l'approche communautaire dont l'exemple béninois présente des spécificités à même de constituer des sources d'inspiration pour d'autres pays.

En guise de perspectives, il faut dire que le passage à l'échelle est possible et souhaité par les bénéficiaires directs et indirects ainsi que par les PTF et ONG. Les recommandations formulées et notamment les propositions de stratégies opérationnelles constituent des balises intéressantes pour entreprendre les actions de pérennisation.

Le plus important facteur demeure sans doute la politique gouvernementale qui gagnerait à être revue en partant de la conviction établie (par la recherche) que l'approche communautaire est considérée de nos jours comme une voie possible pour une diversification de l'offre éducative. Des recherches ont en effet montré que le développement de l'enseignement privé tend à exacerber les disparités locales, que l'on peut renforcer l'efficacité d'un système éducatif grâce à une gestion centralisée du personnel de l'éducation avec un cofinancement (intervention des collectivités), ou encore que l'équité du système p

eut être renforcée grâce à un rôle plus accru de l'Etat comme régulateur dans une approche communautaire et grâce à la généralisation de l'éducation préscolaire, etc. , autant de pistes qui peuvent aider à prendre les bonnes décisions. Le plus important est que désormais **l'accent soit mis sur une approche qualité qui donne du sens à la quantité.**

ANNEXES

Annexe 1

TdRs de l'évaluation des Espaces Enfance

Programme de coopération Bénin-UNICEF 2009-2013

Composante Education de Base

Termes De Références (TdRs) de l'évaluation des Espaces Enfance

1. Contexte et justification

1.1 Généralités

Pour remplir ses engagements nationaux et internationaux, le Gouvernement du Bénin entretient depuis plusieurs années, une coopération dynamique avec le fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF). Dans ce cadre, le Programme Education appuie l'ensemble du système éducatif, notamment l'éducation des enfants dans 18 communes ciblées pour leurs faibles indicateurs de préscolarisation et d'éducation primaire. Grâce à cet accompagnement, le Ministère en charge des enseignements maternel et primaire développe depuis 1997, avec les communautés, l'expérience des Espaces Enfance pour assurer l'encadrement des jeunes enfants de 2 ans et demi à 5 ans.

Il convient de souligner que l'intérêt du Gouvernement pour l'éducation et l'éveil de la petite enfance s'est vu renforcé par la Loi N° 2003-17 du 11 novembre 2003 portant orientation de l'éducation nationale en République du Bénin qui considère que l'enseignement maternel comme une priorité. Aussi la Plan Décennal de Développement du Secteur de l'Education (PDDSE 2006-2015) recommande-t-il l'approche communautaire afin de permettre une amélioration de la préscolarisation des enfants au Bénin. L'expérience des Espaces Enfance s'inscrit dans cette optique.

L'Espace Enfance est un établissement préscolaire mis en place en milieu rural pour accueillir de jeunes enfants confiés à l'encadrement d'un animateur ou d'une animatrice recruté(e) et dont le service est rémunéré par la communauté. Dénommés «espaces éducatifs »1e dès le début de leur création, les Espaces Enfance sont des écoles maternelles communautaires dont les objectifs n'ont pas fondamentalement varié d'un cycle de coopération à un autre.

En effet, l'Espace Enfance vise, entre autres, à :

- Inciter les mères à libérer les filles pour l'école ;
- Libérer les mamans pour les activités génératrices de revenus ;
- Favoriser la socialisation et la stimulation de l'enfant ; et
- Préparer les jeunes enfants pour l'école.

Tout comme à l'école maternelle, les enfants fréquentant l'Espace Enfance mènent des activités qui concourent à leur éducation, leur éveil, bref à leur « développement global dans ses multiples aspects intellectuel, psychomoteur et socio-affectif ». Par ailleurs, ils bénéficient d'un suivi sanitaire (visites médicales et déparasitage systématique ». A ce jour, les Espaces Enfance sont implantés dans 17 des 18 communes d'intervention du Programme Education : Karimama, malanville, et Kandi (Alibori), Bembérékè, Sinendé et Kalalé (Borgou), Djougou (Donga), Klouékamnè (Couffo), Adja-Ouèrè, Pobé et Kétou (Plateau), Adjohoun et Dangbo (Ouémé), Sô-Ava et Zè (Atlantique) et Djidja, Zakpota et Zogbodomé (Zou). Au cours de l'année 2010-2011, 268 espaces enfance ont encadré 11510 enfants dont 5975 filles.

Après 15 années de pratique 2, il apparaît aujourd'hui indispensable, pour le Gouvernement et tous les acteurs, de marquer un arrêt pour évaluer l'expérience des Espaces Enfance. Prenant en compte cette préoccupation, la revue à mi-parcours (RMP) du Plan d'Action de Programme de Pays (CPAP) du Programme de Coopération Bénin-UNICEF 2009-2013 a fortement recommandé l'évaluation des Espaces Enfance, activité d'ailleurs inscrite dans le Plan intégré de Suivi-Evaluation (PISE).

1.2 Utilisation et dissémination des résultats de l'évaluation

A l'issue de l'évaluation, les résultats seront partagés (ateliers, discussions de groupes) avec les acteurs impliqués aux niveaux :

- i) central (directions techniques du MEMP, Partenaires Techniques et Financiers, ONG...)
- ii) déconcentré (Directions Départementales des Enseignements Maternel et Primaire, circonscriptions scolaires et écoles).
- iii) décentralisé (collectivités et communautés).

Ces résultats aideront le Gouvernement et ses partenaires à définir les stratégies à développer, y compris des plaidoyers éventuels pour renforcer l'appropriation de l'expérience des Espaces Enfance et son passage à l'échelle.

2. Objectifs de l'évaluation

2.1 Objectif général

L'objectif général de cette évaluation est de permettre au Gouvernement et à ses partenaires de disposer d'informations descriptives et analytiques sur l'expérience des Espaces Enfance afin de renforcer les stratégies nationales d'appropriation de l'approche communautaire de la préscolarisation telle que recommandée par le Plan Décennal du Secteur de l'Education 2006-2015.

2.2 Objectifs spécifiques

Il s'agit de :

- Evaluer la performance, notamment la pertinence, l'efficacité, l'efficience, les facteurs favorisant ou défavorisant la pérennité de l'expérience des Espaces Enfance ;
- Analyser les coûts et les ressources, dans le but d'informer un plan de passage à l'échelle ;
- Identifier les forces et faiblesses, les leçons tirées de l'expérience, les opportunités et les menaces ;
- Formuler des recommandations et des stratégies opérationnelles afin d'améliorer, de pérenniser et d'étendre l'expérience des espaces enfance à d'autres communes.

3. Portée de l'évaluation

La performance des Espaces Enfance sera évaluée en mettant en exergue la dynamique sexo-spécifique et la prise en compte des plus défavorisés, tant dans les stratégies d'intervention que dans les résultats obtenus. Elle abordera à cet effet, entre autres, les questions suivantes :

3.1 Pertinence

- Les Espaces Enfances répondent-ils aux besoins des enfants, de leurs parents, des collectivités et de la communauté ?
- L'expérience est-elle en concordance avec les priorités nationales ?
- Y a-t-il eu une évaluation des besoins au démarrage prenant notamment en compte les plus défavorisés ?
- Dans quelle mesure l'expérience des Espaces Enfance a planifié de traiter les besoins des filles et des garçons, en particulier ceux des groupes les plus favorisés ?
- Les objectifs planifiés sont-ils en adéquation avec la réalisation des objectifs nationaux ?

3.2 Efficacité

- Les résultats visés par l'expérience des Espaces Enfance sont-ils atteints ? Si oui, quelles sont les réalisations majeures ?
- Dans quelle mesure les résultats obtenus ont contribué à la réalisation des objectifs nationaux ?
- Dans quelle mesure les résultats obtenus ont-ils profité aux filles et aux garçons, surtout ceux des zones les plus défavorisées ? Si oui/non, en donner les preuves.
- Quelles sont les contraintes majeures, aussi bien liées à l'offre qu'à la demande, qui ont entravé l'atteinte des résultats planifiés ?
- Quelles sont les opportunités qui pourraient se développer dans la perspective de l'extension et du passage à l'échelle nationale ?

3.3 Efficience

- Dans quelle mesure y a-t-il eu une utilisation judicieuse et optimale des ressources financières, matérielles et humaines pour l'atteinte des objectifs ?
- Quels sont les autres facteurs institutionnels et environnementaux qui ont amélioré ou réduit l'efficience de l'expérience ?

3.4 Durabilité/Pérennité

- Le Gouvernement, les mairies et les communautés se sont-ils approprié l'expérience des Espaces Enfance ? Si oui, comment ? Si non, pourquoi ?
- La structure des coûts et leur répartition actuelle entre les différents acteurs permettent-elles le passage à l'échelle ?
- Quels sont les autres facteurs de pérennisation de l'expérience des Espaces Enfance ?, éducation/éveil, vaccinations, déparasitage, prise en charge et référence pour les cas de maladie) ?

3.5 Impact

- Dans quelle mesure les Espaces Enfance ont-ils permis de fournir aux filles et aux garçons qui les fréquentent un minimum de paquet de services intégrés (établissement

des actes de naissance, éducation/éveil, vaccinations , déparasitage, prise en charge et référence pour les cas de maladies) ?

- L'expérience des Espaces Enfance a-t-elle influencé la perception des familles et des communautés sur la préscolarisation ? Donnez en quelques preuves.
- Y a –t-il un effet d'imitation par les écoles et communes voisines non appuyées par le projet ?

4. Démarche méthodologique

L'évaluation se fera en deux phases :

- 1^{ère} phase analytique initiale basée sur la collecte de données de sources secondaires, la collecte d'informations de base et de visites des personnes ressources impliquées dans la conception du programme et la préparation d'un rapport analytique détaillé (inception report) qui donne les conclusions sommaires de cette première phase d'évaluation à restituer au comité de pilotage ;
- 2^{ème} phase consistant en une investigation plus poussée basée sur les conclusions et recommandations de la 1^{ère} phase enrichies par les observations du comité de pilotage et la préparation du rapport d'évaluation provisoire puis final, une semaine après les observations du comité de pilotage.

L'évaluation aura un focus multidimensionnel, avec l'utilisation de plusieurs méthodes combinant la revue documentaire, des interviews, visites et observations de terrain, et enquêtes quantitatives/qualitatives, le tout basé sur le respect de l'éthique et le principe de la confidentialité.

Pour ce qui concerne la revue des données secondaires et des documents, une liste des documents pertinents doit être préparée au préalable sous la supervision du comité de pilotage pour être remise à l'équipe d'évaluation. En outre, il sera fourni à l'équipe les données disponibles de plusieurs sources. Ces données doivent être examinées et analysées durant la phase d'analyse initiale pour vérifier la théorie du programme, déterminer le besoin en informations complémentaires et finaliser la méthodologie d'évaluation détaillée pour la 2^{ème} phase.

En effet, à travers les Espaces Enfance, le Programme Education voudrait que :

- Faute de structures formelles de préscolaire, les enfants des zones rurales soient accueillis et encadrés par des animateurs ou animatrices n'ayant pas un profil professionnel, mais « formés sur le tas » ;
- Les femmes de ces localités, auparavant obligées de rester à la maison pour s'occuper de leurs enfants, soient libérées de cette contrainte afin de mener, au sein des groupements féminins, des activités génératrices de revenus, grâce à l'appui financier du Programme. Dès lors, les filles grandes sœurs sont libérées pour aller à l'école.

Il s'agira d'analyser toute la documentation disponible sur l'expérience des Espaces Enfance, les résultats des discussions avec les personnes ressources et des premières visites de terrain et de procéder :

- iv) à l'élaboration d'outils pour des enquêtes de terrain avec des focus groupes, des entretiens avec des acteurs directs (enfants, animateurs/animatrices, parents) et des acteurs indirects (corps d'encadrement, leaders de la communauté, autorités des communes ;
- v) au recueil d'informations de terrain ;

- vi) à l'analyse du développement des Espaces Enfance en utilisant les cinq critères de pertinence, d'efficacité, d'efficience, de durabilité et d'impact, ainsi qu'en utilisant les critères d'équité et de genre ;
- vii) En particulier, concernant le critère de durabilité et d'impact, à l'analyse de l'environnement : est-ce que le projet a des effets induits ?
- viii) à une comparaison des Espaces Enfance avec d'autres expériences similaires mises en œuvre par d'autres partenaires dans le cadre de la préscolarisation des jeunes enfants (Borne Fonden, Plan Bénin, Aide et Action...) ;
- ix) à une proposition de mécanisme d'amélioration de la mise en œuvre et de l'appropriation de l'expérience des Espaces Enfance (extension à l'intérieur des communes d'intervention du Programme, passage à l'échelle) tenant compte des contraintes et facteurs de blocage identifiés.

Des approches participatives peuvent être utilisées si elles apportent une valeur ajoutée pour analyser certains aspects de l'expérience, soit avec les parents, soit avec les encadreurs (animateurs/animatrices, superviseurs des espaces enfance 3), soit avec les enseignants des cours d'initiation accueillant des enfants ayant fréquenté les Espaces Enfance, en précisant les démarches utilisées et le rôle des différentes parties prenantes.

Les méthodes d'échantillonnage des Espaces Enfance et des personnes enquêtées, de collecte et d'analyse de données seront explicitées et les différentes sources de données seront triangulées pour limiter les biais et assurer un niveau de fiabilité.

Au total, l'évaluation devra fournir des résultats quantitatifs et qualitatifs fiables selon les éléments analysés et les critères utilisés.

5. Produits attendus

Il est attendu de l'équipe d'évaluation :

- Un protocole d'évaluation avec une méthodologie détaillée, les instruments de collecte des données et un chronogramme des activités validé par le comité de pilotage ;
- Un plan d'analyse approuvé par le comité de pilotage ;
- Un rapport analytique initial (inception report) de l'évaluation ;
- Un rapport d'évaluation provisoire ;
- Un rapport final comprenant notamment : (i) un résumé analytique, (ii) une partie décrivant la méthodologie de travail, (iii) les résultats des analyses, (iv) une conclusion faisant la synthèse des points forts de l'analyse et intégrant les principales recommandations, (v) des annexes complètes.

Le rapport de l'évaluation devra être conforme au format recommandé par le (Guide des normes de qualité du rapport d'évaluation » joint en annexe. Quatre exemplaires de la version finale seront remis au terme de la consultation au président du comité de pilotage ainsi que deux CD-ROM contenant les versions électroniques de l'ensemble des documents, y compris les documents préparatoires, documents d'enquête, de collecte de données et la base de données.

6. Gestion du processus et arrangements institutionnels

6.1 Pilotage

Cette évaluation est commanditée par le Ministère des Enseignements Maternel et Primaire (MEMP), à travers la Direction de l'Enseignement Maternel (DEM). La supervision de l'équipe d'évaluation sera assurée par le Chef du Programme Education de Base à l'UNICEF et par le Comité de pilotage. Ce comité est composé comme suit :

- x) Président : Directeur de Cabinet du MEMP ;
- xi) Rapporteur : Directeur de l'Enseignement Maternel ;
- xii) Membres :
 - Section Education de Base, UNICEF
 - Section Politiques sociales (M&E Specialist), UNICEF
 - Chef de file des PTFs du secteur de l'éducation
 - Représentant de l'Association Nationale des Communes du Bénin (ANCB)
 - FADEC-ONG
 - Bureau des Evaluations des Politiques Publiques (Primature)
 - Direction Générale des Politiques de Développement (Ministère de l'Analyse Economique, du Développement et de la Prospective).

Le rôle du comité de pilotage sera de :

- Valider la démarche méthodologique ainsi que les outils élaborés pour l'évaluation ;
- Valider les rapports préliminaires (rapport de démarche et rapport provisoire) ;
- Valider le rapport final ;
- Proposer un plan et le suivi de la mise en œuvre des recommandations.
- Veiller à la confidentialité et à l'éthique, conformément à la loi en vigueur.

6.2 Rôles et responsabilités des consultants

La mission d'évaluation sera effectuée par un consultant international qui identifiera un Associé national capable de l'accompagner dans la réalisation de la mission... Les deux consultants devront avoir les profils ci-après :

6.2.1 Consultant principal

Qualifications requises :

- Un niveau d'études supérieures de troisième cycle en sciences de l'éducation, sciences sociales ou équivalent. Il sera recruté au grade P4 ;
- Une expérience professionnelle confirmée par des évidences dans le domaine de l'évaluation. Il doit maîtriser les critères de l'Organisation pour la Coopération et le Développement Economique (OCDE) et du Comité d'Aide au Développement (CAD) ;
- Une expérience internationale ;
- Une excellente maîtrise du français et une bonne connaissance de l'outil informatique (Word, Excel, Power Point) ;

- Une capacité à exploiter des documents en anglais.

Atouts

- une expérience dans l'évaluation de projets de développement liés à l'éducation de base, y compris en matière d'analyse et d'évaluation de politiques, stratégies ou projets éducatifs.
- Une maîtrise de l'organisation de l'éducation préscolaire et de l'approche communautaire des projets de développement.

6.2.2 Consultant associé

- une qualification professionnelle confirmée dans le secteur des enseignements maternel et primaire ;
- une bonne connaissance du système éducatif béninois et ses problèmes ;
- la preuve de la participation à la réalisation concluante de missions d'évaluations de programmes ou projets éducatifs ;
- une excellente maîtrise du français et une bonne connaissance de l'outil informatique (Word, Excel, Power Point) ;
- il sera recruté grade C ;
- une bonne connaissance de l'anglais serait un atout.

L'équipe de consultants sera responsable de tous les aspects techniques de l'évaluation, sous la direction du comité de pilotage.

Le consultant principal animera l'équipe de consultants et sera responsable de la réalisation des activités relatives à l'évaluation à toutes les étapes, depuis la conception méthodologique à la collecte de données, la rédaction du rapport et présentation des résultats au cours des ateliers. Il devra rendre compte périodiquement de l'évaluation du travail au comité de pilotage. Il se portera garant de la qualité des produits attendus.

Le consultant associé, quant à lui, travaillera sous la supervision du consultant principal. Il facilitera les contacts avec les structures et acteurs nationaux et sera chargé de la collecte des données et autres documents existants ainsi que leur exploitation, et enfin de l'élaboration des outils de l'évaluation.

6.3 Conditions de travail

Les deux consultants devront disposer de leur propre matériel de travail (ordinateur etc.).

L'UNICEF assurera le /les voyages (aller-retour) du consultant international du lieu de résidence au Bénin et à toute l'équipe d'évaluation pour la partie consacrée à l'enquête sur le terrain. Un bureau pourra être mis à disposition à l'UNICEF afin de faciliter les échanges.

Les autres coûts associés à la consultation, notamment les réunions et ateliers qui seront organisés, ainsi que les frais de collecte et d'analyse des informations par les personnes ressources dont le recrutement aura été reconnu pertinent par le Comité de Pilotage, seront pris en charge dans le cadre de la collaboration habituelle avec la Direction de l'Enseignement Maternel.

7. Durée de l'évaluation, modalités de paiement et chronogramme indicatif

7.1 Durée de l'évaluation et modalités de paiement

La durée de l'évaluation est de 60 jours ouvrables. Les modalités de paiement des honoraires seront précisées dans le contrat des consultants.

L'UNICEF prendra en charge les honoraires forfaitaires et non révisables pour une durée totale de 60 jours ouvrables et payés en 3 tranches :

- 30% après validation des outils méthodologiques et du rapport de démarche ;
- 30% après soumission du rapport provisoire consolidé accepté par le comité de pilotage ;
- 40% après remise du rapport final consolidé accepté par le Comité de pilotage.

Un DSA (per diem) sera payé au consultant international pendant son séjour au Bénin et au reste de l'équipe d'évaluation durant la mission de terrain, selon les procédures financières de l'UNICEF.

7.2 Chronogramme indicatif

Le projet de chronogramme, à finaliser par l'équipe d'évaluation après discussion avec le comité de pilotage, se présente comme suit :

N°	Principales activités	Période (jours ouvrés)
1	Elaboration et validation du protocole, y compris la méthodologie de travail	5 jours
2	Revue documentaire, entretiens avec les personnes ressources, collecte de données secondaires	5 jours
3	Elaboration du rapport analytique	5 jours
4	Collecte des informations sur le terrain	20 jours
5	Traitement, analyse, rédaction et discussion du rapport provisoire	25 jours
6	Elaboration du rapport finale et validation au cours d'un atelier	5 jours

Amendé à Cotonou, le 29 mai 2013

Revu par :

Sulpice G. Dossou
Spécialiste en éducation/Petite enfance

Mamadou Sadialiou Bah
Chef du programme Education de base

Approuvé par :

Hamidou Poufon
OIC/Président du TARC

Isabelle Bardem
Représentante adjointe Présidente du TARC

Annexe 2

Liste des personnes rencontrées

Tableau 1 : Liste des personnes rencontrées

N°	Fonction	Structure
1	Directeur de Cabinet	MEMP
2	Directeur adjoint de Cabinet	MEMP
3	Conseiller Technique aux Affaires Pédagogiques	MEMP
4	Secrétaire Général du Ministère (SGM)	MEMP
5	Directrice de l'Enseignement Maternel	MEMP
6	Directeur de l'Enseignement Primaire	MEMP
7	Directeur des Ressources Humaines	MEMP
8	Directeur de la Programmation et de la Prospective	MEMP
9	Inspecteur Général Pédagogique du Ministère	MEMP
10	Directrice adjointe de la Promotion de la scolarisation	MEMP
11	Coordonnateur Unité Focale de Lutte contre le Sida	MEMP
12	Chef de service financier/SPEDE/DEM	MEMP
13	Chargé de la formation	ANCB
14	Mme la Représentante	UNICEF
15	Mme la Représentante adjointe	UNICEF
16	Chef de la section Education	UNICEF
17	Spécialiste en Education	UNICEF
18	Spécialiste en Education (Petite enfance et qualité)	UNICEF
19	Coordonnateur des relais communautaires de santé	UNICEF
20	Chargée des Partenariats et Financements Institutionnels	AIDE ET ACTION
21	Assistante Parrainage	AIDE ET ACTION
22	Chargé Partenariats, Communication et mobilisation de financements	RACINES
23	Assistante volet social sur le programme Education	RACINES
24	Responsable Division Education	CAEB
25	Directeur Exécutif	CAEB
26	Directeur des Programmes	RIGHT TO PLAY
27	Directeur « Jouets pour apprendre »	RIGHT TO PLAY
28	Secrétaire des Communautés en Action pour l'Education des Filles (CAEF)	WORLD EDUCATION
29	Directrice Exécutive du FADeC	FADeC
30	Coordonnateur Programme	BORN FONDEN
31	Conseiller en Education	PLAN BENIN

Annexe 3

Liste des documents collectés

Tableau n°2 : Liste des documents collectés

N°	Intitulé
1	MEMP. Plan Décennal de Développement du Secteur de l'Education actualisé : Phase 3/2013-2015
2	Ministère du Développement. Enquête Modulaire Intégrée sur les Conditions de Vie des Ménages 2 ^{ème} édition EMICoV 2011 : Principaux Indicateurs
3	MEMP. Note Stratégique du MEMP (en cohérence avec le PDDSE) élaborée en Février 2013
4	Aide et Action. Rapport d'activités 2012-BENIN
5	World Education. Rapport annuel 2012 Programme BENIN
6	PROJET EQF. Proposition d'aménagement physique des écoles primaires publiques et des Espaces Enfance appuyés par le Programme Education BENIN-UNICEF
7	MEMP. Ecole de Qualité Fondamentale (EQF) 3 ^{ème} définition
8	UNICEF. Evaluation finale PEE Déc. 2010 avant corrections
9	UNICEF. Evaluation finale Paquet Educatif Essentiel. Mars 2011
10	UNICEF. Rapport d'évaluation PDDSE du 09 décembre 2012
11	UNICEF. Rapport d'évaluation 2 stratégies EDUCOM
12	UNICEF. Appui au développement social (DEVESOC). Evaluation a mi-parcours du projet éducation 2001
13	UNICEF. Historique de la modélisation des Espaces Enfance. 2012.
14	UNICEF. Proposition d'aménagement fondamental des écoles au BENIN. Florent BRUN. Décembre 2007
15	UNICEF. Effectifs, identification des besoins dans des écoles situés dans les communes d'Adjohoun, de Djidja, de Ketou, de Sinendé dans le cadre de la modélisation. 2010 (59 documents +plus de 60 photos)
16	UNICEF. TdR1 et TdR2 de la mission de concertation pour la mise en place du Projet EQF à Adjohoun, Djidja, Kétou et Sinendé (en 2008 et 2010)

17	UNICEF. Rapport de mission de suivi de la modélisation des Espaces Enfance et de l'exécution du plan de travail du comité DIJE... (SINENDE). 2010
18	UNICEF. Commune de Sinendé. Suivi des activités de modélisation des Espaces Enfance (05 au 07/07/2010)
19	Education Tribune N°42 du 18 février 2013. <u>L'UNICEF à l'avant- garde de la promotion des espaces enfance au Bénin</u> (in http://www.rjcebenin.net/educationtribune/)
20	Education Tribune N°42 du 18 février 2013. <u>Le PDDSE, le temps des grandes reformes</u> in (http://www.rjcebenin.net/educationtribune/spip.php?article160)
21	Education Tribune N° 36 du 30 Décembre 2011 au 15 janvier 2012. Le visage peu reluisant de la préscolarisation au Bénin
22	UNICEF. Etude de cas sur l'équité. L'Espace Enfance, un outil de libération et de développement. 2012
23	Right To Play. Right To Play et l'éducation préscolaire au Bénin
24	BØRNEfonden. Rapport de fin d'études : Performances des CPIV, cas de la commune d'AGBANGNIZOUN, Réalisé par SOBAKIN Koffi, stagiaire à BØRNEfonden. Novembre-décembre 2010.
25	BØRNEfonden BENIN. Les Centres Préscolaires d'Initiative villageoise. 2013
26	BØRNEfonden BENIN. Quelques constructions dans le département de l'Ouémé (Dangbo, Adjohoun). 2013 (+3 photos de CPIV)
27	AIDE ET ACTION. Approche de "Aide et Action" pour le développement et la prise en charge de la petite. 2013
28	PLAN BENIN, Programme de développement des facultés des enfants des Centres de Petite Enfance Communautaires <i>des départements du Mono et du Couffo</i> . Manuel Pédagogique des Moniteurs et Monitrices, Pères et Mères Educateurs. Deuxième édition. Juin 2011
29	PLAN BENIN. Centres de Petite Enfance Communautaires (CPEC). Octobre 2009. Fondements de la création des Centres de Petite Enfance Communautaire
30	PLAN BENIN. Visite du CEO au Centre de Petite Enfance Communautaire (CPEC) de DAVIHOUE-ABLOME. Octobre 2009

31	UNICEF. Termes de référence de la formation des Espaces Enfance, 2010,
32	MEMP/UNICEF. Renforcement des capacités d'intervention des superviseurs des Espaces Enfance. Guide du facilitateur. Septembre 2006
33	UNICEF. Guide du formateur des animateurs et animatrices des Espaces Enfance. Août 2008
34	MEMP/UNICEF. Guide du formateur des animateurs et animatrices des Espaces Enfance. Novembre 2010
35	MEMP/UNICEF/FADeC Module de formation des animateurs et animatrices des Espaces Enfance. Avril 2008
36	UNICEF. Module de formation des animateurs et animatrices des Espaces Enfance. Novembre 2010
37	INFRE/DEM/MEMP. Programmes d'activités d'éveil et approches pédagogiques à l'enseignement maternel. Edition révisée de septembre 2009
38	INFRE/MEMP. Curriculum de formation initiale des enseignants dans les écoles normales d'instituteurs au Bénin. Version d'octobre 2008
39	DEM/MEMP. Couverture géographique nationale des écoles maternelles, <i>base de données DEM/SOSP, 2011-2012</i>
40	UNICEF. Statistiques diverses : Données Espaces Enfance de la zone Nord (2011-2012) ; Espaces Enfance 2011-2012 (Kétou, Adjohoun, Djidja, Pobé, Za-Kpota, Zogbodomey, Dangbo, Zè),
41	UNICEF. Situation des EM et EE à Adjohoun. 2011
42	UNICEF. Informations sur les Espaces Enfance 2012-2013 (Adja-Ouèrè, Bembèrèkè, Djidja, Djougou, Djougou 1, Kandi, Kalalé, Karimama, Sinendé, Za-Kpoté, Zè, Zogbodomey, Kétou, Pobè, Adjohoun)
43	UNICEF. Synthèse EE 2012-2013+ Synthèse EE 2012-2013 bis ;
44	UNICEF. Agenda de la formation des superviseurs des Espaces Enfance. 2010
45	UNICEF. Centres de formation des superviseurs. 2010

46	UNICEF. Rapport annuel 2009 : appui à l'amélioration de l'environnement physique des écoles appuyées par le Programme Education.
47	UNICEF. Rapport de fin de contrat, AFVP - UNICEF. Octobre-décembre 2008. Par Cécilia Lanoë
48	UNICEF. Rapport de fin de mission, 2010: appui à l'amélioration de l'environnement physique des écoles appuyées par le Programme Education, Cécilia LANOE AGBO. Contrat AFVP/UNICEF
49	MEMP/UNICEF. Plan d'Action du Programme de Pays entre le Gouvernement de la République du Bénin et le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF) 2009-2013. Cotonou. Décembre 2008
50	FADeC. Evolution des effectifs des Espaces Enfance par génération et par sexe. Décembre 2008
51	MEMP/UNICEF. Programme de Coopération BENIN-UNICEF. Programme EDUCATION. Appui à l'accélération de la scolarisation des filles dans les communes.
52	UNICEF. Programme de Coopération Bénin-UNICEF. Revue Semestrielle 2009, Le Pilotage du programme Education. Juillet 2009
53	Ministère de la Famille et de la Solidarité Nationale. Politique Nationale de Développement Intégré du Jeune Enfant au Bénin, PNDIJE. Cotonou. Juillet 2010
54	UNICEF. Programme Education de base. Plan de distribution de l'albendazole dans les Espaces Enfance. 2012
55	UNICEF. Présentation du partenariat BENIN - UNICEF dans le domaine de l'éducation. 2012
56	UNICEF. Programme d'éducation parentale. Rapport final. Mars 2011. CEDA
57	UNICEF. Sans une prise en charge maternelle, pas de petite enfance. 2007
58	UNICEF. Point des ressources utilisées pour les innovations EDUCOM. 2013
59	MEMP/UNICEF. Mission d'audit de la gestion de l'appui financier pour les Activités Génératrices de Revenus (AGR) des Groupements Féminins (GF) des zones d'intervention du Programme Education et l'identification d'Institutions de

	Micro-finance pouvant gérer cet appui. Rapport définitif. BENAUDIT-CONSULTEX SARL. Juin 2011
60	MEMP. Répartition des animateurs et éducateurs, par DDEMP et selon le genre Public et Privé, Public, Privé. 2012 -2013
61	MEMP. Annuaire et/ou Tableaux statistiques des enseignements maternel, primaire, secondaire, 1999-2000, 2000-2001, 2001-2002, 2002-2003, 2003-2004, 2004-2005, 2005-2006, 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013
62	UNICEF. Contacts acteurs communes EDUCOM. 2013

Annexe 4

Eléments de bibliographie

Bibliographie

BLAYE, A., LEMAIRE, P. & al. (2007). Psychologie du développement cognitif de l'enfant. Ouvertures psychologiques. Bruxelles : De Boeck Université.

CHANQUOY, L & NEGRO, I. (2004). Psychologie du développement. Paris : Hachette (Coll. HU Psycho).

CONFEMEN. Etude préparatoire à la 55^{ème} Session (avril 2012). Note conceptuelle. Par ROEGIERS, X.

Mons, N. (2007). *Les nouvelles politiques éducatives*. Paris : PUF.

PIAGET, J. & INELDHER, B. (1966). La psychologie de l'enfant. Paris : PUF (Coll : Que Sais-je ?)

ROEGIERS, X. (1997). *Analyser une action d'éducation ou de formation*, Paris-Bruxelles : De Boeck Université.

UNICEF/BURKINA FASO-MASSN (2005). Rapport sur Impact des initiatives burkinabè d'encadrement de la petite enfance sur l'éducation et la protection des filles au Burkina Faso : le cas des Bi-Songo. Par EQUIPE FASAF/CERFODES. Coordonnée par Yacouba Yaro
Juillet 2005

UNICEF/MEMP/BENIN (2010). Rapport d'évaluation à mi parcours de la formation diplômante de 10 000 enseignants communautaires reversés contractuels de l'Etat. Par COMPAORE Martin et MONKON Frédéric.

UNICEF/MEPSP/RDC (2012). Rapport d'évaluation du Programme d'Education de base (2008-2012). Par Equipe du BIEF. Coordonnée par COMPAORE Martin.

UNICEF/MEMP/BENIN (2012). Rapport d'évaluation finale de la formation diplômante de 10 000 enseignants communautaires reversés contractuels de l'Etat. Par COMPAORE Martin et DAGAN J. Jacob.

Annexe 5

Compléments à la méthodologie

1 La population-cible de l'évaluation

Tableau n°3: Catégories et sous-catégories d'acteurs interrogés au cours de l'évaluation

A/Bénéficiaires ou acteurs directs (niveau local)
Enfants de 2ans et ½ à 5 ans fréquentant les Espaces Enfance (12 776 en 2012, 14 301 en 2013)
Filles libérées et scolarisées grâce à l'expérience des Espaces Enfance (environ 12 776 en 2012, 14 300 environ en 2013)
Enfants de CI/CP provenant des Espaces Enfance (12 776 environ en 2012)
Animateurs et Animatrices des Espaces Enfance (300 environ au début de l'évaluation, 322 à l'issue du processus).
Mères ou tutrices libérées grâce à l'initiative et organisées dans les Groupements Féminins (GF) (estimées à 12 776 au début de l'évaluation, plus de 15 000 en 2011)
Pères ou tuteurs d'enfants des Espaces Enfance (12 776, puis plus de 15 000 en 2011)
Grands-mères d'enfants des Espaces Enfance
B/Bénéficiaires ou acteurs indirects principaux des niveaux déconcentré ou décentralisé
Directeurs Départementaux des Enseignements Maternel et Primaire (DDEMP au nombre de 6)
Encadreurs pédagogiques : Chefs de Circonscription Scolaire (CCS) ou inspecteurs, Conseillers pédagogiques (CP)
Enseignants des élèves des classes de CI/CP précédemment bénéficiaires des Espaces Enfance
Maires et ou Membres du Conseil Communal , membres de l'équipe de supervision des Espaces Enfance, Médiatrices
Responsables de Centre de Promotion Sociale, Médecins-Chefs des Centres de Santé des communes, intervenant dans les Espaces Enfance
Partenaires sociaux : Associations des Parents d'élèves (APE) au niveau local, responsables syndicaux d'enseignants au niveau communal, Leader des communautés
Autres acteurs dans les communes voisines non encore bénéficiaires de l'expérience des Espaces Enfance : CCS ou inspecteurs, conseillers pédagogiques, Autorités communales, Président Coordination des Association des Parents d'élèves (APE), Animateurs ou Animatrices de la Maternelle, Enseignants de classes de CI, Mères d'enfants, Pères d'enfants, Responsables syndicaux d'enseignants du primaire et de la Maternelle, leaders communautaires, etc.
C/Autres bénéficiaires indirects du niveau central ou national
Membres du Cabinet du MEMP : Directeur de Cabinet (DC), Directeur adjoint de Cabinet (DAC), Secrétaire Général du MEMP (SGM), Conseiller Technique aux affaires pédagogiques
Directrice et Chefs de services de la DEM/MEMP : Acteurs directement impliqués dans l'expérience des Espaces Enfance
Autres Directeurs techniques centraux du MEMP , plus ou moins impliqués dans le projet : Directrice de la Promotion de la Scolarisation (DPS) ; Directeur de l'Enseignement primaire (DEP) ; Inspection Générale Pédagogique du Ministère (IGPM) ; Directeur des Ressources humaines (DRH) ; Directeur de la Programmation et de la Prospective (DPP)
Responsables nationaux de structures concernées par ou impliquées dans les Espaces Enfance : Membres de bureaux nationaux de la Fédération Nationale des Associations des Parents d'Elèves du Bénin (FNAPEB), membres du bureau de l'Association Nationale des Communes du Bénin (ANCB), responsables nationaux de FADeC-GIE des Médiateurs/Médiatrices
D/ UNICEF et autres Partenaires Techniques et Financiers (PTF) ou ONG du niveau central
Autorités, Responsables et spécialistes des Programmes Education et Santé de l'UNICEF

Autres PTF et Responsables d'ONG apportant leur concours ou ayant réalisé des expériences identiques à celles des Espaces Enfance: AIDE ET ACTION, BØRNE FONDEN, Conseil des Activités Educatives du Bénin (CAEB), PLAN BENIN, RACINES, RIGHT TO PLAY.

Comme le montre le tableau ci-dessus, l'enquête a porté sur une population diversifiée qui se compose comme suit : (1) **les bénéficiaires ou acteurs directs** de l'initiative des Espaces Enfance (voir partie A du tableau): les enfants (filles ou garçons) qui fréquentent les Espaces Enfance, et les animateurs/animateuses, les filles libérées et scolarisées grâce aux Espaces Enfance, les parents d'enfants (pères/tuteurs, mères/tutrices, grands-mères); (2) **les bénéficiaires ou acteurs indirects** de l'initiative des Espaces Enfance appartiennent à deux sous-catégories: (1) **les bénéficiaires indirects principaux du niveau décentralisé ou décentralisé** (partie B du tableau): DDEMP, membres du corps d'encadrement (CCS, CP), enseignants des CI/CP, autorités des communes (Maires et/ou Membres du Conseil Communal), médecins, responsables de services de promotion sociale, leaders communaux, partenaires sociaux comme les syndicats, des acteurs indirects des communes voisines des 17 communes couvertes par l'expérience, etc. ; (2) **les bénéficiaires indirects du niveau central ou national** (partie C du tableau): autorités et directeurs techniques du MEMP, membres de bureaux nationaux d'associations telles que l'Association Nationale des Maires de Communes du Bénin (ANCB), etc. ; (3) **Autres acteurs indirects ou partenaires/parties prenantes** : Autorités et responsables nationaux de l'UNICEF, autres Partenaires Techniques et Financiers (PTF) ou responsables nationaux d'ONG (œuvrant dans le domaine de la petite enfance (voir liste sur la partie D du tableau).

Ces deux dernières catégories d'acteurs sont regroupées sous le vocable de « responsables centraux ».

2 L'objet et le dispositif méthodologique de la première étape initiale

2.1 *Objet de cette phase*

Au cours de cette première phase, nous avons élaboré le protocole et les outils de collecte de données qui ont été validés par le comité de pilotage. Puis nous avons procédé au recueil des données de sources secondaires afin d'atteindre deux objectifs majeurs :

D'une part, **explicitier la conception du programme** (sa genèse). A cet effet, les questions suivantes, entre autres, ont été posées : Comment le programme est-il né où dans quel contexte est-il né ? Quels en sont les différents objectifs poursuivis ? Ont-ils connu des inflexions ? Quels sont les résultats planifiés ? Quelle est la ligne d'action (méthode et/ou stratégie) prévue par le programme ? Quelles sont les ressources à disposition ? Comment les groupes cibles et les bénéficiaires finaux du programme sont-ils définis ? Etc.

D'autre part, **vérifier la théorie de programme** ou les hypothèses d'intervention du programme (voir tableau 2 du rapport).

En somme, l'analyse des données secondaires a permis d'apporter des éléments de réponses provisoires à l'ensemble des questions d'évaluation et de voir dans quelle mesure chacun des quatre objectifs spécifiques de l'évaluation est atteint.

2.2 Dispositif méthodologique

Quant au dispositif méthodologique de cette première phase, deux techniques de collecte des données tant quantitatives que qualitatives ont été utilisées :

- i. **L'analyse documentaire** qui est poursuivie d'ailleurs tout au long de l'évaluation : elle a consisté à mobiliser et à étudier les documents les plus pertinents obtenus de l'UNICEF, du MEMP et d'autres PTF/ONG. La liste complète de ces documents figure en annexe 3).
- ii. **Des entretiens individuels** à l'aide de guides pour la collecte de données qualitatives auprès de 31 personnes ou responsables de structures du niveau national impliquées dans la conception du programme et/ou dans sa gestion ou encore dans une expérience similaire (Cf. Liste en annexe 2). Tout au long du rapport, ces acteurs seront appelés couramment sous le vocable de « responsables centraux ».

Les conclusions provisoires des travaux de cette première phase ont fait l'objet d'un rapport qui a été soumis à l'attention du comité de pilotage.

3. La deuxième phase de collecte des données primaires

3.1 La méthode d'échantillonnage

Dans la constitution de l'échantillon, nous avons eu recours de façon simultanée à (au) : (1) **la méthode d'échantillonnage par quotas ou par choix raisonné**: elle consiste à s'assurer qu'un échantillon est représentatif en lui affectant une structure similaire à celle de la population de base. Dans ce cadre, il est demandé aux enquêteurs de faire un nombre d'entretiens dans divers groupes établis en fonction de différents critères qui seront présentés ultérieurement. L'enquêteur a été tenu de respecter le quota fixé ; (2) **le principe de volontariat** qui prend en compte les contraintes de terrain qu'elles soient externes (par exemple, l'accessibilité des sites ou les disponibilités au niveau des transports) ou internes relativement au cadre et aux moyens de l'évaluation ; (3) **l'échantillonnage de convenance** dans certains cas, en l'absence d'un cadre d'échantillonnage.

3.2 Echantillonnage des sites ou des structures d'enquêtes

Tableau n°4: Structures ou sites d'enquêtes

Départements	Communes	Nb. total d'Espaces Enfance (EE)	Nb. d'EE à enquêter (prévisions)	Nb. D'EE enquêtés	Communes voisines à enquêter
ZONE NORD					
Alibori	Kandi	4	2	2	
	Karimama	5	3	2	Malanville

	Total/Alibori	9	5	4	
Borgou	Bembèrèkè	18	9	9	Gogounou
	Sinendé	8	7	8	
	Kalale	14	10	8	
	Total/Borgou	53	26	25	
Donga	Djougou	15	8	8	
	Total/Donga	15	8	8	Ouake
Total:Zone nord	6 communes	77	39	37	
ZONE CENTRE					
Couffo	Klouékanmey	6	3	3	
	Total/Couffo	6	3	3	Lallo
Zou	Djidja,	33	17	18	Agbangnizouna
	Zakpota	19	9	9	
	Zogbodomey	27	14	12	
	Total/Zou	79	40	39	
Total/Zone centre	4 communes	85	43	42	
ZONE SUD					
Atlantique	Sô-Ava	18	9	5	Allada
	Zê	6	3	3	
	Total/Atlantique	24	12	8	
Ouémé	Adjohoun,	30	15	15	Bonou
	Dangbo	21	10	11	
	Total/Ouémé	51	25	26	
Plateau	Adja-Ouèrè	22	11	8	Sakete
	Kétou	25	12	9	
	Pobè	16	8	6	
	Total/Plateau	63	31	23	
Total/Zone sud	7 communes	138	68	57	
TOTAL GENERAL	17 communes	300	150	136	8 communes

NB. Le nombre total de 300 Espaces Enfance est celui obtenu au début de l'évaluation avant que les données obtenues plus tard ne permettent d'aboutir à un total de près de 314 centres.

La sélection des sites d'enquête a été envisagée à plusieurs niveaux ou strates comme l'indique le tableau ci-dessus:

- ❖ **D'abord au niveau des départements** : il est décidé que l'enquête couvre tous les huit (08) départements où les Espaces Enfances ont été expérimentés : Alibori, Atlantique, Borgou, Couffo, Donga, Ouémé, Plateau, Zou ;
- ❖ **Ensuite au niveau des communes** : en rappel, sur 18 communes concernées par le programme Education, 17 sont couvertes par l'initiative des Espaces Enfance : au regard des enjeux de l'évaluation d'une action de développement à caractère communautaire et surtout les réalités socioculturelles qui divergent d'un milieu à un autre, il a été jugé important, pour plus d'objectivité, de validité et de fiabilité des résultats, que l'enquête couvre l'entièreté des 17 communes et ainsi faire ressortir si possible les points de ressemblances et de dissemblances.

Quant à la seule commune (la 18^{ème}, celle de Malanville) qui est couverte par le programme mais où les Espaces Enfance ne sont pas encore fonctionnels, elle a été ajoutée à sept (07) autres communes dites voisines pour y collecter les données en vue – d’une part, de mieux mesurer l’impact de l’initiative des Espaces Enfance et – d’autre part, de voir dans quelle mesure et à quelles conditions il est possible d’y étendre l’expérience. Les 7 communes voisines ont été sélectionnées sur la base d’un choix raisonné qui tient compte de critères tels que l’accessibilité, la proximité, le cadre et les moyens de l’évaluation (soit 1 commune supplémentaire pour chacun des 8 départements couverts par l’expérience). Au total, les investigations ont été menées **dans 25 communes**.

- ❖ **Enfin, la sélection des Espaces Enfance à enquêter et dont le nombre a varié tout au long du processus** : l’échantillon prévisionnel a été d’abord basé sur le chiffre de 286 Espaces Enfance (selon TdR), puis à 300 après les premières analyses documentaires. Sur cette base, il a été prévu d’enquêter dans au moins la moitié des 300 (soit 150 Espaces Enfance) en vue d’obtenir autant que possible des données exhaustives et fiables. Une précaution particulière a été prise **pour que les Espaces Enfance sélectionnés soient bien répartis dans l’espace communal de façon à éviter leur concentration dans une zone confinée pouvant induire des biais**. A cet effet, le découpage des communes en arrondissements a été une référence. Pour des contraintes de terrain (comme nous le verrons), ce sont **136 Espace Enfance** qui ont été visités (soit une couverture de près 90%, voir liste nominative sur tableau 8).

3.3 *Echantillonnage de la population-cible*

La taille respective de ces groupes-cibles primaires présentée dans le tableau n° 5 ci-dessus a été déterminée de façon à minimiser au maximum la marge d’erreur (moins de 5%) et à maximiser la marge de confiance (au moins 95%). Il s’agit du groupe-cible de bénéficiaires directs de l’intervention (pour lesquels des données surtout quantitatives ont été collectées) et des groupes de bénéficiaires indirects du niveau déconcentré ou décentralisé (pour lesquels des données à dominance qualitative ont été recueillies).

xiii) *Au niveau du groupe de bénéficiaires ou acteurs directs* :

Il convient de rappeler que les chiffres indiqués ci-dessous sont relatifs aux premières données obtenues au début de l’évaluation. Ils ont servi de repères pour effectuer l’échantillonnage prévisionnel : 300 centres environ pour 12 776 enfants inscrits en 2012.

Le groupe des bénéficiaires directs comprend les sous-groupes suivants :

1. **Les enfants de 2 ans et ½ à 5 ans** qui fréquentent les Espaces Enfance : leur nombre est évalué à 12 776 enfants (dont 6 587 filles, soit 52% de filles et 48% de garçons en 2012) répartis inégalement dans les 286 centres. Sur la base d’un taux d’échantillonnage de 5%, ce sont 656 enfants (341 filles et 315 garçons) qui ont été enquêtés pour une prévision de 644 enfants. La répartition de ces groupes par commune s’est faite en

respectant les mêmes proportions. Le choix des enfants par sexe à l'intérieur de chaque Espace Enfance a été opéré de façon aléatoire.

2. **Des élèves de CI ou de CP** provenant des Espaces Enfance pour lesquels l'échantillonnage a été réalisé comme suit : l'effectif total de ces élèves a été évalué à 12 776 de façon arbitraire (en estimant que c'est la même cohorte d'enfants des Espaces Enfance qui a accédé au CI/CP, compte tenu de l'absence d'une base de données). Sur cette base, le même cheminement que pour les enfants des Espaces Enfance a été suivi. Au total, 643 élèves de CI/CP (quelques uns du niveau CE et plus) ont été interrogés (644 prévus).
3. **Les filles (grandes sœurs des enfants des Espaces Enfance) libérées et scolarisées** (grâce à l'initiative) : un raisonnement analogue aux deux autres qui précèdent a guidé l'échantillonnage pour ce sous-groupe. Toutefois, il n'a pas été aisé de retrouver ces filles dans les écoles sur le terrain. Dans certains cas, les enquêteurs ont dû visiter des collèges de la localité sous la guidance des médiatrices et d'autres acteurs pour les y identifier et les interroger. 484 filles libérées (644 prévus) ont pu être interviewées (certaines fréquentant le secondaire).
4. **Les parents d'enfants** (mères/tutrices, pères/tuteurs) : leur nombre total respectif a été estimé à 12776 en 2012 (**25 552** pour les deux sexes) en considérant arbitrairement que pour un enfant inscrit dans un Espace Enfance correspond une mère/tutrice et un père/tuteur (abstraction faite des parents qui peuvent inscrire plus d'un enfant). Dans les prévisions, il a été décidé que l'enquête porte sur 5% du total, soit **1288** personnes environ. Toutefois, étant donné que les mères sont les plus concernées par l'initiative, nous avons accordé, par rapport à cet effectif total, un pourcentage plus élevé pour les mères (70%), soit un échantillon prévisionnel de **902 femmes contre 386 hommes** (30%). La répartition de chaque groupe par commune est réalisée dans des proportions identiques. Au total, **654 mères/tutrices et 216 pères/tuteurs** ont été enquêtés.
5. **Les grand-mères** des enfants ont aussi été interviewées, étant donné que certaines d'entre elles jouent un rôle important dans la garde et l'éducation de la petite enfance conformément aux traditions dans les pays africains. Pour cette catégorie, il a été décidé de déterminer un échantillon de convenance : au moins une grand-mère dans chacune des 17 communes couvertes et en les sélectionnant sur la base de critères tels que l'âge (60 ans au maximum) et le fait d'avoir des petits enfants qui fréquentent ou qui ont fréquenté un Espace Enfance. Au total, **21** grands-mères ont été touchées lors des enquêtes.
6. **Le personnel d'encadrement des Espaces Enfance** : à défaut de données précises au départ sur leur nombre, il a été considéré qu'à chaque Espace Enfance correspond un (e) animateur/animatrice (soit le nombre de 300 comme celui des Espaces Enfance en 2013 ou 286 en 2012). Au total, ce sont **136** animateurs/trices (sur 150 prévus) qui ont été interrogé(e)s (41 hommes, 95 femmes).

xiv) *Au niveau du groupe de bénéficiaires ou acteurs indirects des niveaux déconcentré et décentralisé :*

Il convient de distinguer deux sous-groupes pour cette catégorie de population enquêtée :

1. **Les acteurs indirects** dans les 17 communes couvertes par l'initiative. Dans ce cas, la taille des sous-échantillons est basée sur le raisonnement suivant :
 - si l'effectif total est faible (moins de 100) il est décidé de les interroger en totalité : c'est le cas du sous-groupe constitué par les DDEMP/CCS/CP (le corps d'encadrement), du sous-groupe appelé « Responsables communaux » (composé de maires, d'élus locaux, de médecins, de chefs de centre de promotion sociale, de médiatrices) et du sous-groupe formé par les responsables syndicaux, les membres de bureaux APE et les leaders communaux. Dans l'ensemble, ce sont 36 DDEMP/CCS/CP, 60 responsables communaux et 47 personnes du sous-groupe syndicats/APE/leaders qui ont été interviewés ;
 - si l'effectif total est supérieur à 100, la taille est fixée par convenance comme le cas des enseignants de CI ou de CP dont 142 ont été interrogés.
2. Les acteurs au niveau des 8 communes voisines ou environnantes non couvertes par l'expérimentation des Espaces Enfance. Les tailles des sous-échantillons ont été fixées par convenance: autorités communales (maires et élus locaux), administratives et éducatives, animateurs et enseignants, présidents des bureaux APE, mères et pères d'enfants d'âge préscolaire. Au total 128 personnes dans ces communes voisines ont été interviewées.

Pour cette deuxième phase de l'évaluation, ce sont 3223 personnes (62,78% de femmes, 37,22% d'hommes) qui ont été interrogées (soit un taux de couverture de 84% par rapport aux prévisions).

La sommation des différents effectifs atteint **3254** enquêtés (près de 38% d'hommes ou de garçons, 62% de femmes ou de filles) pour les deux grandes phases réunies avec un taux de couverture d'environ 84%. Les différences dans les taux de couverture en fonction des sous-groupes s'expliquent par des contraintes de terrain ou des opportunités sur lesquelles nous reviendrons plus tard.

Les tableaux 5, 6, 7, 7 bis et 8 ci-dessous indiquent la répartition des sous-groupes à enquêter tels que prévus et les sous-groupes enquêtés par zone, par département et par commune, puis un récapitulatif par département ainsi que la liste nominative complète des Espaces Enfance visités.

3.4 Les techniques et outils de collecte des données

Tableau n°5: Techniques, outils de collecte et unités enquêtées

Techniques	Instruments de collecte	Unités enquêtées	Effectifs enquêtés/Nb. d'outils
Analyse documentaire	Fiche/notes d'analyse	Toutes structures de l'éducation	-

Entretien individuel	Questionnaire écrit	Enfants des Espaces Enfance, élèves de CI/ CP, animateurs/animatrices, parents d'enfants, filles libérées et scolarisées	2789
	Guide d'entretien	Acteurs centraux et déconcentrés ou décentralisés	470
Entretien de groupes : discussions de groupes et/ou focus group	Guide d'entretien	Parents d'enfants	34 guides pour 42 enquêtés
Observations de terrain	Grilles d'observation	Espaces enfance (transformés ou non en EM, modélisés ou non, ou en cours de modélisation)	130

Pour collecter les données, il a été combiné quatre (04) techniques de collecte de données avec des outils de collectes spécifiques à chacune d'elles (voir Tableau n° 5 ci-dessus):

- a) **L'analyse documentaire** : Entamée dès la phase initiale de l'évaluation, l'analyse documentaire s'est poursuivie tout au long du processus avec notamment la collecte des documents au niveau départemental et communal.
- b) **Les entretiens individuels** : Comme lors de la phase initiale, des entretiens individuels ont été menés avec les acteurs directs et indirects des niveaux national, départemental et local.

A cet effet, deux types d'outils ont été utilisés pour le recueil de l'information :

- i. **un questionnaire** (à items semi-fermés) pour la plupart des bénéficiaires directs de l'initiative (enfants dont les filles libérées et scolarisées, parents, animateurs/animatrices) soit un total de **2789** personnes (1908 femmes/filles et 881 hommes/garçons) ; compte tenu des questions de langues, les enquêteurs ont été chargés de traduire les items dans la langue du milieu pour l'enquêté avant d'enregistrer ses réponses en français sur les fiches de questionnaire ;
 - ii. **un guide d'entretien** (items semi-ouverts) pour les grands-mères d'enfants des Espaces Enfance et pour tous les sous-groupes d'acteurs indirects des niveaux décentralisé et déconcentré ainsi que pour les acteurs des communes voisines.
- c) **Les discussions de groupe ou les focus group** : Elles ont été organisées avec des parents d'enfants afin d'approfondir la réflexion sur certains aspects de l'expérience des Espaces Enfances. A cet effet, une attention particulière a été apportée à la constitution des groupes : un groupe de mères/tutrices d'enfants et celui des pères/tuteurs d'enfants. Au total, ce sont 42 personnes qui ont participé à ces discussions sur la base d'un guide d'entretien de groupe. La conduite des échanges a été menée par un duo d'enquêteurs dont l'un joue le rôle d'animateur et l'autre celui d'observateur qui prenait des notes. Les débats contradictoires forts nourris ont permis de recueillir des données assez intéressantes.

- f) **Les visites et observations de terrain** : Des enquêteurs ont été choisis pour des observations de 130 Espaces Enfance en s'appuyant sur une grille d'observation.

3.5. *L'organisation de l'enquête*

3.5.1. *Le recrutement, la formation du personnel et l'enquête pilote*

Sous le contrôle du consultant international, un personnel (superviseurs et enquêteurs) a été recruté par le consultant national au sein de divers groupes d'intérêts : étudiants titulaires de la licence au moins, inspecteurs ou conseillers pédagogiques de la maternelle et du primaire à la retraite, directrices d'écoles maternelles à la retraite qui n'ont pas été mêlés à la mise en œuvre des Espace Enfance.

Parmi les critères de sélection figuraient en bonne place : la non participation à la mise en œuvre de l'expérience pour plus d'objectivité et d'impartialité, la compréhension d'au moins une langue nationale dominante parlée dans les communes concernées, une expérience dans une activité semblable (par exemple la participation à l'évaluation finale du projet de formation de 10 000 enseignants communautaires reversés contractuels de l'Etat en 2012), la disponibilité durant tout le processus, un bon état de santé physique et moral, etc.

Le recrutement, la formation et l'enquête pilote ont été effectués en deux temps :

- (i) Il a d'abord été procédé au recrutement d'un premier groupe de 36 enquêteurs (21 hommes, 15 femmes) et de 6 superviseurs (1 femme, 5 hommes) parlant les langues dominantes du sud (le fon, le nagot/yorouba et le wémé dans les départements de l'Atlantique, de l'Ouémé et du Plateau) et celles du centre (le fon et l'adja dans les départements du Zou et du Couffo). Ce groupe a été formé à Porto-Novo pendant deux (02) jours avant de mener une enquête pilote dans la localité voisine de Dangbo dans une troisième journée.

La formation a été conduite sur la base d'un module de formation (Cf. Annexe 6) qui a combiné diverses techniques et activités : exposés-discussions, jeux de rôles et simulation, travaux de groupes et plénières, etc. Les participants se sont ainsi familiarisés avec les outils et les techniques d'enquêtes (outils pour lesquels ils ont formulé des propositions d'amélioration), tout en recevant des consignes précises en particulier celles relatives aux aspects suivants : la nécessité d'entamer toute enquête par une phase de sensibilisation des interviewés **ou de créer un climat socio-affectif** afin de les mettre en confiance, les règles relatives à la confidentialité et à l'anonymat (nous y reviendrons).

L'enquête pilote du troisième jour a été menée dans cinq (05) Espaces Enfance préalablement identifiés par les consultants avec l'appui d'une médiatrice et répartis dans cinq (05) différentes localités rurales de la commune de Dangbo. A chaque Espace Enfance correspond un groupe de six (06) enquêteurs placés sous la responsabilité d'un superviseur. Le groupe est ensuite subdivisé en trois (03) sous groupes formés chacun de deux enquêteurs (un pédagogue, chef d'équipe et un « non pédagogue » étudiant). L'équipe est chargée de collecter les données auprès d'un échantillon de sous-groupes

cibles qui leurs sont affectés. De façon particulière, les directrices d'écoles maternelles retraitées, sont affectées prioritairement aux enquêtes auprès des enfants des Espaces Enfance en raison de leur expérience dans la prise en charge des tout petits. Un sixième groupe constitué de six (6) enquêteurs et d'un (1) superviseur a été responsabilisé pour réaliser les entretiens avec tous les responsables communaux ciblés pour l'évaluation.

Cette enquête pilote qui vient compléter la formation théorique reçue, a été l'occasion non seulement de renforcer les compétences des enquêteurs et superviseurs, de les soumettre à une épreuve pratique de terrain, mais aussi de tester les outils de collecte qui ont été ainsi améliorés de nouveau avant leur reproduction et conditionnement.

- (ii) Ensuite, un deuxième groupe de 36 enquêteurs (12 femmes, 24 hommes) et de 3 superviseurs (tous des hommes) a été recruté surtout sur la base du fait qu'ils parlent les langues dominantes du nord (le dendi et le bariba dans les départements de la Donga, de l'Alibori et du Borgou). Ce groupe a été formé de la même manière (contenu, module, enquête pilote, durée) que le précédent dans la commune de Bembereké. Notons que parmi eux figurent quelques uns du premier groupe ci-dessus.

En guise de compensations financières, il a été versé à ce personnel d'enquête: des frais de formation, des honoraires, des frais de communication téléphonique, des frais de transport. De même, il a été doté d'un minimum de matériels bureautique et de conditionnement des outils de collecte (chemise à rabat, stylo, gomme, crayon, bloc-notes).

Il convient de rappeler qu'il avait été prévu au départ un nombre plus élevé d'enquêteurs à recruter afin de ne retenir que les meilleurs à l'issue de chaque séance de formation. Mais des contraintes de temps n'ont guère permis d'appliquer cette disposition.

3.5.2. Le déroulement des travaux de collecte des données primaires

Pour la campagne de collecte des données les enquêteurs et superviseurs ont été déployés en cascade ou en trois temps: un premier groupe de 36 enquêteurs et de 6 superviseurs dans les communes situées dans les départements de la zone sud (Atlantique, Ouémé, Plateau), puis deuxième groupe de 36 enquêteurs et 3 superviseurs dans les départements du Zou et du Couffo de la zone centre ; un troisième groupe de 36 enquêteurs et de 3 superviseurs dans les départements de l'Alibori, du Borgou et de la Donga de la zone nord.

Dans le plan de supervision, il a été mis en place trois niveaux :

- (i) **Un premier niveau** de superviseurs constitués des enquêteurs désignés comme des chefs d'équipes (les pédagogues). Ils ont été chargés dans la mesure du possible, de relire les réponses des répondants dans les questionnaires afin d'identifier les réponses incomplètes ou erronées, interroger de nouveau les enquêtés si le besoin s'en faisait sentir ;
- (ii) **Un deuxième niveau** a été celui des superviseurs de zones ou de communes qui ont été recrutés spécialement et qui avaient la charge de vérifier si la collecte se déroulait conformément aux prévisions tout en veillant à la qualité du travail du premier niveau

de supervision. Ils ont également contribué à la collecte des données et rédigé des rapports de collecte dans leur zone respective. Leur nombre a varié pour des contraintes budgétaires: au nombre de six (06) dans la zone sud (où les effectifs d'enquêtes sont les plus élevés), les superviseurs ont été réduits à trois (03) dans les zones du centre et du nord ;

- (iii) **Le troisième niveau** est celui du consultant national qui a supervisé la collecte tout en y participant également: en effet, il s'est chargé des entretiens avec certains acteurs responsables au plan national ou départemental et a participé à certaines activités d'enquêtes surtout lors des focus group. Notons qu'il a été parfois amené à procéder à des séances de sensibilisation à la cause des Espaces Enfance lorsque le besoin s'était fait sentir.

Pour une gestion efficace de cette campagne, des outils ad 'hoc ont été produits et entre autres : le manuel de l'enquêteur, les plans de déplacement, les cahiers de charges, etc.

L'impression et la reproduction des instruments de collecte de l'information ont été centralisées à Porto-Novo. Le consultant national a planifié leur distribution par équipe dans les communes tout en veillant à prévoir des solutions sur le terrain en cas de difficultés (insuffisance quantitative des outils, présentation de mauvaise qualité, par exemples).

Tableau n°6: Répartition des enquêtés par zone, département et par commune selon les prévisions

Zones	Départements	Communes	Enfants des EE	Elèves de CI/CP	Filles libérées et scolarisées	Mères/ Tutrices	Pères/ Tuteurs	Grand- mères	Anima- teurs/tices	Enseignants de CI/CP	DDEMP/ CCS/CP	Responsables communaux	Syndicats/ APE/leaders	Acteurs communes voisines	Respons. Centraux	Total Général à enquêter
NORD	Alibori	Kandi	9	9	9	13	5	1	2	2	2	4	3	0	0	59
		Karimama	12	12	12	17	7	1	3	3	2	4	3	0	0	76
		Malanville	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	16	0	16
		Total/Alibori	21	21	21	30	12	2	5	5	4	8	6	16	0	151
	Borgou	Bembèrèkè	38	38	38	53	23	1	9	9	3	4	3	0	0	219
		Sinendé	29	29	29	41	17	1	7	7	2	4	3	0	0	169
		Kalale	46	46	46	64	28	1	10	10	2	4	3	0	0	260
		Gogounou	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	16	0	16
		Total/Borgou	113	113	113	158	68	3	26	26	7	12	9	16	1	665
	Donga	Djougou	34	34	34	48	20	1	8	8	2	4	3	0	0	196
		Ouake	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	16	0	16
		Total/Donga	34	34	34	48	20	1	8	8	2	4	3	16	0	212
	TOTAL 1/ZONE NORD		168	168	168	236	100	6	39	39	13	24	18	48	1	1028
CENTRE	Couffo	Klouékanmey	13	13	13	18	8	1	3	3	3	4	3	0	0	82
		Ialalo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	16	0	16
		Total/Couffo	13	13	13	18	8	1	3	3	3	4	3	16	0	98
	Zou	Djidja,	72	72	72	101	43	1	17	17	3	4	3	0	0	405
		Zakpota	38	38	38	53	23	1	9	9	2	4	3	0	0	218
		Zogbodomey	59	59	59	83	35	1	14	14	2	4	3	0	0	333
		Agbangnizouna	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	16	0	16
		Total/Zou	169	169	169	237	101	3	40	40	7	12	9	16	0	972
	TOTAL 2/ZONE CENTRE		182	182	182	255	109	4	43	43	10	16	12	32	0	1070
SUD	Départ. Atlantique Littoral	Sô-Ava	38	38	38	53	23	1	9	9	3	4	3	0	0	219
		Zè	12	12	12	17	7	1	3	3	2	4	3	0	0	76
		Allada	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	16	0	16
		Total/Atl./Litt.	50	50	50	70	30	2	12	12	5	8	6	16	18	329
	Départ. Ouémé	Adjohoun,	63	63	63	88	38	1	15	15	3	4	3	0	0	356
		Dangbo	46	46	46	64	28	1	10	10	2	4	3	0	0	260
		Bonou	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	16	0	16
		Total/Ouémé	109	109	109	152	66	2	25	25	5	8	6	16	20	652
	Départ. Plateau	Adja-Ouèrè	46	46	46	64	28	1	11	11	2	4	3	0	0	262
		Kétou	55	55	55	77	33	1	12	12	2	4	3	0	0	309
		Pobè	34	34	34	48	20	1	8	8	2	4	3	0	0	196
		Sakete	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	16	0	16
		Total/Plateau	135	135	135	189	81	3	31	31	6	12	9	16	0	783
	TOTAL 3/ZONE SUD		294	294	294	411	177	7	68	68	16	28	21	48	38	1764
TOTAL GENERAL		25 communes	644	644	644	902	386	17	150	150	39	68	51	128	39	3862

Tableau n°7: Répartition des enquêtés par zone d’enquête, département et par commune

Zones	Département s	Communes	Enfant s des EE	Elèves de CI/CP	Filles lib. et scol.	Mères/ Tutrice s	Pères/ Tuteur s	Grand - mères	Anima- teurs/tice s	Enseign. de CI/CP	DDEMP / CCS/CP	Respon . commu.	Syndicats / APE/Lead .	Acteurs com. Vois.	Respons. Centraux	Total Général
SR			0	7	0	0	0	0	0	0	4	6	0	0	0	17
NORD	Départ. Alibori	Kandi	10	9	9	9	4	1	2	2	1	4	2	0	0	53
		Karimama	12	12	12	12	5	1	2	3	2	4	3	0	0	68
		Malanville	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	16	0	16
		Total/Alibori	22	21	21	21	9	2	4	5	3	8	5	16	0	137
	Départ. Borgou	Bembèrèkè	38	36	25	27	13	1	9	9	2	4	1	0	0	165
		Sinendé	30	37	22	30	10	1	8	7	2	3	3	0	0	153
		Kalale	46	46	30	46	15	1	8	10	2	3	3	0	0	210
		Gogounou	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	16	0	16
		Total/Borgou	114	119	77	103	38	3	25	26	6	10	7	16	1(Parakou)	545
	Départ. Donga	Djougou	35	34	33	50	11	1	8	8	2	2	3	0	0	187
		Ouake	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	16	0	16
		Total/Donga	35	34	33	50	11	1	8	8	2	2	3	16	0	203
	TOTAL 1/ZONE NORD		171	174	131	174	58	6	37	39	11	20	15	48	1	885
CENTRE	Départ. Couffo	Klouékanmey	13	13	13	2	4	1	3	3	2	4	3	0	0	61
		Ialfo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	16	0	16
		Total/Couffo	13	13	13	2	4	1	3	3	2	4	3	16	0	77
	Départ. Zou	Djidja,	73	69	60	62	24	1	18	15	2	4	3	0	0	331
		Zakpota	39	39	40	41	12	1	8	10	2	3	3	0	0	198
		Zogbodomey	60	58	55	63	20	2	12	14	1	3	3	0	0	291
		Agbangnizoun a	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	16	0	16
		Total/Zou	172	166	155	166	56	4	38	39	5	10	9	16	0	836
	TOTAL 2/ZONE CENTRE		185	179	168	168	60	5	41	42	7	14	12	32	0	913
SUD	Départ. Atlantique Littoral	Sô-Ava	40	37	22	43	13	1	7	9	2	4	3	0	0	181
		Zè	14	13	12	25	4	1	3	3	2	2	2	0	0	81
		Allada	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	16	0	16
		Total/Atl/Litto.	54	50	34	68	17	2	10	12	4	6	5	16	12 (Porto- Novo)	290
	Départ. Ouémé	Adjohoun,	64	61	35	62	21	2	12	12	2	2	2	0	0	275
		Dangbo	46	45	34	50	15	2	11	11	2	3	5	0	0	224
		Bonou	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	16	0	16
		Total/Ouémé	110	106	69	112	36	4	23	23	4	5	7	16	18 (Cotonou)	533
	Départ. Plateau	Adja-Ouèrè	46	48	25	41	15	1	8	9	2	4	4	0	0	203
		Kétou	55	45	30	55	18	2	10	9	3	3	3	0	0	233
		Pobè	35	34	27	36	12	1	7	8	1	2	1	0	0	164
		Sakete	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	16	0	16
		Total/Plateau	136	127	82	132	45	4	25	26	6	9	8	16	0	616
	TOTAL 3/ZONE SUD		300	283	185	312	98	10	58	61	14	20	20	48	30	1439
TOTAL GENERAL		25 communes	656	643	484	654	216	21	136	142	36	60	47	128	31	3254

Tableau 7 bis: Synthèse de la répartition des enquêtés et des prévisions par département

Catégories d'acteurs	Alibori		Borgou		Donga		Couffo		Zou		Atlantique/Lit.		Ouémé		Plateau		SR	TOTAL	
	Prévus	Enquêtés	Prévus	Enquêtés	Prévus	Enquêtés	Prévus	Enquêtés	Prévus	Enquêtés	Prévus	Enquêtés	Prévus	Enquêtés	Prévus	Enquêtés		Prév us	Enquêtés
Enfants des Espaces Enfance	21	22	113	114	34	35	13	13	169	172	50	54	109	110	135	136	0	644	656
Elèves de CI/CP	21	21	113	119	34	34	13	13	169	166	50	50	109	106	135	127	7	644	643
Filles libérées	21	21	113	77	34	33	13	13	169	155	50	34	109	69	135	82	0	644	484
Mères/tutrices	30	21	158	103	48	50	18	2	237	166	70	68	152	112	189	132	0	902	654
Pères/tuteurs	12	9	68	38	20	11	8	4	101	56	30	17	66	36	81	45	0	386	216
Grand-mères	2	2	3	3	1	1	1	1	3	4	2	2	2	4	3	4	0	17	21
Animateurs/trices	5	4	26	25	8	8	3	3	40	38	12	10	25	23	31	25	0	150	136
Enseignants de CI/CP	5	5	26	26	8	8	3	3	40	39	12	12	25	23	31	26	0	150	142
DDEMP/CCS/CP	4	3	7	6	2	2	3	2	7	5	5	4	5	4	6	6	4	39	36
Responsables communaux	8	8	12	10	4	2	4	4	12	10	8	6	8	5	12	9	6	68	60
Syndicats/APE/leaders	6	5	9	7	3	3	3	3	9	9	6	5	6	7	9	8	0	51	47
Enquêtés/Communes voisines	16	16	16	16	16	16	16	16	16	16	16	16	16	16	16	16	0	128	128
Responsables centraux	0	0	1	1	0	0	0	0	0	0	18	12	20	18	0	0	0	39	31
TOTAL GENERAL	151	137	665	545	212	203	98	77	972	836	329	290	652	533	783	616	17	3862	3254

Tableau 8: Liste nominative des Espaces Enfance enquêtés par commune et par zone

ZONE SUD						
SO-AVA	ZE	ADJOHOUN	DANGBO	ADJA-OUERE	KETOU	POBE
Dogodo Houédo Houédo-Gbadji Sozoun Sô-Zounko 5	Gbégbéssa Waga Zoungbomey 3	Adja-Gbongodo Agbadagbédji Agué-kpota/ A Assigui-gbongodo Awo-godo Awonou Azizadogbamé Azozin Gbégbomè Gbékandji 2 Houèkpa Kakanitchoé Kodé Sissèkpa Sissèkpa-Houénoussou 15	Dangbo-honmè Allanwadan Djigbé Hétin-gléhoué Hétin-Sota Hondji Mondo-Tokpa Tokpa-koudjota Agbonou Dékangbo Dékin-Afio 11	Fouditi Gbahouété Honta-Madjiya Houédamè Illako-Abiala Lohoungbodjè Obèkè-Ouèrè Oko-Akaré 8	Adigoun Adja-Gbongodo Adjozounmè Aguidi Etigbo Ewè Kossikou Mowodani Adakplame 9	Akpatè Iga Igbo Edè Igbo Oscho Illèkpa Onigbolo-Village 6

ZONE CENTRE			
KLOUEKANMEY	DJIDJA	ZAKPOTA	ZOGBODOMEY
Fangbédjihoué Hondji Tokanmè-Aliho 3	Ayogbé Sozoun Dohouimè Dridji Gounoukouï Hounvi Kassèhlo Kokoékanmè Setto/ A Setto/ B Sozoun Tannouho Wogbayé Wokou Zinkanmè Sovlegni Honhoun Linsinlin 18	Tangbé Adjido Dogbanlin Adamè Adjoko Yohouè Adjogon Adjokan/ B Davego 9	Agonlin Avavi Don – Zoukoutoudja Hlagba – Lonmè Hlagba – Zakpo Hon Koto Kotokpa Koua 1 (Gnongambi) Koui Samionta Tègon – Agblata 12

ZONE NORD					
KANDI	KARIMAMA	BEMBEREKE	KALALE	SINENDE	DJOUGOU
Koutakroukou Podolafiarou 2	Karima centre Gourouberi 2	Basson Kokabo Nassa Saoré Sombouan2 Konou Sombouan 1 Pédarou Béroubouay 9	Boa Dangorou Kricoubé Zambara Gbassi Ouénagourou Angaradébou Boa Gango 8	Gakpèrou Diadia Goro Bani Kparo Niara Sikki Gourou Toumè Yarra 8	Atakossar Déwa Dendougou Goumbakou Sinassingou Tébou Moné Tchimbahou 8

Tableau n°9: Plan de collecte

1 Zones	2 Départements	3 Nb. de communes couvertes	4 Langues dominantes	5 Nb. D'EE enquêtés	6 Nb. d'acteurs enquêtés	7 Nb. de jours d'enquête	8 Nb. d'enquêtes par zone	9 Nb. d'interview / enquêteur et par jour	10 Nb de superviseurs
Sud	Atlantique	3	Fon Ouémè Nagot / Yo rouba	8	1439	6	36	7	6
	Ouémé	3		26					
	Plateau	4		23					
	Total/								
	moyenne 1	10		57					
Centre	Couffo	2	Fon Adja Nagot	3	913	5	36	5	3
	Zou	4		39					
	Total/								
	moyenne 2	6		42					
Nord	Alibori	3	Bariba Dendi	4	885	4	36	6	3
	Borgou	4		25					
	Donga	2		8					
	Total/								
	moyenne 3	9		37					
GENERAL (Total ou moyenne)		25		136	3254 (+17=SR°)	15	108	6	12

(Sources : enquêtes, 2013)

Le tableau 10 ci-dessus donne une idée des éléments du plan de collecte des données : il est rappelé dans ce tableau le nombre total de communes couvertes par les enquêtes (colonne 3), les langues nationales dominantes dans chaque département ou zone (colonne 4), le nombre des interviews par commune ou zone d'enquête (colonne 6), la durée de l'enquête (colonne 7), puis le nombre d'enquêteurs déployés pour couvrir ces interviews dans chaque commune (colonne 8) ; ce qui donne un nombre moyen de 6 interviews que chaque enquêteur a réalisées en une journée (colonne 9) ; le nombre de superviseurs par zone d'enquête (colonne 10).

Avant leur déploiement sur le terrain, ces enquêteurs et superviseurs ont été munis chacun d'un ordre de mission délivré par les autorités compétentes du MEMP en collaboration avec celles de l'UNICEF.

4 La prise en compte des questions d'éthique et d'équité

Les questions de l'équité et de l'éthique étant centrales dans le Programme Education de l'UNICEF, des efforts particuliers ont été fournis pour en tenir compte de façon permanente dans le processus d'évaluation à ces différentes phases et de faire en sorte que cette évaluation soit aussi proche que possible de celle axée sur l'équité, selon les recommandations de l'UNICEF.

A cet effet, une attention particulière a été accordée : (i) A la phase de sensibilisation **ou de création d'un climat socio-affectif propice**) qui doit précéder tout entretien avec un enquêté ; (ii) à la prise en compte autant que possible de certains critères d'équité dans l'échantillonnage : femmes ou filles/hommes ou garçons (« dynamique sexo-spécifique », zones moins défavorisées/ plus défavorisées ou zones déshéritées; (iii) à l'examen de la prise en compte des droits spécifiques des enfants lors des séances d'interviews : droit à la parole, etc. ; (iv) à la prise de mesures pour assurer la conformité avec les codes internationaux légaux relatifs par exemple, aux interviews d'enfants.

De même, un maximum de précautions a été pris pour préserver la confidentialité des données. Dans ce sens, un avant-propos précède chaque questionnaire et des consignes ont également été données aux enquêteurs (lors des formations et en introduction aux guides d'entretiens) pour les interviews individuels et les focus group. L'assurance a été aussi garantie aux enquêtés que les données seront traitées dans le plus strict anonymat.

5 Le traitement et l'analyse des données

A l'issue de la campagne de collecte, les consultants ont réalisé les premières tâches de vérification et d'apurement avec l'appui d'un informaticien statisticien. Ce dernier a d'abord procédé à l'élaboration des manuels de codification et des masques de saisie en utilisant le gestionnaire de bases de données Microsoft Office Access et le tableur Microsoft Office Excel. Puis il a effectué la codification du questionnaire avant de superviser le travail d'encodage et de saisie des données qui a été réalisé pendant 9 jours par 20 personnes ayant une certaine expérience dans la saisie et/ou la codification de données.

Enfin, le technicien de la statistique a procédé à la vérification, à l'apurement des fichiers puis à la désagrégation des données saisies (tableaux, graphiques) selon la demande des consultants. Une autre équipe de 5 personnes (choisies parmi les 20 secrétaires de codification et de saisie) a été constituée pour une saisie exhaustive des réponses aux questions ouvertes codifiées et relativement à quelques outils de collecte pendant deux (2) jours. Le logiciel SPSS a été exploité pour l'affinement des analyses lors de cette dernière phase.

6 Des difficultés rencontrées, des opportunités offertes et des limites de l'évaluation

6.1 *De multiples contraintes de terrain et des opportunités*

Deux contraintes majeures ont été vécues lors de la collecte des données secondaires : (1) la première est liée à l'indisponibilité des responsables centraux (membres de Cabinet, Directeurs techniques) et déconcentrés (DDEMP) au niveau du MEMP ; car ils étaient pour la plupart absorbés par les préparatifs de la rentrée scolaire 2013-2014.

Pour ce qui est de l'étape de la collecte des données primaires, bien de difficultés ont aussi été rencontrées et entre autres : i) l'inaccessibilité de beaucoup d'Espaces Enfance dans certaines communes du nord et du sud. Les enquêteurs ont dû à maintes reprises renoncer à visiter certains centres tellement ils étaient isolés par des cours d'eau ou par le manque de voies de communication ; ii) Le coût élevé des transports et les longues distances à parcourir dans la zone nord qui ont joué négativement sur les prestations des enquêteurs et superviseurs ; (iii) la réduction du nombre de superviseurs dans les zones centres et nord due à des contraintes budgétaires. (iv) La dégradation momentanée de l'état de santé du consultant national à l'étape du Nord n'a pas trop arrangé les choses dans ces tâches de supervision.

Toutefois, des opportunités ont beaucoup facilité la campagne de collecte des données : en premier lieu, les sacrifices consentis par les enquêteurs et superviseurs eux-mêmes qui n'ont pas hésité à supporter des dépenses supplémentaires relatives , par exemple, aux suppléments de frais de transports assez onéreux dans les zones du nord ou l'achat de cadeaux aux enfants en vue d'instaurer un climat socio-affectif favorable pour les interviews ; en second lieu, la grande mobilisation de tous les acteurs des différents niveaux : DDEMP qui ont bien voulu faire les diligences nécessaires pour faciliter la mission aux enquêteurs dans leur département ; les CCS qui ont bien voulu et qui ont parfois déplacé les enquêteurs compte tenu de l'insécurité à certains endroits, de l'impraticabilité des voies d'accès et de l'inexistence de taxi-motos à d'autres ; CP, médiatrices, directeurs d'écoles, maires de communes, chefs de village qui ont facilité la mobilisation des enquêtés (parents, enfants, etc.).

6.2 *Des difficultés méthodologiques et des limites à cette évaluation*

Elles portent sur les points suivants :

- (1) la grande masse de documents mis à disposition (plusieurs milliers de pages à analyser en peu de temps) ; de plus les données statistiques relatives aux Espaces Enfance se sont révélées parfois difficiles à déchiffrer par endroits à cause de certaines lacunes et/ou incohérences observées, sans oublier des imprécisions;

- (2) la grande diversité des profils des enquêtés qui induit un grand nombre d'outils de collecte (une vingtaine au moins) qui se sont révélés assez lourds surtout que le temps ne nous a pas permis de les relire et les alléger ;
- (3) la nécessité de recourir à la traduction des items en langues nationales qui est cause parfois d'erreurs dans les réponses (incohérentes ou non sens, sans objet par rapport à la question posée); ce qui dénoterait, soit des difficultés de traduction de la question par l'enquêteur pour l'enquêté, soit une difficulté à transcrire la réponse de l'enquêté par l'enquêteur ;
- (4) l'interview des tout petits qui s'est révélée un exercice délicat en dépit du fait qu'il ait été confié à des spécialistes (animatrices, éducatrices à la retraite) ; celles-ci ont dû recourir à des séances de mise en confiance par des jeux, de donation de cadeaux, etc., avant d'arracher des réponses aux questions posées.

Compte tenu des contraintes précédentes et d'autres raisons, cette évaluation comporte des limites objectives :

- (1) le caractère incomplet et imprécis des données statistiques de base sur les Espaces Enfance : ainsi le nombre exact d'Espaces Enfance tout comme celui des animateurs/animatrices (leur répartition par sexe) ne sont pas encore précis tout comme celui des Espaces non fonctionnels, non modélisés ou en cours de modélisation ; certains chiffres à leur sujet dans le rapport sont encore approximatifs et doivent donc être considérés comme des repères;
- (2) la nature volatile des informations qualitatives accentuée par les déformations possibles résultant des traductions multiples des questions/réponses dans les langues nationales (comme cela est indiqué précédemment).

En vue d'atténuer les effets de ces difficultés et limites, de réduire les biais autant que possible, nous avons essayé au maximum d'appliquer rigoureusement le principe de triangulation, de diversifier en amont la formulation des items, d'apporter un soin particulier dans les activités d'apurement ou de dépouillement.

En dépit de toutes ces précautions, la prudence scientifique nous a parfois conduit à considérer ou à formuler quelques données ou conclusions au conditionnel ou du moins avec une certaine réserve.

7. Rappel du projet de chronogramme de travail adopté au début de l'évaluation

Tableau n°9 bis : Chronogramme détaillé des activités

Activités	Résultats	Durée (jours)	Période indicative
Grande phase initiale 1 : collecte et analyse de données secondaires			
Réunion de cadrage Elaboration du rapport technique et des outils Elaboration du plan d'analyse	<ul style="list-style-type: none"> - Les commanditaires et les consultants ont la même compréhension des TDR de l'évaluation - Un rapport technique présentant la méthodologie de l'étude, y compris les outils de collecte des données, est validée par le comité de pilotage - Un plan d'analyse est élaboré et validé. 	5	Du 9 au 13 septembre 2013
Collecte des données secondaires et rédaction d'un rapport analytique	<ul style="list-style-type: none"> - Les documents sont collectés et analysés. Des entretiens sont réalisés avec les acteurs nationaux (Ministères, UNICEF, etc.) pour compléter les données de l'analyse documentaire. - Un rapport analytique est rédigé et validé. 	10	Du 16 au 27 septembre 2013
Grande phase 2 : investigations plus poussées			
Recrutement, formation d'enquêteurs, de superviseurs et enquête pilote	<ul style="list-style-type: none"> - Des enquêteurs et superviseurs sont recrutés, formés dans une commune concernée - Une enquête pilote est menée dans une des 17 communes concernées : les compétences des enquêteurs sont renforcées et les outils de collecte sont testés 	4 jours	Du 30 septembre au 3 octobre 2013
Collecte des données primaires	<ul style="list-style-type: none"> - Les outils de collecte sont améliorés et reproduits suite à l'enquête pilote - Les enquêteurs et superviseurs sont déployés sur le terrain - Les données sont collectées dans les différentes localités échantillonnées et 	16	

	auprès des différents acteurs identifiés.		Du 7 au 26 octobre 2013
Dépouillement, traitement et analyse des données Rédaction du rapport provisoire	<ul style="list-style-type: none"> - Des masques de saisie et des manuels de codification des questionnaires sont conçus - Les questionnaires remplis sont dépouillés et les données saisies et traitées par ordinateur - Les données statistiques sont désagrégées - Les données qualitatives sont dépouillées à l'ordinateur - L'ensemble des données collectées est analysé - Un rapport provisoire de l'évaluation est rédigé à l'intention du commanditaire qui formule des observations. 	20	Du 28 octobre au 19 novembre 2013
Finalisation du rapport et restitution de l'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> - Un rapport final est élaboré par la prise en compte des observations formulées précédemment par le comité de pilotage - Le rapport final est l'objet d'un atelier de restitution - Le rapport final est amélioré de nouveau et déposé auprès du commanditaire. 	5	Du 20 au 25 novembre 2013
Total		60	

8. Quelques règles (ou orientations) de lecture des résultats

- xv) Dans tous les cas de figure, nous parlons de « répondants » aux questionnaires ou de personnes interrogées: les résultats sont bien ceux exprimés par rapport à l'ensemble des répondants aux questionnaires.
- xvi) Les pourcentages ne sont exprimés que lorsque le nombre de répondants au questionnaire est supérieur à 80. Dans le cas contraire et de façon générale, la fréquence est mentionnée en chiffres absolus (par rapport au total de répondants. Exemple : « 13 responsables de structures sur 37 (ou 13/37) ou 30 responsables de communes sur 60 (ou 30/60) affirment que ... »).

- xvii) Les questions ouvertes ont été codées de manière inductive, par la constitution de catégories de réponse au fil du dépouillement. Le total des fréquences doit donc se lire par rapport à chacune des catégories relevées dans les réponses, et non en référence au nombre de répondants.
- xviii) Toutes les réponses aux questions ouvertes ne sont pas quantifiées. Lorsque le nombre de répondants est trop faible, les réponses sont listées de manière qualitative.
- xix) Pour le rapport, seuls les résultats significatifs ont été utilisés. Pour le reste, nous renvoyons aux annexes ci-dessous où se trouve l'ensemble des données synthétisées avec les fréquences de réponse à côté de la plupart des questions (voir Annexe 7, Annexe 8 et Annexe 16).
- xx) Au sein du groupe des élèves de CI/CP qui ont été interrogés, on compte une minorité qui est d'un niveau supérieur (CE par exemple, voir Tableau 47 en Annexe 8) ; le vocable « élèves de CI/CP » est utilisé pour plus de commodité.

Annexe 6

Module de formation des enquêteurs et superviseurs

MODULES DE FORMATION DES ENQUETEURS ET SUPERVISEURS

I - ACTIVITES D'APPRENTISSAGE/FORMATION

ACTIVITE 0 : Pré-test

Objectifs : - Recueillir les pré requis des participants sur la collecte des données du terrain,

- Recenser leurs besoins en informations.

Durée : 30 min.

Stratégie : Brainstorming.

Matériel : Tableau flirt Sharp, marqueurs.

Consigne de travail :

Vous allez vivre pendant ces deux (2) jours une formation sur la collecte des données du terrain dans le cadre de l'évaluation des espaces enfance de l'UNICEF/MEMP. On vous demande de :

xxi) Dire ce que vous savez d'une telle opération (si vous avez déjà vécu une telle expérience)

xxii) Exprimer vos besoins en informations complémentaires.

ACTIVITE 1 : Informations générales sur la mission de collecte de données.

Objectifs :

- Informer les agents de collecte des données sur le contexte, les objectifs, les résultats attendus de l'évaluation, les critères et les indicateurs,
- exprimer leurs besoins complémentaires en information.

Durée : 02 heures.

Stratégie : Travail de groupes, Plénière.

Matériel : Termes de Référence de l'évaluation.

Consigne de travail :

Voici quelques extraits des termes de référence de l'évaluation des espaces enfance UNICEF/MEMP. On vous demande de :

xxiii) lire le contexte, les objectifs, les résultats attendus, les critères et les indicateurs de l'évaluation,

xxiv) dire la compréhension que vous avez du document,

xxv) exprimer vos besoins en informations complémentaires.

ACTIVITE 2 : Etude technique des outils de collecte de données.

Objectifs :

- Analyser le contenu de chacun des outils de collecte de données,
- Expliquer chacun des items formulés dans chacun des outils,
- Identifier les stratégies de recueil de l'information appropriées à chaque type d'outil,
- Formuler des remarques et ou suggestions sur les outils pour leur amélioration et leur utilisation.

Durée : 04 heures.

Stratégie : Travail de groupes, Plénière.

Matériel : Outils de collecte proposés.

Consigne de travail :

Voici quelques outils de collecte de données conçus pour l'évaluation des espaces enfance UNICEF/MEMP. On vous demande de (d') :

- xxvi) analyser le contenu de chacun des outils de collecte de données,
- xxvii) identifier les stratégies de recueil appropriées à chacun de ces outils,
- xxviii) formuler toutes les interrogations qui vous paraissent nécessaires à leur utilisation optimale,
- xxix) proposer des améliorations à ces outils de collecte.

ACTIVITE 3 : Cahier des charges des agents de collecte de données.

Objectifs :

- Simuler une activité de collecte des données.
- Identifier les activités à mener sur le terrain de collecte,
- S'appropriier les comportements idoines à adopter sur le terrain de collecte,
- Echanger les expériences sur l'opération de collecte des données quantitatives et qualitatives,
- Formuler des remarques et ou suggestions sur les apports d'information proposés.

Durée : 01 heure 30

Stratégie : Jeu de rôles.

Matériel : Documents ad 'hoc.

Consigne de travail :

Paul et Jacques, deux enquêteurs ainsi que Estelle et Abou deux superviseurs ont été invités par leurs collègues en formation à échanger sur les activités qui les attendent chacun dans sa position, et les types de comportements à adopter lors d'une mission de collecte de données sur le terrain. On vous demande de (d'):

xxx) suivre attentivement vos 4 collègues durant leurs échanges,

xxxi) apprécier leurs prestations en faisant ressortir vos satisfactions et ou les points à améliorer,

xxxii) proposer des améliorations aux stratégies de collectes et comportements proposés.

ACTIVITE 4 : Technique de l'entretien et le focus group.

Objectifs :

- Découvrir la technique de l'entretien et celle du focus group,
- S'approprier les conditions et les comportements idoines pour un entretien ainsi Que pour le focus group,
- Simuler un entretien avec un autre participant à la formation
- Simuler un focus group avec ses camarades en formation
- Formuler des remarques et ou suggestions sur les outils pour leur amélioration.

Durée : 04h.

Stratégie : Jeu de rôles, Plénière.

Matériel : Termes de Référence de l'évaluation.

Consigne de travail :

Dans le cadre de l'activité future à mener sur le terrain, vos collègues se proposent de réaliser un entretien avec l'un des outils mis à leur disposition et un focus group prévu pour certaines cibles à enquêter sur le terrain. On vous demande de :

xxxiii) suivre attentivement les comportements et gestes de vos collègues,

xxxiv) formuler toutes vos remarques sur ce que vous avez vu au regard de vos prérequis,

xxxv) réaliser une synthèse du processus ou de la démarche d'un entretien et d'un focus group,

xxxvi) proposer des améliorations à ce qui a été fait.

ACTIVITE 5 : Organisation pratique de l'enquête pilote.

Objectifs :

- Réaliser le zonage des lieux de l'enquête pilote,
- Inventorier toutes les dispositions pratiques et les moyens pour réussir,
- Répartir les tâches entre acteurs,
- Formuler des remarques et ou suggestions éventuelles.

Durée : 01h 30 min.

Stratégie : Plénière.

Matériel : Outils de collecte, termes de Référence de l'évaluation.

Consigne de travail :

Dans la journée de demain, vous allez procéder avec l'équipe d'encadrement à une enquête pilote dans la commune de Dangbo pour tester les informations reçues et les outils de collecte. On vous demande de :

- xxxvii) proposer un type de zonage pour l'endroit en question,
- xxxviii) identifier les rôles de chacun des acteurs,
- xxxix) Faire le point des moyens nécessaires à la mission,
- xl) explorer par anticipation les problèmes ou difficultés éventuelles par expérience à des opérations auxquelles vous avez participées par le passé.

ACTIVITE 6 : Objectivation

Objectifs : Faire le point de la formation

Durée : 30mn.

Stratégie : travail collectif.

Matériel : Rapports journaliers.

Consigne de travail :

Vous avez participé à une activité de formation sur les modalités pratiques d'organisation de l'opération de collecte de données. On vous demande de :

- xli) dire ce que vous avez appris
- xl ii) présenter les difficultés que vous avez rencontrées
- xl iii) dire comment vous les avez surmontées
- xl iv) réagir par rapport à des activités d'évaluation
- xl v) exprimer les problèmes restés en suspens à votre niveau,
- xl vi) évaluer l'atelier.

III ELEMENTS DE REPONSE

1 Contexte et justification

Pour remplir ses engagements nationaux et internationaux, le Gouvernement du Bénin entretient, depuis plusieurs années, une coopération dynamique avec le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF). Dans ce cadre, le Programme Education appuie l'ensemble du système éducatif, notamment l'éducation des enfants dans 18 communes ciblées pour leurs faibles indicateurs de préscolarisation et d'éducation primaire. Grâce à cet accompagnement, le Ministère en charge des enseignements maternel et primaire développe depuis 1997, avec les communautés, l'expérience des Espaces Enfance pour assurer l'encadrement des jeunes enfants de 2 ans et demi à 5 ans.

Il convient de souligner que l'intérêt du Gouvernement pour l'éducation et l'éveil de la petite enfance s'est vu renforcé par la Loi N° 2003-17 du 11 novembre 2003 portant orientation de l'éducation nationale en République du Bénin qui considère l'enseignement maternel comme une priorité. Aussi le Plan Décennal de Développement du Secteur de l'Education (PDDSE 2006-2015) recommande-t-il l'approche communautaire afin de permettre une amélioration de la préscolarisation des enfants au Bénin. L'expérience des Espaces Enfance s'inscrit dans cette optique.

L'Espace Enfance est un établissement préscolaire mis en place en milieu rural pour accueillir de jeunes enfants confiés à l'encadrement d'un animateur ou d'une animatrice recruté(e) et dont le service est rémunéré par la communauté. Dénommés «espaces éducatifs »³ dès le début de leur création, les Espaces Enfance sont des écoles maternelles communautaires dont les objectifs n'ont pas fondamentalement varié d'un cycle de coopération à un autre.

En effet, l'Espace Enfance vise, entre autres, à:

- xlvi) inciter les mères à libérer les filles pour l'école;
- xlvi) libérer les mamans pour les activités génératrices de revenus;
- xlix) favoriser la socialisation et la stimulation de l'enfant; et
- l) préparer les jeunes enfants pour l'école.

Tout comme à l'école maternelle, les enfants fréquentant l'Espace Enfance mènent des activités qui concourent à leur éducation, leur éveil, bref à leur «développement global dans ses multiples aspects intellectuel, psychomoteur et socio-affectif ». Par ailleurs, ils bénéficient d'un suivi sanitaire (visites médicales et déparasitage systématique). A ce jour, les espaces enfance sont implantés dans 17 des 18 communes d'intervention du Programme Education : Karimama, Malanville et Kandi (Alibori), Bembéréké, Sinendé et Kalalé (Borgou), Djougou (Donga), Klouékanmè (Couffo), Adja-Ouèrè, Pobé et Kétou (Plateau), Adjohoun et Dangbo (Ouémé), Sô-Ava et Zè (Atlantique) et Djidja, Zakpota et Zogbodomè (Zou). Au cours de l'année scolaire 2010-2011, 268 Espaces Enfance ont encadré 11510 enfants dont 5975 filles.

Après 15 années de pratique⁴, il apparaît aujourd'hui indispensable, pour le Gouvernement et tous les acteurs, de marquer un arrêt pour évaluer l'expérience des Espaces Enfance. Prenant en compte cette

³ Cycle 1994-1998 du programme de Coopération Bénin-UNICEF

⁴Le premier espace enfance a été ouvert en 1997 à Bouanri (commune de Bembéréké) dans le Nord Bénin

préoccupation, la revue à mi-parcours (RMP) du Plan d'Action de Programme de Pays (CPAP) du Programme de Coopération Bénin-UNICEF 2009-2013 a fortement recommandé l'évaluation des Espaces Enfance, activité d'ailleurs inscrite dans le Plan Intégré de Suivi-Evaluation (PISE).

L'évaluation vise essentiellement les Espaces Enfance, à savoir ceux encore sous la tutelle des communautés ainsi que ceux convertis en écoles maternelles publiques par le Ministère des Enseignements Maternel et Primaire.

Utilisation et dissémination des résultats de l'évaluation

A l'issue de l'évaluation, les résultats seront partagés (ateliers, discussions de groupes) avec les acteurs impliqués aux niveaux :

- li) central (directions techniques du MEMP, Partenaires Techniques et Financiers, ONG...)
- lii) déconcentré (Directions Départementales des Enseignements Maternel et Primaire, circonscriptions scolaires et écoles).
- liii) décentralisé (collectivités et communauté).

Ces résultats aideront le Gouvernement et ses partenaires à définir les stratégies à développer, y compris des plaidoyers éventuels pour renforcer l'appropriation de l'expérience des Espaces Enfance et son passage à l'échelle.

2 Objectifs de l'évaluation

2.1. Objectif général

L'objectif général de cette évaluation est de permettre au Gouvernement et à ses partenaires de disposer d'informations descriptives et analytiques sur l'expérience des espaces enfance afin de renforcer les stratégies nationales d'appropriation de l'approche communautaire de la préscolarisation telle que recommandée par le Plan Décennal du Secteur de l'Education 2006-2015.

2.2. Objectifs spécifiques

Il s'agira de:

- Evaluer la performance, notamment la pertinence, l'efficacité, l'efficience, les facteurs favorisant ou défavorisant la pérennité de l'expérience des Espaces Enfance ;
- Analyser les coûts, et les ressources, dans le but d'informer un plan de passage à l'échelle ;
- Identifier les forces et faiblesses, les leçons tirées de l'expérience, les opportunités et les menaces ;
- formuler des recommandations et des stratégies opérationnelles afin d'améliorer, de pérenniser et d'étendre l'expérience des Espaces Enfance à d'autres communes.

3 Portée de l'évaluation

La performance des Espaces Enfance sera évaluée en mettant en exergue la dynamique sexo-spécifique et la prise en compte des plus défavorisés, tant dans les stratégies d'intervention que dans les résultats obtenus. Elle abordera à cet effet, entre autres, les questions suivantes :

3.1. *Pertinence*

- Les Espaces Enfance répondent-ils aux besoins des enfants, de leurs parents, des collectivités et de la communauté?
- L'expérience est-elle en concordance avec les priorités nationales ?
- Y-a-t-il eu une évaluation des besoins au démarrage prenant notamment en compte les plus défavorisés ?
- Dans quelle mesure l'expérience des Espaces Enfance a planifié de traiter les besoins des filles et des garçons, en particulier ceux des groupes les plus défavorisés ?
- Les objectifs planifiés sont-ils en adéquation avec la réalisation des objectifs nationaux?

3.2 *Efficacité*

- Les résultats visés par l'expérience des Espaces Enfance sont-ils atteints ? Si oui, quelles sont les réalisations majeures ?
- Dans quelle mesure les résultats obtenus ont contribué à la réalisation des objectifs nationaux ?
- Les résultats obtenus ont-ils profité aux filles et aux garçons, surtout ceux des zones les plus défavorisées? Si oui/non, en donner les preuves ?
- Quelles sont les contraintes majeures, aussi bien liées à l'offre qu'à la demande, qui ont entravé l'atteinte des résultats planifiés ?
- Quelles sont les opportunités qui pourraient se développer dans la perspective de l'extension et du passage à l'échelle nationale ?

3.3 *Efficiencia*

- Dans quelle mesure ya-t-il eu une utilisation judicieuse et optimale des ressources financières, matérielles et humaines pour l'atteinte des objectifs ?
- Quels sont les autres facteurs institutionnels et environnementaux qui ont amélioré ou réduit l'efficiencia de l'expérience ?

3.4 *Durabilité/pérennité*

- Le Gouvernement, les mairies et les communautés se sont-ils approprié l'expérience des Espaces Enfance ? Si oui, comment ? Si non, pourquoi ?
- La structure des coûts et leur répartition actuelle entre les différents acteurs permettent-elles le passage à l'échelle ?

Quels sont les autres facteurs de pérennisation de l'expérience des Espaces Enfance?

3.5 *Impact*

- Dans quelle mesure les Espaces Enfance ont permis de fournir aux enfants qui les fréquentent un minimum de paquet de services intégrés (établissement des actes de naissance, éducation/éveil, vaccinations, déparasitage, prise en charge et référence pour les cas de maladies) ?

- L'expérience des Espaces Enfance a-t-elle influencé la perception des familles et des communautés sur la préscolarisation ? Donnez en quelques preuves.
- Y a-t-il un effet d'imitation par les écoles/communes voisines non appuyées par le projet ?

4 Clarifications conceptuelles

- **Un objectif** : C'est un résultat attendu d'une action que l'on s'est donnée.
- **Un résultat** : C'est un changement voulu d'un état ou d'une condition. Il doit être mesurable et provient d'une relation de cause à effet.
- **Un critère** : C'est la mesurabilité la meilleure possible du résultat proposé.
- **Un indicateur** : C'est le facteur ou la variable, de nature quantitative ou qualitative, qui constitue un moyen simple et fiable de mesurer ou d'informer des changements liés à l'intervention ou d'aider à apprécier la performance d'un acteur de développement ou la plus-value qu'il apporte» (OCDE).

NB : Les résultats attendus sont fonction des objectifs définis au départ ou réajustés en cours de route. Le critère quant à lui, découle du résultat attendu puisqu'il fixe la qualité attendue de ce résultat. Les indicateurs sont la manifestation ou l'explicitation des critères fixés au départ.

Selon le guide des Nations Unies sur le suivi et l'évaluation (2009),

- **La pertinence** fait référence au degré de compatibilité qu'une initiative de développement et ses produits et effets escomptés entretient avec les politiques nationales et locales et avec les priorités et les besoins des bénéficiaires visés.
- **L'efficacité** est la mesure du niveau de réalisation des résultats (produits ou effets) escomptés d'une initiative donnée ou la mesure des progrès réalisés pour l'atteinte des produits ou effets.
- **L'efficience** mesure la manière avec laquelle les ressources ou les apports (tels que les fonds, la compétence et le temps) sont transformés de façon économe en résultats. Une initiative est considérée efficiente lorsqu'elle utilise les ressources correctement et de façon économe pour atteindre les produits souhaités.
- **La durabilité** mesure le degré auquel les bénéfices des initiatives perdurent après que l'aide au développement en provenance de l'extérieur ait touché à sa fin. Evaluer la durabilité implique une appréciation du niveau auquel les pertinentes conditions sociales, économiques, politiques et autres sont réunies et, toujours sur la base de cette appréciation, d'effectuer des projections sur la capacité nationale à maintenir, diriger et garantir les résultats du développement dans le futur.
- **L'impact** mesure les changements dans le développement humain et dans le bien-être des populations apportés, directement ou indirectement, prévus ou non, par les initiatives de développement.
- **Les données quantitatives** : Elles décrivent l'envergure du changement. Par exemple, combien de personnes ont bénéficiées de l'intervention. Elles placent l'information qualitative en perspective c.-à-d. sa représentativité. Elles ne sont pas forcément plus objectifs ou rigoureux que les indicateurs qualitatifs.

- **Les données qualitatives** : Ce type de données décrit les dynamiques du changement et donne vie aux chiffres. Ce type de données peut être plus compréhensible pour des personnes sans éducation statistique. Il peut être objectif et rigoureux avec de bons processus de collecte et analyse des données.

5 Cahier des charges des Superviseurs

- Encadrer environ 06 enquêteurs d'un ou de plusieurs communes placés sous sa responsabilité,
- Contrôler leur présence au poste pour s'assurer du respect du chronogramme qu'eux-mêmes ont établi et remis,
- Contre-expertiser le travail qu'ils font sur le terrain en les suivant dans certaines écoles ou milieu ou en repassant à l'endroit pour vérifier la qualité du travail accompli,
- Suivre chaque enquêteur au moins deux (2) demi-journées sur les jours que durera le travail,
- Se déplacer avec les fournitures nécessaires et disponibles à chacun des membres de sa zone de couverture,
- Faire un point quotidien des travaux faits avec les enquêteurs au cours d'une rencontre ou par communication téléphonique,
- Faciliter le travail aux enquêteurs ou apporter des remédiations à tout ce qui peut être objet de blocage,
- Rencontrer les autorités hiérarchiques locales ou non (CCS ou CP ou Maire) avec celui ou ceux qui en sont chargés et suivre ou réaliser soi-même l'entretien avec ces autorités,
- Echanger avec le C/CS et les CP au besoin sur la liste des Espaces Enfance ou écoles maternelles ou primaires à visiter pour étudier objectivement avec eux des réajustements possibles compte tenu des réalités du terrain (inondation, voie d'accès difficile etc.),
- Réaliser les échanges de groupe (focus group) prévus notamment avec les femmes mères des filles libérées,
- Réaliser dans les cas où les équipes sont submergées, les entretiens dans les communes voisines de celles où il y a des espaces enfance, après en avoir discuté avec les CCS et ou CP,
- Disposer à tout moment d'informations susceptibles d'être répercutées aux consultants s'ils en faisaient la demande,
- Collecter les grilles chez tous les enquêteurs chaque soir où selon une périodicité qu'ils auraient convenu ensemble,
- Faire preuve à la fois de rigueur et d'humilité et de sens élevé de compréhension,
- Respecter l'éthique et ne pas s'adonner à des actes de corruption quels qu'ils soient,
- Privilégier l'approche genre lorsque vous êtes obligé de recourir au volontariat.

6 Cahier des charges des enquêteurs

- Elaborer un chronogramme des activités à mener dans votre axe durant la mission (Espaces Enfance et écoles à visiter chaque jour, responsable de chaque activité au niveau de votre équipe, moyens de travail, itinéraire à parcourir chaque jour, ...)
- Elaborer un plan de déplacement pour votre équipe que vous soumettrez après accord parties à votre superviseur,
- Faire un point chaque soir entre enquêteurs en vue d'harmoniser les informations collectées dans chaque Espace Enfance ou chaque école,
- Faire remplir les questionnaires par les intéressés lettrés eux-mêmes en votre présence (pour clarifier certaines questions éventuellement) ou le faire par vous-même et remplir vous-mêmes effectivement les guides d'entretien à votre disposition avec les intéressés et non en différé,
- Réaliser avec la coopération de votre second ou celle de votre superviseur lorsque ceci est possible le ou les focus group prévus avec les différents acteurs planifiés pour l'opération,
- Développer un leadership de grande écoute et de compréhension lors de la mission de collecte des données et ne pas créer ou entretenir de situations conflictuelles préjudiciables aux résultats attendus,
- Se rabattre sur le superviseur de sa zone dès qu'un problème à caractère administratif d'importance s'est posé à vous,
- Remplir les outils de collecte des données chaque jour afin de réduire la distorsion des informations lorsque vous allez vous résoudre à le faire,
- Faire preuve de courtoisie et d'humilité dans l'exercice de ses fonctions,
- Respecter l'éthique et ne pas s'adonner à des actes de corruption quels qu'ils soient,
- Privilégier, lorsque vous êtes obligé de recourir au volontariat, l'approche genre,
- Respecter les règles internationales en matière d'interview avec les enfants et les adolescents,
- Prendre l'avis et/ou informer le superviseur lorsque les circonstances vous obligent à recourir au volontariat sur le terrain,
- Attribuer nécessairement une note à l'observation de l'espace enfance que vous aurez retenu à cet effet.

7 Quelques consignes méthodologiques

- Ecrivez LISIBLEMENT. Tout entretien non lisible ne pourra être pris en compte. Lorsque l'enquêteur remplit lui-même son questionnaire, veillez également à ce que son écriture soit lisible/
- Dans l'exercice de votre mission, il vous est demandé de REMPLIR UNE FEUILLE DE ROUTE (à compléter à chaque nouvel entretien ou focus group), et de noter les difficultés rencontrées lors des entretiens et des focus group ou tout autre REMARQUE PERSONNELLE. Cette feuille de route est indispensable.

Lors de l'entretien proprement dit :

- Au préalable, complétez la partie d'identification de la structure
- A la rencontre, présentez-vous et présentez brièvement le motif de la rencontre :
- Remerciez d'avance et précisez que cela ne prendra pas beaucoup de temps
- Posez des questions en vue de compléter la partie d'identification de votre interlocuteur - ou si l'enquêteur remplit le questionnaire lui-même, veillez à ce qu'il s'en charge

- Soyez empathique, mettez votre interlocuteur à l'aise. Montrez qu'il peut avoir confiance et s'exprimer librement. Mais il est essentiel qu'il réponde aux questions posées sur le questionnaire. Il ne s'agit pas d'un entretien « libre ». Toutefois, toute information qui vous semblerait pertinente, relative au contexte de l'entretien ou à un élément que votre interlocuteur vous aurait dit, sans que cela ne réponde toutefois directement à une question, doit être notée dans la « feuille de route », dans la case « remarques »
- Pour le cas spécifique des enfants avec lesquels vous aurez des discussions de groupe : pour chaque classe choisie, constituez 2 groupes : un groupe de 5 garçons et un groupe de 5 filles ; entretenez-vous avec ces groupes séparément l'un après l'autre, dans un endroit qui mettrait ces enfants à l'aise. Laissez les enfants s'exprimer librement.

Plan de déplacement (à remplir quotidiennement)

NOM DE L'ENQUETEUR :

DEPARTEMENT :

Date	
Statut/Fonction des personnes enquêtées	
Circonscription scolaire:	
Ecoles/Espace Enfance	
Localité	
Lieu de la rencontre	
<u>Remarques</u> :	

8 Stratégies de travail des équipes de terrain dans une école/espace enfance

Après prise de contact et remplissage des formalités d'usage avec le (la) directeur (trice) de l'école primaire ou de l'Espace Enfance ou de l'école maternelle où l'équipe souhaiterait démarrer son travail s'il y avait de responsable, le binôme que constituent le pédagogue et le non pédagogue se disloque. Chacun d'eux, selon la cible qu'il aura à interroger se munira des outils indiqués pour faire le travail.

- L'étudiant non-pédagogue quant à lui, recueillera les données de type quantitatif et ou qualitatif à travers des entretiens avec les élèves des CI-CP, les filles libérées et scolarisées, les parents d'élèves individuellement, les autorités communales etc.
- Le pédagogue s'occupera des cibles dont les informations pourraient comporter ou revêtir un caractère pédagogique. Il sera capable d'évaluer l'environnement physique et/ou quelques compétences professionnelles (organisation administrative et matérielle) des animatrices par observation de l'école et de la salle de classe ; de réaliser des entretiens avec les médiatrices ; les enseignants des CI-CP et enseignants d'autres cours fréquentés par les filles libérées et scolarisées ; les entretiens avec les enfants des espaces enfance ; les focus group des parents. Il veillera à la qualité des informations recueillies par le non-pédagogue en suivant ou en relisant les notes prises par ce dernier durant les entretiens.

- Les 2 enquêteurs du binôme étudient leur calendrier de manière à organiser et à animer le focus group des parents d'élèves surtout avec les femmes ensemble.

9 Technique de conduite de l'entretien semi-directif

Début de l'entretien

- Comprendre l'importance du début d'entretien,
- Organiser l'installation des interlocuteurs (s'asseoir, se regarder en face...)
- Organiser la « mise en scène » de l'entretien,
- Formuler clairement les informations à faire passer lors de votre présentation,
- Adapter votre langage.

Cœur de l'entretien

- Juger si la réponse apporte l'information attendue,
- Réagir par des relances,
- Gérer le temps,
- Adapter son attitude au contexte,
- Conserver sa posture d'enquêteur.
- Comprendre l'importance de la clôture d'entretien,
- Susciter l'expression de nouveaux thèmes,
- Annoncer les suites réalistes de l'entretien (photos, rapports, réunion, date, etc.)

Mise au propre des notes et auto-évaluation à chaud

- Choisir sa technique de prise de notes
- Juger de la pertinence d'un questionnaire (saturation, itération ...),
- Juger de la bonne conduite de l'entretien.

10 La technique du focus group

Dans une discussion de groupe, les participants animent et commentent les échanges entre eux. Souvent, cette interaction fait apparaître des idées, des opinions et des sujets qui sont absents lors d'une interview individuelle.

La discussion de groupe comprend deux variantes :

- L'interview de groupe où l'intervention s'établit entre les participants et l'intervieweur et fait appel à des réponses directes. Une interview de groupe est normalement semi structurée.

L'interview de groupe peut porter sur plusieurs thèmes ou seulement se « focaliser » sur un seul thème. On utilise alors l'interview de groupe focalisé.

➤ Le groupe focalisé ou focus group

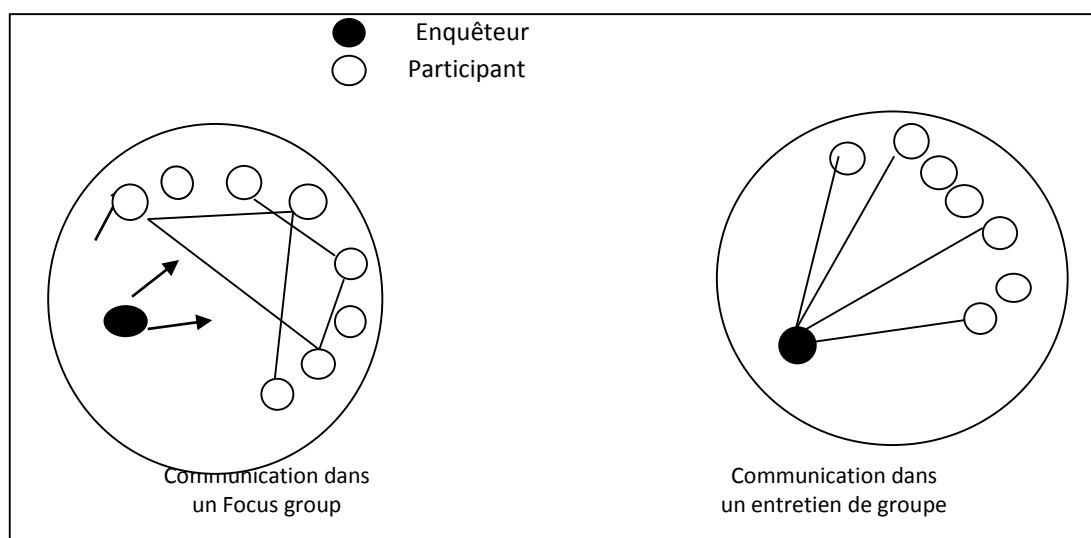
Le « groupe focalisé » ou la « discussion de groupe dirigée » est une technique de collecte de données qualitatives où l'interaction entre participants est au centre d'intérêt de l'intervieweur. L'animateur peut

se faire accompagner par un observateur, stimule un groupe d'environ six à douze personnes pour discuter sur un thème prédéfini.

Comme pour l'interview, la technique du groupe focalisé nécessite également un enquêteur qui pose des questions à un groupe. Cependant, le but de ces questions n'est pas seulement de solliciter des réponses directes mais plutôt de déclencher une dynamique de groupe où la discussion fait ressortir un éventail d'idées plus riches que celui des réponses directes.

L'animation doit être faite de sorte que les participants du groupe soient encouragés à échanger entre eux des idées qui sont soit complémentaires soit contraires. Il doit déclencher, soutenir et focaliser la discussion ; éviter de trop dominer le groupe afin de ne pas étouffer l'initiative des participants. La structure des échanges est différente de celle de l'interview de groupe où les voies de communication restent sur l'enquêteur.

Figure 1: Structure de la communication dans le groupe focalisé et l'interview de groupe



Le schéma met en évidence les interactions dans le groupe focalisé où l'animateur lance les questions et les participants discutent entre eux, tandis que dans l'entretien de groupe les flèches correspondant aux questions qui sont orientées dans un seul sens de l'animateur vers les participants.

RETENIR qu'une bonne interview doit :

- répondre aux objectifs de la recherche ;
- être adapté à la compétence et aux expériences des répondants ;
- comporter suffisamment des questions et sous questions sur les différents aspects du sujet ainsi que toutes les réponses possibles ;
- avoir des questions précises, sans jugement de valeur dans un ordre judicieux ;
- préciser comment répondre aux questions ; les instructions doivent être claires (d'où une nécessité d'accompagner le questionnaire dans un par un guide).

Il existe différentes possibilités d'animation pour gérer et renforcer l'interaction dans une interview de groupe.

Annexe 7

Tableaux des données collectées lors des premières enquêtes

NB. Les items correspondent à ceux des outils 12, 13, 14, 15, 16 (guides d'entretien individuel) destinés aux responsables centraux. Aussi ces outils ne seront plus présentés en Annexe 16.

Tableaux 10 : Synthèse des réponses aux questions posées aux responsables de structures centrales relativement aux objectifs et aux initiateurs du projet

<i>Question : Quels étaient les objectifs stratégiques du Ministère dans le domaine de l'éducation en général, et au niveau de l'enseignement maternel en particulier ?</i>	
Réponses	Fréquence
Accroître le taux de scolarisation et de préscolarisation (5 à 15%) avec la contribution de l'Etat, des communautés locales et du secteur privé	3/5
Renforcer la qualité des apprentissages	1/5
Former et préparer l'enfant pour un développement harmonieux	1/5
<i>Question : Quand, comment et dans quel contexte est née l'initiative des Espaces Enfance ?</i>	
Réponses	Fréquence
Le souci de favoriser la préscolarisation au niveau des zones EDUCOM est la cause officielle seconde de la création des Espaces Enfance. Mais au départ autour des années 1995, il a été d'abord question pour les mères qui avaient des difficultés pour vaquer à leurs occupations journalières avec les enfants à charge, de trouver un lieu ou un endroit où on pouvait les aider à garder ces enfants pour les libérer car visiblement, la garde de ceux-ci était toute une difficulté pour elles.	4/13
L'espace enfance est l'approche communautaire du préscolaire développé dans les communes d'intervention du Programme Education de base appuyé par l'UNICEF, pour accueillir et encadrer les enfants de 2 ans et ½ à 5 ans. Démarrée en 1997 ⁵ , cette expérience représente une réponse originale aux problèmes évoqués par les familles, notamment les mamans, pour bloquer la scolarisation des filles, cheval de bataille du Programme dès son avènement, au cours des années 90. L'Espace Enfance vise essentiellement à (i) inciter les mères à libérer les filles pour l'école ;(ii) libérer les mamans pour les activités génératrices de revenus ; (iii) favoriser la socialisation et la stimulation de l'enfant ; et (iv) préparer le jeune enfant pour l'école.	1/13
Les enfants des zones rurales étaient marginalisés et n'avaient pas droit à la préscolarisation comme ceux des centres urbains ? Condamnés à rester collés à leur maman. Ils empêchaient celles-ci de vaquer d'autres occupations. L'UNICEF a entendu le cri de détresse des communautés rurales.	3/13
A la naissance de l'initiative, les EM publiques étaient à peine 150 dans tout le pays. L'initiative est née pour donner la même chance à tous les enfants de 3 à 5 ans dans les zones où n'existent pas des EM. L'enseignement maternel est oublié, la DEM supprimée, et même les enseignants de la maternelle formés sont reversés au primaire	3/13

Les Espaces Enfance devraient servir de support et de soutien à la promotion de l'Enseignement maternel et par ricochet de la préscolarisation.	2/13
Le contrat c'est que l'UNICEF commence et appuie les Espaces Enfance jusqu'à un niveau donné et l'Etat béninois devrait pouvoir prendre le relai en transformant les Espaces Enfance en Ecoles Maternelles et si possible verser des salaires.	
Les communautés ont émis le vœu d'avoir un centre d'éveil des jeunes enfants, mais elles n'ont pas les moyens, d'où l'aide de l'UNICEF	1/13
Une étude a montré que les zones de grande pauvreté présente les plus forts taux d'absence des filles à l'école. Elles s'occupent souvent des bébés avec les mamans. Il fallait donc créer des espaces de préscolarisation pour décharger les mamans des enfants de 3 ans et plus	1/13
<i>Quels sont les principaux initiateurs du projet ?</i>	
Réponses	Fréquence
L'UNICEF était au départ de cette initiative et par la suite, d'autres se sont joints à eux : le MEMP et d'autres ONG dont Born Fonden, Plan Bénin etc. qui ont non seulement cherché et imité le modèle de l'UNICEF mais en ont fait plus puisque certains parmi ces ONG construisent des Espaces Enfance et paient les salaires des animatrices alors que l'UNICEF ne construisaient pas d'Espace Enfance et ne payaient pas les salaires des animatrices mais équipaient les endroits de fortune trouvés par les populations.	5/13
Les communautés à travers leur sollicitation et l'UNICEF	1/13
Les cadres de l'UNICEF et ceux du MEMP	1/13

(Sources : enquêtes, 2013)

Tableau 11 : Synthèse des points de vue des responsables centraux sur la concordance entre les objectifs des Espaces Enfance et les besoins des différents bénéficiaires visés

<i>Question : Selon vous, les Espaces Enfance correspondent-ils ou répondent-ils bien ou peu aux besoins des enfants de 2,5 à 5 ans ?</i>				
Réponses	Très peu/Peu/Pas du tout	Bien/Très bien/Beaucoup	SR	Total
Fréquence	1	9	4	14
<i>Si Très peu/Peu/pas du tout, Pourquoi ?</i>				
Réponses				Fréquence
Absence de formation des animateurs				1/1
Cadre de travail non adapté				1/1
<i>Si Bien/très bien/beaucoup, Pourquoi ?</i>				
Les Espaces Enfances permettent aux enfants des zones rurales de jouir de leurs droits à la préscolarisation				2/9

Permettent d'atteindre la parité filles/garçons				1/9
Eveil des enfants				1/9
Libération des filles				1/9
Les retrouvailles entre enfants ont été joyeuses car dans ces Espaces Enfance ceux-ci sont souvent joyeux				1/9
Le diagnostic communautaire effectué dans les différents milieux d'intervention avait, à l'époque, permis d'identifier la garde des jeunes enfants, l'autonomisation des femmes et la préparation à l'école comme des besoins importants à satisfaire pour soulager les communautés et favoriser leur adhésion à la nécessité de scolariser les filles, au même titre que les garçons. Des activités avaient été, en conséquence, planifiées : sensibilisation/mobilisation sociale, plaidoyer, appui technique et matériel pour l'implantation progressive des Espaces Enfance				1/9
<i>Question : Selon vous, les Espaces Enfance correspondent-ils ou répondent-ils bien ou peu aux besoins des Parents</i>				
Réponses/Parents	Très peu/Peu/Pas du tout	Bien/Très bien/Beaucoup	SR	Total
Fréquence	3	8	4	15
<i>Si Très peu/Peu/pas du tout, Pourquoi ?</i>				
Réponses				Fréquence
Les papas sont un peu indifférents par rapports aux Espaces Enfance quand bien même ils apprécient son utilité				2/3
Les hommes ne viennent pas souvent aux réunions				1/3
<i>Si Bien/très bien/beaucoup, Pourquoi ?</i>				
Parce qu'ils libèrent les mères et leur permet de vaquer à des activités de production Puisqu'elles (les mères) sont les premières à en exprimer le besoin et avec l'avènement de ces Espaces Enfance, ces femmes surtout sont libérées et vaquent à leurs activités				4/8
Les Espaces Enfance permettent aux parents de s'occuper des AGR				1/8
SR				3/15
<i>Question : Selon vous, les Espaces Enfance correspondent-ils ou répondent-ils bien ou peu aux besoins des collectivités (Mairies) ?</i>				

Réponses	Très peu/Peu/Pas du tout	Bien/Très bien/Beaucoup	SR	Total
Fréquence	2	7	4	13
<i>Si Très peu/Peu/pas du tout, Pourquoi ?</i>				
Réponses				Fréquence
Le manque de volonté politique de la part de ces Autorités en est la cause puisque ces autorités pensent que ces EE ne sont pas des affaires de l'Etat et les voient avec un regard d'initiative du Privé				1/2
Toutefois, il faut noter que quelques-uns parmi eux, par exemple le maire de Klouékanmè dans le Couffo s'en est approprié et contribue au paiement des salaires des animatrices lorsque des difficultés existent au niveau des parents				1/2
<i>Si Bien/très bien/beaucoup, Pourquoi ?</i>				
Parce qu'elles participent au développement des municipalités sur le plan éducatif.				1/7
Combler le vide créé par le nombre insuffisant des EM publiques				1/7
Ils permettent d'atteindre les OMD, l'EPT				1/7
Ils permettent d'aider la petite enfance				1/7
<i>Question : Selon vous, les Espaces Enfance correspondent-ils ou répondent-ils bien ou peu aux besoins des communautés (organisations, GF, etc.) ?</i>				
Réponses	Très peu/Peu/Pas du tout	Bien/Très bien/Beaucoup	SR	Total
Fréquence	2	7	4	13
<i>Si Très peu/Peu/pas du tout, Pourquoi ?</i>				
Réponses				Fréquence
Les communautés n'ont pas les moyens financiers subséquents pour prendre en charge régulièrement les émoluments des animateurs				1/2
Très peu parmi les populations qui n'ont pas leurs enfants dans les espaces sont prêtes à aider au fonctionnement de l'Espace Enfance				1/2
<i>Si Bien/très bien/beaucoup, Pourquoi ?</i>				
Les Espaces Enfances libèrent les mamans qui peuvent vaquer à leurs occupations (GF)				1/7

(Sources : enquêtes, 2013)

Tableau 12 : Synthèse des points de vue des responsables sur l'adéquation des Espaces Enfance aux priorités nationales

<i>Question : Quelles étaient les priorités nationales du Bénin à l'avènement des Espaces Enfance ?</i>						
Réponses						Fréquence
Atteindre l'EPT d'ici 2015, les OMD						4/13
Augmenter le taux brut de préscolarisation de 5% à 15% d'ici 2015						5/13
Augmenter le taux de scolarisation avec la parité filles/garçons (question de l'équité genre)						5/13
Enseignement maternel et primaire deux priorités reconnues dans la loi d'orientation de l'éducation						1/13
Importance du préscolaire reconnue comme une priorité dans le PDDSE 2006-2015 qui prône une approche communautaire pour le booster ; ce qui est réitéré par le PDDSE 2013-2015 actualisé qui préconise le soutien aux initiatives privées pour accroître l'offre dans le préscolaire						1/13
SR						2/13
<i>Question : Selon vous, est ce que l'expérience correspond bien à ces priorités nationales du Bénin dans le domaine de l'éducation ?</i>						
Réponses	Pas du tout	Un peu	Bien	Très bien	SR	Total
Fréquence	0	1	5	4	3	13
<i>Si pas du tout ou un peu, Pourquoi ?</i>						
Réponses						Fréquence
L'initiative n'est pas accompagnée (pas de construction de la part de l'Etat, ni de recrutement d'enseignants)						1/1
<i>Si bien ou très bien, pourquoi ?</i>						
L'assurance que les enfants fréquentent ces lieux régulièrement/						1/9
Les Espaces Enfance permettent l'amélioration de l'accès à la maternelle						1/9
Il s'agit d'une offre d'éducation allant dans le sens de l'EPT, des OMD						2/9
Les enfants des Espaces Enfance sont les meilleurs lorsqu'ils accèdent à l'école primaire						1/9
Atteindre la parité entre filles et garçons en matière de scolarisation et parvenir à l'éducation pour tous (EPT) d'ici à l'an 2015						1/9
Donner aux enfants des milieux ruraux les mêmes chances d'accès à l'éducation préscolaire en conformité avec les prescriptions contenues dans le PDDSE)						2/9
Les Espaces Enfance visent l'éveil et l'épanouissement du jeune enfant afin de le préparer à affronter sans difficulté le cycle primaire						1/9

<i>Question : En quoi les objectifs planifiés de la création des Espaces Enfance sont en adéquation avec la réalisation des objectifs nationaux ?</i>	
Réponses	Fréquence
SR/NR	1/5
Les Espaces Enfance sont des offres d'éducation même si ces lieux ne sont pas la propriété de l'Etat au départ, il reste que l'Etat met à contribution le secteur privé pour accroître son offre d'éducation aux enfants béninois.	1/5
Donner aux enfants des milieux ruraux les mêmes chances d'accès à l'éducation préscolaire en conformité avec les prescriptions contenues dans le PDDSE)	1/5
Campagne tous les enfants à l'école	1/5
Ainsi, grâce aux expériences communautaires développées dans les zones rurales avec l'appui des ONGs et PTFs, le taux de préscolarisation est passé de moins de 5% en 2006 à un peu plus de 11% en 2012. Par ailleurs, ces centres ont permis de résoudre, en partie, un problème d'équité dans la mesure où ils offrent désormais l'éducation préscolaire aux enfants des zones déshéritées, autrefois privés de ce droit.	1/5

(Sources : enquêtes, 2013)

Tableau 13 : Synthèse des points de vue des responsables sur la prise en compte des questions d'équité dans la planification des Espaces Enfance

<i>Questions : La planification des Espaces Enfance a-t-elle prévu de prendre en compte aussi bien les besoins des filles que de ceux des garçons, notamment les plus pauvres? Ou bien existe-t'il des dispositions prises pour la prise en compte de l'équité-genre et des couches les plus défavorisées ? Ou encore, est ce que la mise en place de l'Espace Enfance a prévu de satisfaire les besoins des filles comme ceux des garçons sans distinction, surtout ceux des familles les plus pauvres ?</i>					
Réponses	OUI	NON	Ne sais pas	SR	Total
Fréquence	10	2	0	1	13
<i>Si Oui donnez au moins un exemple de disposition prise dans ce sens</i>					
Réponses				Fréquence	
La sensibilisation des communautés à envoyer toutes les filles à l'école, puis tous les enfants (filles comme garçons) à l'école				1/10	
« Il est prévu qu'à l'horizon 2015 que l'on ait 50% de filles et 50% de garçons (en termes de préscolarisation ou de scolarisation ? »				1/10	
« Je n'ai pas de précision, mais je pense que la politique pour le jeune enfant en parle »				1/10	
« L'équité genre est privilégiée dans la planification de l'expérience des Espaces Enfance »				1/10	
Contribution des mères grâce aux AGR à la scolarisation de leurs enfants (filles comme garçons)				2/10	
Les filles des zones déshéritées sont scolarisées, les garçons aussi, cela sans discrimination aucune				1/10	
Dans les Espaces Enfance, ils sont encadrés de façon équitable				1/10	
<i>Si NON, Pourquoi ?</i>					
SR				2/2	

<i>Question : En quoi la planification des Espaces Enfance a-t-elle prévu de prendre en compte aussi bien les besoins des filles que de ceux des garçons, notamment les plus pauvres ?</i>	
Réponses	Fréquence
Il n'y a pas une spécification de besoins pour filles ni enfants défavorisés. Le souci a été aussi celui de l'égalité des chances puisque UNICEF appuie les mères pour qu'elles mènent des AGR dont les bénéfices doivent être investis dans le fonctionnement des EE. Le cadre n'a toujours pas rempli les normes ergonomiques d'un centre d'éducation.	1/3
La place de l'équité-genre était une préoccupation parce que l'offre est destinée à tout demandeur sans discrimination.	1/3
SR	1/3

(Sources : enquêtes, 2013)

Tableau 14 : Synthèse des points de vue des responsables centraux sur l'atteinte des objectifs

<i>Question : Les objectifs visés à la création des Espaces Enfance sont-ils atteints ?</i>					
Réponses	OUI	NON	Ne sais pas	SR	Total
Fréquence	4	2	0	0	6
<i>Si Non, pourquoi ?</i>					
Réponses	Fréquence				
Réponses : le manque de formation des éducateurs, la non rémunération de ces derniers et la non implication des élus locaux	1/2				
La gestion pose problème	1/2				
Des Espaces Enfances ont fermé faute d'enseignants	1/2				

Question : Si OUI, dans quels domaines et dans quelles proportions ?

Domaines \ Performances	OUI	100%	75%	50%	25%	0%
Libération des mères et des sœurs de la garde des enfants	2/4	1/4	0/4	2/4	0/4	0/4
Amélioration des AGR menées par les mères	4/4	1/4	1/4	1/4	0/4	0/4
Amélioration de la scolarisation des filles	1/4	1/4	1/4	0/4	1/4	0/4
Socialisation des enfants (donnez des exemples)	1/4	2/4	0/4	1/4	0/4	0/4
Préparation des jeunes enfants pour l'école (des exemples)	1/4	2/4	1/4	0/4	0/4	0/4
Amélioration de la préscolarisation des filles	3/4	2/4	0/4	0/4	1/4	0/4
Amélioration de la préscolarisation des enfants en général	1/4	2/4	0/4	0/4	1/4	0/4
Offre des services intégrés aux enfants (acte naissance, vaccination, déparasitage.....)	1/4	0/4	1/4	2/4	0/4	0/4
Observations : Le nombre d'actes de naissance délivrés est insuffisant.	1/4	-	-	-	-	-

(Sources : enquêtes, 2013)

Tableau 15 : Synthèse sur le degré de satisfaction des acteurs centraux par rapport aux résultats atteints

<i>Question : Quelle est votre appréciation sur les résultats obtenus par les enfants des Espaces Enfance et les autres acteurs depuis la création de ces centres ?</i>						
Réponses	Très peu satisfaisants	Peu satisfaisants	Satisfaisants	Très satisfaisants	SR	Total
Fréquence	0	0	3	1	0	4
<i>Pourquoi ?</i>						
Réponses	Fréquence					
Aujourd'hui, les mères se déclarent « soulagées par les Espaces Enfance qui permettent de garder leurs jeunes enfants dans un cadre sécurisant pour (i) leur permettre de vaquer librement aux activités de développement économique (ii) favoriser la scolarisation de leurs filles qui ne seront plus analphabètes comme elles ».	1/4					
Les Espaces Enfance et les autres centres communautaires d'éducation préscolaire ont permis l'amélioration sensible du taux de préscolarisation du Bénin, l'un des meilleurs dans la sous-région ouest-africaine.	2/4					
La contribution des Espaces Enfance à l'amélioration de l'éducation préscolaire n'est pas négligeable. Pendant longtemps, l'école maternelle classique est implantée en zone urbaine et, dans le meilleur des cas, dans les chefs-lieux de certains arrondissements. L'exemple de la commune de Karimama est assez parlant à cet effet. Restée, jusqu'en 2010, avec une seule école maternelle (au chef-lieu de commune), Karimama dispose aujourd'hui de 5 Espaces Enfance qui s'ajoutent à la seule école maternelle pour offrir l'éducation préscolaire aux enfants de moins de 5 ans	1/4					
Les enseignants des cours d'initiation (CI) interrogés estiment que les enfants provenant des Espaces Enfance semblent plus éveillés que leurs pairs venus directement des familles pour l'école	1/4					

(Sources : enquêtes, 2013)

Tableau 16 : Synthèse des points de vue des responsables centraux sur la contribution des Espaces Enfance à l'atteinte des résultats nationaux

<i>Question : En quoi peut-on dire que les résultats obtenus par la mise en œuvre de l'expérience des Espaces Enfance ont contribué à l'atteinte des objectifs nationaux ?</i>	
Réponses	Fréquence
Les Espaces Enfances ont boosté la préscolarisation au niveau de l'éducation. Ce qui répond aux objectifs nationaux. Mais la gestion des Espaces Enfances reste à repenser pour éviter leur déclin	3/5
Au regard du taux de préscolarisation du Bénin qui, bien qu'à 11% demeure le plus élevé de la sous-région ouest-africaine, nous pouvons dire que même si ces résultats ne permettent pas d'atteindre les résultats nationaux, ils contribuent dans les proportions de l'investissement qui a été fait.	2/5

(Sources : enquêtes, 2013)

Tableau 17 : Synthèse des avis des acteurs centraux sur le choix des animateurs

<i>Question : Comment les animateurs/animatrices sont-ils choisi (e)s ? Sur quels critères ?</i>	
Réponses	Fréquence
Le choix des animatrices se fait par les communautés elles-mêmes. Elles sont choisies parmi les femmes ayant fini la maternité et une capacité d'expression certaine ; des filles déscolarisées de la localité présentant surtout un certain nombre d'atouts qui leur sont reconnus. Critère d'appartenance au milieu	5/6
Les animateurs des écoles communautaires comme les Espaces Enfance sont recrutés par la communauté et dans la communauté. Ils n'ont pas toujours un profil ni un plan de formation définis	1/6

(Sources : enquêtes, 2013)

Tableau 18 : Synthèse des appréciations des acteurs centraux sur le profil et les compétences des animateurs/trices

<i>Question : Etes-vous satisfait de la compétence des animateurs (trices) des Espaces Enfance ? Leur profil convient-il à l'atteinte des résultats attendus ? Etes-vous satisfait du profil des animateurs ?</i>						
Réponses	Très satisfait/ NON	peu satisfait/ NON	Peu satisfait/NON	Satisfait/ OUI	Très satisfait/ OUI	SR
Fréquence	1	7	4	1	0	13
Si satisfait ou très satisfait, pourquoi ?						
Réponses						Fréquence
J'ai parcouru quelques Espaces Enfance et j'ai apprécié le dynamisme des animatrices, de plus elles bénéficient progressivement de formation.						1/5
Elles ne ménagent aucun effort pour assurer une bonne gestion des Espaces Enfances ; ces dames sont de vraies mamans qui s'occupent des enfants						2/5
Le profil répond à l'objectif fixé qui n'est pas de donner une éducation formelle aux jeunes enfants mais plutôt un avant-goût à la scolarisation. Elles ont souvent le BEPC (pas d'illettrés à ma connaissance)						2/5
Si très peu ou peu satisfait, pourquoi ?						
Le profil recherché ne paraît pas assez suffisant puisque certaines animatrices ne comprennent pas assez la langue française et lors des formations, il faut leur trouver un interprète.						2/7
Qui veut n'est pas enseignant à la maternelle ; il faut avoir une connaissance très large dans ce domaine : psychologie de l'enfant, les différentes étapes de son développement						2/7
Ils ne reçoivent pas toujours les formations requises						2/7
Le profil n'est pas toujours le plus adapté ou le profil requis						1/7

Beaucoup reste à faire pour amener les animatrices à des méthodes adaptées et éprouvées pour cet ordre d'enseignement	1/7
Méthodes et stratégies d'éducation des enfants non maîtrisées	1/7
Le profil, de la plupart des animateurs et animatrices, est en dessous des exigences des charges qui leur incombent dans la gestion des Espaces Enfance. Bon nombre d'entre eux, font office de gardien d'enfants. L'organisation des activités d'éveil leur pose quelques problèmes	1/7
<i>Si non, que préconisez-vous à l'avenir ? (pour les animatrices)</i>	
Dès lors que l'UNICEF demande à l'Etat de prendre la relève des Espaces Enfance à un moment donné et que cet Etat a fixé le BEPC comme diplôme requis pour enseigner dans le premier degré, il est évident qu'il faut arrêter le recrutement des animatrices par les communautés.	1/7
L'implication des élus locaux, de l'Etat, former ces éducateurs dans une école spécialisée	1/7

(Sources : enquêtes, 2013)

Tableau 19 : Synthèse des points de vue des responsables interrogés sur la prise en compte de l'équité dans l'atteinte des résultats

Question : Est-ce que selon vous, l'Espace Enfance mis en place permet de satisfaire les besoins des filles comme ceux des garçons sans distinction, surtout ceux des familles les plus défavorisées					
Réponses	OUI	NON	Ne sais pas	SR	Total
Fréquence	3	0	0	0	3
Si Oui donnez au moins un exemple					
Réponses					Fréquence
Les filles des zones déshéritées sont scolarisées, les garçons aussi, cela sans discrimination aucune					2/3
Dans les Espaces Enfance, ils sont encadrés de façon équitable					2/3
Question : En quoi peut-on dire que les résultats obtenus par les Espaces Enfance ont profité aussi bien aux filles qu'aux garçons, notamment les plus pauvres?					
Réponses					Fréquence
Les résultats ont plus profité aux filles qu'aux garçons car sans les Espaces Enfances les filles sont destinées à aller dans les marchés vendre avec leurs parents					1/3
Filles comme garçons ont accès à la préscolarisation et fréquentent les Espaces Enfances					2/3
SR					1/3

(Sources : enquêtes, 2013)

Tableau 20 : Synthèse sur le niveau de satisfaction d'acteurs centraux par rapport aux résultats obtenus

Question : Etes-vous satisfait des résultats obtenus par les enfants des Espaces Enfance ?						
Réponses	Très peu satisfait	Peu satisfait	Satisfait	Très satisfait	SR	Total
Fréquence	0	1	5	0	0	6
Si satisfait ou très satisfait, Pourquoi ?						
Réponses						Fréquence
Ces enfants sont aptes à affronter le cycle primaire						1/6
Existence des Espaces Enfance						1/6
Disponibilité des parents à inscrire leurs enfants						1/6
Répond aux attentes des parents, des autorités, et de la communauté bénéficiaire						1/6
Contribution à l'augmentation du taux brut de préscolarisation						1/6
Au plan quantitatif, ces centres drainent à certains endroits des enfants qui sont souvent assez réguliers selon les rapports qui me sont faits						1/6
Si très peu ou peu satisfait, Pourquoi ?						1/6
Tous les enfants ne fréquentent pas encore les Espaces Enfances						1/6

(Sources : enquêtes, 2013)

Tableau 21 : Synthèse des points de vue des acteurs centraux sur le suivi des Espaces Enfance

Question : Les animatrices des Espaces Enfance bénéficient-elles de formations et ou d'activités de suivi de la part des cadres ou structures du MEMP ? ou encore existe-t-il un dispositif de suivi des animatrices des Espaces Enfance ?				
Réponses	OUI	NON	SR	Total
Fréquence	6	3	0	9
Si OUI, de la part de qui, selon quelles stratégies et à quel rythme ? Ou si OUI, comment ce dispositif fonctionne-t-il ?				
Réponses				Fréquence
UNICEF et MEMP une fois seulement, une fois en passant				3/6
Plusieurs Espaces Enfance sont aujourd'hui reconnus et ont intégré la patrimoine de l'Etat et que les animateurs sont reversés. De même elles suivent les formations et le contrôle pédagogique				1/6
Par : CCS, CP, les cadres de la DEM, Inspecteurs à la retraite ; Spécialiste de la petite enfance				3/6
Les médiatrices, le CCS, les CP et les CCPS font des visites régulières sur le terrain, apprécient le travail qui s'y fait et donnent des conseils aux animateurs et ce parfois avec la délégation du Ministère et de l'UNICEF				1/6
Formation présentielle, suivi de proximité				2/6

Si OUI, Etes-vous satisfait des résultats de ces suivis/évaluations ?						
Réponses	Très peu satisfait	Peu satisfait	Satisfait	Très satisfait	SR	Total
Fréquence	1	5	0	0	0	6
Pourquoi ?						
Réponses						Fréquence
Il n'y a pas de suivi en tant que tel des Espaces Enfance même si ils viennent d'avoir un véhicule						1/6
Beaucoup reste à faire						1/6
La qualité du suivi est très défectueuse						1/6
Le suivi n'est pas systématique et les animatrices sont abandonnées à elles-mêmes						1/6
Ce dispositif mérite d'être amélioré, à travers une implication effective du personnel d'encadrement (Inspecteurs, Conseillers) dans la supervision des Espaces Enfance, au même titre que les écoles maternelles car certains de ces acteurs continuent de penser que le suivi des Espaces Enfance ne fait pas partie de leur cahier de charges et constitue un surcroît de travail.						2/6

Question : Si NON, comment vous assurez-vous de la qualité du travail fait dans les Espaces Enfance ?	
Réponses	Fréquence
En réalité, la qualité n'a jamais été une préoccupation car tout se passe de manière embryonnaire. La priorité est surtout celle de la socialisation des enfants.	1/6
La qualité est très défectueuse	1/6
Il n'y a pas de dispositif de suivi-évaluation des Espaces Enfances par les instances supérieures	1/6
Question : Quelles sont les difficultés professionnelles relevées chez les animatrices des Espaces Enfance lors des activités de suivi/évaluation	
Réponses	Fréquence
Absence de méthodologie dans l'enseignement dispensé par les animatrices des Espaces Enfance ; Maîtrise insuffisante d'une langue commune de formation car des interprètes sont recherchés pour aider certaines durant les formations	1 /6
Manque de formation	1/6

(Sources : enquêtes, 2013)

Tableau 22 : Synthèse des principales difficultés rencontrées selon responsables interrogés

<i>Questions : Quelles sont les principales insuffisances et les difficultés que vous avez identifiées dans les domaines du pilotage et ou de la gestion de l'expérience des Espaces Enfance ? ou en général ? Quelles sont les difficultés professionnelles chez les animateurs des Espaces Enfance ? Quelles sont les faiblesses de l'expérience ? Quelles sont les difficultés rencontrées par le Gouvernement et l'UNICEF/PTF et qui ont entravé l'atteinte des résultats ? Quelles sont les difficultés rencontrées par les populations et qui ont entravé l'atteinte des résultats ?</i>	
Synthèse sur le type de contraintes	Fréquence
Les contraintes liées à l'offre	
<p>Difficultés liées à des dysfonctionnements d'ordre institutionnel:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ A l'intérieur du MEMP : Dysfonctionnement interne entre structures du MEMP car les EE transformés en EM se gèrent parfois sans la DEM ou encore Le manque de communication entre acteurs d'une même structure et entre acteurs de structures différentes d'un même ministère : la DPP qui traite des Espaces Enfances à transformer en EM sans que la DEM ne soit au courant ou ne soit sollicité , Insuffisance de partage de l'information entre les structures, manque de personnel enseignant en nombre suffisant et bien formé, ▪ Des causes structurelles ▪ Entre le MEMP et l'UNICEF pour les questions de gestion des fonds. 	6/14
Des contraintes dans les domaines de l'implication de l'Etat (par manque de ressources ou de volonté politique), du Gouvernement et du suivi-évaluation et la supervision des Espaces Enfance: Manque de ressources ou de volonté politique de l'Etat puisque on note une certaine indifférence de la part du Gouvernement vis-à-vis des Espaces Enfance ; La non prise en compte de ce secteur dans les budgets successifs ; Etat non impliqué, le suivi par le Ministère est insuffisant ; Il n'y a pas une évaluation d'impact-prospective ; La non implication réelle de l'Etat Le manque de suivi régulier de la part des médiatrices, du personnel d'encadrement, des CS (CCS et CP) du CCE (Conseil Communal d'Education) ; Au niveau du Gouvernement, on peut retenir la faible disponibilité des acteurs ; La faible supervision des Espaces Enfance par les acteurs du réseau d'animation pédagogique (Inspecteurs et Conseillers Pédagogiques) ; la supervision des Espaces Enfance reste faible ; L'insuffisance des mesures d'accompagnement pour des Espaces Enfances transformés en EM.	13/14
Absence de textes légaux ou juridiques pour accompagner l'initiative : Les Espaces Enfance semblent encore demeurer des structures non formelles, vu que le MEMP n'a, jusqu'ici, pris aucun acte officiel pour les reconnaître (mis à part le fait que la DEM reçoit des ressources du Programme Education de base pour assurer le suivi de leur fonctionnement) ; L'inexistence d'acte réglementaire ou de textes légaux ou la non-systématisation des responsabilités de chacune des parties ou des acteurs (Gouvernement, Autorités à divers niveaux, UNICEF et autres PTFs....) sur les actes qui seraient pris ; la non prise de textes légaux.	4/14
Des insuffisances et difficultés au niveau des sites d'implantation, des infrastructures et des équipements : Site d'implantation pas toujours bien indiqué ou adapté; Infrastructures et matériels inexistantes ou insuffisants	4/14
Des insuffisances dans le domaine de la sensibilisation et de la communication : L'insuffisance de médiatisation et de sensibilisation des populations sur les EE ; L'interruption brusque de la campagne de sensibilisation initiée déjà une fois par les acteurs de la DEM/MEMP néanmoins, environ 40% des populations vivant dans les zones EDUCOM connaissent les Espaces Enfances.	2/14
Des contraintes au niveau de l'UNICEF et des autres PTF : Considération des Espaces Enfance comme une approche informelle par les autres PTF, « une chose de l'UNICEF » ; Absence de soutien matériel et financier aux Espaces Enfance ; Du côté de l'UNICEF, le système de gestion ne facilite pas toujours certaines opérations parfois nécessaires pour démarrer des activités ;	3/14

Des contraintes liées aux insuffisances dans la décentralisation : Le manque de participation active des élus locaux	1/14
Des insuffisances au niveau des animateurs/animatrices (profil inadéquat, sous-payés ou mal payés, démotivés, parfois peu assidus, méthodes pédagogiques ou d'encadrement inadaptées): Le manque de formation des éducateurs ; Surtout au départ, la prise en charge insuffisante du paiement des salaires des animateurs ; La qualité de la prise en charge est faible ; Animateurs/animatrices démotivés et non formés, ou pas toujours bien formés ; Les pratiques d'encadrement des animatrices ne sont pas des plus adaptées à la cible en face ; Dans certains cas, les animateurs/animatrices ne sont pas assidu(e)s au travail (exemple : animateur découvert en pleine somnolence) ; Beaucoup d'animateurs/animatrices n'ont sûrement pas le profil requis surtout qu'à l'époque de la mise en place des Espaces Enfance, les ENI étaient fermées ; Le salaire des animateurs/animatrices qui est un véritable casse-tête mérite de bénéficier de plus d'engagement de l'Etat qui devra d'une manière ou d'une autre verser ces émoluments ; Absence de méthodologie dans l'enseignement dispensé par les animateurs/animatrices des Espaces Enfance Maîtrise insuffisante d'une langue commune de formation car des interprètes sont recherchés pour aider certaines durant les formations.	14/14
Des contraintes au niveau des médiatrices : Le fait que les médiateurs et médiatrices aient changé d'utilisateurs/employeurs (UNICEF à Mairie), leurs émoluments ont substantiellement chuté, leur motivation aussi du coup le suivi des Espaces Enfances a pris un coup.	1/14
Des insuffisances au niveau des curricula du préscolaire : Les savoirs enseignés aux enfants des espaces enfance ne sont pas toujours adaptés (la multiplication par exemple compte tenu du niveau de développement psychologique de l'enfant)	1/14
Autres contraintes : L'éducation de la petite enfance et partant des Espaces Enfances est perçue par le commun des citoyens comme un luxe alors que le discours de certains spécialistes et de certains PTF parlent d'un investissement sûr ; La position de la plupart des bailleurs n'est pas toujours favorable puisque la moindre ressource disponible est de préférence orientée vers le primaire pour l'achèvement universel au primaire ; L'éducation de la petite enfance est beaucoup plus un phénomène urbain mais les élites qui y vivent ne s'approprient pas suffisamment cet ordre d'enseignement ; Le coût élevé de la prise en charge de cette frange de la population	4/14
Les contraintes liées à la demande	
Des contraintes en lien avec les mentalités défavorables : La politique (politisation) a transformé négativement les mentalités des populations de nos jours du fait de la politique politicienne de certains élus locaux au point où l'esprit communautaire qui faisait l'essence même de nos sociétés africaines a disparu. La conséquence, c'est qu'il est difficile voire impossible de demander aux populations de travailler sans aucun dédommagement financier ; Le manque de volonté d'accompagnement du processus par les communautés. L'indifférence pour la préscolarisation jugée inutile et un luxe réservé aux citadins...	4/14
Des contraintes liées à la pauvreté (structurelle, conjoncturelle ou saisonnière) des populations et qui plombe leur contribution aux activités : La pauvreté des populations est un facteur défavorable de l'expérience des Espaces Enfance ; Les ressources des ménages sont faibles et n'ont pas toujours pu permettre de verser les salaires aux animatrices. Dans certains cas, certaines animatrices ne reçoivent pas de salaires pendant plusieurs mois voire années. Les populations sont incapables de rémunérer les animateurs. L'insuffisance des moyens financiers a généré la cessation de paiement des émoluments des animateurs/animatrices des centres. Démotivés, certains abandonnent leur poste de travail ; les charges financières qui incombent, presque entièrement aux	12/14

familles dans beaucoup de localités ; la rémunération des animateurs/animateuses représente la grosse difficulté des communautés démunies de ressources et confrontées à bien des problèmes de survie ; durant les périodes de soudure les parents qui sont des paysans n'arrivent plus à subvenir à leurs propres besoins et partant à ceux des Espaces Enfance. Ainsi, des animateurs/animateuses des Espaces Enfances sont payés en vivres.	
Des difficultés spécifiques aux GF : Le non remboursement des crédits faits par l'UNICEF aux GF ; nécessité de développer les capacités des femmes à gérer elles-mêmes les AGR (au sein des GF)	2/14

(Sources : enquêtes, 2013)

Tableau 23 : Synthèse des points de vue des acteurs centraux sur l'extension des Espaces Enfance et les opportunités y relatives

<i>Question : A votre avis est-il souhaitable et possible d'étendre l'expérience des Espaces Enfance à l'échelle nationale ?</i>				
Réponses	OUI	NON	SR	Total
Il est souhaitable	4	1	0	5
Il est possible	5	0	0	5
<i>Si OUI, quelles peuvent être les opportunités qui pourraient se développer en faveur de cette extension ?</i>				
Réponses				Fréquence
La Décentralisation devrait être une force si les transferts de ressources et de moyens sont devenus effectifs de la part du Gouvernement.				2/5
Une réelle autonomisation des femmes (AGR) Promotion de la scolarisation Accroissement des EM qui remplacent les Espaces Enfances				1/5
Les communautés rurales qui n'ont pas d'Espaces Enfances souhaitent l'avoir				1/5
Que les PTF comme l'UNICEF et ONG qui œuvrent dans ce domaine se mettent ensemble pour gérer ce dossier. Le développement d'autres expériences similaires avec l'appui des ONGs et PTFs en est une.				2/5
Que les conseils communaux s'impliquent et que l'Etat apporte des subventions				1/5
Partenariat avec de l'Etat				1/5
L'appui de l'UNICEF ; le rôle de Chef de file joué par l'UNICEF pourrait aider à renforcer le plaidoyer auprès du Gouvernement, le lobbying auprès des autres partenaires du système éducatif et la mobilisation sociale en vue du passe à l'échelle				4/5

(Sources : enquêtes secondaires, 2013)

Tableau 24 : Synthèse des réponses des responsables à la question relative aux opportunités pour le fonctionnement des Espaces Enfance

<i>Questions : Avez-vous bénéficié de certaines opportunités (appuis) dans le cadre du fonctionnement des espaces enfances ? Si OUI, de quelle nature et de qui provient-elle ? (NB : Cochez les cases correspondantes et indiquez la provenance)</i>				
<i>Nature de l'Aide</i>	Oui	Non	Désignation/proportions	Provenance
Aide financière	1/3	0/3		UNICEF
Aide Alimentaire	1/3	0/3	Cantines auto-gérées 75%	Communauté
Aide médicale	2/3	0/3	Déparasitage (vermox)...	UNICEF
			100%	
Aide vestimentaire	0/3	1/3		
Equipement de l'Espace	2/3	0/3	Mobilier 75%	UNICEF
En documents pédagogiques/ didactiques	1/3	0/3	75%	UNICEF
Autres appuis (préciser)	2/3	0/3	Formation des animateurs 100% Véhicule 4X4 Salles de classe à certains Espaces Enfance	Financement UNESCO en 2007 UNICEF UNICEF

(Sources : enquêtes secondaires, 2013)

Tableau 25 : Synthèse des points de vue des responsables centraux sur l'efficacité du projet

<i>Question : Que pensez-vous de l'efficacité de l'expérience ? Ou l'expérience est-elle efficace ?</i>	
Réponses	Fréquence
OUI, l'expérience des Espaces Enfance est efficace	5/7
Pourquoi ?	
Réponses	Fréquence
Naturellement oui, puisque les Ecoles Maternelles bénéficient d'une subvention de l'Etat à concurrence de 120.000 FCFA par section en dehors des cotisations diverses que les parents peuvent être encore appelés à faire.	1 / 7
Evidemment les EM coûtent cher à cause des salaires, de la construction des bâtiments, de l'équipement en mobiliers, et en matériels ludiques ; l'animateur est moins bien payé que celui du public (15000F contre 60 000 FCFA)	1/7
Lorsque l'on procède à une petite comparaison, on peut se rendre à l'évidence que les espaces enfance sont d'un coût soutenable, même si l'on améliorerait le montant des dépenses nécessaires (coût unitaire d'encadrement des enfants, du budget de fonctionnement d'un espace enfance, du salaire des animatrices). le budget de fonctionnement	3/7

<p>Le coût du fonctionnement des espaces enfance devrait être largement inférieur à celui des écoles maternelles classiques</p> <p>Le budget moyen de fonctionnement d'un Espace Enfance est à peu près de 500 000F (salaire de l'animateur = 360000 FCFA, fournitures de base = 140000 FCFA le salaire des animatrices</p> <p>Le salaire mensuel des animatrices des Espaces Enfance est, de loin, inférieur à celui de leurs collègues travaillant dans les écoles maternelles publiques et même privées. Pour la plupart, ce salaire est de moins de 20 000 FCFA payé pendant au plus 9 mois (année scolaire) alors que ceux des écoles maternelles gagnent un minimum de 60 000 FCA par mois et pendant toute l'année civile.</p>	
---	--

(Sources : enquêtes secondaires, 2013)

Tableau 26 : Synthèse des appréciations des responsables centraux sur l'adéquation et le caractère suffisant des ressources ainsi que les difficultés de mobilisation rencontrées

<i>Question : Les moyens matériels et financiers prévus pour les Espaces Enfance sont-ils suffisants et adéquats?</i>						
Réponses	Très peu suffisant ou adéquats	Peu suffisants ou adéquat	Suffisants ou adéquats	Très suffisants ou très adéquats	SR	Total
Fréquence	1	5	3	0	0	9
<i>Si très ou peu suffisants/adéquats, Pourquoi ?</i>						
Réponses						Fréquence
Car l'Unicef cherche toujours des moyens						1/6
Personnel souvent non qualifié						1/6

<i>Question : Des difficultés ont-elles existé dans la mobilisation des ressources prévues?</i>				
Réponses	OUI	NON	SR	Total
Fréquence	1	1	1	3
<i>Si Oui lesquelles</i>				
Réponses				Fréquence
Durant les périodes de soudure les parents qui sont des paysans n'arrivent plus à subvenir à leurs propres besoins et partant à ceux des Espaces Enfance. Ainsi, des animateurs des Espaces Enfance sont payés en vivres.				1/1

(Sources : enquêtes secondaires, 2013)

Tableau 27 : Synthèse des réponses des acteurs indirects aux questions relatives aux facteurs environnementaux ou institutionnels favorables ou inhibiteurs de l'efficacité

Question : Existe-t-il des facteurs institutionnels et environnementaux de gestion qui ont favorisé l'efficience de l'initiative des Espaces Enfance ?				
Réponses	OUI	NON	SR	Total
Fréquence	4	1	2	7
Si Oui lesquelles				
Réponses				Fréquence
La localisation géographique des milieux des Espaces Enfance qui sont des villages où le coût de vie est relativement plus bas				1/4
Le regard des maires, des CCS et CP qui savent ce que c'est que les Espaces Enfance à la différence d'autres investissements sur lesquels ils disent parfois ne rien savoir.				1/4
L'appui de l'UNICEF et l'existence de la DEM				1/4
L'implication des communautés ; L'intérêt que certains acteurs accordent, de plus en plus, aux Espaces Enfance				2/4
L'implication des animateurs/trices des Espaces Enfance dans les activités des unités pédagogiques est l'un des facteurs favorisant				1/4
Question : Existe-t-il des facteurs institutionnels et environnementaux de gestion qui ont entravé l'efficience de l'initiative des Espaces Enfance ?				
Réponses	OUI	NON	SR	Total
Fréquence	4	0	3	7
Si Oui lesquelles				
Réponses				Fréquence
La proximité d'une EM plus agréable et mieux équipée qui attire les parents en lieu et place d'un Espace Enfance.				1/4
Souvent le lieu d'implantation des Espaces Enfance a réduit l'efficience (site mal choisi)				2/4
Le fait de considérer l'éducation de la petite enfance comme un luxe				1/4
Les Espaces Enfance devenus EM sont parfois abandonnés sans enseignants, ce qui entraîne leur paralysie ou leur mort.				1/4

Tableau 28 : Synthèse des points de vue des responsables centraux sur les coûts et la répartition des charges entre les différents acteurs

<i>Question : Comment se fait la répartition des charges entre les différents acteurs et ou bénéficiaires indirects des Espaces Enfance ?</i>	
Réponses	Fréquence
Apports des parents et des communautés (y compris les GF)	
Les femmes ayant leurs enfants dans les Espaces Enfance paient le salaire, assurent le fonctionnement, l'entretien et la viabilisation des Espaces Enfance. Certains GF bien organisés, bien gérés recrutent et paient les animateurs ; Salaires des animateurs/trices payés par les communautés ; Fonctionnement des Espaces assuré par les communautés	2/8
Mobiliers fournis par les GF	1/8

Dans la gestion des GF appuyés par l'UNICEF, il est prévu un fonds issu des intérêts (1%) que les médiatrices maîtrisent bien ; d'où une accumulation de fonds depuis des années qui peut servir pour les investissements	1/8
Apports des Collectivités (Mairies)	
Un forfait de la part des mairies ;	2/8
Certaines mairies qui en ont les moyens budgétaires recrutent et paient les animateurs	1/8
Apports de l'Etat	
L'Etat affecte des animateurs dans les Espaces Enfance devenus EM ; il accorde une subvention de 150 000FCFA par section à ces Espaces Enfance devenus EM	2/8
Apports de l'UNICEF	
L'UNICEF s'occupe des salaires un moment	1/8
Technique (Ressources humaines etc.)	1/8
Mobilisation sociale des communautés, appui/conseils pour la mise en place des Espaces Enfance, organisation de la formation des animateurs et animatrices	
Equipements /Matériel (Documentation, matériel didactique etc.)	8/8
Amélioration de l'environnement physique et pédagogique des espaces enfance (salles de classes, mobiliers, infrastructures sanitaires, points d'eau, matériels didactiques, pédagogiques, ludiques et sportifs...)	
Financier (Montant, stratégies de décaissement, facteurs de gestion etc.)	8/8
Financement des sessions de formation et des missions de suivi à partir des demandes de fonds introduites à l'UNICEF par la DEM et, à l'époque, des accords de coopération signés entre l'UNICEF et les ONGs chargées de la mise en œuvre et du suivi des activités planifiées (Aide et Action, FADeC-GIE, ONG Amitiés Ensoleillées)	
Formation des acteurs	7/8
Suivi des activités financées par l'UNICEF	1/8
Autres (Equipement particulier, soutiens divers, etc.)	1/8
Dotations de la DEM en matériels informatiques et roulants, fourniture d'équipements et de machines de transformation des produits agricoles aux mères réunies au sein des GF pour les AGR	

<i>Question</i> : Quel est le coût moyen de formation d'un enfant ou quel est le budget de fonctionnement d'un Espace Enfance par an ?	
Réponses	Fréquence
Cette information ne peut pas être disponible de la part du MEMP puisque c'est l'UNICEF même qui gère à son niveau.	1/4

Le budget moyen de fonctionnement d'un Espace Enfance est à peu près de 500 000 (salaire de l'animateur= 360000, fournitures de base= 140000)	1/4
---	-----

<i>Question : Quelle comparaison pouvez-vous faire entre les écoles maternelles et les Espaces Enfance en termes de coût ? Peut-on dire que les Espaces Enfance coûtent moins cher que les écoles maternelles ?</i>	
Réponses	Fréquence
Naturellement oui, puisque les Ecoles Maternelles bénéficient d'une subvention de l'Etat à concurrence de 120.000 FCFA par section en dehors des cotisations diverses que les parents peuvent être encore appelés à faire.	2/4
Evidemment les EM coûtent cher à cause des salaires, de la construction des bâtiments, de l'équipement en mobiliers, et en matériels ludiques ; l'animateur est moins bien payé que celui du public (15000F contre 60 000 FCFA)	2/4

(Sources : enquêtes, 2013)

Tableau 29 : Les principaux acquis/ atouts ou points forts selon les responsables centraux

<i>Question : Quels sont les principaux acquis/ atouts de la mise en œuvre des Espaces Enfance ? Quels sont les points forts de la mise en œuvre des Espaces Enfance ?</i>	
Réponses	Fréquences
Amélioration ou augmentation du taux de préscolarisation	4/13
Scolarisation des filles et des garçons	3/13
Lutte contre la traite et la maltraitance des enfants	1/13
Education et socialisation des enfants ; acquisition des notions d'hygiène (lavage des mains, rendre son environnement propre	1/13
Importance de l'instruction	1/13
En dehors de l'éveil des enfants cela a permis de libérer les mamans qui peuvent vaquer à leurs AGR	2/13
La participation communautaire	1/13
La réduction des disparités (urbain/rural) ; ce n'est plus l'apanage des villes ; rétablissement de l'équité en matière de jouissance des droits à l'éducation préscolaire	3/13
Amélioration du cadre de vie des enfants	1/13
La confirmation de l'hypothèse de départ à savoir encadrer les enfants en faisant supporter les charges par les structures locales	1/13
Un modèle pérennisable est disponible puisque tous les partenaires se sont inspirés du modèle de l'UNICEF avant d'apporter leur marque particulière	1/13
Les centres DIJE ont servi d'appui à la mise en place des Espaces Enfance	1/13
Préparation pour le primaire	2/13
Filles libérées et scolarisées ; contribution à la libération des filles pour l'école	2/13
Libération et autonomisation des femmes	3/13
<u>Education</u> : les enfants réalisent des activités préapprentissage <u>Eveil</u> : les différents jeux et certaines activités telles que les contes, les mimiques, les chants, participent à l'éveil des enfants <u>Santé</u> : les enfants des Espaces Enfance et ceux de toutes les écoles maternelles des communes appuyées par le Programme Education de base sont déparasités périodiquement	3/13

(Sources : enquêtes secondaires, 2013)

Tableau 30 : Synthèse des réponses des responsables sur les questions relatives à l'effectivité et à la qualité du paquet de service intégrés offerts aux enfants des Espaces Enfance

<i>Question : Quelles sont vos appréciations sur les services offerts aux enfants des Espaces Enfance ? Quelle est leur effectivité ?</i>						
Services offerts	Items	Réponse/Fréquence			Effectifs/ Pourcentage	Appréciations
		Oui	Non	SR		
Etablissement d'actes de naissance		3/9	0/9	4/9	50%	De façon insuffisante
Education / Eveil des enfants		7/9	0/9	2/9	75%	
Vaccination		3/9	0/9	4/9	100%	
Déparasitage		5/9	0/9	2/9	100%	Pas souvent
Prise en charge médicale		2/9	1/9	4/9	25%	Dépend pour une grande part de la motivation du médecin de la zone. Ceux-ci ainsi que les parents souhaitent d'ailleurs que l'UNICEF constitue un fonds pharmaceutique pour les Espaces Enfance dans les localités car leur stock ne permet pas de subvenir aux besoins des Espaces Enfance.

(Sources : enquêtes, 2013)

Tableau 31 : Synthèse des points de vue des responsables centraux sur les perceptions des familles et communautés relatives à la préscolarisation et les changements enregistrés grâce au projet

<i>Question : Quelle était la perception des communautés et des familles sur la préscolarisation avant la mise en œuvre des Espaces Enfance ?</i>				
Réponses				Fréquence
La préscolarisation est un luxe. C'est une question des personnes ou des communautés nanties ; c'est pour les riches des villes				3/3
Cela n'était pas leur préoccupation				1/3
Perçue comme une structure de perte de temps				1/3
<i>Question : Selon vous, est-ce que l'expérience des Espaces Enfance a influencé la perception des familles et des communautés sur la préscolarisation ?</i>				
Réponses	OUI	NON	SR	Total
Fréquence	9	0	1	10
SI oui dans quel sens ? (positif ou négatif)				
Réponses				Fréquence
Sens positif				9/9
Sens négatif				0/9
<i>Si oui/non donnez en des preuves ?</i>				

Réponses	Fréquence
Adhésion visible des communautés	1/9
Les parents n'hésitent pas à faire les déclarations positives suivantes : - Les enfants des Espaces Enfance veulent tout savoir autour d'eux et posent beaucoup de questions,-Les enfants des Espaces Enfance disent tout ce qu'ils voient, - les enfants n'hésitent pas à contredire les parents....	1/9
La création et le fonctionnement des Espaces Enfance a démenti cette perception	1/9
Les communautés savent qu'il y a une étape intermédiaire ou préparatoire avant l'école primaire	1/9
Beaucoup d'acteurs se sont familiarisés avec les Espaces Enfance et reconnaissent son utilité dans les milieux où ils existent même si au niveau de l'engagement il y a à redire parfois.	1/9
Elles ont compris ; mais les difficultés financières inhibent les moindres efforts	1/9
La motivation des femmes pour les AGR	1/9
Les filles se réjouissent	1/9
Dans les communes d'intervention du Programme Education de base, les perceptions se transforment progressivement. Désormais, pour beaucoup des parents, la prise en charge de l'enfant ne « s'arrête pas à son alimentation et à sa santé. Il faut aussi assurer son éducation et son éveil »	1/9

(Sources : enquêtes, 2013)

Tableau 32 : Synthèse sur les acquis de la mise en œuvre du projet au niveau des acteurs indirects

<i>Question : En quoi, les acteurs de votre structure ont pu renforcer leurs compétences grâce à la mise en œuvre des Espaces Enfance ? Donnez des exemples</i>	
Réponses	Fréquence
Le Chef de service formation de la DEM qui suit les Espaces Enfance ; on note le volontariat des acteurs à la base.	1/6
Elaboration du document « Education parentale »	1/6
Capacités à prendre en charge la petite enfance	1/6
Meilleures connaissances sur les Espace Enfance grâce aux activités du PTA de l'UNICEF	1/6
Expérience dans le développement à base communautaire	1/6
Les acteurs du MEMP semblent s'enliser dans la routine. Toutefois, ils comment à intégrer l'existence des Espaces Enfance dans leur quotidien	1/6

Tableau 33 : Synthèse des réponses des responsables centraux à la question relative à une imitation possible de l'initiative

<i>Question : Lors de vos activités de suivi des Espaces Enfance, avez-vous senti que des écoles de la localité ou de la localité voisine tentent d'imiter certaines pratiques qui y ont cours dans les Espaces Enfance ?</i>				
Réponses	OUI	NON	SR	Total
Fréquence	3	0	7	10
Commentaires :				
Il existe un cas d'école maternelle communautaire (EMC) créée par un citoyen dans la commune de Bantè. Le propriétaire nous demande souvent des appuis mais nous n'arrivons pas à le satisfaire si ce n'est que de l'encourager. 1% de taux de contagion				1/3
Acquisition de bons comportements d'hygiène (lavage des mains + dispositif ad'hoc)				1/3

(Sources : Enquêtes, 2013)

Tableau 34 : Synthèse des réponses des responsables aux questions sur l'appropriation ou non des Espaces Enfance par les différents acteurs

<i>Question : Selon vous est-ce que le Gouvernement béninois s'est approprié l'expérience des Espaces Enfance ?</i>				
Réponses	OUI	NON	SR	Total
Fréquence	8	2	1	11
<i>Si oui, comment ?</i>				
Réponses				Fréquence
Les Espaces Enfance sont progressivement remplacés par des EM (50% des Espace Enfance devenus EM) ; le Gouvernement s'approprie lorsque les Espaces Enfance deviennent des EM				2/8
Planification des activités ; le suivi-évaluation				1/8
Le Gouvernement a compris que l'éducation préscolaire est possible avec peu de ressources				1/8
Oui, mais pas totalement				1/8
<i>Si non, Pourquoi ?</i>				
Le Gouvernement ne contribue en rien au fonctionnement des Espace Enfance mis à part l'agrément qu'il a accordé à l'UNICEF pour faire l'expérience				1/2
Parce qu'il n'a pas fini de résoudre les problèmes existants au niveau des EM publiques				1/2

<i>Question : Est-ce que les mairies se sont approprié l'expérience ?</i>				
Réponses	OUI	NON	SR	Total
Fréquence	9	2	0	11
<i>Si oui, comment ?</i>				
Réponses	Fréquence			
Certaines apportent parfois leurs contributions financières et matérielles. Le cas le plus édifiant est celui de la mairie de Klouékanmè qui est le meilleur dans l'appropriation des Espace Enfance.				1/9
Elles continuent d'œuvrer pour la fréquentation de ces espaces				1/9
Il reste tout de même qu'elles soient soutenues, ne serait-ce que pour certaines actions, pendant une période transitoire				1/9
<i>Si non, Pourquoi ?</i>				
Elles attendent le transfert des compétences et des moyens du pouvoir central				1/2
Mais des doutes existent aujourd'hui sur la possibilité qui pouvait être celle des mairies à pouvoir assurer et assumer la pérennisation des Espaces Enfance				1/2
<i>Question : Est-ce que les communautés se sont approprié l'expérience ?</i>				
Réponses	OUI	NON	SR	Total
Fréquence	7	2	2	11
<i>Si oui, comment ?</i>				
Réponses	Fréquence			
Leur accord pour envoyer leurs enfants dans les Espaces Enfance et leurs contributions financières au fonctionnement des Espace Enfance, leurs investissements physiques en assurant le nettoyage et la salubrité des centres				1/7
Les enfants continuent d'aller dans ces centres				1/7
La connaissance des Espace Enfance par les différents acteurs et leur appropriation du mécanisme de fonctionnement				1/7
<i>Si non, Pourquoi ?</i>				
Pour des raisons d'inorganisation				1/2
Les mentalités : certains refusent encore d'envoyer leurs enfants dans les Espaces Enfance				1/2
Certains préfèrent envoyer leurs enfants dans les EM (mieux équipés)				1/2

(Sources : enquêtes, 2013)

Tableau 35 : Synthèse des avis des responsables sur les possibilités de passage à l'échelle en fonction de la structure des coûts et leur répartition actuelle entre les acteurs

<i>Question : A votre avis est ce que la structure des coûts et leur répartition actuelle entre les différents acteurs permettent l'extension de l'expérience à l'échelle nationale ?</i>				
Réponses	OUI	NON	SR	Total
Fréquence	3	2	0	5
<i>Si oui pourquoi ? Donnez des preuves</i>				
Réponses	Fréquence			
Il s'agit ici d'une bonne répartition des charges entre les différents acteurs : Etat- PTF- ONG-Mairies- Communautés				1/3
<i>Si non, Pourquoi ? Donnez des preuves</i>				
Réponses	Fréquence			
Il faut penser à répartir les charges et à responsabiliser chaque cible sinon, l'on pourrait courir le risque d'échec de cette stratégie				1/2
Pour la pérennisation, l'Etat doit continuer la formation et le recyclage des animateurs ; l'UNICEF/PTF l'appui aux GF ; les communes, le recrutement et le paiement des animateurs ; les parents, fournitures et soins aux enfants				1/2

(Sources : enquêtes, 2013)

Tableau 36 : Les objectifs des Espaces Enfance selon les responsables centraux et leur adhésion

Question : Connaissez-vous les objectifs de la création des Espaces Enfance ?				
Réponses	OUI	NON	SR	Total
Fréquence	4	0	0	4
Si Oui, citez au moins deux d'entre eux				
Réponses				Fréquence
Accroître l'accès au préscolaire dans les zones défavorisées				1/4
Sortir les femmes de la pauvreté par les AGR				1/4
Eveil, stimulation et épanouissement du jeune enfant				1/4
Donnez un avant-goût de l'éducation aux jeunes enfants avant leur entrée au cours d'initiation et favoriser leur scolarisation				1/4
Question : Adhériez-vous aux objectifs de l'initiative ?				
Réponses	OUI	NON	SR	Total
Fréquence	4	0	0	4

Tableau 37 : Synthèse des appréciations des responsables centraux sur l'adhésion des différents acteurs à l'initiative

Question : Quelle appréciation faites-vous de l'adhésion des enfants ?						
Réponses/Enfants	Très peu	Peu	Bien	Très bien	SR	Total
Fréquence	1		5	1	0	7
Si très peu ou peu, pourquoi ?						
Réponses						Fréquence
Si Bien ou très bien, pourquoi ?						
Réponses						Fréquence
Fréquentation régulière des Espaces Enfance par les enfants et la joie qui les anime dans les centres.						1/6
Les enfants acceptent d'aller dans les Espaces Enfances. Ils participent à la vie du centre par leur présence, les jeux et les activités qu'ils mènent						1/6
Dans les écoles primaires qui, la plupart du temps, abritent les Espaces Enfance, les aînés, c'est-à-dire les filles et les garçons scolarisés, contribuent à l'aménagement des Espaces Enfance (nettoyage, alimentation en eau, recherche de matériels de récupération utiles aux activités de préapprentissage...). Par ailleurs, ils accompagnent leurs jeunes frères et sœurs sur le chemin de l'école, assurent leur sécurité et les aident pour leurs différents besoins.						1/6
SR						3/6
Quelle appréciation faites-vous de l'adhésion des Parents ?						
Réponses/Parents	Très peu	Peu	Bien	Très bien	SR	Total
Fréquence	1	0	6	0	0	7
Si très peu ou peu, pourquoi ?						
Réponses					Fréquence	
Si Bien ou très bien, pourquoi ?						
Réponses						Fréquence
Mais il faut éviter de leur demander des sous car parfois certaines veulent retirer leurs enfants des Espaces Enfance à cause de ça.						1/6
Les parents acceptent envoyer leurs enfants dans les Espaces Enfance						1/6
Les parents assurent la nourriture, les fournitures, et les autres soins						1/6

Ils aident à la construction, à l'entretien et au fonctionnement du centre ; Ils apportent leur contribution matérielle et financière lors de la mise en place des infrastructures, là où il n'existe pas de salles de classes d'école primaire pouvant être récupérée pour l'Espace Enfance...						3/6
Dans la plupart des cas, ce sont les parents qui prennent en charge le paiement des salaires des animateurs et animatrices						1/6
SR						1/6
<i>Quelle appréciation faites-vous de l'adhésion des collectivités (Mairies)</i>						
Réponses	Très peu	Peu	Bien	Très bien	SR	Total
Fréquence	1	1	5	0	0	7
<i>Si très peu ou peu, pourquoi ?</i>						
Réponses						Fréquence
Si le niveau communal s'était investi, les Espaces ne seraient pas dans leur état actuel						1/2
Parce qu'elles s'impliquent peu dans les questions relatives aux Espaces Enfance						1/2
<i>Si Bien ou très bien, pourquoi ?</i>						
Réponses						Fréquence
Mais elles n'aiment pas trop qu'on leur demande d'intervenir financièrement car, disent-elles, il n'y a pas encore assez de transfert des ressources de la part de l'Etat.						1/5
Elles contribuent à leur fonctionnement, s'intéressent aux espaces enfance						1/5
Elles apportent une contrepartie dans la réalisation des infrastructures et les autorités communales interviennent parfois dans la motivation des animateurs des centres						1/5
Certaines Mairies ont, jusqu'ici, assuré le paiement des salaires et aidé à la mise en place/réfection des infrastructures.						1/5
La plupart prennent aujourd'hui en charge les salaires des médiatrices chargées du suivi des Espaces Enfance						1/5
<i>Quelle appréciation faites-vous de l'adhésion des communautés ?</i>						
Réponses	Très peu	Peu	Bien	Très bien	SR	Total
Fréquence	0	2	4	0	1	7
<i>Si très peu ou peu, pourquoi ?</i>						
Réponses						Fréquence
A cause de leur pouvoir d'achat faible, elles éprouvent des difficultés à honorer leurs engagements vis-à-vis des animateurs						2/2
Toutes n'ont pas leurs enfants dans les Espaces Enfance et ne se trouvent point une obligation de contribuer						1/2
<i>Si Bien ou très bien, pourquoi ?</i>						
Réponses						Fréquence
Surtout les mères, elles s'occupent des AGR						1/4
Elles sont toutes sensibles à la présence des Espaces Enfance dans la localité						1/4
Ils aident à la construction, à l'entretien et au fonctionnement du centre ; Ils apportent leur contribution matérielle et financière lors de la mise en place des infrastructures, là où il n'existe pas de salles de classes d'école primaire pouvant être récupérée pour l'Espace Enfance...						1/4
Dans la plupart des cas, ce sont les parents qui prennent en charge le paiement des salaires des animateurs et animatrices						1/4

(Sources : enquêtes, 2013)

Tableau 38 : Synthèse sur le degré d'engagement et/ou d'investissement des responsables dans la mise en œuvre de l'expérience selon leurs points de vue

Question : Vous êtes-vous engagé dans la mise en œuvre des Espaces Enfance ?							
Réponses	OUI		NON		SR	Total	
Fréquence	6		3		0	9	
Si Oui, qu'avez-vous fait concrètement pour appuyer l'initiative ?							
Réponses						Fréquence	
De rares suivis de terrain sont faits pour reconforter les animatrices des Espaces Enfance puisque nous n'avons pas assez de moyens. Même si l'UNICEF nous a donné un pick-up, des problèmes d'alimentation en carburant subsistent						1/6	
Assistance technique, appui-conseils, élaboration du document « Education parentale (Ouagadougou, « OUAGA 2000 ») »						1/6	
Les tournées de sensibilisation dans les communautés avec le CCE et les médiatrices						1/6	
Implication dans la gestion des CS						1/6	
Accepter la proposition de l'UNICEF, prendre des décrets et arrêtés						1/6	
Toutes les activités dévolues au niveau communal : contribution à la construction (apports de matériaux de construction), aux frais de fonctionnement, au paiement des salaires de la médiatrice et des animateurs, etc.						1/6	
Si NON, pourquoi ?							
Question : Vous êtes-vous investi dans la mise en œuvre ?							
Réponses	Très faiblement	Faiblement	Fortement	Très fortement	SR	Total	
Fréquence	1	0	1	2	0	4	
Si très faiblement ou faiblement, Pourquoi ?							
Réponses						Fréquence	
Parce que n'ayant pas compris au départ l'allure que cela prendra						1/1	
Si fortement ou très fortement, pourquoi ?							
Réponses						Fréquence	
La formation que nous avons organisée à l'intention des animatrices des Espaces Enfance puisque nous avons remarqué que beaucoup parmi ces dernières gardaient les enfants des Espaces Enfance comme on le fait au Primaire						1/3	
Dans le but d'impulser le développement à la base						1/3	

(Sources : enquêtes, 2013)

Tableau 39 : Synthèse sur le degré d'engagement des responsables à accompagner le passage à l'échelle

<i>Question : Serez-vous prêt à accompagner les Espaces Enfance dans un passage à échelle ?</i>				
Réponses	OUI	NON	SR	Total
Fréquence	7	0	0	7
<i>Pourquoi ?</i>				
Réponses				Fréquence
Parce que cela fait partie intégrante de la promotion de la scolarisation				1/7
Contribuer à l'érection des ces Espaces Enfance en EM dans le but d'atteindre les OMD				1/7
SR				5/7

(Sources : enquêtes, 2013)

Tableau 40 : Les autres facteurs de pérennisation selon les responsables centraux

<i>Items : Quels sont les autres facteurs de pérennisation ? Ou A quelles conditions peut-on étendre l'expérience à tout le pays ? Que doit-on faire impérativement pour étendre l'expérience ?</i>	
Réponse	Fréquence
Rôle accru de l'Etat qui doit prendre ses responsabilités	6/9
Forte implication possible des élus locaux à l'avenir	2/9
Expériences acquise par les communautés. Mais sensibilisation et mobilisation des populations qui doivent être à l'initiative des Espaces Enfance. Actions de plaidoyer à mener	3/9
La demande d'éducation préscolaire existe encore et les communautés, si elles comprennent l'enjeu et sont soutenues, peuvent s'employer à développer l'expérience	1/9
Développement d'un partenariat entre l'Etat et ses démembrements, les communautés, les municipalités et les PTF	1/9
Réunir les conditions humaines, financières et matérielles (bon site, constructions, équipements, salaires des animatrices, etc.)	1/9

(Sources : enquêtes, 2013)

Tableau 41 : Synthèse des recommandations formulées par les responsables

<i>Questions : Quelles sont les recommandations/suggestions des acteurs et de vous-même pour un passage à l'échelle de l'expérience des Espaces Enfance ? Que doit-on faire impérativement pour le passage à l'échelle ? Si non, que préconisez-vous à l'avenir ? (items spécifiques pour les animateurs/trices)</i>	
Réponses	Fréquence
A. Du maintien ou non de l'orientation communautaire de l'approche : Le PDDSE dans sa version révisée n'a plus retenu cette approche (communautaire ?) vue l'expérience douloureuse des enseignants communautaires ; Renforcer la participation communautaire. Revenir sur l'approche communautaire	5/19
B. De l'implication et du rôle des acteurs	
B1. En direction du gouvernement : Reverser chaque année à l'Etat les Espaces Enfance les mieux gérés ; Le gouvernement doit avoir un regard sur le recrutement du personnel des Espaces Enfance et il doit assurer la formation et le recyclage de ce personnel ; Que le gouvernement s'engage plus dans la prise en charge de ce sous-secteur en versant les salaires aux animateurs (trices). Qu'il contribue au fonctionnement ; Le gouvernement devrait beaucoup plus s'impliquer et jouer sa partition pour que cette approche puisse servir de socle pour booster la prise en charge de la petite enfance ; Envoi par l'Etat des enseignants formés ; La conception de la stratégie et le leadership doivent revenir au MEMP ; aujourd'hui on se demande si la DEM est responsable de quoi que ce soit ; L'Etat doit prendre ses responsabilités	10/19
B2. Les collectivités : Prises d'actes légaux pour impliquer les communes ; Chaque mairie doit pouvoir construire un module de 2 classes à un Espace Enfance et un autre à une école maternelle. Equipement des centres par les mairies. La mairie assurera les rémunérations. Equipement par les mairies qui assurent les rémunérations des animateurs ; Les élus locaux doivent s'investir	6/19
B3. Les parents et les communautés : Revoir les conditions de création des Espaces Enfance en étudiant objectivement les capacités réelles des populations qui peinent à les supporter quand bien même au début elles déclarent en être capables.	1/19

<p>B4. L'UNICEF/PTF et ONG : Intensifier le plaidoyer en direction de l'Etat et des autres PTF</p> <p>Inciter l'UNICEF à faire plus de plaidoyer ; Jouer le rôle d'accompagnement ; Identifier les goulots d'étranglement de l'expérience des Espaces Enfance et défendre sa pérennisation et son passage à échelle ; Eviter le sevrage brusque pour que l'Etat se prépare ; poursuivre l'appui ; Que l'UNICEF construise comme Borne Fonden ; Poursuivre la mobilisation sociale pour aider les communautés à créer des centres d'éducation préscolaire (Espaces Enfance) ; Appuyer matériellement les Espaces Enfance ; Contribuer au renforcement des capacités des acteurs pour mieux assurer l'encadrement, le fonctionnement, la gestion et le suivi des Espaces Enfance</p>	10/19
<p>B5. En direction de tous les acteurs/Répartition des charges : Que tous les acteurs prennent au sérieux l'initiative ; Les Espaces Enfance ne doivent plus être l'affaire de l'UNICEF seul</p> <p>Sensibiliser tous les acteurs ; Gouvernement, Mairies et PTF/ONG doivent se donner la main ; obtenir un accord formel des parties ou formaliser un partenariat par l'adoption d'un texte réglementaire qui précise le rôle de chaque partie ; Répartition des charges :</p> <p>*Que l'Etat assure la formation et le recyclage des animateurs ; que l'UNICEF/PTF apportent leur appui aux GF ; les communautés /parents s'occupent des fournitures et des soins des enfants ; les communes recrutent et paient les animateurs</p> <p>*Appuyer les communautés pour la mise en place des infrastructures et des équipements : apport de matériaux tels que tôles et autres, appui financier, suivi technique des chantiers (Action MEMP, Mairies, UNICEF et autres PTFs)</p>	9/19
C. Perspectives globales : Transformer les Espaces Enfance en EMC (écoles maternelles communautaires appuyées par l'Etat) ; Etendre l'initiative aux autres CS	2/19
D. De la mise en œuvre des Espaces Enfance	
<p>D1. Dans les domaines de la construction, des équipements, du cadre de vie et du site : Installer les Espaces Enfance dans un cadre adéquat ; Construction des infrastructures et équipement adéquats ; Veiller au respect des normes dans les constructions ; construire selon un plan-type</p> <p>Promouvoir les infrastructures en matériaux locaux (Action MEMP, Mairies, UNICEF et autres PTFs)</p>	5/19
<p>D2. Dans les domaines de la gestion, du fonctionnement et du suivi : Le corps d'encadrement (CCS, CP) doit étendre ses actions de façon régulière/ Systématiser la supervision pédagogique dans les espaces enfance (Action Inspecteurs, C/CS, DEM, IGPM) ; Réorganiser la gestion/ Améliorer le suivi-évaluation ; Le MEMP doit être l'interface pour éviter que les communautés ne fassent une mauvaise appréciation ; Accompagner (appui/conseils) les acteurs communautaires que sont les animateurs/trices et les parents/ Accorder des subventions aux Espaces Enfance pour leur permettre d'assurer le fonctionnement, notamment les salaires des animateurs/trices ; Appuyer la dotation des Espaces Enfance en matériels didactiques, pédagogiques, ludiques et sportifs</p>	9/19
<p>D3. Cas particulier des animateurs et des médiateurs : Prise en charge totale des animateurs. Dès lors que l'UNICEF demande à l'Etat de prendre la relève des Espaces Enfance à un moment donné et que cet Etat a fixé le BEPC comme diplôme requis pour enseigner dans le premier degré, il est évident qu'il faut arrêter le recrutement des animatrices par les communautés. Impliquer les élus locaux, l'Etat, former les éducateurs dans une école spécialisée ; L'UNICEF doit revoir avec les conseils communaux la gestion des médiateurs pour les remettre véritablement à la tâche. Recruter les élèves-maîtres formés à l'ENI. Revoir le profil des animateurs et les former</p>	15/19

(Sources : enquêtes, 2013)

Annexe 8

Tableaux des données primaires désagrégées

N.B. (données complétées parfois par des données de sources secondaires)

Tableau 42 : Profession des pères/tuteurs d'enfants

Secteur d'activités	Nombre	%
Secteur Primaire Agriculture, élevage, pêche...)	137	63,4
Secteur public/privé structuré	26	12,0
Secteur informel: chauffeur, commerce, artisanat, mécanique, e	37	17,1
Autres: religieux, guérisseur, etc.	6	2,9
SR	10	4,6
TOTAL	216	100

Tableau 43 : Répartition typologique des Espaces Enfance enquêtés

Types d'Espaces Enfance	Espaces modélisés	Espaces en cours de modélisation	Espaces trans-formés en EM	Espaces non modélisés	Espaces non classés	TOTAL
Nb. d'Espaces	3	6	69	34	24	136
%	2,2	4,4	50,7	25,0	17,6	100,0

(Sources : enquêtes, 2013)

Tableau 44 : Répartition des Espaces Enfance enquêtés selon leur date de création

Années	Nombre	%
1997	1	0,7
1998	0	0,0
1999	0	0,0
2000	1	0,7
2001	1	0,7
2002	4	2,9
2003	1	0,7
2004	1	0,7
2005	12	8,8
2006	14	10,3
2007	19	14,0
2008	12	8,8
2009	9	6,6
2010	5	3,7
2011	4	2,9

Tableau 45 : Répartition des animateurs/trices enquêtés selon leur ancienneté au poste et leur expérience professionnelle

Nombre d'années	Ancienneté au poste	Ancienneté dans la profession
	Nb. d'animateurs/trices	Nb. d'animateurs/trices
1 an	10	5
2 ans	22	9
3 ans	25	17
4 ans	14	17
5 ans	15	8
6 ans	17	29
7 ans	13	18
8 ans	9	14
9 ans	2	2
10 ans	0	0
11 ans	0	0
12 ans	2	2
13 ans	2	1

2012	1	0,7	14 ans	0	0
2013	11	8,1	15 ans et+	1	3
SR	40	29,4	SR	4	11
TOTAL	136	100,0	TOTAL	136	136

(Sources : enquêtes, 2013)

Tableau 46 : Répartition des animateurs/trices observé(e)s en fonction de leur diplôme académique et de leur diplôme professionnel

Diplôme académique	Nb.	%	Diplôme professionnel	Nb.	%
Au moins CEPE	12	9,2	CEAP	39	30,0
Au moins CEP	17	13,1	CAP	5	3,8
Au moins le BEPC	80	61,5	CEAP + CAP	4	3,1
Au moins CEFEB	4	3,1	Diplôme d'alphabétiseur	1	0,8
Au moins CFEB	2	1,5	Sans diplôme	78	60,0
Au moins DEPC	1	0,8	SR	3	2,3
BAC	6	4,6	TOTAL	130	100
SR ou sans diplôme	8	6,2			
TOTAL	130	100,0			

(Sources : enquêtes, 2013)

Tableau 47 : Effectif d'enfants par module dans les Espaces Enfance

Tranche d'effectif par classe	Nb. d'Espaces Enfance	%
<30	34	25,0
30	5	3,7
31-40	30	22,1
41-50	27	19,9
51-60	15	11,0
61-70	6	4,4
71-80	7	5,1
81-90	6	4,4
91-100	0	0,0
>100 (110)	1	0,7
SR	5	3,7
TOTAL	136	100,0

(Sources : enquêtes, 2013)

Tableau 48 : Répartition par niveau des Elèves du primaire enquêtés et issus des Espaces Enfance

Niveau	Nb. d'élèves	%
CI	269	41,8
CP	365	56,8
CE1	4	0,6
CM1	1	0,2
SR	4	0,6
TOTAL	643	100,0

Tableau 49 : Répartition des filles libérées interrogées par niveau

Niveau	Nombre	%
CI	8	1,65
CP	19	3,93
CE1	42	8,68
CE2	90	18,60
CM1	124	25,62
CM2	145	29,96
> au primaire	56	11,57
TOTAL	484	100,00

Tableau 50 : Répartition des enfants des Espaces Enfances par niveau

Niveau	Nombre	%
Grande section	287	43,8
Petite section	268	40,9
Les deux sections	101	15,4
Total	656	100,0

(Sources : enquêtes, 2013)

Tableau 51 : Synthèse de divers sentiments et ou opinions exprimé(e)s par les enfants relativement à la fréquentation des Espaces Enfance*Question: Es-tu content de venir en classe?*

Questions	OUI		NON		SR		TOTAL	
	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%
<i>Es-tu content de venir en classe?</i>	653	99,5	3	0,5	0	0	656	100,0
<i>As-tu été bien accueilli par l'animateur/trice?</i>	653	99,5	3	0,5	0	0	656	100,0
<i>Est-elle/il gentille avec toi?</i>	651	99,2	5	0,8	0	0	656	100,0
<i>Aimes-tu l'animateur/trice?</i>	643	98,0	13	2,0	0	0	656	100,0
<i>Veux-tu continuer à travailler avec l'animateur/trice?</i>	640	97,6	16	2,4	0	0	656	100,0
<i>Quand tu es arrivé ce matin est ce que tu as salué l'animatrice?</i>								

Qu'est ce que tu lui as dit?

Réponses	OUI		NON		SR		TOTAL	
	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%
Bonjour	557	84,9	2		29			
Bonsoir	39	5,9	29					
Questions	OUI		NON		SR		TOTAL	
	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%

<i>As-tu été vacciné ici?</i>	467	71,2	189	28,81	0	0	656	100
<i>Cela t'a fait mal?</i>	286	43,6	370	56,4	0	0	656	100
<i>As-tu déjà avalé un médicament ici?</i>	516	78,7	140	21,34	0	0	656	100
<i>C'était bon?</i>	493	75,2	163	24,85	0	0	656	100
<i>Peux-tu écrire une lettre, un chiffre ?</i>	459	70,0	197	30,03	0	0	656	100
<i>Aurais-tu voulu rester à la maison...?</i>	112	17,07	544	82,9	0	0	656	100,0
<i>Voudrais-tu aller à l'école primaire... ?</i>	629	95,9	27	4,116	0	0	656	100,0
<i>Veux-tu continuer à travailler et à jouer avec tous les enfants ici</i>	634	96,6	22	3,354	0	0	656	100,0

Tableau 52 : Synthèse des réponses à une série de questions posées aux élèves de CI/CP

Questions	OUI	NON	SR			TOTAL		
	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%
<i>As-tu fréquenté l'Espace Enfance avant de venir à l'école primaire?</i>	632	98,3	4	0,6	7	1,1	643	100,0
<i>Si OUI, es-tu content d'avoir fréquenté l'Espace Enfance?</i>	615	95,6	2	0,3	26	4,0	643	100,0

Dis le meilleur souvenir que tu as gardé de ce lieu?

<i>Le matériel de jeu</i>	512	79,6	77	12,0	54	8,4	643	100,0
<i>Le bâtiment de classe</i>	250	38,9	234	36,4	159	24,7	643	100,0
<i>Le groupe des amis</i>	494	76,8	50	7,8	99	15,4	643	100,0
<i>Le travail fait en classe</i>	438	68,1	79	12,3	126	19,6	643	100,0
<i>Autres:....</i>	38	5,9	9	1,4	596	92,7	643	100,0
<i>Souhaites- tu que l'on crée partout des Espaces Enfance?</i>	609	94,7	21	3,3	13	2,0	643	100,0

(Sources : enquêtes, 2013)

Tableau 53 : Synthèse des points de vue des enfants des Espaces Enfance et des élèves de CI/CP sur les prestations des animateurs/trices

L'animatrice s'occupe/s'occupait-elle bien de toi et de tes camarades ? Es-tu bien traité par l'animatrice ?

Acteurs interrogés	OUI		NON		SR		TOTAL	
	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%
Enfants des Espaces Enfance	652	99,4	4	0,6	0	0	656	100,0
Elèves de CI/CP	614	95,5	3	0,5	26	4,0	643	100,0

Si oui indique le lieu

Enfants des Espaces Enfance								
Lieux	OUI		NON		SR		TOTAL	
	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%
En classe	638	97,26	18	2,74	0	0	656	100
Aux toilettes	588	89,63	68	10,37	0	0	656	100
Au cours des jeux	634	96,65	22	3,35	0	0	656	100
Au moment des repas	632	96,34	24	3,66	0	0	656	100
Elèves de CI/CP								
En classe	605	94,1	12	1,9	26	4,0	643	100,0
Aux toilettes	501	77,9	102	15,9	40	6,2	643	100,0
Au cours des jeux	537	83,5	65	10,1	41	6,4	643	100,0
Au moment des repas	575	89,4	35	5,4	33	5,1	643	100,0

(Sources : enquêtes, 2013)

Tableau 54 : Synthèse des réponses à la question relative aux types d'apprentissage reçus par les enfants dans les Espaces Enfance

Question : Qu'apprends-tu avec l'animatrice? (Enfants des Espaces Enfance)

Réponses	OUI		NON		SR		TOTAL	
	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%
J'apprends à lire et à écrire	584	89,0	72	11,0	0	0	656	100,0
J'apprends à compter	584	89,0	72	11,0	0	0	656	100,0
J'apprends à dessiner, à tracer, à construire des jouets	629	95,9	27	4,1	0	0	656	100,0
Je joue avec mes amis et j'apprends à faire des mouvements	644	98,2	12	1,8	0	0	656	100,0
J'apprends à être propre	639	97,4	17	2,6	0	0	656	100,0
J'apprends à bien me comporter avec mes parents	636	97,0	20	3,1	0	0	656	100,0
Autres (précisez) :	52	7,9	604	92,1	0	0	656	100,0

(Sources : enquêtes, 2013)

Tableau 55 : Fréquence des réponses obtenues des élèves de CI/CP sur les questions relatives aux types d'apprentissages reçus dans les Espaces Enfance, à la qualité de leurs résultats et au domaine d'apprentissage plus ou moins bien apprécié

Question : Qu'as-tu appris avec l'animatrice ?

Domaines d'apprentissage	OUI		NON		SR		TOTAL	
	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%
Pré-lecture	558	86,8	39	6,1	46	7,2	643	100,0
Pré-écriture	565	87,9	33	5,1	45	7,0	643	100,0
Pré-Mathématiques	534	83,0	61	9,5	48	7,5	643	100,0
Expression plastique (dessiner, tracer, construire des jouets)	584	90,8	22	3,4	37	5,8	643	100,0
Expression corporelle (jeux, EPS)	588	91,4	15	2,3	40	6,2	643	100,0

Quels étaient tes résultats ?

	Mauvais		Moyens		Bons		SR		Total	
	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%
Pré-lecture	61	9,5	196	30,5	272	42,3	114	17,7	643	100,0
Pré-écriture	57	8,9	223	34,7	261	40,6	102	15,9	643	100,0
Pré-Mathématiques	52	8,1	209	32,5	266	41,4	116	18,0	643	100,0
Expression plastique (dessiner, tracer, construire des jouets)	27	4,2	168	26,1	363	56,5	85	13,2	643	100,0
Expression corporelle (jeux, EPS)	28	4,4	162	25,2	370	57,5	83	12,9	643	100,0

(Sources : enquêtes, 2013)

Tableau 56 : Synthèse des réponses des élèves de CI/CP à des questions d'appréciations des types d'apprentissage dans les Espaces Enfance

Question : Qu'est-ce que tu aimais le plus dans l'espace enfance que tu as fréquenté ? (voir liste ci-dessus)

Domaines	Fréquence	
	Nb	%
Pré-lecture	36	5,6
Pré-écriture	61	9,5
Pré-Mathématiques	24	3,7
Expression plastique (dessiner, tracer, construire des jouets)	135	21,0
Expression corporelle (jeux, EPS)	262	40,7
Hygiène générale (propreté du corps, des vêtements, alimentation)	13	2,0
Comportement avec tes camarades	8	1,2

Autres:	59	9,2
SR	45	7,0
Total	643	100,0

Question : Qu'est-ce que tu n'aimais pas du tout ?

Domaines	Fréquence	
	Nb	%
Pré-lecture	47	7,3
Pré-écriture	41	6,4
Pré-Mathématiques	41	6,4
Expression plastique (dessiner, tracer, construire des jouets)	18	2,8
Expression corporelle (jeux, EPS)	23	3,6
Hygiène générale (propreté du corps, des vêtements, alimentation)	3	0,5
Comportement avec tes camarades	7	1,1
Autres:	156	24,3
SR	307	47,7

(Sources : enquêtes, 2013)

Tableau 57 : Synthèse des réponses aux questions posées aux élèves de CI/CP relativement à l'impact de l'expérience et à leur adhésion

Quels ont été tes résultats scolaires l'année dernière?

Réponses	1. Très Mauvais		Mauvais		Bons		4. Très bons		SR		Total	
Fréquences	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%
	8	1,2	22	3,4	520	80,9	77	12,0	16	2,5	643	100,0

De quoi as-tu bénéficié dans l'Espace Enfance?

Réponses	Acte de naissance		Vaccination		Déparasitage		Jeux bons		SR	
Fréquences	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%
	30	4,7	169	26,3	141	21,9	277	43,1	16	2,5

Quelle appréciation fais-tu de l'Espace Enfance?

Réponses	Mauvais		Passable		Assez bons		Bien bons		SR		Total	
Fréquences	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%
	16	2,5	37	5,8	151	23,5	425	66,1	14	2,2	643	100,0

(Sources : enquêtes, 2013)

Tableau 58 : Synthèse des réponses à diverses questions dichotomiques posées aux filles libérées

Questions	OUI		NON		SR		TOTAL	
	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%
<i>Es-tu contente de fréquenter ton école ?</i>	482	99,6	2	0,4	0	0	484	100,0
<i>As-tu un petit frère/petite sœur qui a fréquenté l'Espace Enfance... ?</i>	413	85,3	71	14,7	0	0	484	100,0
<i>Si OUI as-tu été contente que ton petit frère/petite sœur ait fréquenté l'Espace Enfance ?</i>	454	93,8	30	6,2	0	0	484	100,0
<i>Si OUI dis le meilleur souvenir que tu as gardé de ce moment ?</i>								
<i>Réponses</i>								
<i>Maman déchargée de la garde</i>	106	21,9	348	71,9	30	6,2	484	100,0
<i>Ton inscription à l'école</i>	367	75,8	87	18,0	30	6,2	484	100,0
<i>Davantage/plus de ressources pour la famille</i>	239	49,4	215	44,4	30	6,2	484	100,0
<i>Joie de la famille</i>	292	60,3	162	33,5	30	6,2	484	100,0
<i>Autres:...</i>	14	2,9	440	90,9	30	6,2	484	100,0
<i>Aurais-tu voulu continuer à garder ton petit frère/ta petite sœur à la maison plutôt que d'aller à l'école ?</i>	26	5,4	458	94,6	0	0	484	100,0
<i>As-tu vu tes parents participer aux travaux de construction de l'Espace Enfance</i>	272	56,2	212	43,8	0	0	484	100,0
<i>Le passage de ton frère/ta sœur dans l'Espace Enfance l'a-t-il amélioré ?</i>	457	94,4	27	5,6	0	0	484	100,0
<i>Aurais-tu souhaité fréquenter un Espace Enfance lorsque tu étais petite ?</i>	468	96,7	16	3,3	0	0	484	100,0
<i>Connais-tu des enfants filles comme toi qui continuent de garder les petits frères et sœurs à la maison ... i?</i>	263	54,3	221	45,7	0	0	484	100,0
<i>Voudrais-tu que tous les petits enfants de ta localité fréquentent les Espaces Enfance ?</i>	456	94,2	28	5,8	0	0	484	100,0

(Sources : enquêtes, 2013)

Tableau 59 : Synthèse des réponses aux questions posées aux filles libérées relativement à l'impact de l'expérience*Quels ont été tes résultats scolaires l'année dernière ?*

Réponses	1. Mauvais		2. Moyens		3. Bons		4. Très bons		SR		Total	
Fréquences	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%
	42	8,7	125	25,8	245	50,6	72	14,9	0	0	484	100,0

*Dans quels domaines le petit frère/petite sœur s'est amélioré (e) dans l'Espace Enfance ?**Quels sont ses résultats?*

Domaines	Appréciation des résultats											
	Mauvais		Bons		Très bons		Excellents		SR		Total	
	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%
Pré-lecture	89	18,4	367	75,8	28	5,8	0	0	0	0	484	100
Pré-écriture	377	77,9	80	16,5	27	5,6	0	0	0	0	484	100
Pré-Mathématiques	77	15,9	364	75,2	38	7,9	5	1,0	0	0	484	100
Expression plastique (dessiner, tracer, construire des jouets)	22	4,5	392	81,0	55	11,4	15	3,1	0	0	484	100
Expression corporelle (jeux, EPS)	17	3,5	371	76,7	84	17,4	12	2,5	0	0	484	100
Hygiène générale (propreté du corps, des vêtements, alimentation)	17	3,5	391	80,8	60	12,4	16	3,3	0	0	484	100
Comportement avec tes camarades	15	3,1	369	76,2	84	17,4	16	3,3	0	0	484	100

De quoi as bénéficié ton petit frère/petite sœur dans l'Espace Enfance ?

Réponses	Acte de naissance		Vaccination		Déparasitage		Jeux		Autres		SR	
Fréquences	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%
	49	10,1	113	23,3	138	28,5	109	22,5	10	2,1	65	13,4

(Sources : enquêtes, 2013)

Tableau 60 : Synthèse sur le niveau d'information des acteurs relativement à la création des Espaces Enfance

Question : Etes-vous informé de l'existence des Espaces Enfance dans certaines localités du pays?

Acteurs interrogés	OUI		NON		SR		TOTAL	
	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%
Enseignants de CI/CP	132	93%	10	7%	0	0%	142	100%
Responsables communaux	54		0		1		55	
DDEMP/CCS/CP	15		21		0		36	
Syndicats/APE/leaders	46		1		0		47	
Grand-mères	21		0		0		21	

(Sources : enquêtes, 2013)

Tableau 61 : Synthèse des points de vue des acteurs primaires sur la genèse des Espaces Enfance

Réponses	Animateurs	Enseignants CI/CP	Responsables communaux	Syndicats/leaders	Responsables centraux
1. Contexte marqué par un déficit dans le domaine de la préscolarisation/scolarisation (surtout celle des filles) qu'il faut relever/ initiative pour atteindre des objectifs tels que: Les Espaces Enfance sont créés pour décharger les mamans de la garde des enfants ; Les Espaces Enfance sont créés pour aider les mères à vaquer aux travaux domestiques et champêtres ; Les Espaces Enfance sont créés pour accroître la scolarisation des enfants	22,1 %	79,6 %	25/55	13/47	7/13
2. Création par EDUCOM pour : Libérer des enfants filles et des parents ; Favoriser la préscolarisation des enfants en général et la scolarisation des filles en particulier ; Préscolariser des enfants des zones rurales surtout ; Garantir l'épanouissement des enfants ; Soulager les mamans d'enfants de l'Espace Enfance ; Permettre aux	56,6 %	2,8 %	0/55	0/47	5/13

mères (parents) de mener les AGR					
3. Souhait ou initiative de l'UNICEF : Les enfants sont à la maison et l'UNICEF a souhaité qu'on crée ce centre	7%	2,8%	0/55	0/47	0/13
4. Une initiative des Communautés/Collectivités :	0%	1,4%	2/55	6/47	0/13
5. Autres : ils ont été créés suite à la demande du Gouvernement et de certains PTF...	0%	0%	18/55	21/47	0/13
6. Non Réponses (NR) ou réponses erronées : informations données par le Directeur	14,7%	0%	7/55	0/47	0/13

(Sources : enquêtes, 2013)

Tableau 62 : Synthèse des avis des acteurs sur l'adéquation des objectifs du projet aux besoins des bénéficiaires directs à supprimer)

Questions : Est-ce que l'ouverture de l'Espace Enfance permet de satisfaire les besoins ci-dessus énumérés (de vos besoins) ? (Mères/tutrices, Pères/tuteurs) ; Pensez-vous que les objectifs poursuivis permettent de répondre aux besoins des bénéficiaires directs que sont les enfants, les parents) ? (Animatrices, Responsables communaux...) ; Selon vous, les Espaces Enfance correspondent-ils ou répondent-ils bien ou peu aux besoins des enfants de 2,5 à 5 ans et des communautés ? (Responsables centraux)

Acteurs interrogés	Satisfaction des besoins des catégories de bénéficiaires :	Pas du tout		Partiellement		Totalement/ Beaucoup		SR		TOTAL	
				ou un peu		ou Bien/OUI/T B					
		Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%
Mères/ Tutrices	Parents et enfants	7	1,1	244	37,3	403	61,6	0	0,0	654	100
Pères Tuteurs	Parents et enfants	6	2,8	86	39,8	121	56,0	3	1,4	216	100
	Enfants de 2,5 à5 ans	3	2,2	7	5,1	126	93	0	0	136	100,0

Animateurs/ Animatrices	Grandes sœurs libérées	4	2,9	14	10,3	118	87	0	0	136	100,0
	Mères d'enfants	0	0,0	13	9,6	123	90	0	0	136	100
	Pères d'enfants	2	1,5	26	19,1	108	79	0	0	136	100
	Enfants de 2,5 à5 ans	1/55		6/55		45/55		3/55		55/55	
Responsables Communaux	Grandes sœurs libérées	1/55		6/55		43/55		5/55		55/55	
	Mères d'enfants	2/55		4/55		46/55		3/55		55/55	
	Pères d'enfants	6/55		14/55		31/55		4/55		55/55	
Syndicats APE Leaders	Enfants de 2,5 à 5 ans	2/47		1/47		44/47		0/47		47/47	
	Grandes sœurs libérées	2/47		1/47		44/47		0/47		47/47	
	Mères d'enfants	1/47		2/47		44/47		0/47		47/47	
	Pères d'enfants	2/47		4/47		41/47		0/47		47/47	
Responsables Centraux	Enfants de 2,5 à 5 ans	1/14				9/14		4/14		14/14	
	Parents	3/15				8/14		4/14		15/15	
	Communauté	2/13				7/13		4/4		13	
	Collectivités	2/13				7/13		4/4		13	

(Sources : enquêtes, 2013)

Tableau 63 : Synthèse des points de vue des acteurs sur le fait d'avoir été consulté ou non avant la mise en œuvre du projet

Acteurs interrogés	OUI		NON		SR		TOTAL	
	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%
Mères/tutrices	479	73,2	175	26,8	0	0	654	100,0
Pères/tuteurs	184	85,2	30	13,9	2	0,9	216	100,0
Animateurs/trices	78	57,4	58	42,6	0	0	136	100,0
Enseignants de CI/CP	78	54,9	64	45,1	0	0	142	100,0
Responsables communaux	27		27		1		55	

DDEMP/CCS/CP	15		21		0		36	
Syndicats/ APE/leaders	37		10		0		47	
Responsables centraux	2		7		1		10	

Si OUI, Par qui ?

Acteurs	UNICEF	MEMP	Directeur Ecole	Chef de Village	Délégué	Autorités Départementales	Autres (Mairies, FADeC/ ONG, CCE...)
Mères/tutrices	28.4%	15.4%	22.3%	0%	0%	0%	33.8%
Pères/Tuteurs	31.5%	18.5%	6.0%	5.1%	3.2%	0%	0%
Animateurs/trices	20.6%	5.9%	3.7%	4.4%	3.7%	0%	12.5%
Enseignants de CI/CP	35.9%	7.0%	1.4%	0%	0%	0%	3.5%
Responsables communaux	17/55	4/55	0/55	0/55	0/55	1/55	4/55
DDEMP/CCS/CP	5/36	1/36	0/36	0/36	0/36	0/36	10/36
Syndicats/APE/lead ers	19/47	8/47	0/47	0/47	0/47	0/47	7/47
Responsables centraux	1/4	0/4	0/4	0/4	0/4	0/4	0/4

(Sources : enquêtes, 2013)

Tableau 64 : Synthèse des points de vue des acteurs sur la prise en compte de l'équité genre dans la planification des Espaces Enfance

Questions : Est-ce que selon vous, l'Espace Enfance mis en place permet de satisfaire les besoins des filles comme ceux des garçons sans distinction, surtout ceux des familles les plus pauvres ? (Mères/tutrices, Pères/tuteurs, ...) Des dispositions sont-elles prises lors de la construction de l'espace enfance pour aider les filles comme les garçons, notamment les plus pauvres ? (Animatrices) Pensez-vous qu'il a été prévu de traiter les filles comme les garçons surtout ceux des zones les plus défavorisés de façon équitable dans ces espaces ? (Syndicats/APE/Leaders, ...) La planification des espaces enfance a-t-elle prévu de prendre en compte aussi bien les besoins des filles que de ceux des garçons, notamment les plus pauvres?, etc. (Responsables centraux)

Acteurs interrogés	OUI		NON		Je ne sais pas		SR		TOTAL	
	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%
Mères/tutrices	581	88,8	73	11,2	0	0	0	0	654	100,0
Pères/tuteurs	205	94,9	11	5,1	0	0	0	0	216	100,0
Animateurs/trices	115	84,6	21	15,4	0	0	0	0	136	100,0
Syndicats/APE/leaders	43/47		4/47		0/47		0/47		47/47	

Responsables centraux	10/13		2/13		0/13		1/13		13/13	
TOTAL	954	89,5	111	10,4	0	0	1	0,1	1066	100,0

(Sources : enquêtes, 2013)

Tableau 65 : Synthèse sur les degrés de satisfaction des acteurs relativement à divers aspects de l'expérience**Question: Quel est votre degré de satisfaction par rapport aux locaux et à l'équipement ?**

Acteurs interrogés	1. Très peu satisfait		2. Peu satisfait		3. Satisfait		4. Très satisfait		SR		Total	
	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%
Mères/tutrices	200	30,6	199	30,4	142	21,7	100	15,3	13	2,0	654	100,0
Pères/tuteurs	72	33,3	52	24,1	53	24,5	34	15,7	5	2,3	216	100,0
Animateurs/trices	40	29,4	37	27,2	30	22,1	28	20,6	1	0,7	136	100,0
Syndicats/APE/leaders	15/47		12/47		9/47		11/47		0/47		47/47	
Responsables communaux	9/55		26/55		11/55		4/55		5/55		55/55	

Question : Quel est votre degré de satisfaction par rapport au travail des animateurs/trices ?

Acteurs interrogés	1. Très peu satisfait		2. Peu satisfait		3. Satisfait		4. Très satisfait		SR		Total	
	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%
Mères/tutrices	31	4,7	61	9,3	269	41,1	277	42,4	16	2,4	654	100
Pères/tuteurs	7	3,2	31	14,4	86	39,8	88	40,7	4	1,9	216	100
Animateurs/trices	14	10,3	21	15,4	67	49,3	34	25,0	0	0,0	136	100
Syndicats/APE/leaders	4/47		8/47		23/47		12/47		0/47		47/47	
Responsables communaux	4/55		12/55		30/55		4/55		5/55		55/55	

Question : Quel est votre degré de satisfaction par rapport à la gestion des Espaces Enfance ?

Acteurs interrogés	1. Très peu satisfait		2. Peu satisfait		3. Satisfait		4. Très satisfait		SR		Total	
	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%
Mères/tutrices	56	8,6	127	19,4	307	46,9	115	17,6	49	7,5	654	100,0
Pères/tuteurs	15	6,9	38	17,6	103	47,7	50	23,1	10	4,6	216	100,0
Animateurs/trices	19	14,0	29	21,3	70	51,5	18	13,2	0	0,0	136	100,0
Syndicats/APE/leaders	4/47		18/47		20/47		4/47		1/47		47/47	
Responsables communaux	7/55		18/55		20/55		4/55		6/55		55/55	

Question : Quel est votre degré de satisfaction par rapport au suivi des Espaces Enfance ?

Acteurs interrogés	1. Très peu satisfait		2. Peu satisfait		3. Satisfait		4. Très satisfait		SR		Total	
	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%
Mères/tutrices	74	11,3	118	18,0	284	43,4	107	16,4	71	10,9	654	100,0
Pères/tuteurs	22	10,2	43	19,9	86	39,8	48	22,2	17	7,9	216	100,0
Animateurs/trices	13	9,6	27	19,9	71	52,2	25	18,4	0	0,0	136	100,0
Syndicats/APE/leaders	5/47		11/47		23/47		8/47		0/47		47/47	
Responsables communaux	3/55		11/55		23/55		11/55		7/55		55/55	

Question : Quel est votre degré de satisfaction par rapport à l'implication des parents d'enfants ou de la communauté dans la construction de l'Espace Enfance ?

Acteurs interrogés	1. Très peu satisfait		2. Peu satisfait		3. Satisfait		4. Très satisfait		SR		Total	
	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%
Mères/tutrices	80	12,2	152	23,2	253	38,7	116	17,7	53	8,1	654	100,0
Pères/tuteurs	23	10,6	47	21,8	70	32,4	61	28,2	15	6,9	216	100,0
Animateurs/trices	26	19,1	31	22,8	60	44,1	19	14,0	0	0,0	136	100,0
Syndicats/APE/leaders	4/47		17/47		16/47		12/47		6/47		47/47	
Responsables communaux	6/55		11/55		15/55		15/55		0/55		55/55	

Question : Quel est votre degré de satisfaction par rapport à l'implication des parents d'enfants ou de la communauté dans le fonctionnement de l'Espace Enfance ?

Acteurs interrogés	1. Très peu satisfait		2. Peu satisfait		3. Satisfait		4. Très satisfait		SR		Total	
	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%
Mères/tutrices	76	11,6	167	25,5	243	37,2	100	15,3	68	10,4	654	100,0
Pères/tuteurs	20	9,3	55	25,5	82	38,0	43	19,9	16	7,4	216	100,0
Animateurs/trices	26	19,1	38	27,9	53	39,0	19	14,0	0	0,0	136	100,0
Syndicats/APE/leaders	4/47		13/47		22/47		8/47		0/47		47/47	
Responsables communaux	7/55		20/55		13/55		9/55		6/55		55/55	

Question : Quel est votre degré de satisfaction par rapport à l'implication particulière des mères/tutrices d'enfant (s) ?

Acteurs interrogés	1. Très peu satisfait		2. Peu satisfait		3. Satisfait		4. Très satisfait		SR		Total	
	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%
Mères/tutrices	71	10,9	133	20,3	239	36,5	154	23,5	57	8,7	654	100,0
Pères/tuteurs	19	8,8	43	19,9	83	38,4	57	26,4	14	6,5	216	100,0
Animateurs/trices	31	22,8	36	26,5	55	40,4	14	10,3	0	0,0	136	100,0
Syndicats/APE/leaders	2/47		6/47		25/47		11/47		3/47		47/47	
Responsables communaux	4/55		11/55		21/55		11/55		8/55		55/55	

Question : Quel est votre degré de satisfaction par rapport à votre propre implication dans la vie du centre ?

Acteurs interrogés	1. Très peu satisfait		2. Peu satisfait		3. Satisfait		4. Très satisfait		SR		Total	
	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%
Mères/tutrices	80	12,2	152	23,2	241	36,9	104	15,9	77	11,8	654	100,0
Pères/tuteurs	17	7,9	37	17,1	85	39,4	55	25,5	22	10,2	216	100,0
Animateurs/trices	39	28,7	43	31,6	41	30,1	13	9,6	0	0,0	136	100,0
Syndicats/APE/leaders	1/47		6/47		22/47		18/47		0/47		47/47	
Responsables communaux	4/55		10/55		26/55		7/55		8/55		55/55	

Question : Quel est votre degré de satisfaction par rapport à l'implication des autorités (locales, régionales, nationales) ?

Acteurs interrogés	1. Très peu satisfait		2. Peu satisfait		3. Satisfait		4. Très satisfait		SR		Total	
	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%
Mères/tutrices	250	38,2	144	22,0	127	19,4	58	8,9	75	11,5	654	100,0
Pères/tuteurs	75	34,7	47	21,8	49	22,7	32	14,8	13	6,0	216	100,0
Animateurs/trices	32	23,5	42	30,9	46	33,8	16	11,8	0	0,0	136	100,0
Syndicats/APE/leaders	6/55		14/55		16/55		11/55		0/55		47/55	

Question : Quel est votre degré de satisfaction par rapport à la contribution de l'UNICEF ?

Acteurs interrogés	1. Très peu satisfait		2. Peu satisfait		3. Satisfait		4. Très satisfait		SR		Total	
	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%
Mères/tutrices	44	6,7	81	12,4	236	36,1	221	33,8	72	11,0	654	100,0
Pères/tuteurs	15	6,9	21	9,7	74	34,3	82	38,0	24	11,1	216	100,0
Animateurs/trices	7	5,1	21	15,4	52	38,2	56	41,2	0	0,0	136	100,0
Syndicats/APE/leaders	5/47		4/47		13/47		25/47		0/47		47/47	
Responsables communaux	0/55		9/55		18/55		23/55		5/55		55/55	

(Sources : enquêtes, 2013)

Tableau 66 : Fréquence des réponses relatives au nombre de visites de classes reçues par les animateurs/trices ou données par les CCS/CP aux animateurs au cours de l'année scolaire 2011-2012 ou 2012-2013

Nombre de visites de classe	Reçues par animateurs		Données par CCS/CP	
	2012-2013		2011-2012	2012-2013
	Nb.	%	Nb.	Nb.
0 visite/autres	20	14,7	-	-
1 visite	0	0,0	9 sur 36	10 sur 36
2 visites	36	26,5	7 sur 36	7 sur 36
3 visites	19	14,0	4 sur 36	3 sur 36
4 visites	0	0,0	3 sur 36	3 sur 36
Plusieurs	37	27,2	10 sur 36	10 sur 36
SR	24	17,6	3 sur 36	3 sur 36
Total	136	100,0	36 sur 36	36 sur 36

(Sources : enquêtes, 2013)

Tableau 67 : Synthèse des avis des acteurs sur l'assiduité et la régularité des animateurs au travail

Question : L'animatrice/animateur est-elle (il) régulière (er) à son poste ?

Acteurs interrogés	OUI		NON		SR		TOTAL	
	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%
Mères/tutrices	597	91,3	57	8,7	0	0	654	100,0
Pères/tuteurs	192	88,9	24	11,1	0	0	216	100,0
Animateurs/trices	129	94,9	7	5,1	0	0	136	100,0

Question : L'animatrice/animateur est-elle (il) assidu(e) au travail ?

Acteurs interrogés	OUI		NON		SR		TOTAL	
	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%
Mères/tutrices	608	93,0	46	7,0	0	0	654	100,0
Pères/tuteurs	195	90,3	21	9,7	0	0	216	100,0

(Sources : enquêtes, 2013)

Tableau 68 : Synthèse des réponses des acteurs sur diverses questions relatives à l'aspect équité /genre dans les résultats obtenus par les Espaces Enfance

Questions : Les résultats changent-ils selon qu'il s'agisse d'un garçon ou d'une Fille ? (Mères/tutrices, Pères/tuteurs...) Existe-t-il des écarts entre les filles et les garçons au niveau des résultats ? (Animatrices...) ; Est-ce que les enfants des zones les plus défavorisées ont des résultats moins bons par rapport aux autres ? (Animatrices) ; Pensez-vous, dans les espaces enfance, que des mesures particulières sont prises tant en faveur des garçons que des filles, notamment les plus défavorisés ? (CCS/CP...) Pensez-vous que les garçons comme les filles y compris ceux les plus pauvres sont traités de façon équitable dans ces Espaces Enfance ? (Syndicats/APE/leaders...)

Acteurs interrogés	OUI		NON		Je ne sais pas		SR		TOTAL	
	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%
Mères/tutrices	124	19,0	530	81,0	0	0	0	0	654	100,0
Pères/tuteurs	34	15,7	182	84,3	0	0	0	0	216	100,0
Animateurs/trices	76	55,9	60	44,1	0	0	0	0	136	100,0
Syndicats/ APE/Leaders	46		1		0				47	
Résultats en fonction de la zone?										
Animateurs/trices	45	33,1	86	63,2	0	0	5	3,7	136	100,0

Tableau 69 : Thèmes de formation des animateurs/trices selon diverses sources

Selon les CCS/CP	Selon les animateurs/trices	Selon analyse documentaire
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Accueil des enfants ▪ Lavage des mains à l'EM ▪ Passage aux toilettes ▪ L'éducation du mouvement ▪ Les activités d'éveil scientifique (observation, éducation sensorielle) ▪ L'éveil scientifique à dominante technologique ▪ Les activités émotionnelles ▪ Le langage ▪ Les pratiques essentielles ▪ Déroulement des activités dans l'Espace Enfance 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ La généralisation des activités à l'EM ▪ Thèmes ayant rapport à l'enseignement maternel ▪ Les activités d'éducation pour la santé ▪ L'apprentissage à l'enseignement ▪ Comment aborder les enfants sur les jeux ▪ Préparation de la classe ▪ Comment s'occuper de l'hygiène des enfants des EM 	UNITE 1 : CROISSANCE ET DEVELOPPEMENT DU JEUNE ENFANT Sous Unité 1: Le développement de l'enfant de 0 à 8 ans Sous Unité 2 : Santé, hygiène et nutrition Sous Unité 3 : Les pratiques familiales essentielles et les pratiques d'éveil essentielles Sous Unité 4 : Les droits et devoirs de l'enfant UNITE 2 : L'ESPACE ENFANCE Sous Unité 1 : L'espace enfance Sous Unité 2 : Les activités dans l'espace enfance

(Sources : enquêtes, UNICEF, 2013)

Tableau 70 : Synthèse des points de vue des acteurs sur les résultats jugés les plus importants

<i>Questions : Quels sont les résultats les plus importants pour vous ? Ou quels sont les points forts du projet ?</i>						
Domaines de résultats les plus importants	Mères/ Tutrices	Pères/ Tuteurs	Animateurs / trices	Responsables communaux	Syndicats / APE/ Leaders	DDEMP /CCS/ CP
Résultats quantitatifs de la préscolarisation et de la scolarisation	-	-	42 (30.9%)	12/55	14/47	14/36
Socialisation/Eveil/préparation au primaire	(35.0%)	70 (32.4%)	17+15 (22.5%)	17/55	18/47	11/36
Acquis en pré-lecture, pré-écriture, pré-mathématiques	4.7%	21 (9.7%)	6 (4.4%)	-	-	
Domaine comportemental (changement positif de comportement des enfants)	13.8%	44 (20.4%)	-	-	-	-
Respect des règles d'hygiène par les enfants	11.8%	5 (2.3%)	-	-	-	
Libération et scolarisation des filles, grandes sœurs des enfants	1.1%	14 (6.5%)	17 (12.5%)	17/55	4/47	14/36
Libération des mères / tutrices et les AGR menées	3.7%	21 (9.7%)	11 (8.1%)		6/47	6/36
Autres	9.8%	10 (4.6%)	9 (6.6%)	5/55	2/47	2/36
SR	10.9%	31 (14.41%)	19 (14.0%)	4/55	3/47	3/36

(Sources : enquêtes, 2013)

Tableau 71 : Synthèse des difficultés vécues dans la mise en œuvre des Espaces Enfance et exprimées par des acteurs primaires

Questions : Quelles sont les difficultés rencontrées dans la construction et le fonctionnement des Espaces Enfance et qui a joué négativement sur l'atteinte des résultats? (Mère/tutrices, père/tuteurs, animateurs/trices, Syndicats/APE/Leaders, responsables communaux) Ou que souhaitez-vous qu'on améliore dans les Espaces Enfance? (Enfants des Espaces, élèves de CI/CP, filles libérées) Ou Quels sont les problèmes/difficultés (pédagogiques, administratifs, matériel et /ou financier) auxquels sont confrontés les animateurs/trices et les Espaces Enfance en général? (CCS/CP)

Difficultés	Mères		Pères		Animateurs / trices		Syndicats / APE/ Leaders	Respon. Commu.	CCS/ CP
Reconnues	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Fré.	Fré.	Fré.
Qualité défectueuse des bâtiments/vétusté des locaux	430	65,7	152	70,4	105	77,2	37/47	1/55	26/36
Manque/ insuffisance dans les équipements (latrines, coins de jeu, etc.)	520	79,5	177	81,9	81	59,6	41/47	10/55	31/36

Manque /insuffisance de jeux ou de jouets dans le centre	528	80,7	169	78,2	198	145,6	38/47	10/55	31/36
Faiblesse des frais de fonctionnement	404	61,8	142	65,7	111	81,6	43/47		30/36
Alimentation insuffisante en quantité et en qualité	485	74,2	150	69,4	98	72,1	31/47		
Niveau bas/Non-paiement des salaires versés aux animatrices/animateurs	388	59,3	135	62,5	103	75,7	41/47	18/55	30/36
Faible mobilisation/contribution des parents au fonctionnement du centre/Mentalités défavorables/Pauvreté	502	76,8	159	73,6	112	82,4	39/47	10/55	30/36
Faible contribution des autorités gouvernementales, communales, départementales	325	49,7	81	37,5	108	79,4	37/47		27/36
Difficultés au niveau de l'UNICEF/PTF	0	0,0	0	0,0	62	45,6	12/47		0/36
Présence de dangers dans l'environnement (insalubrité, serpents par exemples, etc.)	12	1,8	10	4,6	59	43,4	15/47		0/36
Autres (Précisez) Eloignement de l'Espace Enfance du village ;		0,0	0	0,0	12	8,8	6/47		0/36
Difficultés pédagogiques		0,0		0,0		0,0			27/36

(Sources : enquêtes, 2013)

Tableau 72 : Synthèse sur le degré de satisfaction de certains acteurs par rapport aux résultats obtenus par les Espaces Enfance*Question : Etes-vous globalement satisfait (du fonctionnement et) des résultats obtenus par les Espaces Enfance ?*

Acteurs interrogés	1. Très peu satisfait		2. Peu satisfait		3. Satisfait		4. Très satisfait		SR		Total	
	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%
Mères/tutrices	11	1,7	25	3,8	343	52,4	175	26,8	100	15,3	654	100,0
Pères/tuteurs	2	0,9	15	6,9	107	49,5	67	31,0	23	10,6	214	99,1

(Sources : enquêtes, 2013)

Tableau 73 : Synthèse sur la contribution des Espaces Enfance à l'amélioration des conditions de vie du point de vue des parents

Domaines	Beaucoup plus de temps pour mener les AGR											
Avis des répondants	1 Trs faible		2 Faible		3 Fort		4 Trs Fort		SR		TOTAL	
	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%
Selon mères/tutrices	4	0,6	26	4,0	292	44,6	317	48,5	15	2,3	654	100
Selon pères/tuteurs	4	1,9	9	4,2	83	38,4	117	54,2	3	1,4	216	100
TOTAL	8	0,9	35	4,0	375	43,1	434	49,9	18	2,1	870	100,0
Avis des répondants	Augmentation de mes revenus											
	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%
Selon mères/tutrices	6	0,9	76	11,6	345	52,8	213	32,6	14	2,1	654	100
Selon pères/tuteurs	6	2,8	14	6,5	97	44,9	95	44,0	4	1,9	216	100
TOTAL	12	1,4	90	10,3	442	50,8	308	35,4	18	2,1	870	100,0
Avis des répondants	Plus grande contribution aux charges familiales											
	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%
Selon mères/tutrices	15	2,3	72	11,0	343	52,4	206	31,5	18	2,8	654	100
Selon pères/tuteurs	7	3,2	29	13,4	98	45,4	75	34,7	7	3,2	216	100
TOTAL	22	2,5	101	11,6	441	50,7	281	32,3	25	2,9	870	100,0

(Sources : enquêtes, 2013)

Tableau 74 : Synthèse des points de vue des acteurs sur l'utilisation ou la gestion judicieuse et optimale des ressources financières et matières des Espaces Enfance

Question : Pensez-vous que ces ressources sont bien utilisées ? (Mères/tutrices, Pères/Tuteurs...) Les ressources financières et matérielles sont-elles gérées de façon judicieuse ?

(Animatrices...)

Acteurs interrogés	1. Très mal utilisées		2. Mal utilisées		3. Bien utilisées		4. Très bien utilisées		SR		Total	
	NON				OUI							
	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%
Mères/tutrices	2	0,3	14	2,1	326	49,8	155	23,7	157	24,0	654	100
Pères/tuteurs	0	0,0	7	3,2	121	56,0	56	25,9	32	14,8	216	100
Animateurs/trices	30	22,1			106	77,9			0	0,0	136	100

(Sources : enquêtes, 2013)

Tableau 75 : Synthèse des raisons justificatives d'une bonne ou mauvaise gestion des ressources du projet selon les parents

<i>Pourquoi ?</i>	
Réponses	Fréquence
Selon les pères/tuteurs :	
liv) Aucune information sur un cas de mauvaise gestion/Constat de bonne gestion, collégiale saine et transparente	16,2%
lv) Aucun constat sur un cas de dysfonctionnement	
lvi) Bonne alimentation des enfants	
lvii) Contribution financière de l'animatrice au bénéfice des enfants	10,2%
lviii) Bons résultats constatés au niveau des enfants	7,4%
lix) Autres : informations données par les enfants, informés de tout ce qui se passe, suivi des dépenses,	3,7%
	7,4%
Selon les mères/tutrices :	
lx) Aucune information sur un cas de mauvaise gestion/Constat de bonne gestion	33,5%
lxi) Aucun constat sur un cas de dysfonctionnement	12,5%
lxii) Bonne alimentation des enfants	
lxiii) Contribution financière de l'animatrice au bénéfice des enfants	
lxiv) Autres : informations données par les enfants.	6,9%
	7,8%
	5,2%
	28,9%

(Sources : enquêtes, 2013)

Tableau 76 : Synthèse des réponses à la question relative aux cas de gaspillage des ressources*Question : Avez-vous constaté des cas de gaspillage des ressources financières ou matérielles ?*

Acteurs interrogés	OUI		NON		SR		TOTAL	
	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%
Mères/tutrices	24	3,7	573	87,6	57	8,7	654	100
Pères/tuteurs	11	5,1	205	94,9	0	0,0	216	100
Animateurs/trices	14	10,3	122	89,7	0	0,0	136	100

(Sources : enquêtes, 2013)

Tableau 77 : Montants des coûts annuels de l'éducation d'un petit enfant selon les parents*Question : Combien vous coûte annuellement l'éducation de votre enfant placé dans l'espace enfance ?*

Répondants	<4000 CFA	4000 à 6500 CFA	6600 à 10000 CFA	10100 à 15000 CFA	15100 à 20000 CFA	20100 à 30000 CFA	>30000 CFA	Autres	SR
Mères/Tutrices	43	50	49	49	42	58	161	202	0
Pères/tuteurs	11	14	16	20	12	10	71	41	48

(Sources : enquêtes, 2013)

Tableau 78 : Les montants des budgets de fonctionnement des Espaces Enfance selon des acteurs*Question : Quel est le budget de fonctionnement de l'Espace Enfance ?*

Répondants	100000 à 150000 CFA	>150000 à 300000	>300000 à 600000 CFA	>600000 CFA	Autres	SR	TOTAL
Animateurs	27	12	4	0	32	61	136
Responsables centraux	1	1	1	3	0	2	8
CCS/CP	0	0	3	0	0	33	36

(Sources : enquêtes, 2013)

Tableau 79 : Synthèse sur le niveau de satisfaction des acteurs relativement à l'établissement des actes de naissance des enfants des Espaces Enfance

Acteurs interrogés	1. Très peu satisfait		2. Peu satisfait		3. Satisfait		Très satisfait		SR		Total	
	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%
Mères/tutrices	265	40,5	64	9,8	99	15,1	102	15,6	124	19,0	654	100
Pères/tuteurs	91	42,1	23	10,6	35	16,2	49	22,7	18	8,3	216	100
Animateurs/trices	1	0,7	4	2,9	6	4,4	1	0,7	124	91,2	136	100
Enseignants de CI/CP	20	14,1	8	5,6	23	16,2	14	9,9	77	54,2	142	100
CCS/CP	14		8		6		8		0		36	
Syndicats/APE/leaders	15		2		8		22		0		47	
Responsables communaux	17		13		9		8		8		55	
TOTAL	423	32,9	122	9,5	186	14,5	204	15,9	351	27,3	1286	100,0

(Sources : enquêtes, 2013)

Tableau 80 : Synthèse sur le niveau de satisfaction des acteurs relativement à la vaccination des enfants des Espaces Enfance

Acteurs interrogés	1. Très peu satisfait		2. Peu satisfait		3. Satisfait		Très satisfait		SR		Total	
	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%
Mères/tutrices	79	12,1	75	11,5	215	32,9	243	37,2	42	6,4	654	100
Pères/tuteurs	25	11,6	16	7,4	68	31,5	100	46,3	7	3,2	216	100
Animateurs/trices	1	0,7	2	1,5	34	25,0	8	5,9	91	66,9	136	100
Enseignants de CI/CP	8	5,6	9	6,3	42	29,6	53	37,3	30	21,1	142	100
CCS/CP	5		6		10		15		0		36	
Syndicats/APE/leaders	15		2		8		22		0		47	
Responsables communaux	17		13		9		8		8		55	
TOTAL	150	11,7	123	9,6	386	30,0	449	34,9	178	13,8	1286	100,0

(Sources : enquêtes, 2013)

Tableau 81 : Synthèse sur le niveau de satisfaction des acteurs relativement au déparasitage des enfants des Espaces Enfance

Acteurs interrogés	1. Très peu satisfait		2. Peu satisfait		3. Satisfait		Très satisfait		SR		Total	
	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%
Mères/tutrices	44	6,7	43	6,6	275	42,0	235	35,9	57	8,7	654	100
Pères/tuteurs	16	7,4	11	5,1	75	34,7	103	47,7	11	5,1	216	100
Animateurs/trices	2	1,5	2	1,5	29	21,3	6	4,4	97	71,3	136	100
Enseignants de CI/CP	5	3,5	8	5,6	53	37,3	54	38,0	22	15,5	142	100
CCS/CP	1		2		10		23		0		36	
Syndicats/APE/leaders	2		2		8		35		0		47	
Responsables communaux	3		3		14		29		6		55	
TOTAL	73	5,7	71	5,5	464	36,1	485	37,7	193	15,0	1286	100,0

(Sources : enquêtes, 2013)

Tableau 82 : Synthèse sur le niveau de satisfaction des acteurs relativement à la prise en charge des enfants en cas de maladie

Acteurs interrogés	1. Très peu satisfait		2. Peu satisfait		3. Satisfait		Très satisfait		SR		Total	
	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%
Mères/tutrices	259	39,6	103	15,7	108	16,5	94	14,4	90	13,8	654	100
Pères/tuteurs	75	34,7	39	18,1	36	16,7	46	21,3	20	9,3	216	100
Animateurs/trices	0	0,0	3	2,2	7	5,1	3	2,2	123	90,4	136	100
Enseignants de CI/CP	17	12,0	13	9,2	20	14,1	14	9,9	78	54,9	142	100
CCS/CP	13		9		8		6		0		36	
Syndicats/APE/leaders	14		5		7		21		0		47	

Responsables communaux	8		4		15		14		14		55	
TOTAL	386	30,0	176	13,7	201	15,6	198	15,4	325	25,3	1286	100,0

(Sources : enquêtes, 2013)

Tableau 83 : Synthèse sur le niveau de satisfaction des acteurs relativement à l'éveil/éducation des enfants des Espaces Enfance

Acteurs interrogés	1. Très peu satisfait		2. Peu satisfait		3. Satisfait		Très satisfait		SR		Total	
	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%
Mères/tutrices	28	4,28	27	4,1	237	36,2	320	48,9	42	6,4	654	100
Pères/tuteurs	16	7,41	18	8,3	67	31,0	101	46,8	14	6,5	216	100
Animateurs/trices	2	1,47	2	1,5	10	7,4	6	4,4	116	85,3	136	100
Enseignants de CI/CP	5	3,52	18	12,7	53	37,3	44	31,0	22	15,5	142	100
CCS/CP	1		9		16		10		0		36	
Syndicats/APE/leaders	0		1		17		29		0		47	
Responsables communaux	2		2		24		22		5		55	
TOTAL	54	4,2	77	6,0	424	33,0	532	41,4	199	15,5	1286	100,0

(Sources : enquêtes, 2013)

Tableau 84 : Synthèse sur les perceptions relatives à l'éducation préscolaire avant l'avènement des Espaces Enfance de l'avis de certains acteurs*Question : Comment voyez-vous l'éducation de la petite enfance avant la création des Espaces Enfance*

Perceptions	Mères/tutrices				Pères/tuteurs			
	OUI		NON		OUI		NON	
	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%
Elle est faite pour les gens de villes	290	44,3	335	51,2	98	45,4	118	54,6
Elle est faite pour les riches	287	43,9	337	51,5	104	48,1	112	51,9
Ce n'est pas dans nos coutumes ou dans nos habitudes	241	36,9	388	59,3	81	37,5	135	62,5
Cela diminue la valeur de la femme	122	18,7	500	76,5	46	21,3	170	78,7
Autres :	13	2,0	33	5,0	3	1,4	213	98,6
Effectif total	654				216			

(Sources : enquêtes, 2013)

Tableau 85 : Synthèse des avis relatifs aux changements des mentalités en faveur de la préscolarisation grâce aux Espaces Enfance

Questions : Etes-vous prêt(e) à encourager d'autres parents à créer leur Espace Enfance ou inscrire leurs petits enfants dans un Espace Enfance ? (père/tuteurs, mères/tutrices,) ; Les familles ont-elles adopté les espaces enfance comme de vrais centres d'éducation, des centres susceptibles de favoriser la préscolarisation ? (animatrices) ; Pensez-vous que l'existence des Espaces Enfance a fait évoluer positivement les mentalités en faveur de l'éducation de la petite enfance en milieu rural ? (CCS/CP, Responsables communaux, Syndicats/APE/leaders,) ; Selon vous, est-ce-que l'expérience des Espaces Enfance a influencé la perception des familles et des communautés sur la préscolarisation ? (Responsables centraux)

Répondants	OUI		NON		Je ne sais pas		SR		TOTAL	
	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%
Mères/tutrices	634	96,9	11	1,7	0	0,0	9	1,4	654	100,0
Pères/tuteurs	209	96,8	5	2,3	0	0,0	2	0,9	216	100,0
Animateurs/trices	131	96,3	5	3,7	0	0,0	0	0,0	136	100,0
Responsables communaux	41		6		0		0		47	
CCS/CP	36		0		0		0		36	
Responsables centraux	9		0		0		1		10	
TOTAL	1060	96,5	27	2,5	0	0	12	1,1	1099	100,0

Question : Avez-vous constaté que les mentalités des populations ont évolué positivement vis-à-vis de l'éducation de la petite enfance grâce aux espaces enfance ?

Répondants	Très peu		Un peu		Beaucoup		SR		Total	
	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%
Enseignants de CI/CP	15	10,56	41	28,87	86	60,56	0	0	142	100
Syndicats/APE/leaders	0		4		43		0		47	

(Sources : enquêtes, 2013)

Tableau 86 : Synthèse des réponses aux questions relatives au phénomène d'imitation de l'expérience des Espaces Enfance

Questions : Retrouvez-vous dans certaines écoles de votre milieu ou d'une localité proche, des tentatives d'imitation de certains acquis des espaces enfances ? (Animatrices) ; Durant vos activités de suivi des écoles maternelles et primaires dans votre localité, avez-vous découvert des imitations de pratiques des espaces enfance ? (Responsables centraux, CCS/CP,) ; Connaissiez-vous des communes ou des localités non concernées par l'expérience et qui ont créé des centres similaires ? (Syndicats/APE/Leaders)

Répondants	OUI		NON		Je ne sais pas		SR		TOTAL	
	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%
Animateurs/trices	48	35,3	88	64,7	0	0,0	0	0,0	136	100,0
Syndicats/APE/Leaders	13		34		0		0		47	
CCS/CP	15		9		0		12		36	
Responsables centraux	3		0		0		7		10	
TOTAL	79	34,5	131	57,2	0	0	19	8,3	229	100

(Sources : enquêtes, 2013)

Tableau 87 : Synthèse des points de vue des acteurs sur les possibilités d'extension de l'expérience ou sur son passage à l'échelle

Questions : Est-il possible et souhaitable selon vous d'étendre l'expérience à toutes les localités rurales du Bénin? (Mères/tutrices, Pères/tuteurs) ; Seriez-vous favorable à un passage à échelle nationale des espaces enfance ? (Responsables communaux, Syndicats/APE/Leaders) ; Pensez-vous qu'il soit utile de généraliser l'expérience des espaces enfance à travers le pays ? (Enseignants de CI/CP) ; Sur la base de votre expérience, pensez-vous qu'il soit possible d' »étendre les espaces Enfance à travers le pays et qu'elle donne de bons résultats ? (Animateurs/trices)

Répondants	OUI		NON		SR		TOTAL	
	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%
Mères/tutrices	643	98,3	11	1,7	0	0,0	654	100,0
Pères/tuteurs	209	96,8	7	3,2	0	0,0	216	100,0
Animateurs/trices	129	94,9	7	5,1	0	0,0	136	100,0
Enseignants de CI/CP	138	97,2	4	2,8	0	0,0	142	100,0
Responsables communaux	35		16		4		55	
Syndicats/APE/leaders	47		0		0		47	
TOTAL	1201	96,1	45	3,6	4	0,3	1250	100,0

(Sources : enquêtes, 2013)

Tableau 88 : Synthèse des critiques formulées par les parents (lors des focus group) sur les services offerts aux enfants

Domaines	Critiques positives	Critiques négatives
Etablissement d'acte de naissance		▪ Non établissement des actes de naissance aux enfants qui en sont dépourvus
Vaccination	▪ Régularité des campagnes de vaccination	Les vaccinations ne sont pas régulières
Déparasitage	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Le seul service est le déparasitage lequel nous apprécions bien ; Régularité des campagnes de déparasitage ▪ Par rapport au déparasitage, nous ne savons pas combien de fois il faut le faire par an donc quand ils viennent une fois nous sommes contentes. 	
Education/Eveil des enfants	L'animatrice enseigne beaucoup de choses aux enfants : hygiène corporelle,	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Non assiduité de l'animatrice ▪ Manque d'enseignant ; Manque d'équipement ludique pour l'épanouissement des enfants ; Irrégularité de l'animateur ; Local inapproprié ▪ Si l'animateur peut recevoir une formation pendant les congés ou les vacances ce serait bien
Autres (précisez) : Alimentation/Nutrition		<ul style="list-style-type: none"> ▪ Pauvreté des mets/ restauration ; Non variation des mets Insuffisance quantitative et qualitative des mets ; ▪ Quantité insuffisante des mets offerts aux enfants ▪ Suivi irrégulier voire absence des responsables sanitaires et des autorités (locales, ministérielles, ...)

(Sources : enquêtes, 2013)

Tableau 89 : Synthèse des appréciations formulées par les acteurs sur l'initiative des Espaces Enfance

Question : Selon toi, l'existence d'un Espace Enfance est une mauvaise ou bonne initiative ? (Filles libérées) ; Quelle est votre appréciation de cette initiative du MEMP appuyée par l'UNICEF ? (Pères/tuteurs, Mères/tutrices, Animatrices, Enseignants de CI/CP, Responsables communaux, Syndicats/APE/Leaders)

Répondants	1. Très mauvaise		2. Mauvaise		3. Bonne		4. Excellente		SR		Total	
	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%
Filles libérées	1		0,2		483		99,8		0	0,0	484	100
Mères/tutrices	4	0,6	11	1,7	354	54,1	285	43,6	0	0,0	654	100
Pères/tuteurs	3	1,4	5	2,3	96	44,4	107	49,5	5	2,3	216	100
Animateurs/trices	1	0,7	2	1,5	76	55,9	57	41,9	0	0,0	136	100
Enseignants de CI/CP	9	6,3	4	2,8	64	45,1	65	45,8	0	0,0	142	100
Syndicats/APE/leaders	0		1		14		32		0		47	
Responsables communaux	1		1		21		29		3		55	

(Sources : enquêtes, 2013)

Tableau 90 : Synthèse sur le niveau d'engagement des acteurs à accompagner l'expérience selon leurs points de vue

Questions : Prenez-vous l'engagement à (de continuer à) contribuer au fonctionnement de ces centres ? (Enseignants de CI/CP) ; Quel est votre degré d'engagement pour appuyer l'initiative des espaces enfance ? (Mères/tutrices, Pères/tuteurs, Animatrices, Responsables communaux, Syndicats/APE/Leaders)

	1. Très faible		2. Faible		3. Fort		4. Très fort		SR		Total	
Répondants	NON				OUI							
	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%
Mères/tutrices	12	1,8	47	7,2	336	51,4	259	39,6	0	0,0	654	100,0
Pères/tuteurs	7	3,2	19	8,8	102	47,2	83	38,4	5	2,3	216	100,0
Animateurs/trices	0	0,0	5	3,7	65	47,8	66	48,5	0	0,0	136	100,0
Enseignants de CI/CP	15	10,6	0	0,0	127	89,4	0	0,0	0	0,0	142	100,0
Syndicats/APE/leaders	0		1		17		29		0		47	
Responsables communaux	0		2		27		19		7		55	

(Sources : enquêtes, 2013)

Tableau 91 : Synthèse des domaines de suggestions formulées par les acteurs du niveau primaire

[illegible]

[illegible]

onsabiliser les parents pour la mobilisation des fonds											
Domaines de suggestions	Enfants des EE	Elèves de CI	Filles libérées	Mères Tutrices	Pères tuteurs	Anima.	Enseignants	CCS/CP	Resp. Com.	Syn/APE leaders	Grand mères
En direction de l'UNICEF (et des autres PTF)				90%	93%	86%	94%		48/55	43/47	21/21
Contribution de l'UNICEF au paiement des salaires des animateurs/animateuses											
Renforcer sa contribution à la construction des locaux											
Renforcer sa contribution à l'équipement en jeux et jouets (balançoires, toboggan,					12%	10%					
Renforcer sa contribution aux fournitures et équipements divers (mobilier, ustensiles, etc.						10%					
Contribution à la création de cantines et à l'alimentation des enfants					7%						
Renforcer son action dans le domaine de la santé des enfants											
Renforcement de l'appui matériel et financier ou multiforme en général de l'UNICEF				46%	53%	45%	57%		33/55	30/47	

(Sources : enquêtes, 2013)

COMMUNE DE BEMBEREKE**1- Espace Enfance de KOKABO**

- Les animatrices des Espaces Enfance de KOKABO n'ont souvent pas reçu de formation et n'ont ni registre, ni fiche, ni cahier. Les élèves écrivent sur des ardoises.
- L'animatrice de KOKABO a déclaré que le CCS et les CP n'ont jamais visité l'Espace Enfance.
- Le local abritant l'EM de BASSON dans GAMIA n'est pas construit en matériaux définitifs. Il est entouré d'herbes, dans une insalubrité et très puant puisque les populations viennent déféquer aux alentours et n'ont pas la bonne volonté pour nettoyer le domaine pour les enfants. D'après l'animatrice, les parents refusent d'acheter les fournitures aux enfants et même pour cotiser pour payer l'animatrice. Pour eux, l'école est gratuite.

2- Espace Enfance SAORE.

L'Espace Enfance de SAORE, sis dans la maison des jeunes est fermée parce que l'animatrice n'a pas eu son argent depuis longtemps. Les parents ont dit qu'ils sont fatigués et ont demandé à l'animatrice de rester à la maison. C'est ce matin que l'animatrice a fait appel aux élèves. Les parents dont les enfants ne fréquentent plus ou pas dans l'Espace Enfance refusent de participer au fonctionnement de l'Espace Enfance. L'animatrice a déclaré que le CCS et les CP ne sont jamais arrivés dans l'Espace Enfance.

3- EE KONOU

L'Espace Enfance n'a pas d'eau ni de jeux. L'animatrice de EE KONOU n'a reçu aucune formation administrative et pédagogique n'a ni registre, ni fiche, ni cahier. Les élèves écrivent sur des ardoises. L'animatrice a déclaré que le CCS et les CP ne sont jamais arrivés dans l'espace.

4- Espace Enfance NASSA

L'Espace Enfance est sous un arbre de néré, exposé aux intempéries car le site qui l'abritait a été demandé par son propriétaire qui le leur avait prêté. Une rivière bloque l'accès en période pluvieuse.

5- Espace Enfance SISSIGOUROU

L'Espace Enfance est fermé et il n'y a ni élève ni enfants. Ceci a entraîné le choix d'un autre EE notamment TEME.

COMMUNE DE SINENDE**1- Espace Enfance SIKKI-GOUROU**

- L'animatrice est titulaire du BEPC et elle a plus de facilité à mener ou à mettre en œuvre les activités préconisées par les Espaces Enfance.

- Défaut de matériel nécessaire pour les jeux éducatifs.
- l'entretien de la mère d'enfants et des pères d'enfants a fait ressortir l'importance de la prise en charge des Espaces Enfance par l'Etat avec l'implication des Autorités communales.

2- Espace Enfance NIARO

Le responsable syndical ne semble pas maîtriser effectivement les objectifs fondamentaux des Espaces Enfance

3- Espace Enfance KPARO

Les mères d'enfants sont plus contentes des Espaces Enfance. Elles sont plus préoccupées de l'avenir de leurs enfants surtout les filles. L'organisation pédagogique est peu satisfaisante parce que les domaines de KPARO, DANRI et GOUROU (aspect physique et administratif) n'existent pas. Le local abritant les enfants est un local emprunté.

4- TOUME (Espace Enfance modélisé)

Module en matériaux définitifs. Beaucoup de jouets. Installation extérieur bien fait avec une clôture de haie vive.

5- FO-SAKAROU

L'Espace Enfance est bien construite et équipée en mobilier suffisant ; matériel de jeux insuffisant ; aucune formation de l'animatrice ; personnel insuffisant

COMMUNE DE POBE

1- Espace Enfance IGBO-OTCHO

A igbo-Otcho, il y a un nombre important d'enfants inscrits et la classe est munie de beaucoup de jeux et de loisirs de l'UNICEF. Au niveau des mères, quelques questions sont difficiles à renseigner telles que le salaire de l'animateur, la connaissance de l'UNICEF, le MEMP et leurs actions sans oublier les frais annuels d'éducation des enfants.

COMMUNE DE DJIDJA

1- Espace Enfance AGONHOHOUN

- L'animatrice, bien que dévouée à faire le travail n'a aucune connaissance pédagogique. Elle essaie de bricoler avec les enfants les activités de passage aux toilettes, le lavage des mains, écrire, lire a, b, papa, maman... Elle met tout à l'œuvre pour occuper les enfants qui lui sont confiés. Elle a fait des formations sur les activités à dérouler dans l'espace mais il reste beaucoup à faire.
- L'Espace Enfance d'Agonhohoun n'avait rien mis en place pour l'accueil des enfants depuis la rentrée scolaire 13-14. Les jeux extérieurs, le bâtiment et les latrines étaient dans une brousse. L'animatrice a supplié en vain les parents qui devraient sarcler la

cour et les alentours. Le superviseur arrivé sur les lieux ayant vu la réalité a finalement invité les parents à aider l'animatrice à entretenir le domaine. Ce qui a été fait pour l'enceinte et pour les alentours et il a été demandé à l'animatrice de vite mettre la salle de l'Espace Enfance au propre pour que les activités démarrent.

- la mobilisation des parents d'élèves très tôt le matin pour le sarclage des alentours de l'Espace Enfance et la reprise des activités s'est fait remarquer sous la présence de l'animatrice, du Directeur de l'école primaire et de quelques représentants des parents d'élèves, sans oublier aussi la diplomatie des enquêteurs et du superviseur de la zone de Djidja.
- Les enfants qui venaient à peine de reprendre parlaient difficilement. Ils n'ont pu rien écrire sur la feuille. Les grands ont pu griffonner quelques traits. Les mères quant à elles répondent de la même manière.
- Les actions de l'UNICEF sont fortement encouragées par les parents d'élèves.

2- Espace Enfance ZAKAN (EE modélisé)

L'animatrice a trouvé travail ailleurs. Le bâtiment bien construit par l'UNICEF avec mobilier. Les enfants attendent la nouvelle animatrice qui va probablement commencer la semaine prochaine.

3- Espace Enfance SOVLENGNI

La paillote qui devrait accueillir les enfants est en décrépitude, l'animatrice n'a pas repris service faute de moyens. Les enfants attendent dans les maisons. L'Espace Enfance Sovlegni ne dispose pas du tout de construction ni d'équipement.

4- Espace Enfance SOZOUN

L'état des locaux de l'Espace Enfance inadéquat, absence d'installations extérieures avec une animatrice sans formation, non rémunérée et qui serait en instance de départ suite à la réussite pour le concours d'entrée à l'ENI ALLADA.

5- Espace Enfance LINSINLIN

Grande léthargie observée sur le terrain car aucun enfant n'est dans l'Espace Enfance et l'animateur GANDAGBE Jean Cyprien, joint plusieurs fois au téléphone, n'a fait que baratiner les enquêteurs pendant un temps avant d'éteindre son portable après pour se rendre injoignable.

6- Espace Enfance TANNOUKO

Absence d'installations extérieures avec une animatrice sans formation et non rémunérée.

7- Espace Enfance WOGBAYE

L'animatrice de l'Espace Enfance, bien qu'elle ait eu son enfant accidenté et qu'elle ne soit pas payée depuis 2009, est toujours disponible. C'est le directeur de l'EP de WOGBAYE qui lui

trouve à peine 5.000 FCFA par an. Son dévouement est salué par les populations qui la prennent comme exemple d'élément de motivation des filles dans le village. Born Fonden a construit un beau bâtiment équipé d'une citerne fonctionnelle et des jeux extérieurs, des livres et autres matériels mais pas un petit kopeck pour le fonctionnement.

8- Espace Enfance OUKPA

Les animatrices s'investissent malgré leur situation salariale trop critique : depuis 2 à 4 ans, elles n'ont reçu le moindre kopeck. Les enseignants des CI et les directeurs du complexe apprécient à juste titre leur travail malgré leur niveau académique et pédagogique assez bas d'une part, et le manque /l'insuffisance de matériel didactique d'autre part.

Certaines ONG comme JPSEC et Born Fonden ont aidé à la construction et à l'équipement des Espaces Enfance.

9- Espace Enfance DOHOUIME

L'EM, ancien Espace Enfance est bien construite par Born Fonden. Une directrice est affectée à sa tête. Il manque de latrine et de l'eau potable. Mais l'animatrice (UNICEF) est restée en poste bien qu'elle ne soit pas vraiment payée. On note l'ignorance des pères et des mères d'enfants des Espaces Enfance à soutenir les animatrices. Il est important que, même si on doit la remercier, le Gouvernement, la Mairie de Djidja et l'UNICEF la félicite et la gratifie.

10- Espace Enfance AYOGBE

L'animatrice est disponible, mais se décourage de jour en jour parce que les parents ne font aucun effort pour lui payer un minimum de salaire pour ses besoins vitaux. Si rien n'est fait d'ici à là, cet Espace Enfance risque de disparaître.

11- EE ZAKAN-KOZOSSA

L'Espace Enfance est sauvé des grandes herbes. Néanmoins la rentrée scolaire des enfants n'est pas encore effective faute d'animatrice. Cependant, il est à noter que l'animatrice qui est recrutée malgré sa bonne volonté de s'occuper des enfants, son salaire reste impayé depuis des années.

Remarques générales dans l'arrondissement de Djidja

Dans l'ensemble, les Espaces Enfance existent. La plupart des parents connaissent le bien-fondé et y envoient leurs enfants. Mais ils ne soutiennent pas financièrement les animatrices pourtant dévouées qui font bien le travail.

Les autorités locales qui apprécient l'initiative de l'Etat appuyée par l'UNICEF n'interviennent pas efficacement comme on l'aurait souhaité, dans le domaine financier pour aider à payer les salaires des animatrices.

Dans les espaces enfance de Djidja, il est constaté en ce qui concerne les Espaces Enfance où j'ai travaillé, que les actes de naissance n'ont pas été établis aux enfants.

COMMUNE D'ADJA- OUERE**1- Espace Enfance LOHOUNGBODJE**

Le local affecté à l'Espace Enfance qui est une classe de l'école primaire n'est pas approprié car le toit est délabré et la classe ouverte. Il y a, par moments, de la tristesse dans les yeux de l'animateur qui travaille depuis 6 ans sans rémunération.

2- Espace Enfance TROBOSSI

L'Espace Enfance étant fermé, je n'ai pas pu voir l'animateur.

Annexe 10

Données statistiques sur les coûts/ressources et autres données

Tableau 92 : Ressources utilisées pour les Espaces Enfance/Fonds UNICEF (en Francs CFA)

Désignation	Année	Montant	Moyenne/EE	Observations
Modélisation de l'approche DIJE à travers 20 Espaces Enfance dans 4 communes (Adjohoun, Djidja, Kétou et sinendé)	2010	2 649 660	132 483	
Modélisation de l'approche DIJE à travers 20 Espaces Enfance dans 4 communes (Adjohoun, Djidja, Kétou et Sinendé)	2011	17 428 050	871 403	Amélioration d'une salle par commune, équipement en matériels didactiques, sportifs et ludiques
Modélisation : amélioration de 4 salles d'Espaces Enfance	2012-2013	15 371 135	3 842 784	
Sous-Total/Modélisation		35 448 845		
Dotation de 19 Espaces Enfance en équipements mobiliers et en matériels didactiques et ludiques	2005	22 877 000	1 204 053	
Dotation des Espaces Enfance en mobilier, en matériels didactiques, ludiques et sportifs	2010	35 930 575		
Dotation de 40 Espaces Enfance en mobiliers, matériels didactiques, ludiques et sportifs	2011	19 169 020	479 226	
Dotation des Espaces Enfance en mobiliers	2012-2013	14 233 480		
Sous-Total/Equipement		92 210 075		
Formation et recyclage de 68 animateurs/trices des Espaces Enfance et de 40 superviseurs nationaux et communaux	2005	9 928 500	91 931	
Participation de 2 personnes (MEMP et UNICEF) à 1 atelier régional sur la petite enfance	2005	2 030 500		
Formation/recyclage des superviseurs et des animateurs des espaces enfance	2010	34 517 185		
Organisation de campagne d'alphabétisation fonctionnelle au profit des membres des groupements féminins	2010	1 487 520		

Organisation de séances d'information et de formation, sur les pratiques familiales et pratiques d'éveil essentielles (PFE et PEE), des parents d'enfants fréquentant les Espaces Enfance	2011	630 085		
Formation des animateurs et éducateurs des Ecoles maternelles publiques sur les PFE et PEE	2011	42 344 575		
Renforcement des capacités des GF appuyant les Espaces Enfance pour la gestion de l'appui financier aux AGR	2012-2013	46 937 000		Mission d'audit et formation des GF et des organes de gestion
Formation des membres de 39 GF appuyant les Espaces Enfance	2012-2013	14 097 705	361 480	Formation organisée dans la perspective du transfert aux communautés, par l'UNICEF, de la responsabilité de gestion des fonds déjà en place
Sous-total/Formation		151 973 070		
Développement d'un programme, de modules et d'outils d'éducation parentale		16 472 475		
Organisation du déparasitage des enfants fréquentant les espaces enfance	2005	2 027 000		Fournitures
Elaboration du document de politique nationale pour le développement intégré du jeune enfant.	2006	17 378 500		Fournitures
Elaboration du document de politique nationale pour le développement intégré du jeune enfant.	2009	25 706,39		Fournitures
Sous-total/Doc.PNDIJE		17 404 206		
Acquisition de matériels informatiques et roulants au profit de la Direction de l'Enseignement Maternel	2011	16 661 105		Matériels directement acquis par l'UNICEF
Missions de suivi des activités des Espaces Enfance	2012-2013	4 287 050		
Suivi des activités	2012-2013	607 495		
Sous-total/Suivi		4 894 545		

Assistance financière et matérielle aux GF pour le développement des AGR	2010	22 850 335		
TOTAL GENERAL		359 941 656		

(Sources : UNICEF, 2013)

Tableau 93 : Evaluation des effectifs d'enfants à préscolariser pour le passage à échelle

	Effectif		Enfants ruraux	Effectif enfants	Différence	Différence
Année	à préscolariser	Différence	(64% du total D1	Préscolarisés	à préscolariser	à préscolariser
	selon PDDSE	D1		en 2013 par	2013-2015	2015-2020
2010	97 333			PTF/UNICEF/ONG		
2015	142 033	44 700	28 608	20 000 (environ)	8 608	
2 020	188 811	46 778	29 938			38 546
Total	428 177	91 478	58 546			

Notes explicatives sur la méthode d'évaluation des besoins pour le passage à échelle :

Des explications s'imposent pour bien comprendre l'origine des chiffres présentés dans les tableaux dessus : dans un premier temps nous avons utilisé des données issues de l'analyse documentaire et des premières enquêtes auprès des responsables pour évaluer les coûts unitaires. Ensuite, afin d'évaluer les besoins en ressources et les coûts à supporter dans le cadre d'un passage à l'échelle, nous avons essayé dans un premier temps d'apprécier quelques données de base telles que : le nombre de communes à couvrir (77 étant donné que l'on peut envisager que l'extension doit concerner d'autres localités des 17 communes déjà couvertes) ; la population à préscolariser (2 ans et demi à 5 ans) à partir de 2015 en prenant comme données de base les effectifs d'enfants à préscolariser en 2015 et 2020 tel que prévu par le PDDSE 2013 (voir tableau 89 ci-dessus). Nous avons évalué les différences d'effectifs d'enfants d'une période à l'autre en considérant que cette différence correspond à de nouveaux modules de salles pour accueillir les effectifs supplémentaires. Ensuite, nous sommes partis sur la base que la population rurale au Bénin représente 64% du total pour évaluer le nombre d'enfants ruraux à préscolariser en 2015 (en déduisant les effectifs de 2013 pour tous les centres communautaires de tous les PTF/ONG. On obtient ainsi des effectifs d'enfants ruraux en 2015 et 2020 pour qui il faudra créer de nouvelles structures. Sachant que l'effectif moyen est de 30 enfants par module (salle de classe), on obtient aisément le nombre probable de modules à construire en 2015 et 2020. En utilisant les coûts unitaires du tableau 88 ci-dessus, il a été possible d'évaluer approximativement les besoins en ressources financières et humaines si l'on veut étendre l'expérience à tout le Bénin. Il reste entendu que nous n'avons pas pu réaliser l'évaluation dans des domaines importants comme les cantines scolaires, encore moins être plus précis dans d'autres domaines tels

que la formation initiale des animateurs (qui tiennent compte de leur passage à l'ENI d'Allada).

Annexe 11

Statistiques diverses sur l'enseignement maternel

Couverture géographique nationale des écoles maternelles

Tableau 94 : Nombre d'écoles maternelles et de sections en 2011-2012

Départements	ECOLES MATERNELLES	SECTIONS		
		PETITS	GRAND	TOTAL
Atacora-Donga	162	378	353	731
Atlantique-Littoral	150	190	254	444
Borgou-Alibori	158	318	368	686
Mono-Couffo	172	269	358	627
Ouémé-Plateau	181	497	395	892
Zou-Collines	238	501	453	954
Total	1061	2153	2181	4334

Source : base de données DEM/SOSP

Evolution des effectifs du début jusqu'à la fin de l'année scolaire par département

L'évolution des effectifs se résume comme suit dans le tableau ci-après :

Tableau 95 : Effectif des apprenants par département en 2011-2012

Départements	Nombre écoles maternelles	Effectif des garçons en début d'année	Effectif des filles en début d'année	Effectif total en début d'année	Effectif des garçons en fin d'année	Effectif des filles en fin d'année	Effectif total en fin d'année
Atacora-Donga	162	7395	7499	14894	6809	6823	13632
Atlantique-Littoral	150	6320	6323	12643	5801	6420	12221
Borgou-Alibori	158	7111	7100	14211	6622	8946	15568
Mono-Couffo	172	6279	9613	15892	5696	5758	11454
Ouémé-Plateau	181	7736	7198	14934	7035	6516	13551
Zou-Collines	238	8088	8477	16565	7195	7350	14545
Total	1061	42929	46210	89139	39158	41813	80971

Source : base de données DEM/SOSP

Tableau 96 : Nombre d'animateurs/trices et d'éducateurs/trices par département en 2011-2012

Départements	Nb de sections	Animateurs			Éducateurs			Total		
		H	F	T	H	F	T	H	F	T
Atacora-Donga	731	121	147	268	40	134	174	161	281	442
Atlantique-Littoral	444	117	277	394	47	176	223	164	453	617
Borgou-Alibori	686	77	113	190	12	78	90	89	191	280
Mono-Couffo	627	113	178	291	68	139	207	181	385	566
Ouémé-Plateau	892	70	246	316	12	136	148	82	386	468
Zou-Collines	954	119	238	257	55	180	235	174	418	592
Total	4334	617	1199	1816	234	845	1077	851	2044	2895

Source : base de données DEM/SOSP

Tableau 97 : Le nombre d'Espaces Enfance par rapport à celui des EM au total en 2012

Départements	(1)Ecoles	Maternelles	Espaces	
	Nb/Ecoles	Nb/section	Nb/EE	%/EE/EM
Atacora-Donga	162	731	15	9,26
Atlantique-Littoral	150	444	23	15,33
Borgou-Alibori	158	686	58	36,71
Mono-Couffo	172	627	6	3,49
Ouémé-Plateau	181	892	110	60,77
Zou-Collines	238	954	74	31,09
Total	1061	4334	286	26,96

Source : base de données DEM/SOSP

Tableau 98 : Les effectifs scolaires dans l'enseignement maternel et ceux des Espaces Enfance en 2012

Départements	Effectif/EM			Effectif/EE			
	F	G	Total	F	G	Total	%EE/Total
Atacora-Donga	6809	6823	13632	457	431	888	6,51
Atlantique-Littoral	5801	6420	12221	880	713	1593	13,03
Borgou-Alibori	6622	8946	15568	1209	1084	2293	14,73
Mono-Couffo	5696	5758	11454	113	119	232	2,03
Ouémé-Plateau	7035	6516	13551	2475	2508	4983	36,77
Zou-Collines	7195	7350	14545	1453	1334	2787	19,16
Total	39 158	41 813	80 971	6 587	6 189	12 776	15,78

Source : base de données DEM/SOSP

Tableau 99 : Le nombre total d'animateurs et la part des Espaces Enfance en 2012

Départements	Animateurs EM			Animateurs EE			
	F	H	Total	F	H	Total	%
Atacora-Donga	147	121	268			15	5,60
Atlantique-Littoral	277	117	394			23	5,84
Borgou-Alibori	113	77	190			58	30,53
Mono-Couffo	178	113	291			6	2,06
Ouémé-Plateau	246	70	316			110	34,81
Zou-Collines	238	119	357			74	20,73
Total	1199	617	1816			286	15,75

Source : base de données DEM/SOSP

Tableau 100 : Evolution du Taux Brut de Préscolarisation (TBPS) de 2008 à 2013

Départements	2008-2009			2012-2013		
	Masculin	Féminin	Total	Masculin	Féminin	Total
BORGOU	6,57	7,27	6,9	11,1%	12,6%	11,8%
ALIBORI	3,82	4,02	3,92	4,5%	5,0%	4,8%
DONGA	9,33	11,47	10,36	24,6%	26,6%	25,5%
COUFFO	3,72	3,36	3,53	7,1%	6,6%	6,8%
ZOU	7,06	6,79	6,93	11,1%	11,6%	11,4%
ATLANTIQUE	11,24	11,82	11,52	9,0%	9,4%	9,2%
OUEME	7,87	9,29	8,57	10,3%	10,4%	10,3%
PLATEAU	8,24	7,97	8,11	7,4%	7,5%	7,5%
ENSEMBLE BENIN	7,82	8,27	8,04	9,6%	10,1%	9,8%

Tableau 101 : Niveau académique ou professionnel des animateurs/animatrices

Communes	<CM	CM2	CEP	6ème	5ème	4ème	3ème	BEPC	2nde	1ère	Tle	CEAP	CAP	CEFEB	Autres(précisez)
Bembéréké			2				1	14						2	
Djougou															
Kalalé															
Kandi															
Karimama															
Sinendé			18		5	5	2	6							
Adjohoun															
Dangbo															
Adja-Ouèrè								18				5			
Kétou												6	1		Stagiaires=4
Pobé			4					11							
Zogbodomé		4	28	1		6	6	6	3						
Zakpota	2	2	5			5	2	3		1					
Djidja			7		1	9	3	8					1		
Zè			5									1			
So-Ava															
Klouekanmey															

Tableau 102 : Montant des salaires mensuels des animateurs/animatrices

Communes	0	1000	8 000	9 000	10 000	12 000	15 000	18 000	20 000	30 000	33 000	37 300	38 600	56 037	60 000
Bembéréké					1				4	2	8				
Djougou															
Kalalé															
Kandi															
Karimama															
Sinendé	1				1	10			12	2					
Adjohoun				3											3
Dangbo															
Adja-Ouèrè	8				1	10	10		2						
Kétou															
Pobé						12							1	2	
Zogbodomé					29										
Zakpota					5	13	1								
Djidja		3	1		20	5	1		1						
Zè							3		1			1			
So-Ava															
Klouekanmey															

Sources : Documents UNICEF, 2013)

Tableau 103 : Sources des salaires des animateurs/animateuses

Communes	APE	Communautés	GF (Groupements Féminins)	Mères	Mairies	Etat/MEMP	Autres (Précisez)
Bembéréké							
Djougou							
Kalalé							
Kandi							
Karimama							
Sinendé	25		3				
Adjohoun		3			3		
Dangbo							
Adja-Ouèrè		15				8	
Kétou							
Pobé					15		
Zogbodomé							
Zakpota		2					
Djidja							
Zê		4				2	
So-Ava							
Klouekanmey							

Sources : Documents UNICEF, 2013)

Annexe 12.

Organes de Gestion du Projet EDUCOM

Tableau 104 : Les structures et/ou personnel de gestion du Programme Education incluant le projet des Espaces Enfance

Organes/Personnel	Composition	Attributions
La Cellule Nationale (CN)	Structure de pilotage du Programme au niveau national, elle est composée des Directions techniques des ministères impliqués dans la mise en œuvre du Programme	<ul style="list-style-type: none"> Coordination par chaque Direction technique des activités de son domaine de compétences et planifiées dans le PTA annuel : TDR des activités Autres documents de travail Demandes de fonds et de matériels Exécution des activités Justification dans le délai des fonds reçus Utilisation conforme des matériels, équipements et véhicules Organisation des missions conjointes de suivi Organisation des réunions de coordination et des revues
Niveau départemental Coordination, par chaque DDEMP,	Les DDS, DDCAPL, DDFSN, DDJSL impliquées dans les missions de suivi en relation avec leurs secteurs	<ul style="list-style-type: none"> Réception et acheminement vers l'UNICEF des demandes de fonds, des pièces justificatives et des reliquats Réception des fonds débloqués par l'UNICEF Suivi des activités dans les communes
Le Comité Communal Éducation (CCE)	Maire (Président CCE) Secrétaire Général de la mairie (SG) Chef de la Circonscription Scolaire :C/CS (Secrétaire CCE) Responsable Communal à la Production Agricole (R/CPS) Chef du Centre de Promotion Sociale (C/CPS) Médecin chef du Centre Communal de Santé Président de l'Association de Développement (Pdt/AD) Coordonnateur d'alphabétisation Président de la Coordination APE (Pdt/CAPE) Chef brigade de la gendarmerie	<ul style="list-style-type: none"> Orienter et coordonner les actions éducatives dans la commune Sensibiliser les populations pour améliorer l'accès et le maintien des enfants à l'école, les filles en particulier Mobiliser les ressources complémentaires pour la promotion de l'éducation dans la commune Elaborer, mettre en œuvre et assurer le suivi et l'évaluation du PTA Elaborer des demandes de fonds, de matériels et équipements à soumettre à l'UNICEF via les Maires et les DDEMP

	Directeur du Centre des Jeunes et Loisirs (Pdt/CJL) Représentante de l'Union Communale des Groupements de Femmes (UCGF)	<ul style="list-style-type: none"> Justifier dans les délais les fonds reçus S'assurer de la bonne utilisation des matériels et équipements reçus
Le Conseil Local (CL): organe de gestion du programme au niveau du village	Chef de village, Directeur de l'école (Secrétaire CL), Président APE, 4 femmes représentant les GF, 1 représentant des jeunes, 1 Représentant du GV, Maître alphabétisation	<ul style="list-style-type: none"> Orienter et coordonner les actions éducatives dans le village S'assurer que tous les enfants d'âge scolaire sont inscrits et maintenus à l'école jusqu'à achèvement cycle primaire Sensibiliser les populations pour améliorer l'accès et le maintien des enfants à l'école, les filles en particulier S'assurer de la mise en œuvre des innovations à base communautaire (fiche de suivi scolaire, S F/F, femmes leaders, cantines auto gérées)
Equipe DIJE ou équipe intersectorielle	RCPA, Médecin chef du Centre Communal de Santé, RCPS, CP, SG	
Equipe de superviseurs	Idem ?	
Médiatrices		
Direction des écoles	Directeurs d'école	
Equipe d'encadrement des enfants	Animateurs/animatrices	

(Sources : UNICEF, 2013)

Annexe 13

Les normes 6 et 7 de l'EQF

In « Ecole de Qualité Fondamentale (EQF)/Troisième définition, Direction pour la Décentralisation dans l'éducation et de la Coopération/MEMP, République du Bénin, octobre 2008 »

NORME N° 6

Avoir sur son propre domaine, l'espace et les installations nécessaires et sécurisées pour que les élèves et les enseignants/enseignantes bénéficient d'un cadre de travail adéquat.

Tableau 105 : Indicateurs et moyens de vérification de la norme 6 de l'EQF

N°	INDICATEURS	MOYENS DE VERIFICATION
	<i>L'école dispose :</i>	
1	d'un domaine délimité par une clôture en matériaux définitifs (ciment ou terre stabilisée selon le milieu) ou par une haie vive bien entretenue avec un portail.	- Titre de propriété. - Rapport de visite d'école.
2	pour chaque groupe pédagogique d'une salle de classe aux dimensions réglementaires, en matériaux définitifs, naturellement aérée et éclairée, tenant compte des enfants à besoins éducatifs spéciaux.	Rapport de visite d'école.
3	de modules de latrines adaptées à la taille des enfants, séparés pour les garçons et les filles (une cabine pour 30 élèves), accessibles aux enfants en situation de handicap.	Rapport de visite d'école.
4	d'au moins deux (2) latrines pour le personnel enseignant à raison d'une latrine par sexe.	Rapport de visite d'école.
5	d'un point d'eau sécurisé pour l'ensemble de ses usagers et, par classe, d'un poste d'eau protégé et facilement accessible à tous les enfants.	Rapport de visite d'école.
6	d'une (1) poubelle par classe et de trois (3) autres dans la cour à raison d'une poubelle par catégorie d'ordures (verre, plastique, objets biodégradables), effectivement utilisées.	Rapport de visite d'école.
7	d'urinoirs séparés pour les filles et les garçons, adaptés aux différentes catégories d'enfants et aménagés en matériaux définitifs.	Rapport de visite d'école.
8	d'une cour de récréation spacieuse et bien ombragée, conforme aux normes en vigueur (3m ² en moyenne par élève).	Rapport de visite d'école.

N°	INDICATEURS	MOYENS DE VERIFICATION
9	d'un terrain de sport tracé et équipé, conforme aux normes et distinct de la cour de récréation.	Rapport de visite d'école.
10	de liaison entre tous les bâtiments et de rampe d'accès pour les enfants à besoins éducatifs spéciaux.	Rapport de visite d'école.
11	d'installations électriques conformes aux normes sécuritaires.	Rapport de visite d'école.

Sources : Documents UNICEF, 2013)

NORME N° 7

Avoir en nombre suffisant, au regard des effectifs et des ratios retenus en la matière, un mobilier ergonomique par rapport aux élèves et aux enseignants/enseignantes en accordant une attention particulière aux enfants à besoins éducatifs spéciaux.

Tableau 106 : Indicateurs et moyens de vérification de la norme 7 de l'EQF

N°	INDICATEURS	MOYENS DE VERIFICATION
	<i>Chaque classe dispose :</i>	
1	▪ d'une place assise par élève sur des tables-bancs (à deux places au plus) adaptées à sa taille et à son état de santé physique.	▪ Rapport de visite de classe.
2	▪ d'un bureau et d'une chaise conformes aux normes et modèles en vigueur.	▪ Rapport de visite de classe.
3	▪ d'une armoire ou un placard.	▪ Rapport de visite de classe.

Sources : Documents UNICEF, 2013)

Annexe 14

Documents relatifs à la modélisation

MODELISATION/CONTENU : Proposition d'aménagement physique des Espaces Enfance en 2009 in RAPPORT ANNUEL 2009, APPUI A L'AMELIORATION DE L'ENVIRONNEMENT PHYSIQUE DES ECOLES APPUYEES PAR LE PROGRAMME EDUCATION, Rédigé le 12 décembre 2009 Par Cécilia LANOE

Aménagement physique des écoles primaires publiques et des Espaces Enfance

Une proposition d'aménagement physique des écoles primaires publiques et des Espaces Enfance a été réalisée, en prenant en compte celle écrite par l'ancien volontaire du progrès.

Cet aménagement physique prend en compte les normes EQF (Ecole de Qualité Fondamentale), principalement les normes 6 et 7 du document (cf. annexe 1)

Pour cette année 2009, un projet de modélisation des Espaces Enfance est en cours de réalisation dans 4 communes du Bénin à savoir Adjohoun, Djidja, Kétou et Sinendé, et dans 5 Espaces Enfance de ces communes, au total 20 Espaces Enfance vont être modélisés suivant la proposition d'aménagement.

Proposition de modélisation des Espaces Enfance :

i) Le bâtiment

L'Espace Enfance est si possible dans l'enceinte du complexe scolaire.

Le dimensionnement maximum d'un Espace Enfance est de 30 enfants. Il peut comporter plusieurs niveaux et salles de classe si le nombre d'enfants dépasse la norme. Le bâtiment principal est une construction en matériaux locaux, renforcé par du ciment. Sa surface est d'environ 70m² avec une dalle en béton pour éviter la poussière. Le toit est tôle, et le bâtiment comporte 4 fenêtres pour avoir une bonne aération et une bonne luminosité. Sa hauteur n'est pas forcément élevée mais sa base est rehaussée de 50 cm contre les inondations (selon la localité de l'Espace Enfance). Il y a besoin d'un mobilier adapté, une petite table et une petite chaise pour chaque enfant, un bureau et une chaise pour l'animateur, et un placard.

On envisage la construction d'une paillote au sein de l'Espace Enfance pour que les enfants puissent trouver un endroit abrité à l'extérieur. Sa réalisation aurait des montants en teck et une couverture en paille.

ii) La clôture

Elle encercle le bâtiment avec un espace de 1 carré soit 30m x 30m = 900m² et plus si possible. L'espace doit être confiné pour permettre à l'animateur de toujours avoir un œil sur les enfants. Cette clôture peut être naturelle, des plantations d'arbustes sont donc à réaliser. Une entrée autonome avec un portail en bois est fabriquée pour définir l'espace de jeu des enfants.

Des arbres sont à planter dans cet espace pour permettre d'avoir un lieu ombragé pour les enfants.

iii) La zone hygiène

L'Espace Enfance doit avoir une réserve d'eau pour satisfaire les besoins de chaque enfant. Elle est composée d'un seau en plastique fermé par un couvercle, un robinet est placé en bas. Il doit être approvisionné de façon à garantir 1 litre d'eau par enfant. Des gobelets avec un couvercle pour chaque enfant, des bouilloires comme lave-mains et du savon sont mis en place pour apporter une bonne hygiène aux enfants.

L'animatrice utilisera de la javel pour désinfecter les ustensiles de boisson ainsi que la réserve d'eau.

Il est nécessaire de construire deux urinoirs et deux latrines dans l'Espace Enfance, adaptés à la petite enfance et de respecter les normes d'hygiène (éloignement du bâtiment de 20 m). La construction des latrines suit le modèle suivant : un repose pied de petite taille, une porte adéquate aux enfants, des poignées pour aider à se tenir. Il n'est pas nécessaire d'avoir des latrines séparées pour les filles et les garçons.

Deux poubelles avec un couvercle et des poignées sont présentes dans l'Espace Enfance (intérieur et extérieur). Il est possible d'utiliser la fosse à ordures du complexe scolaire. Si l'Espace Enfance se trouve hors du complexe, alors il faudra transporter les déchets récoltés dans les poubelles jusqu'à la fosse à ordures.

iv) Les jeux

Des espaces de jeux sont prévus dans l'enceinte de l'Espace Enfance : un bac à sable avec une délimitation en bois, des troncs d'arbres, des pneus, des toboggans, des balançoires, des poutres. Des jeux ludiques en bois sont à prévoir pour favoriser l'éveil des enfants.

Tableau 107 : Modélisation/Répartition des tâches

MAIRIE	Acheter des plants (pour la haie vive et la cour)
	Recruter au sein de la commune les assistants d'hygiène
MEDIATRICE	Faire la demande de mobilier manquant pour les élèves, l'équipe enseignante et l'Espace Enfance
	Faire la demande de jeux ludiques pour les écoles et les Espaces Enfance
	Faire la demande de gobelets et de seaux en plastique pour les Espaces Enfance et de seau en plastique pour les écoles
	Faire la demande d'équipements de jeux, d'outils d'entretien et de construction
DIRECTEUR EQUIPE ENSEIGNANTE	Améliorer la décoration des classes
	Organiser régulièrement l'entretien et le lavage des salles de classe, des latrines, des seaux d'eau, des lave mains, de l'équipement hydraulique
	Organiser les comités de santé et d'hygiène gérés par les élèves et les enseignants
	Faire de la sensibilisation aux bonnes pratiques d'hygiène aux élèves
	Faire un jardin si besoin
	Organiser la gestion des ordures
ANIMATRICE	Améliorer la décoration de l'Espace Enfance
	Rechercher des jeux ludiques pour les enfants
	Organiser régulièrement l'entretien et le lavage des salles de classe, des latrines, des seaux d'eau, des gobelets, des lave mains
APE	Rénover et construire des bâtiments pour l'Espace Enfance
	Chercher des matériaux locaux pour la construction
	Faire les plantations
	Fabriquer le portail (si construction en bois)
	Construire un bac à sable et une barrière entourant l'Espace Enfance
	Construire des urinoirs pour l'école et l'Espace Enfance
	Rénover le mobilier en mauvais état
	Faire une fosse pour la gestion des déchets

UNICEF	Achat de matériel de construction et de rénovation (ciment, sable, peinture...) pour les écoles et les Espaces Enfance
	Fournir aux écoles et aux Espaces Enfance du mobilier, des jeux, des gobelets, des seaux en plastique, des poubelles, des bouteilles d'eau, des équipements de jeux
	Financer la construction de modules de latrines et d'infrastructures hydrauliques
	Doter les écoles d'affiches et d'outils de sensibilisation à l'hygiène
	Financer l'achat du portail (si fabrication métallique), portes et fenêtres
DHAB	Rénover et construire des latrines et des lave-mains
	Former la communauté et les enseignants aux bonnes pratiques d'hygiène
	Former les comités de santé et d'hygiène
DGEAU	Former les comités de gestion d'eau
MINISTERE	Construire des bâtiments en dur pour les écoles
	Mettre en place des séances de formation pour les directeurs et les enseignants
CCE	Sensibiliser la communauté à la mise en place du projet pilote Mettre en place une équipe intersectorielle (RCPA, RCPS, médecin chef, C/CS, SG...)
C/CS	Faire le suivi lors de la mise en place du projet pilote
CP	Faire le suivi lors de la mise en place du projet pilote

Sources : UNICEF, 2013)

Tableau 108 : MODELISATION/ REPARTITION DES TACHES ET DONS DE FOURNITURES POUR LES ESPACES ENFANCE

	TACHES		FOURNITURES	
	APE, élèves, équipe enseignante, animatrice	Partenaires	APE, élèves, équipe enseignante, animatrice	Partenaires
Haie	Plantation			Coupe-coupe
	Entretien			Houes
				Plants
Clôture	Construction		Bois, corde naturelle	Matériaux et matériels de construction
Portail	Construction		Bois	Matériaux et matériels de construction
	Pose du portail			
Bâtiment	Construction			Matériaux et matériels de construction
	Fabrication du toit		Bois	Tôle, portes, fenêtres
	Fabrication de la dalle			Tables, bancs, armoires
	Décoration			Seaux d'eau, gobelets, bouilloires, savon, poubelles
Urinoirs	Construction		Claies, cendres	
	Entretien			
Latrines	Fouille	Construction		Matériaux et matériels de construction
	Entretien			
Lave-mains	Entretien	Construction		Matériaux et matériels de construction
			Savon	
Jeux	Construction bac à sable		Pneus, tronc d'arbres, sable, bois	Equipements de jeux extérieurs, jeux ludiques en bois
	Entretien			

(Sources : UNICEF, 2013)

Annexe 15

Tableaux synthétiques sur les PTF/ONG œuvrant dans la petite enfance

Tableau 109 : Objectifs et stratégies des PTF et ONG dans le domaine de la petite enfance

PTF / ONG	Dénomination des centres d'éducation préscolaire/ou types d'activités	Objectifs	Stratégies
UNICEF (avant 1994)	Espaces Enfance après « espaces éducatifs »	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Inciter les mères à libérer les filles pour l'école ; ▪ Libérer les mamans pour les activités génératrices de revenus ; ▪ Favoriser la socialisation et la stimulation de l'enfant ; et ▪ Préparer les jeunes enfants pour l'école. 	Approche communautaire avec une implication étroite du MEMP, des collectivités et des communautés Approche DIJE
Aide et Action (1994)	Centres Communautaires de la Petite Enfance Après : "Apatam enfance " "Petit CI " "Centre de petite enfance communautaire "	Associer les parents à la définition d'un programme de prise en charge de la petite enfance	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Identification des détenteurs de savoirs locaux (pour développement de contes et poésies locaux, jeux et jouets africains et béninois, animateurs/trices endogènes) ▪ Participation de la mairie : réserver une ligne budgétaire pour l'entretien des infrastructures et la prise en charge du salaire des monitrices
BΦRNE Fonden (1994)	Centres Préscolaires d'Initiative Villageoise (CEPVI)	La promotion effective du préscolaire	Approche communautaire
CAEB	Clos d'enfants Avant "les maisons d'enfants "	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Contribuer à accroître le taux de préscolarisation ▪ Garantir la qualité de la prise en charge de la petite enfance, *Développer une stratégie de prise en charge intégrée de la petite enfance 	Approche DIJE, respect de l'équité-Genre, Approche communautaire, implication de l'Etat (MEMP) et des collectivités (Mairies), de la communauté,
PLAN Bénin	Centres de la Petite Enfance Communautaire (CPEC)	Permettre aux enfants des couches démunies d'avoir les mêmes chances de réussite que ceux résidant dans les villes	Le programme de petite enfance initié

RACINES (1999)	Ecoles maternelles communautaires	Contribuer à l'amélioration du système éducatif béninois en particulier des enseignements maternel et primaire	Approche communautaire Approche Child to Child
Right To Play (2001)	Appui pédagogique à travers l'approche « Apprentissage par le jeu »	Assurer le développement holistique de l'enfant de 3 à 5 ans en utilisant le pouvoir du jeu et du sport	Approche ludique/Curriculum basé sur le jeu Approche participative

(Sources : enquêtes, UNICEF, 2013)

Tableau 110 : Types d'appuis apportés par les PTF et ONG dans le domaine de la petite enfance

PTF / ONG	Types d'appui
UNICEF (avant 1994)	Appui financier et matériel à la construction, à la modélisation et à l'équipement des Espaces Enfance, appui à la formation des animateurs et des parents d'enfants, appui au fonctionnement des centres
Aide et Action (1994)	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Construction d'infrastructures ▪ formations des animatrices ▪ équipements en mobiliers, matériels ludiques et didactiques ▪ prise en charge salaire des monitrices
BΦRNE Fonden (1994)	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Financement des investissements infrastructurels, des équipements et des matériels scolaires. *Participation aussi en appui technique : formation des animateurs, conseils techniques et pratiques, sensibilisation et mobilisation sociale etc.....
CAEB	Construction de centres pour la petite enfance, hygiène et santé dans les centres, alphabétisation fonctionnelle des adultes, initier des AGR pour les éducatrices, Formation des femmes volontaires (grand-mères, jeunes filles)
PLAN Bénin	Construction d'écoles ou de centres pour les tout petits Appui technique et financier
RACINES (1999)	Constructions d'écoles maternelles communautaires, Appui à la mise en place des activités génératrices de revenus (AGR pour femmes comme pour hommes) ; mise en place et formation des comités de parents ; Suivi de l'enfant de la maternelle jusqu'au CM2

Right To Play (2001)	<p>Développement d'un curriculum du préscolaire basé sur le jeu et la conception et le développement de ressources adaptées à la culture pour l'éducation préscolaire</p> <p>Composition de l'appui apporté :</p> <p>Renforcement des capacités du ministère sur l'approche ludique et sportive</p> <p>Elaboration d'un programme d'études de l'enseignement maternel basé sur le jeu</p> <p>Elaboration de manuels d'activités d'apprentissage préscolaire</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Elaboration de matériel d'accompagnement: le curriculum, le manuel d'accompagnement, le manuel de jeu ▪ Elaboration de « grands livres » écrits par les enseignants de la maternelle formés par Right To Play Bénin pour la promotion de la lecture partagée ▪ Formation des formateurs (conseillers pédagogiques et inspecteurs) ▪ Formation des enseignants ▪ Mise en œuvre pilote du programme élaboré pendant deux ans ▪ Dotation des écoles pilotes en matériel didactique et ludique ▪ Suivi et évaluation de l'expérimentation pilote du programme élaboré ▪ Généralisation du programme à tous les établissements préscolaires du Bénin
----------------------	--

(Sources : enquêtes, UNICEF, 2013)

Tableau 111 : Zones d'action couvertes et les partenariats développés par les PTF et ONG

PTF / ONG	Zones d'action couvertes	Partenaires impliqués
UNICEF (avant 1994)	17 communes dans 8 nouveaux départements Alibori, Atlantique, Borgou, Donga Couffo, Ouémé, Plateau, Zou	MEMP, collectivités, GF/communautés, Aide et Action (un moment)
Aide et Action (1994)	National, partout où l'éducation préscolaire n'a pas ses droits : Actuellement dans l'Atlantique (sauf Abomey-Calavi) ; Communes de Kpomasse, Ouidah, Sô-Ava, Toffo, Tori, et Zè.	<u>Etats, Collectivités locales et ONG:</u> Ancrage institutionnel Services déconcentrés de l'Etat
BΦRNE Fonden (1994)	Mono, Zou, Collines, Donga	Parrains des enfants pris en charge basés à Copenhague au Danemark
CAEB	Collines/Savè (Besseh)	FICEMEA, UNESCO, UNICEF
PLAN Bénin	Couffo	PROTECT 3 de Belgique PROTECT 2 de Belgique (BNO) PROTECT 1 des Pays-Bas Aide et Action
RACINES (1999)	3 Départements (Littoral, Atlantique, Collines), 11 communes	Etat, CNLS, AFD, Partage, PNLS, SIDACTION, SOLIDARITE SIDA, Aide et Action, RADEB, OXFAM FONDATION DE France, etc.
Right To Play (2001)	Littoral et Atlantique. Mais avec la généralisation du curriculum à toutes les écoles préscolaires du Bénin, RTP est dans tout le Bénin en ce qui concerne le programme de petite enfance	Le Ministère des Enseignements Maternel et Primaire Fédération des Enseignantes et Enseignants de l'Elémentaire de l' Ontario

(Sources : enquêtes, UNICEF, 2013)

Outils de collecte des données primaires

(Avec souvent les données quantitatives par item ou type de réponses pour les outils de collecte de données primaires)

Outil 1 : Questionnaire adressé aux enfants des Espaces Enfance

Ce questionnaire vous est adressé afin de nous aider à améliorer l'expérience des Espaces Enfance. Les données seront traitées confidentiellement et dans l'anonymat. Veuillez donc remplir ce questionnaire avec le plus grand soin.

I- Identification

Date : __/__/2013 Département : _____ Circonscription de : _____

Espace Enfance/ EM de : _____ Section des : _____ Petits= 287 ☐

Grands=267 ☐

II- Questions/Items. (NB. N'hésitez pas à écrire au verso de la page au cas où l'espace s'avère insuffisant, tout en indiquant le numéro de la question)

1. Es-tu content de venir en classe ici ? (Espace Enfance de la localité)

Oui ☐ Non ☐

OUI=99.54% NON= 0.46% SR 0%

- Si Non, pourquoi ?

Réponse : Parce que je n'aimais pas quitter ma maman

- Si Oui, dis ce qui te plaît ici (un exemple de ce que l'enfant aime dans ce lieu) _____

Jeux et jouets=49.24%

Alimentation=7.32%

Ecrire/lire/calculer=9.15%

Chanter/réciter/mimer=7.47%

Dessiner=0.91%

Autres=14.02%

2. As-tu été bien accueilli (e) par l'animatrice ce matin ?

Oui : ☐ Non : ☐

▪ OUI=98.48% NON=1.52% _____

3. Es-tu bien traité (e) par l'animatrice comme tes camarades filles

ou garçons ? __ OUI= 99.39% NON=0.61% _____ Oui ☐ Non : ☐

- Est-elle gentille avec toi ? OUI=99.24% NON= 0.76% _____ Oui : ☐ Non : ☐

- Si Oui, Indique là où elle te traite bien :

	Oui	Non
En classe	97.26%	2.74%
Aux toilettes	89.63%	10.37%
Au cours des jeux	96.65%	3.35%
Au moment des repas	96.34%	3.65%

4. Aimes-tu l'animatrice ? OUI=98.02% NON=1.98% _____ Oui ☐ Non ☐

- Pourquoi ? Parce qu'elle m'apprend les jeux_12.96%
- Parce qu'il nous aime et nous garde bien=14.18%
- Parce qu'il ne me frappe pas=9.30%
- Parce qu'elle me donne à manger_ 19.51%__
- Elle travaille bien avec nous= 9.76%
- Autres 24.09% _____

- Veux-tu continuer à travailler avec l'animatrice ? Oui ☐ Non ☐

▪ OUI=97.56% NON=2.44% _____

- Pourquoi ?
Je suis heureux quand je viens à l'école=4.12%
Pour que je puisse toujours manger=10.37%
Elle ne me tape pas=6.40%
Parce qu'il travaille bien avec nous autres= 13.57%
Elle est gentille et je l'aime=19.66%
Parce que je l'aime=3.05%
Autres=26.37%
SR=14.02%

5. Qu'apprends-tu avec l'animatrice?

	Oui	Non	SR
J'apprends à lire et à écrire	89.2%	10.98%	0%
J'apprends à compter	89.02%	10.98%	0%
J'apprends à dessiner, à tracer, à construire des jouets	95.88%	4.12%	0%
Je joue avec mes amis et j'apprends à faire des mouvements	98.17%	1.83%	0%
J'apprends à être propre (corps, vêtements, environnement...)	97.41%	2.59%	0%
J'apprends à bien me comporter avec mes parents	96.95%	3.05%	0%
Autres (précisez) _____	7.93%	92.07%	0%

6. De quoi as-tu bénéficié ici ?

- Quand tu es arrivé ce matin est-ce que tu as salué l'animatrice ? Oui : ☐ Non : ☐
- Qu'est-ce que tu lui as dit ?
J'ai dit "bonjour maîtresse"=89.12%
Bonsoir maîtresse=6.24%
SR= 4.64%

- As-tu été vacciné ici ? OUI=71.19% NON= 28.81% _____
- Cela t'a fait mal ? OUI=43.60 NON=56.40% _____ Oui ☐ Non ☐
- As-tu déjà avalé un médicament ici? OUI=78.66% NON= 21.34% _____ Oui ☐ Non ☐
- C'était bon ? OUI=75.15% NON=24.85% _____ Oui ☐ Non ☐
- Aimes-tu jouer ici? _____ Oui ☐ Non ☐
- Quels jeux te plaisent le plus ? _____

Jouets=17.36%

Le jeu du sable=5.10%

Construction de l'avion avec des puzzles=3.5%

J'aime jouer dans les coins=2.53%

Construction des objets avec des puzzles/Construire des jouets=1.43%

J'aime jouer dans les coins surtout au coin de coiffure=4.46%

Les voitures=17.36%

Toboggan =43.47%

SR=4/78%

- Peux-tu écrire une lettre, un chiffre ? OUI=69.97% ? Donne un exemple sur cette feuille. _
- Autres (précisez) : NON=88.72% _____

7. Aurais-tu voulu rester à la maison aujourd'hui au lieu de venir ici ?

Oui : ☐ Non : ☐

- OUI= 17.07% NON=82.93% _____

Oui : ☐ Non : ☐

- Pourquoi ?
On joue bien ici=23.63%
A cause de mes camarades=9.60%
Parce que j'ai envie de venir=3.20%

Parce que je construis des objets=0.76%
Ici on apprend =15.40%
C'est ma maman qui aime que je vienne=1.52%
Autres : =29.88%
SR=16.01

8. Voudrais-tu aller à l'école primaire lorsque tu seras grand ? OUI=95.88% NON=4.12% _____
9. Veux-tu continuer à travailler et à jouer avec tous les enfants

(garçons et filles) ici ? OUI=96.65% NON=3.35% _____ Oui ☐ Non : ☐

10. Qu'est-ce que tu aimerais que l'on améliore dans ce centre ? _____

Les jouets =100%
Instruments de jeux (toboggans, les balançoires, les voitures, ...)=9.56%
Equiper la salle des tablettes et chaises=2.39%
Les cantines=19.12%
Plastiques pour laver les mains=4.78%
Je ne sais pas=0.0%
Autres=31.08%

Outil 2 : Questionnaire adressé aux filles libérées et scolarisées.

Ce questionnaire vous est adressé afin de nous aider à améliorer les Espaces Enfance. Les données seront traitées confidentiellement et dans l'anonymat. Veuillez donc remplir ce questionnaire avec le plus grand soin.

I- Identification

Date : __/__/2013 Département : _____ Circonscription de : _____

Ecole Primaire de : _____ Cours : 29.96%CM2 25.62%CM1 18.60%CE2 CE1=8.68% CP= 3.93% CI= 1.65 Niveau supérieur au primaire=11.57% _____

Nom et Prénoms : _____

TOTAL : 484 filles interrogées

II- Questions/Items. (NB. N'hésitez pas à écrire au verso de la page au cas où l'espace s'avère insuffisant, tout en indiquant le numéro de la question)

1. Es-tu contente de fréquenter ton école OUI=99.59% NON=0.41% _____ Oui ☐ Non ☐

- Si non, pourquoi ?

SR=0.41% _____

2. Quels ont été tes résultats scolaires l'année dernière?

- ✓ Mauvais 8.68%
- ✓ Moyens 25.83%
- ✓ Bons 50.62%
- ✓ Très bons 14.88%

3. As-tu un ou des petit (s) frère (s) ou une/des petite (s) sœur (s) _____ Oui: ☐ Non ☐
qui a/ont fréquenté l'Espace Enfance de ta localité?

OU=85.33% NON=14.67% _____

- Si oui, combien de frères et /ou de sœurs :
 - ✓ Nombre frères : 261 ont au moins un frère qui a fréquenté un Espace Enfance SR=152
 - ✓ Nombre de sœurs : 269 ont au moins une petite sœur qui a fréquenté un Espace Enfance

SR= 144

4. Si oui, as-tu été contente que ton petit-frère/sœur ait fréquenté

▪ l'Espace Enfance ? OUI=93.80% NON=6.20% _____ Oui ☐ Non ☐

• Si Non, pourquoi ?

- Parce qu'il est encore petit
- Parce qu'il est mort

• Si OUI, dis le meilleur souvenir (ce que tu as gardé ou aimé) de ce moment (un exemple de ce que la fille a aimé) _____

	Oui	Non
Maman déchargée de la garde	23.35%	76.65%
Ton inscription à l'école	80.84%	19.16%
Plus de ressources pour la famille	52.64%	47.36%
Joie de la famille	64.32%	35.68%
Autres (précisez) _____	3.08%	96.92%

5. Aurais-tu souhaité que ton petit frère (petite sœur) ne fréquente

▪ pas l'Espace Enfance pour que tu restes à la maison pour le garder ? Oui ☐ Non ☐

▪ 440 OUI sur 470 __ (Réponses à revoir)

• Pourquoi ? (Réponses non congruentes avec les réponses ci-dessus)

1 A cause du droit à l'éducation pour tous les enfants : Parce que lui aussi a le droit d'aller à l'école

2 Bonne appréciation de l'Espace Enfance ou de l'école et de ses avantages : L'école est une bonne chose ; Je veux que mes frères aussi deviennent comme moi-même ; Mon frère ne peut pas rester à la maison parce qu'à l'école on apprend beaucoup de choses ; L'espace enfance permet aux enfants d'être très habiles ; Je veux que mon frère étudie et soit éveillé ; Si je reste à la maison avec ma sœur, tout ce que les autres vont apprendre, je ne peux pas les assimiler bien ; L'espace enfance est une bonne chose car on est intelligent quand on s'amuse beaucoup

3 Volonté d'aller à l'école ou à l'Espace Enfance, de connaître ou d'apprendre avec des ambitions personnelles: Ma sœur ne restera pas à la maison, elle ira à l'école pour avoir plus de connaissances ; Je veux aller à l'école pour devenir maitresse ; Mon frère doit étudier comme moi-même ; Je veux être instruite comme mes sœurs de la localité qui sont au collège et qui à coup sûr seront des cadres de l'Etat ; Je veux aller à l'école pour connaître le français et savoir écrire

4 Nécessité de libérer les parents : on doit toujours aller à l'école pour libérer nos parents ;

▪ **5 Autres :** Je ne veux pas rester à la maison pour m'amuser

6. Selon toi, l'existence d'un Espace Enfance est une :

✓ Mauvaise initiative ? 0.21%

✓ Bonne initiative ? 99.79%

Si Mauvaise initiative,

• Pourquoi ?

▪ Parce que je travaille avec les maîtres

7. Aurais-tu voulu continuer à garder ton petit frère/ta petite sœur

▪ à la maison plutôt que d'aller à l'école ? 94.63% NON 5.37 OUI _____ Oui ☐ Non ☐

• Entre aller à l'école et garder ton petit-frère, lequel préfères-tu ? 92.98% ALLER A L'ECOLE

• Pourquoi ?

- **1 A cause des avantages de l'école, pour apprendre (volonté d'apprendre) et pour préparer son avenir :**
Je viens à l'école pour apprendre ; Il faut que nous acquérions des savoirs pour notre avenir ; Parce que je veux étudier comme mes autres camarades pour devenir un haut cadre ; L'école est une bonne chose car nous apprenons beaucoup de choses ; Parce que je veux étudier aussi ; Je veux étudier comme les autres enfants ; Pour devenir un haut cadre demain ; Je veux être aussi instruite
- **2 A cause de la gratuité de l'école et/ou d'autres caractéristiques de l'école:** L'école est bonne ; L'école est gratuite.
- **3 Autres :**

8. As-tu vu tes parents participer aux travaux de construction de Oui : ☐ Non : ☐
- l'Espace Enfance ? 56.20% OUI 43.80 NON
9. Le passage de ton frère/sœur dans l'Espace Enfance l'a-t-il amélioré Oui ☐ Non : ☐
- ou changé ? 94.42% OUI 5.58% NON _____
 - Si oui, qu'as-tu remarqué ? Dans quels domaines ? Et quels sont ses résultats ?

Domaines	Appréciations des résultats			
	Mauvais	Bons	Très bons	Excellents
Pré-lecture	18.39%	75.83%	5.79%	0%
Pré-Ecriture	77.89%	16.33%	5.58%	0%
Pré-Mathématique	15.91%	75.21%	7.85%	1.03%
Expression Plastique	4.55%	80.99%	11.36%	3.10%
Expression Corporelle	3.51%	76.65%	17.36%	2.48
Hygiène générale	3.51%	80.79%	12.40	3.31%
Comportement	3.10%	76.024%	17.36%	3.31%

- NB :
 - ✓ Expression plastique (dessiner, tracer, construire des jouets)
 - ✓ Expression corporelle (jeux, EPS)
 - ✓ Hygiène générale (propreté du corps, des vêtements, alimentation).
10. De quoi a bénéficié ton frère/sœur dans l'Espace Enfance ?
- ✓ Acte de naissance 10.12%
 - ✓ Vaccination 23.35%
 - ✓ Déparasitage 28.51%
 - ✓ Jeux 22.52%
 - ✓ Autres (précisez) _____
11. Te souviens-tu que ton petit frère/sœur est tombée malade et Oui : ☐ Non : ☐
- amené (e) au dispensaire ? 53.72 NON 46.28%
OUI _____
12. Aurais-tu souhaité fréquenter un Espace Enfance lorsque tu étais Oui : ☐ Non : ☐
- plus petite ? 96.69% OUI 3.31% NON _____
 - Pourquoi ?
 - 1 A cause des activités d'éveil et de socialisation ou de préapprentissage qui s'y mènent (jouer, s'amuser, parler, manger, chanter, dormir, etc.) : C'est pour m'amuser et pour apprendre ; Pour beaucoup m'amuser ; Parce qu'on s'amuse, on chante et on dort beaucoup ; Parce qu'on s'amuse beaucoup et on travaille peu ; Parce que les enfants qui vont dans les écoles sont éveillés ; A cause de l'amusement qu'ils font là-bas ; Les enfants qui sont là-bas sont éveillés ; Parce que je sais que c'est

un lieu d'éveil de la petite enfance ; Parce que cela ne me plaît pas ; Pour bien m'amuser et manger ; J'aime les voir avec des jouets ; Parce qu'on s'amuse beaucoup et on apprend à construire des jouets ;

- **2 A cause de la préparation au primaire qui s'y mène** : Pour ne pas doubler les classes du primaire
- **3 Autres** : Je ne sais pas ;

13. Connais-tu des enfants filles comme toi qui continuent de garder les petits

- frères et sœurs à la maison et qui voudraient aller à l'école comme toi ?

- 54.34% OUI 45.65% NON

Oui : ☐ Non : ☐

- Si oui, combien sont-elles ?

- ✓ Peu 30.58%
- ✓ Beaucoup 17.36%
- ✓ Très nombreuses 3.51%
- ✓ SR 37.60%

14. Voudrais-tu que tous les petits enfants de ta localité fréquentent

- les espaces enfance ? 94.21% OUI 5.79% NON _____ Oui ☐ Non ☐

- Pourquoi ?

- **1 A cause des activités d'éveil et de socialisation ou de préapprentissage qui s'y mènent**

Pour qu'ils soient éveillés aussi ; L'Espace Enfance permet aux enfants de connaître beaucoup de choses ; Permet une bonne base aux enfants ; Permet aux petits enfants de se familiariser et de savoir parler ; C'est bon d'aller à l'école ; Permet aux enfants de bien travailler ; Les enfants sont intelligents ; A cause de leur développement progressif ; Les enfants chantent et font des dessins ;

Il permet aux enfants d'être intelligents ; C'est pour venir apprendre et s'amuser 14.40%

2 A cause de la préparation au primaire qui s'y mène : Pour leur donner l'habitude d'aller à l'école ; Ils ne font rien à la maison donc ils peuvent venir pour apprendre à lire et à écrire avant le primaire ; 25.21%

3 A cause de la nécessité de libérer les mères : permet de libérer les mères

4 Autres : 21.9%

15. Qu'est-ce que tu aimerais que l'on fasse pour améliorer l'Espace Enfance de ta localité ?

1 Au niveau de la clôture et de certains aménagements particuliers : Refaire les alentours, essayer de faire un petit jardin pour le bien-être des enfants ; faire une clôture à cause des serpents ; 5.37%

2 Dans le domaine de la construction des bâtiments (et l'équipement en général): On va construire une salle de classe ; Construire beaucoup de bâtiments et les équiper ; Construire un beau bâtiment ; Construire une belle salle avec beaucoup d'équipements ; construire une nouvelle salle et l'équiper ; Construire un nouveau bâtiment et l'équiper ; 35.33%

3 Dans le domaine des cantines : Ouvrir de cantine 3.93%

4 Dans le domaine de l'équipement en mobilier : doter de chaisettes 5.17%

5 Dans le domaine de l'équipement en matériel d'usage courant (plastiques, bols, etc.) : Equiper la salle des plastiques pour l'entretien de leurs mains et les bols pour le manger ; 1.03

6 Dans le domaine particulier de l'équipement en jouets/jeux : Appui financier et matériel principalement les balançoires ; Des jouets, construction de l'aire de jeux ; Doter de jouets ; Construction de l'aire de jeux ; Equipements en jouets ; équiper avec des jeux 22.31%

7 Domaine du fonctionnement, de la gestion de l'Espace Enfance : Au niveau des animatrices : Payer l'animatrice 2.89%

8 Autres : 14.05%

Outil 3 : Questionnaire adressé aux mères/tutrices d'enfants des Espaces Enfance

Ce questionnaire vous est adressé afin de nous aider à améliorer l'expérience des Espaces Enfance. Les données seront traitées confidentiellement et dans l'anonymat. Veuillez donc remplir ce questionnaire avec le plus grand soin.

I- Identification

Date : __/__/2013 Département : _____ Commune _____ Localité : _____

Nom et Prénoms : _____

Profession : _____

Organisation d'origine : _____ Poste occupé dans l'organisation : _____

Statut : Mère 92,0% _____ Tutrice 6,9% _____ autres (1,1%) _____ Nombre d'enfants inscrits dans un Espace Enfance : F= (55,7%) ont 1 fille inscrit _____ G=50,0% ont 1 garçon _____ T= 59,1% ont 1 enfant _____

Total= 454 mères/tutrices interrogées

II- Questions/Items. (NB. N'hésitez pas à écrire au verso de la page au cas où l'espace s'avère insuffisant, tout en indiquant le numéro de la question)

1. Avez-vous été consulté (e) pour connaître vos besoins et ceux de vos

enfants avant l'ouverture de l'Espace Enfance dans la localité ? (73,2% oui)

(26,8% non) _____

Oui : ☐ Non : ☐

- Si oui, par qui (28,4% Unicef) (15,4% MEMP) _ (22,3% autres) _____ Unicef ☐ MEMP ☐
- Autres (précisez) _ (33,8% = sans réponse):.....
- Et à quelle occasion ?

Sans réponse 33.8%

Lors d'une AG (APE, etc.) 41.3%

Au cours d'une assise des femmes 2.4%

Au sein du Groupement Féminin (GF) 3.8%

Lors des sensibilisations sur les avantages de l'école maternelle (préparation au primaire) 5.0%

Autres : 13.6%

2. De quoi (vous et vos enfants) aviez-vous besoin avant l'ouverture de l'Espace Enfance ?

	Oui	Non
Être déchargée de la garde des tout-petits	95,3%	4,7%
Décharger ma fille de la garde des enfants pour la scolariser	86,1%	13,9%
Mener des activités génératrices de revenus	93,3%	6,7%
Apprendre à lire et à écrire par les enfants	91,6%	8,4%
Trouver un coin de jeux pour les enfants	91,6%	8,4%
Vacciner et Soigner les tout petits enfants	82,7%	17,3%
Etablir des actes de naissance pour mes enfants	70,5%	29,5%
Autres (précisez)	4,9%	95,1%

- Si Oui pour (Mener des activités génératrices de revenus) précisez :

o sans réponse 15.9%

1 Vente de produits/mets ou denrées alimentaires (riz, haricot, gari) 43.0%

3 Un peu de tout 15.0%

2 Fabrications/Productions diverses (sodabi, gari, bambous, huile de palme etc.) 6.6%

4 Cultures (manioc, igname, maïs, etc.) 12.2%

5 Autres : travail dans une carrière de sable fluvial 7.3%

3. Est-ce que l'ouverture de l'espace enfance permet de satisfaire les besoins ci-dessus?

- ✓ Pas du tout 1.1%
- ✓ Partiellement 37.3%
- ✓ Totalelement 61.6%

• Pourquoi ?

Sans réponse 6.0%

Parce que déchargée de la garde d'enfant, libérée pour mener des AGR 54.7%

A cause des acquis des enfants en pré-lecture et pré-écriture, donc préparation pour le CI 9.6%

A cause de l'existence d'un espace de jeux bien aménagé/ enfants épanouis 3.2%

Poursuivre la sensibilisation des populations pour la scolarisation des filles libérées de la garde des enfants 2.1%

Parce que cela ne suffit pas. Il faut l'implication d'autres acteurs 1.8%

A cause des insuffisances au niveau des coins de jeu 1.1%

A cause des insuffisances au niveau des activités 2.1%

Autres : présence d'un nourrisson dont le frère fréquente l'EE 19.3%

4. Est-ce que selon vous, l'Espace Enfance mis en place permet de satisfaire les besoins des filles comme ceux des garçons sans distinction, surtout ceux des

familles les plus pauvres ? _____ 11.2% = NON et 88.8% = OUI _____ Oui : ☐ Non : ☐

• Pourquoi ?

o= sans réponse 21.6%

Aucun constat d'une telle discrimination/il n'y a pas de distinction (entre filles et garçons, entre riches et pauvres 47.7%

Les enfants s'amusent, étudient ensemble 6.7%

Il n'y a pas d'activité spécifique à chaque catégorie d'enfants 2.4%

Tous les enfants apprennent la même chose 4.0%

Autres : 17.6%

• Si oui, donnez au moins un exemple :

Les enfants jouent ensemble

5. Comment avez-vous accueilli la création

des Espaces Enfance ?

0.2% = Très mal / 1.5% = Mal / Bien = 37.2%

Très bien = 61.2% / _____ Très mal ☐ Mal: ☐ Bien ☐ Très bien ☐

• Si très mal ou mal, pourquoi ? SR= 1.7% _____

• Si Bien ou Très bien, dans quels domaines contribuez-vous ? (indiquer la quantité).

Domaines de contribution	OUI	NON	Précisez et/ou donner des quantités ou des chiffres
Construction de l'Espace Enfance			Sans réponses 38.8% Je n'étais pas informée 11.6% Participation aux travaux de construction 14.5%

			Fournitures (sable, bottes de paille pour toit, eau, paquet de ciment, matériaux de construction, etc.) 23.4% Autres 11.6%
Salaire de l'animatrice			Sans réponse 43.9% Participation en nature (vivres), 10.2% Participation en espèces (2500F, 4500F, 3000F, 1000F, ...) 35.9% Aucune participation au salaire 4.1% Autres : non informé 5.8%
Entretien de l'Espace			Sans réponse 57.8% Participation au sarclage 15.0% Balayage 12.7% Participation à l'entretien 7.2% Autres: Peu satisfaisant, ...7.3%
Diverses fournitures aux enfants			Sans réponse 61.8% Papier hygiénique-savon palmida-ardoise 7.0% Achat de fournitures aux enfants 23.7% Autres : satisfaisant 0.2%
Equipement de l'Espace (jeux, jouets, mobilier, etc.)			Sans réponse 72.9% Jouets/jouets nounous 6.0% 20.5% Autres : Peu satisfaisant 0.6%
Soin des enfants			Sans réponse 61.0% Propreté corporelle et vestimentaire de mon enfant 10.1% Soins aux enfants selon les possibilités 18.2 Autres : Très satisfaisant, ...10.7
Alimentation /nutrition enfants			Sans réponse 51.8 Je donne à manger à mon enfant 28.0 J'apporte à manger à mon enfant 6.6 Je nourris mes enfants 3.8 Autres : Peu satisfaisant, 9.8
Autres (précisez) _____			Sans réponse 100%

6. Quelle est votre appréciation de cette initiative du MEMP appuyée par l'UNICEF ?

- ✓ Très mauvaise 0.6%
- ✓ Mauvaise 1.7%
- ✓ Bonne 54.1%
- ✓ Excellente 43.6%

• Pourquoi ?

o Sans Réponse (SR) 6.3%

1 Car, de nombreux acquis pour les enfants : enfants plus éveillés que ceux qui ne fréquentent pas ce centre d'éveil ; Parce que les enfants sont éduqués, éveillés, épanouis, préparés pour la scolarisation/pour le primaire, apprennent beaucoup, 32.6%

2 A cause de l'opportunité offerte pour la libération des mères/des parents pour mener des activités : nous sommes déchargés ou libérés de la garde des enfants/soulagés pour vaquer à nos occupations. 33.8%

3 A cause de la libération et de la scolarisation des filles : Nos filles libérées sont à l'école 2.0

4 A cause de l'appui de l'UNICEF : Parce que l'UNICEF apporte des mobiliers, des chaisettes et des tables pour les enfants ; L'UNICEF nous a fait du bien 3.4%

5 Autres : 21.6%

1 et 3= 02%

2 et 1== 0.3%

7. Quel est votre degré d'engagement pour continuer à appuyer cette initiative ?

- ✓ Très faible 1.8%
- ✓ Faible 7.2%
- ✓ Fort 51.4%
- ✓ Très fort 39.6%

• Pourquoi ?

o sans réponse 9.6

1. Car conscience de l'importance de la préscolarisation ou de l'éducation des enfants (EM) 8.4

2. Car, bonne initiative à appuyer constamment ou toujours/Disponibilité à faire ce qui est demandé ; contribution au paiement des salaires, à l'entretien des lieux (même si les moyens manquent) 19.3%

3A cause des avantages de l'initiative : des acquis des enfants en français et en écriture Pour le bonheur de nos enfants/car enfants épanouis/donc parents heureux ; pour ne pas décourager l'initiative qui présente de nombreux avantages ; participation au développement de la localité 22.5

4Participation aux activités de sensibilisation des parents 4.0%

5 Autres : Aisance avec les enfants ; impossible de prendre en charge tout seul la rémunération d'une animatrice à domicile ; A cause de la dégradation de ma condition de vie 36.2%

8. Quel est votre degré de satisfaction dans les domaines suivants ?

- ✓ 1- Très peu satisfait
- ✓ 2- Peu satisfait
- ✓ 3- Satisfait
- ✓ 4- Très satisfait

Domaines	0	1	2	3	4	Pourquoi ?
Les locaux et l'équipement de l'Espace Enfance	2.0	30.6	30.4	21.7	15.3	Sans réponse 22.6% Permet aux enfants de s'amuser sans déranger les écoliers de l'école primaire 3.4% Bâtiment bien construit en matériaux définitifs/propres 8.9% A cause de l'équipement/ Manque d'équipement 14.7% Local en matériaux précaires 24.5% A refaire 4.3% Manque de chaise et de table 0.8% Autres 20.9%
Le travail des animatrices/animateurs	2.4	40.7	9.3	41.1	42.4	Sans réponse 31.8% Elles sont régulières 6.7% L'animatrice travaille beaucoup 9.3% Elle fait bien son travail 32.0%

						Autres 20.2%
La gestion des Espaces Enfance	7.5	8.6	19.4	46.9	17.6	Sans réponse 51.2% Je ne sais pas 4.3% Autres 44.5%
Le suivi des activités	10.9	11.3	18.0	43.4	16.4	Sans réponse 49.4% Suivi régulier 17.0% Autres 33.6
L'implication des parents d'enfants ou de la communauté dans la construction	8.1	12.2	23.2	38.7	17.7	Sans réponse 44.5% J'ai participé physiquement 12.77% Autre 42.8%
L'implication des parents ou de la communauté dans le fonctionnement de l'Espace Enfance	10.4	11.6	25.5	37.2	15.3	Sans réponse 49.2% Contribution par des aliments aux enfants (petit déjeuner) 1.1% Ils font ce qu'ils peuvent 18.7% Prise en charge des différents postes 2.1% Ils s'intéressent au fonctionnement 9.8% Ne font rien pour le fonctionnement 2.8% Autre 16.4%
L'implication particulière des mères/tutrices d'enfant (s)	8.7	10.9	2.03	36.5	23.5	Sans réponse 45.1% Je paie toujours ma cotisation 5.4% Les mères sont libérées de la garde des tout-petits 7.2% Autres 42.4%
Votre propre implication dans la vie du centre	11.8	12.2	23.2	36.9	15.9	Sans réponse 48.8% Je fais ce que je peux 16.5% Autre 34.7%
L'implication des autorités (locales, régionales, nationales)	11.5	38.2	22.0	19.4	8.9	Sans réponse 45.0% Je ne sais pas 6.0% Je ne vois pas les autorités s'intéresser à la chose 13.5% Les autorités négligent ces écoles/elles ne font rien 15.0% Autres 20.6%
La contribution de l'UNICEF	11.0	6.7	12.4	36.1	33.8	Sans réponse 38.4% Parce que grâce à l'UNICEF, nos enfants vont facilement à l'école sans beaucoup de dépenses 2.4% Appui matériel, en jouets/de l'UNICEF 27.4% L'UNICEF s'est toujours préoccupé des enfants 2.6% Pare que je vois ces gens se battre pour que l'école 2.4% fonctionne bien L'UNICEF fait de grands efforts 5.7% L'UNICEF fait beaucoup pour ces écoles 5.2% Autres 15.9%
Autres (précisez) _____ :	94.0	0.8	0.3	1.2	3.7	Sans réponse 94.5% Born Fonden 3.2% Autres 2.3%

9. L'animatrice/animateur est-elle (il) régulière (er) à son poste et assidu(e) au travail?

- Régularité __91.3%oui et 8.7%non_____ Oui : ☐ Non : ☐
- Assiduité __93.0%oui 7.0%non_____ Oui : ☐ Non : ☐
- Pourquoi ?

Sans réponse 15.0%

C'est une bonne mère, elle encadre correctement les enfants/ s'amuse beaucoup avec les enfants comme si c'était ses propres enfants 14.4%

Elle est toujours présente au service/vient tous les jours/rompue à la tâche 22.3%

Elle prend bien soin de nos enfants et viennent à l'heure 7.8%

Elle travaille beaucoup correctement, elle s'adonne/vue au travail (je ne pourrais pas la remercier) 11.5%

Elle vient tous les jours et travaillent effectivement 9.9%

Elle fait de son mieux 2.1%

Autres : Parce qu'elle veut que sa communauté aille de l'avant ; Je viens les visiter 17.0%

10. Avez-vous constaté une amélioration dans les comportements/aptitudes

- des enfants qui fréquentent l'Espace Enfance ? 100%oui _____ Oui ☐ Non: ☐
- Si oui, dans quels domaines :

Domaines	Précisions	Sans réponse	Oui	Non
Langues	Parler	0%	96.5%	3.5%
	Comprendre ce qu'on dit	0%	96.0%	4.0%
	Ecrire (sans réponse=0.3%)	0.3%	74.9	24.8
Math	Compter	0.6%	78.7%	20.6%
Education du Mouvement		0.9	70.2%	28.9%
Education Sociale	Jouer avec ses camarades	0%	92.7%	7.3%
	se battre avec les amis	0%	61.5%	38.5%
Education Artistique	Dessiner	0%	87.0%	13.0%
	Construire des jouets	0%	78.0%	22.0%

11. Les résultats changent-ils selon qu'il s'agisse d'un garçon ou d'une

Fille? _19.0%=oui 81.0%=non_____ Oui ☐ Non : ☐

- Si oui, donnez un exemple : _____

Mon enfant pleure moins à la maison

Parce que l'enfant fille est beaucoup plus impliquée dans la famille que le garçon.

La réussite des enfants de pauvre dans les classes d'examen

Il y a évolution des enfants dont les parents sont pauvres

12. Vos conditions de vie et de travail, celles de votre époux et de vos enfants se sont-elles améliorées sensiblement avec l'avènement des Espaces Enfance ?

- ✓ Sans réponse 65.6%
- ✓ 1- Très peu 0%
- ✓ 2- Un peu 1,2%
- ✓ 3- Moyennement 16.1%
- ✓ 4- Beaucoup 17.1%

Si Moyennement ou Beaucoup, comment et à quel degré ? (1 étant le niveau le plus faible 4 étant le niveau le plus élevé)

	0	1	2	3	4
Beaucoup plus de temps pour mener des activités AGR	2.3%	0.6%	4.0%	44.6%	48.5%
Augmentation de mes revenus	201%	0.9%	11.6%	52.8%	32.6%
Plus grande contribution aux charges familiales	2.8%	2.3%	11.0%	52.4%	31.5%
Libération de ma (mes) fille(s) de la garde des petits	11.5%	1.2%	1.1%	37.2%	49.1%
Inscription de ma (mes) fille(s) à l'école	10.2%	0.8%	1.4%	37.5%	50.2%
Eveil et meilleur comportement des enfants	3.2%	0.3%	1.4%	34.9%	60.2%
Autres (précisez)	97.6%	0.2%	0.2%	0.9%	1.2%

- Si très peu ou peu, pourquoi ? _____
- Parce que les enfants ne sont pas trop éveillés et ne savent ni lire ni écrire

13. Etes-vous satisfait du fonctionnement et des résultats obtenus de l'Espace Enfance ?

- ✓ Très peu satisfait 1.7%
- ✓ Peu satisfait 3.8%
- ✓ Satisfait 52.4%
- ✓ Très satisfait 26.8%
- ✓ sans réponse 15.3%

- Si très peu ou peu satisfait, pourquoi ?
- Si satisfait ou très satisfait, quels sont les résultats les plus importants pour vous ? ____

0 sans réponse 10.9%

1 Dans le domaine de la socialisation et de l'éveil : des enfants éveillés/habiles /Enfants éveillés/habiles/. 13.8%. ; Les enfants savent : parler/, chanter bien, réciter une poésie/; Les enfants parlent bien/réagissent bien ; 35.0%

2 Dans le domaine des acquis en pré-lecture, pré-écriture, pré-mathématiques : Les enfants savent lire ; 4.7%

3 Dans le domaine comportemental chez l'enfant: Ils ont un meilleur comportement ; ils savent présenter les civilités d'usage ; Ne se promènent pas comme avant ; Les enfants s'amuse beaucoup, sont épanouis ; etc.

4 Dans le domaine de l'hygiène : Il prend lui-même l'initiative de se laver les mains avant de manger 11.8%

5 En termes de libération de la fille qui est ainsi scolarisée : L'inscription de ma fille à l'école/Fille libérée de la garde de son petit frère/Elle travaille bien à l'école ; 1.1%

6 En termes de libération de la femme qui peut mener des AGR : Je m'occupe bien de mes activités génératrices de revenus ; L'augmentation de mes revenus ; plus grande contribution aux charges familiales, ... 3.7%

7 =9.8%

Autres : 6.3%

**1 et 6= 0.2% ; 1 et 7=0.2% ; 1et5= 0.3% ; 1et7=0.5% ; 1et3=0.8% ; 1,3et5=0.2% ; 2et3=0.3% ; 2et4=0.2%
3et4=0.2% ; 3et5=0.2% ; 6et3=0.2% ; 7,1et6=0.2% ; 7et1=6.3%**

14. Quelles sont les principales difficultés rencontrées dans la construction et le fonctionnement de l'Espace Enfance et qui a joué négativement sur l'atteinte des résultats ?

	SR	Oui	Non
La qualité défectueuse des bâtiments ou la vétusté des locaux	4.6%	65.7%	29.7%
Le manque ou les insuffisances dans les équipements (latrines, coins de jeu, etc.)	4.4%	79.5%	16.1%
Le manque ou insuffisance de jeux ou de jouets (quantité et qualité)	4.3%	80.7%	15.0%
Des insuffisances au niveau de la nourriture	5.7%	61.8%	32.6%
Le manque de moyens financiers pour payer le salaire de l'animatrice	5.7%	74.2%	20.2%
La faible mobilisation des parents pour faire vivre le centre	5.0%	59.3%	35.6%
La faible contribution des autorités communales, départementales et nationales	4.9%	76.8%	18.3%
Les nuisances liées au site ou à l'environnement (insalubrité, serpents,..., précisez)	6.4%	49.7%	43.9%
Autres (précisez) _____	96.4%	1.8%	1.8%

15. Qui vous a appuyé dans la construction et vous appuie dans le fonctionnement de l'Espace Enfance, de quelle nature, à quel degré ?

- ✓ 0= aucun appui 9.3%
- ✓ 1= importance moindre 3.5%
- ✓ 2= importance moyenne 25.2%
- ✓ 3= importance décisive 45.9%
- ✓ sans réponse 16.1%

• Et à quel rythme ?

- ✓ a=irrégulier
- ✓ b= régulier

Structures	SR	0	1	2	3	Nature de l'appui	SR	a	b
UNICEF	16.1%	9.3%	3.5%	25.2%	45.9%	Bâtiments Le mobilier: chaisettes et tablettes, 41.4% Soins sanitaires des enfants Appui financier Autres fournitures : Balles, plats, jouets, assiettes, cuillères, marmites	37.9%	37.9%	16.7%
MEMP	22.5%	39.4%	12.5%	17.0%	8.6%	SR 71.9% Je ne sais pas Nous avons un animateur envoyé par l'Etat Matériel/meubles/chaises et tables 10.4% Autres	74.5%	16.8%	8.7%
Mairie	24.6%	52.9%	11.3%	7.6%	3.5%	SR 81.0% Je ne sais pas La mairie ne fait rien 5.0% Autres 10.1%	80.7%	15.4%	3.8%
Autres (précisez)						SR 86.1% Born Fonden : construction de salles de classe, fournitures de matériel, de jouets, de tablettes, de chaisettes 8.3%			

			Autres :
--	--	--	----------

16. Au vu de votre expérience pour mettre en place l'Espace Enfance, quelles peuvent être les conditions à réunir pour étendre l'expérience à tout le pays ?
- SANS REPONSE 9.6%
 - Trouver un bon site/Construire un local/Disposer d'un local/Elaborer un plan de travail, 24.9%
 - Participer effectivement aux travaux de construction
 - Etre prêt à assurer le salaire de l'animatrice
 - Informers/Sensibiliser (fortement) les communes qui n'en n'ont pas/de la population/Requérir l'adhésion des communautés 26.8%
 - Accepter d'abord l'initiative par les populations ;
 - Réunir toutes les conditions (matérielles, ...)
 - Autres : Envoyer leurs enfants à l'école, avoir de la volonté, organiser un plaidoyer pour la mobilisation des fonds, Ecrire aux autorités pour ouvrir l'école.

17. Combien vous coûte annuellement l'éducation de votre enfant placé dans l'Espace Enfance ?
- Moins de 4000FCFA (6.6%) ; 4000 à 6500FCFA (7.6%); 6600 à 10000FCFA (7.5%) ; 10100 à 15000FCFA (7.5%). 15100 à 20000 FCFA (6.4%) ; 20100 à 30000FCFA (8.9%) ; Plus de 30000FCFA 24.6% (24.6%). Autres : 30.9% (30.9%) SR= 0%

18. Pensez-vous que ces ressources sont bien utilisées ? (Encercler la réponse correspondante)

- ✓ Très mal utilisées 0.3%
- ✓ Mal utilisées 2.1%
- ✓ Bien utilisées 49.8%
- ✓ Très bien utilisées 23.7%
- ✓ SR 24.0%

- Pourquoi ?

Sans réponse 38.2%

Aucune information sur un cas de mauvaise gestion/Constat de bonne gestion 12.5%

Aucun constat sur un cas de dysfonctionnement 6.9%

Bonne alimentation des enfants 7.8%

Contribution financière de l'animatrice au bénéfice des enfants 5.2%

Autres : informations données par les enfants,28.9%

19. Avez-vous constaté des cas de gaspillage des ressources

financières ou matérielles? _____3.7%=OUI 87.6%=NON_____ Oui ☐ Non : ☐

- Si oui donnez un exemple _____

Des propos illustrant des exemples de gaspillage : la gestion des biens de l'Espace Enfance n'est pas claire ; Le reste des tôles de fer et de ciment B auraient été vendus par l'animatrice en complicité avec l'ancienne directrice d'école ; vente de ciment, de barres de fer, de troncs de neem...

Propos qui traduisent plutôt une bonne gestion : Achat de jouets, de casse-croute par nous-mêmes ; c'est nous-mêmes qui avons construit et équipé l'Espace Enfance, avant de recruter , de former et de rémunérer une

animatrice ; ; Elle s'occupe bien du matériel du centre ; les enfants mangent à la récréation et à midi ; La maitresse (animatrice) distribue assez de craies aux enfants ; le bon suivi des enfants par l'animatrice ; Les cotisations des parents ne sont pas reversées à l'animatrice ; L'Espace fonctionne en dépit des insuffisances de ressources ; les instruments mis à leur disposition sont correctement utilisés...

Sans réponse=97,7%

20. Que faut-il faire pour améliorer le fonctionnement des Espaces Enfance ?

Engagement à apporter ou à augmenter ma contribution ou aide (financière)

Alimentation de l'EM en eau (de la SONEB ou de forage)

Reconstruction du bâtiment des salles/Construction d'un nouveau bâtiment/Améliorer les infrastructures/Construction de latrines 16.8%

Equipement du centre (en matériel, en mobilier, en jouets,)/Apporter des cadeaux 11.2%

Réalisation d'une clôture de l'Espace Enfance

Envoi de personnel (directeurs, animateurs)

Engagement à faire fonctionner le centre

Implication de l'Etat (changement de politique) dans l'éducation des petits enfants

Autres : Il faut que tout le monde s'intéresse à la chose, motiver la population 30.6%

21. Est-il possible et souhaitable selon vous d'étendre l'expérience

à toutes les localités rurales du Bénin? _98.3%OUI 1.7%NON_____ Oui : ☐ Non : ☐

- Si Non, pourquoi ? SR 1.7%_____

22. Si oui, pensez-vous que les parents seuls peuvent supporter les frais de création et de fonctionnement d'un Espace Enfance dans ces localités? 10.9%OUI 80.0%NON_____ Oui ☐ Non ☐

- Si non, comment voyez-vous la répartition des coûts ou des charges en termes de %?

Acteurs	75 à 100%	50 à 75%	25 à 50%	0 à 25%
Parents d'élèves				72.3%
Mairies/Communes			45.6%	
Gouvernement/MEMP	29.7%	31.8%		
UNICEF/PTF	27.8%	32.4%	20.0%	
Autres (précisez)	_____			

- Si Oui, quels conseils donnerez-vous à ces localités pour réussir leur projet de création d'un Espace Enfance ?

SANS REPONSE 51.8%

Je leur dirai de commencer la construction du local

Une forte mobilisation car le projet permet le développement

Une forte sensibilisation au sein de la population

Je leur conseille la prise d'initiative, la persévérance, l'engouement 8.0%

S'entendre entre parents pour asseoir l'Espace Enfance /je leur parlerai des avantages des Espaces Enfance Autres : 15.1%

23. Etes-vous satisfait des différents services dont les enfants bénéficient dans les Espaces enfance?

✓ 1=Très peu satisfaite ; 2=Peu satisfaite ; 3=Satisfaite ; 4=Très satisfaite

Domaines	1	2	3	4	Pourquoi ?
Etablissement d'acte de naissance SR=19.0%	40.5%	9.8%	15.1%	15.6%	SANS REPONSE 45.7% Mon enfant se porte bien J'ai pris son acte de naissance Mon enfant n'a pas son acte de naissance 21.6% AUTRE 24.8%
Vaccination SR= 6.4%	12.2%	11.5%	32.9%	37.2%	SANS REPONSE 42.0% Bonne santé des enfants/Mon enfant se porte bien Enfant vacciné 26.1% Autres 20.9%
Déparasitage SR=8.7%	6.7%	6.6%	42.0%	35.9%	SANS REPONSE 50.0% Mon enfant n'a plus les problèmes de vers/Enfant déparasité 27.5% Bonne santé de nos enfants Autres
Education/Eveil des enfants SR=6.4%	4.3%	4.1%	36.2%	48.9%	SANS REPONSE 48.0% Il est éveillé/très éveillé 36.4% Prêt pour le primaire Autres :
Prise en charge des enfants malades SR=13.8%	39.6%	15.7%	16.5%	14.4%	SANS REPONSE 48.2% Rien Mon enfant n'a jamais bénéficié de ça 17.0% AUTRES 28.0%
Autres (précisez)_____98.5%SR_____	0%	0.6%	03%	0%	

24. Votre enfant aime-t-il toujours fréquenter son Espace Enfance ? (Encercler la réponse correspondante)

- ✓ Pas du tout 0.6%
- ✓ De temps en temps 4.6%
- ✓ Souvent 20.6%
- ✓ Toujours 71.4% SR 2.8%

• Pourquoi ?

Parce qu'ils réclament avec insistance ou exigent d'aller à l'école (même les jours fériés)

A cause de leurs camarades ou amis que l'on veut retrouver

A cause des jeux, des jouets, de l'animatrice, de l'amusement en groupes 29.8%

Car enfants contents et éveillés/heureux d'aller à l'école

Autres : Parce qu'il ne se sent pas toujours motivé

25. Avez-vous suivi une formation? _66.2%NON /28%OUI /5.8%SR_____

- Si oui, dans quels domaines

	SR	Oui	Non
Activités génératrice de revenus	63.9%	23.2%	
pratiques familiales essentielles	67.9%	17.1%	
pratiques d'éveil essentielles	68.3%	16.8%	

Autres (précisez) _____	93.9%	2.0%	4.1%
-------------------------	-------	------	------

26. Etes-vous satisfaite de ces formations ? (Encercler la réponse correspondante)

- ✓ SANS REPONSE 72.2%
- ✓ Très peu satisfaite ; 0.6%
- ✓ Peu satisfaite ; 1.7%
- ✓ Satisfaite 18.2%
- ✓ Très satisfaite 7.3%

- Si très peu ou peu satisfaite, pourquoi ? _____

Réponse inappropriée/NR

27. Comment voyiez-vous l'éducation de la petite enfance avant la création de l'Espace Enfance ?

	Oui	Non	SR
Elle est faite pour les gens de villes	44.3%	51.2%	4.4%
Elle est faite pour les riches	43.9%	51.5%	4.6%
Ce n'est pas dans nos coutumes ou dans nos habitudes	36.9%	59.3%	3.8%
Cela diminue la valeur de la femme	18.7%	76.5%	4.9%
Autres (précisez) _____	2.0%	5.0%	93.0%

28. Etes-vous prête à encourager d'autres parents à créer leur Espace Enfance ou inscrire leurs petits enfants dans un Espace Enfance ? ____ 96.9% OUI 1.7% NON _____ Oui : ☐ Non : ☐

- Pourquoi ?

Aucun enfant ne doit être marginalisé pour la préscolarisation

A cause des avantages des Espaces Enfance: apprentissage, éveil, progrès, évolution, rehaussement du niveau des enfants ruraux comme ceux de la ville/ la préscolarisation est une bonne chose 46.6%

Permet aux enfants une bonne éducation/une première éducation très importante,

Contribue un développement de la localité

Libération des parents pour mener des AGR 15%

Autres : je suis contente et libre, ... 14.8%

29. Quels sont les points à améliorer et quelles sont vos suggestions ?

- Dans le domaine de la construction, de l'équipement des Espaces Enfance (92.2%):

11 Au niveau de la clôture et de certains aménagements particuliers : Faire la clôture de l'Espace pour les enfants

12 Dans le domaine de la construction des bâtiments et des modules de classe/salles (et l'équipement en général) et ornement ou décoration des murs: Construire des modules de classe/Reconstruire l'Espace Enfance/agrandir l'espace ; Construire un deuxième bâtiment ; Faire des dessins sur les murs pour montrer que c'est la maison des enfants ; 51.8%

13 Dans le domaine des cantines : Construire une cantine scolaire pour nourrir les enfants

14 Dans le domaine de l'équipement en mobilier (tables, chaises, tablettes,...) :

15 Dans le domaine des fournitures en matériel d'usage courant (plastiques, bols, etc.) : Fournitures divers (vivres, bols, médicaments, plastiques...)

16 Dans le domaine particulier de l'équipement en jouets/jeux : Renforcer l'équipement/Equiper l'Espace ou la salle de divers jouets et/ou de jeux surtout de balançoire et de toboggan

17 Autres :

- Dans le domaine du fonctionnement, de la gestion et du suivi des Espaces Enfance (70.0%):

21 Au niveau des structures de gestion et de suivi: Mettre en place des structures opérationnelles pour le bon fonctionnement de l'Espace Enfance ; créer un comité de pilotage

22 Equipements en matériels didactiques : Mieux équiper l'espace en matériel didactique/ Appui financier et matériel

23 Entretien régulier du centre : Organiser une journée de salubrité

24 Au niveau des animateurs/animatrices : Affecter une animatrice, un directeur ; Aider l'animatrice car elle souffre beaucoup et les enfants/Payer l'animatrice/payer les arriérés de salaires de l'animatrice 21.4%

Autres : Je ne sais pas, 30.4%

SANS REPONSE 30.0%

- Dans le domaine de la contribution du Gouvernement (90.2%)

31 Animateurs/animatrices : Recrutement et rémunération d'animatrices dans les centres ; Assurer le salaire des animatrices 22.8%

32 Construction : Construction d'un deuxième bâtiment/Construire plus de bâtiments

33 Equipements en jeux et jouets (balançoires, toboggan,)

34 Fournitures et équipements divers (mobilier, ustensiles, etc.) : tables-bancs, tablettes et chaisettes

35 Cantines/Alimentation : Créer une cantine pour les enfants/Aide en vivres PAM/Aider à l'alimentation ; eau potable (de SONEB) ;

36 Domaine de la santé des enfants : des médicaments

37 Appui financier et matériel en général 20.5%

38 Autres : Responsabiliser les parents pour la mobilisation des fonds 14.4%

- En direction de l'UNICEF et des autres PTF (90.4%)

41 Animateurs/animatrices : Aider l'animatrice (car elle souffre beaucoup)

42 Construction : Reconstruire le bâtiment

43 Equipements en jeux et jouets (balançoires, toboggan,) : équipements en jouets

44 Fournitures et équipements divers (mobilier, ustensiles, etc.) : tables-bancs, tablettes et chaisettes

45 Cantine/Alimentation : Créer (ou subventionner) une cantine en collaboration avec le Gouvernement ; Alimentation en eau potable ;

46 Domaine de la santé des enfants : Subvention des soins de santé

47 Appui matériel et financier ou multiforme en général à renforcer: à renforcer : continuer à appuyer/sa contribution, 45.6%

48 Autres : 13.5%

ou bien souhaiteriez-vous une autre stratégie ou forme d'espace pour les enfants (par exemple avec un centre où les grands-mamans co-animent) ? _73.9%NON 20.2%OUI_____ Oui : ☐ Non : ☐

- Si oui, décrivez-là

Un centre plus grand que celui des enfants avec les agents capables de prendre soin des grands-mamans, avec cantines et espace de distraction

Construire un bâtiment dit « kplongbassa », bien équipé avec des tableaux, des jeux locaux, avec des télévisions

Ce doit être un centre où l'animatrice et la grand-mère travaillent toujours ensemble pour chaque fois se compléter dans l'éducation des enfants 8.1%

Autres :

SANS REPONSE 80.4%

Outil 4 : Questionnaire adressé aux pères/tuteurs d'enfants des Espaces Enfance

Ce questionnaire vous est adressé afin de nous aider à améliorer l'expérience des Espaces Enfance. Les données seront traitées confidentiellement et dans l'anonymat. Veuillez donc remplir ce questionnaire avec le plus grand soin.

I- Identification

Date : __/__/2013 Département : _____ Commune _____ Localité : _____

Nom et Prénoms : _____

Profession : 7.4%agriculteur 46.8%cultivateur _____

Organisation d'origine : _____ Poste occupé dans l'organisation : _____

Père ☐ Tuteur ☐

Statut 89.9%père: 10.1%TUTEUR Nombre d'enfants inscrits dans un Espace

Enfance : 65% DE filleF= 64.1% de 1 garçon G= 54%DE 1 T= _____

TOTAL= 216 pères/Tuteurs

II- Questions/Items. (NB. N'hésitez pas à écrire au verso de la page au cas où l'espace s'avère insuffisant, tout en indiquant le numéro de la question)

1. Avez-vous été consulté (e) pour connaître vos besoins et ceux de votre épouse et ceux de vos enfants avant l'ouverture de l'Espace Enfance dans la localité ?

OUI=85.2% NON=13.9% SR=0.9%_____

Oui : ☐ Non : ☐

• Si oui, par qui ?

Unicef ☐ MEMP ☐

UNICEF= 31.0% MEMP=18.5% Le directeur de l'école primaire =6.0%

Le chef de village 5.1% Le délégué 3.2%

Autres (précisez) : 13.4%

	Oui	Non	SR
Voir mon épouse déchargée de la garde des tout petits	93.1%	6.9%	0%
Voir mon épouse mener des activités génératrices de revenus	94.4%	5.6%	0%
Scolariser mes filles	92.1%	7.9%	0%
Apprendre à lire et à écrire par les enfants	93.5%	6.5%	0%
Besoin d'éducation pour les enfants	96.3%	3.7%	0%
Trouver un coin de jeux pour les enfants	90.3%	9.7%	0%
Préparer les enfants pour le primaire	94.4%	5.6%	0%
Vacciner, déparasiter et soigner les petits enfants en cas de maladie	81.9%	18.1%	0%
Etablir un acte de naissance pour mes enfants	67.6%	32.4%	0%
Autres (précisez) _____	4.6%	95.4%	1.4%

2. Est-ce que l'ouverture de l'Espace Enfance permet de satisfaire les besoins ci-dessus énumérés?

✓ Pas du tout 2.8%

✓ Partiellement 39.8%

✓ Totalemt 56.0% SR=1.4%

• Pourquoi ?

Car Espace Enfance, source d'éveil, d'épanouissement, de bonne éducation (préscolaire) des enfants et facteur de scolarisation/meilleure préparation pour le CI 27.7%

A cause de notre soulagement et le développement de nos enfants 12.9%

Parce que nos épouses mènent bien leurs AGR/l'augmentation de leurs revenus, 18.8%

Car l'Espace Enfance aide aussi la population

Car, il faut avoir aussi une cantine scolaire

Parce que la médiatrice/l'animatrice est seule

Parce que ça flottait et tous nos besoins n'étaient pas totalement satisfaits

Autres :

3. Est-ce que selon vous, l'Espace Enfance mis en place permet de satisfaire les besoins des filles comme ceux des garçons sans distinction, surtout ceux des familles les plus pauvres ?

94.9% OUI 5.1% NON _____

Oui :

☐

Non :

☐

- Pourquoi ?

Aucun constat d'une telle discrimination/il n'y a pas de distinction (entre filles et garçons, entre riches et pauvres 60.3%

Les enfants s'amuse, étudient ensemble

Il n'y a pas d'activité spécifique à chaque catégorie d'enfants

Tous les enfants apprennent la même chose

Autres :

- Si oui, donnez au moins un exemple :

Des activités menées ensemble, filles et garçons, d'origines sociales différentes (riches, pauvres) : jeux, heures biologiques, etc. Les enfants jouent ensemble : Si nous prenons le toboggan

Mêmes comportements observés chez les enfants de riches comme ceux des pauvres

Epanouissement des enfants à travers des jeux.

Paquet de services intégrés prévus au bénéfice de tous et de toutes sans discrimination du sexe ou de l'origine sociale : vaccination, déparasitage

Autres :

- SR 44.0%

4. Comment avez-vous accueilli la création des Espaces Enfance ?

55.1% TRES BIEN 34.7% BIEN 4.2%

Mal 0.5% Très mal _____

Très mal :

☐

Mal :

☐

Bien :

☐

Très bien :

☐

- Si très mal ou mal, pourquoi ?

Parce que l'Espace Enfance a des contraintes pour les parents (travaux de construction et réveil matinal des enfants par les parents

Nous avons peur de la souscription

- Si Bien ou Très bien, dans quels domaines contribuez-vous ? (indiquer la quantité).

Domaines de contribution	OUI	NON	Précisez et/ou donnez des quantités ou des chiffres
Construction de l'Espace Enfance			Fournitures de bois de construction, de paille pour le toit 19.4%

			Participation à la fouille/Creusage la terre/remblayage 19.0% Don de matériaux Fourniture en eau Appui financier Autres : 17.1% SR28.2%
Salaire de l'animatrice			Participation en espèce/APPUI FINANCIER (Moins de 500 FCFA ,500 à 1000 FCFA) 26.3% Contribution en nature (vivres) 14.4% Autres : 13.0% SR 38%
Entretien de l'espace			Participation au sarclage, 31.9% Participation au balayage 7.4% Participation à l'entretien 15.7% Autres : 7.9% SR 37%
Diverses fournitures aux enfants			Achat de matériels d'hygiène (papier hygiénique, savon) 7.9% Achat de fournitures scolaires (Ardoise, craie) 29.2% Autres : Pas de moyens 8.3% SR 54.6%
Equipement de l'Espace (jeux, jouets, mobilier, etc.)			Jouets/Jouets nounous 8.8% Autres : Pas de moyens 24.5% AUTRES : pas de moyens SR 66.7%
Soin des enfants			Contribution à la propreté corporelle et vestimentaire de mon enfant 8.3% Soins aux enfants selon les possibilités 17.1% AUTRES : Pas de moyens 16.2% SR 58.3%
Alimentation /nutrition enfants			Contribution à l'alimentation de mon enfant : Je donne à manger /j'apporte à manger à mon enfant 41.2% J'apporte à manger à mon enfant 18.6% Autres : Pas de moyens13.4% SR 45.4%
Autres (précisez) Membre de l'APE_____			0.5% SR 99.5%

5. Quelle est votre appréciation de cette initiative du MEMP appuyée par l'UNICEF ?

- ✓ Très mauvaise 1.4%
- ✓ Mauvaise 2.3%
- ✓ Bonne 44.5%
- ✓ Excellente 44.5% SR 2.3%
- Pourquoi ?

1 Car, de nombreux acquis pour les enfants : enfants plus éveillés que ceux qui ne fréquentent pas ce centre d'éveil ; Parce que les enfants sont éduqués, éveillés, épanouis, préparés pour la scolarisation/pour le primaire, apprennent beaucoup, 37.0%

2 A cause de l'opportunité offerte pour la libération des mères/des parents pour mener des activités : nous sommes déchargés ou libérées de la garde des enfants/soulagées pour vaquer à nos occupations. 25.5%

3 A cause de la libération et de la scolarisation des filles : Nos filles libérées sont à l'école 3.7%

4 A cause de l'appui de l'UNICEF : Parce que l'UNICEF apporte des mobiliers, des chaisettes et des tables pour les enfants ; L'UNICEF nous a fait du bien 4.6%

5 Autres : 21.3%

6. Quel est votre degré d'engagement pour continuer à appuyer cette initiative ?

- ✓ Très faible 3.2%
- ✓ Faible 8.8%
- ✓ Fort 47.2%
- ✓ Très fort 38.4% SR 2.3%
- Pourquoi ?

1Car conscience de l'importance de la préscolarisation ou de l'éducation des enfants (EM) 11.1%

2Car, bonne initiative à appuyer constamment ou toujours/Disponibilité à faire ce qui est demandé ; contribution au paiement des salaires, à l'entretien des lieux (même si les moyens manquent) 18.1%

3A cause des avantages de l'initiative : des acquis des enfants en français et en écriture Pour le bonheur de nos enfants/car enfants épanouis/donc parents heureux ; pour ne pas décourager l'initiative qui présente de nombreux avantages ; participation au développement de la localité 24.5%

4Participation aux activités de sensibilisation des parents 3.7%

5 Autres : Aisance avec les enfants ; impossible de prendre en charge tout seul la rémunération d'une animatrice à domicile ; A cause de la dégradation de ma condition de vie 28.2%

SR 14.4%

7. Quel est votre degré de satisfaction dans les domaines suivants ?

- ✓ 1- Très peu satisfait ; 2- Peu satisfait ; 3- Satisfait
- ✓ 4- Très satisfait

Domaines	1	2	3	4	Pourquoi?
Les locaux et l'équipement de l'Espace Enfance SR=2.3%	33.3%	24.1%	24.5%	15.7%	L'agrandir un peu Reconstruire un autre bâtiment Parce qu'il y a d'amélioration Bien construite, les enfants sont protégés contre la pluie, le soleil et le vent Local en matériaux précaires 17.1% Manque de chaises et de tables Cela facilite le travail de l'Espace Enfance AUTRE
Le travail des animatrices/animateurs SR 1.9%	3.2%	11.4%	39.8%	40.7%	Elles sont régulières 9.1% Je l'ai toujours vu s'intéresser aux enfants Elle travaille beaucoup 6.7% Elle fait bien son travail 31.5% Elle s'adonne très bien, avec attention Elle prend bien soin des enfants, elle ne les frappe pas Elle est consciencieuse AUTRE 32.9%
La gestion des espaces enfance	6.9%	17.6%	47.7%	23.1%	Manque un peu L'EE est bien géré

SR=4.6%					Je ne sais pas 1.4% AUTRE 58.3%
Le suivi des activités SR=7.9%	10.2%	19.9%	39.8%	22.2%	C'est bien fait 16.2% AUTRE 41.7%
L'implication des parents d'enfants ou de la communauté dans la construction SR=6.9%	10.6%	21.8%	32.4%	28.2%	Parce que j'apportais mon aide /j'ai participé physiquement 16.2% Remblayage, sarclage, gravillon etc. Faute de moyens Parce que c'est compte tenu des moyens AUTRES 51.4%
L'implication des parents ou de la communauté dans le fonctionnement de l'Espace Enfance SR=7.4%	9.3%	25.5%	38.0%	19.9%	Contribution par des aliments aux enfants (petit déjeuner) RAS Parce que tout le monde ne s'intéresse pas à l'Espace Enfance Ils font ce qu'ils peuvent 13.4% AUTRES 27.3%
L'implication particulière des mères/tutrices d'enfant (s) SR=6.5%	8.8%	19.9%	38.4%	26.4%	Elles sont toujours prêtes à tous les travaux Remblayage des trous Je paie toujours ma cotisation 7.3% Les mères sont libérées de la garde des tout- petits Elles sont toujours prêtes pour la bonne marche
Votre propre implication dans la vie du centre SR=10.2%	7.9%	17.1%	19.4%	25.5%	Je contrôle la présence des enfants, je prends de maison en maison Malgré mes moyens je m'efforce Autre : cela nous libère 31.9% JE FAIS CE QUE JE PEUX 27.3%
L'implication des autorités (locales, régionales, nationales) SR=6.0%	34.7%	21.8%	22.7%	14.8%	C'est à la fin de l'année qu'elles envoient quelque chose 25.4% RAS Ils font tout pour que cela marche Je ne vois pas ces autorités s'intéresser à la chose/Les autorités négligent ces écoles/elles ne font rien 35.6% AUTRE 24.5%
La contribution de l'UNICEF SR=11.1%	6.9%	9.7%	34.3%	38.0%	Grâce à l'UNICEF les enfants vont à l'école sans beaucoup dépenser Vaccination, déparasitage, mobiliers L'UNICEF a fait la maison L'UNICEF fait de grands efforts /fait beaucoup pour ces écoles 7.4% Je ne connais pas bien l'UNICEF Appui matériel, en jouets/de l'UNICEF 31.0% AUTRE 21.8%
Autres (précisez) Born Fonden SR=92.6%	0.9%	0.5%	1.9%	4.2%	Suivi régulier AUTRES

8. L'animatrice/ animateur est-elle (il) régulière (er) à son poste et assidu(e) au travail ?

- Régularité

Oui : ☐ Non : ☐

11.1%NON _____

- Assiduité

Oui : ☐ Non : ☐

9.7%NON _____

- Pourquoi ?

C'est une bonne mère, elle encadre correctement les enfants/ s'amuse beaucoup avec les enfants comme si c'était ses propres enfants 17.6%

Elle est toujours présente au service/vient tous les jours/rompue à la tâche 18.1%

Elle prend bien soin de nos enfants et viennent à l'heure 7.4%

Elle travaille beaucoup correctement, elle s'adonne/vue au travail (je ne pourrais pas la remercier) 13.1%

Elle vient tous les jours et travaillent effectivement 3.7%

Elle fait de son mieux 1.9%

Autres : Parce qu'elle veut que sa communauté aille de l'avant ; Je viens les visiter 22.2%

SR 18.5%

9. Avez-vous constaté une amélioration dans les comportements des enfants qui fréquentent l'Espace Enfance ?

94.4%OUI 0%NON SR=5.6%_____

Oui : ☐ Non : ☐

- Si oui, dans quels domaines :

Domaines	Précisions	Oui	Non
Langues	Parler	94%	6.0%
	Comprendre ce qu'on dit	93.5%	6.5%
	Ecrire	75%	25.0%
Math	Compter	78.2%	21.8%
Education du Mouvement		69.4%	30.8%
Education Sociale	Jouer avec ses camarades	91.7%	8.3%
	se battre avec les amis	51.4%	48.6%
Education Artistique	Dessiner	89.4%	10.6%
	Construire des jouets	79.2%	20.8%

10. Les résultats changent-ils selon qu'il s'agisse d'un garçon ou d'une

filles? 15.7%OUI __84.3% NON_____

Oui : ☐ Non : ☐

- Si oui, donnez un exemple :

Enfants traités sur un même pied d'égalité dans le centre quel que soit le sexe

Lorsque les enfants n'étaient pas à l'Espace Enfance ? ils ne savaient pas écrire ni compter ce qu'ils font bien sans distinction

Activités de toute sorte menées ensemble par filles et garçons dans le centre : EPS, travail manuel, chant,

Changement de comportement observé aussi bien chez les filles que chez les garçons :

11. Vos conditions de vie et de travail, celles de votre épouse et de vos enfants se sont-elles améliorées avec l'avènement des Espaces Enfance ? (Encercler la réponse correspondante)

- ✓ 1- Très peu ; 0.5%
- ✓ 2- Un peu ; 1.4%
- ✓ 3- Moyennement 13.0%
- ✓ 4- Beaucoup 14.8% SR=70.4%

Si Moyennement ou Beaucoup, comment et à quel degré ? (1 étant le niveau le plus faible 4 étant le niveau le plus élevé)

	1	2	3	4	SR=0
Beaucoup plus de temps pour mener des AGR par la femme	1.9%	4.2%	38.4%	54.2%	1.4%
Augmentation des revenus de la femme	2.8%	6.5%	44.9%	44.0%	1.9%
Plus grande contribution de la femme aux charges familiales	3.2%	13.4%	45.4%	34.7%	3.2%
Libération de ma (mes) fille(s) de la garde des petits	2.8%	2.3%	33.3%	53.2%	8.3%
Inscription de ma (mes) fille(s) à l'école	2.8%	2.3%	25.0%	61.1%	8.8%
Eveil et meilleur comportement des enfants	0.9%	2.8%	27.8%	65.3%	3.2%
Autres (précisez) les enfants sont dégourdis	1.9%	1.9%	0%	0%	96.3%

- Si très peu ou peu, pourquoi ? _____ SR 93.5%
Faible rendement (conjoncturel ou structurel) au niveau des AGR menées par les mères : méventes observées dans les marchés au moment des récoltes ;
Des insuffisances dans l'éducation des enfants par l'animatrice : l'éveil des enfants est insuffisant parce que l'animatrice ne travaille pas correctement
Autres : les femmes n'aiment pas trop dépenser dans la famille, elles économisent ; ce n'est que le début...

12. Etes-vous globalement satisfait du fonctionnement et des résultats obtenus de l'Espace Enfance ?

- ✓ Très peu satisfait 0.9%
- ✓ Peu satisfait 6.9%
- ✓ Satisfait 49.5%
- ✓ Très satisfait 31.9%
- ✓ SR 10.6%
- Si très peu ou peu satisfait, pourquoi ?
A cause des carences observées chez les animateurs/trices : Car des enfants qui ne savent toujours pas ni lire, ni écrire en raison du travail médiocre de l'animatrice ; Des enfants qui ne réagissent pas comme ceux de la ville à cause de l'animateur/trice ; l'animatrice n'est pas bien formée
En raison de l'implication insuffisante de l'Etat : on veut que l'Etat prenne en charge le salaire des animateurs/trice.
- Si satisfait ou très satisfait, quels sont les résultats les plus importants pour vous ?
Dans le domaine de la socialisation et de l'éveil : des enfants éveillés/habiles ; Les enfants savent : parler/, chanter bien, réciter une poésie/; Les enfants parlent bien/réagissent bien ; 32.4%
Dans le domaine des acquis en pré-lecture, pré-écriture, pré-mathématiques : Les enfants savent lire ; 9.7%

Dans le domaine comportemental chez l'enfant: Ils ont un meilleur comportement ; ils savent présenter les civilités d'usage ; Ne se promènent pas comme avant ; Les enfants s'amuse beaucoup, sont épanouis ; etc. 20.4%

Dans le domaine de l'hygiène : Il prend lui-même l'initiative de se laver les mains avant de manger 2.3%

En termes de libération de la fille qui est ainsi scolarisée : L'inscription de ma fille à l'école/Fille libérée de la garde de son petit frère/Elle travaille bien à l'école ; ...6.5%

En termes de libération de la femme qui peut mener des AGR : Je m'occupe bien de mes activités génératrices de revenus ; L'augmentation de mes revenus ; plus grande contribution aux charges familiales, ...9.7%

Autres : 4.5%

SR 14.4%

13. Quelles sont les principales difficultés rencontrées dans la construction et le fonctionnement de l'Espace Enfance et qui a joué négativement sur l'atteinte des résultats ?

	Oui	Non
La qualité défectueuse des bâtiments ou la vétusté des locaux	70.4%	29.6%
Le manque ou les insuffisances dans les équipements (latrines, coins de jeu, etc.)	81.9%	18.1%
Le manque ou insuffisance de jeux ou de jouets (quantité et qualité)	78.2%	21.8%
Des insuffisances au niveau de la nourriture	65.7%	34.3%
Le manque de moyens financiers pour payer le salaire de l'animatrice	69.4%	30.5%
La faible mobilisation des parents pour faire vivre le centre	62.5%	37.5%
La faible contribution des autorités communales, départementales et nationales	73.6%	26.4%
Les nuisances liées au site ou à l'environnement (insalubrité, serpents,..., précisez)	37.5%	62.5%
Autres (précisez) _____	4.6%	95.4%

14. Qui vous a appuyé dans la construction et vous appuie dans le fonctionnement de l'Espace Enfance, de quelle nature, à quel degré ?

- ✓ 0= aucun appui
- ✓ 1= importance moindre
- ✓ 2= importance moyenne
- ✓ 3= importance décisive
- Et à quel rythme ?
- ✓ a= irrégulier
- ✓ b= régulier

Structures	0	1	2	3	Nature de l'appui	a	b
UNICEF	22.7%	3.7%	25.5%	48.1%	Mobilier scolaire (chaisettes, tables), soins sanitaires 38.4% Construction du bâtiment 4.6% Contribution financière (trois millions de FCFA) 1.9% Equipements divers (gobelets à boire l'eau) 13.0% AUTRES 69.0%	35.6%	28.7%
MEMP	57.4%	13.9%	14.8%	13.9%	Envoi d'un directeur 1.4%	41.9%	58.1%

					Païement de salaire à l'animatrice 8.8% Appui matériel (mobilier) 8.3% Autres : Je ne sais pas 8.5% SR 63.0%		
Mairie	65.3%	13.4%	13.0%	8.3%	Appuie le salaire de l'animatrice 6% Visite de l'espace 2.3% Parcelle /terrain 3.2% Autres : Je ne sais pas 19.9% SR 68.5%	78.8%	21.2%
Autres (précisez) Born Fonden	84.3%	1.9%	2.8%	10.6%	Mobiliers, jouets 4.2% Ciment, sable, fer, maçon 2.3% Jouets, construction d'un bâtiment 10.6% Autres : 2.8%	38.5%	61.5%

15. Au vu de votre expérience pour mettre en place l'Espace Enfance, quelles peuvent être les conditions à réunir pour étendre l'expérience à tout le pays ?

Trouver un bon site/Construire un local/Disposer d'un local/Elaborer un plan de travail, 30.1%

Participer effectivement aux travaux de construction

Etre prêt à assurer le salaire de l'animatrice

Informier/Sensibiliser (fortement) les communes qui n'en n'ont pas/de la population/Requérir l'adhésion des communautés 24.5%

Accepter d'abord l'initiative par les populations ;

Réunir toutes les conditions (matérielles, ...)

Autres : Envoyer leurs enfants à l'école, avoir de la volonté, organiser un plaidoyer pour la mobilisation des fonds, Ecrire aux autorités pour ouvrir l'école. 24.1%

16. Combien vous coûte annuellement l'éducation de votre enfant placé dans l'Espace Enfance ?

Moins de 4000FCFA 5.1%

4000 à 6500FCFA 6.5%

6600 à 10000FCFA 7.4%

10100 à 15000FCFA 9.3%

15100 à 20000 FCFA 5.6%

20100 à 30000FCFA 4.6%

Plus de 30000FCFA (50 000, 60 000, etc.) 32.9%

Autres : 19.0%

17. Pensez-vous que ces ressources sont bien utilisées ?

✓ Très mal utilisées ; 0%

✓ Mal utilisées ; 3.2%

✓ Bien utilisées 58.0%

✓ Très bien utilisées 25.9%

✓ SR 14.8%

• Pourquoi ?

Aucune information sur un cas de mauvaise gestion/Constat de bonne gestion, collégiale saine et transparente 16.2%

Aucun constat sur un cas de dysfonctionnement 10.2%

Bonne alimentation des enfants 7.4%

Contribution financière de l'animatrice au bénéfice des enfants 3.7%

Bons résultats constatés au niveau des enfants 7.4%

Autres : informations données par les enfants, informés de tout ce qui se passe, suivi des dépenses, 33.8%

SR 21.3%

18. Avez-vous constaté des cas de gaspillage des ressources

financières ou matérielles?

Oui : ☐ Non : ☐

5.1% OUI _____

• Si oui donnez un exemple _____

Les fonds ne sont pas mis à la disposition des enfants

Un cas de vente des neems abattus

19. Que faut-il faire pour améliorer le fonctionnement des Espaces Enfance ?

Engagement à apporter ou à augmenter ma contribution ou aide (financière)

Alimentation de l'EM en eau (de la SONEB ou de forage)

Reconstruction du bâtiment des salles/Construction d'un nouveau bâtiment/Améliorer les infrastructures/Construction de latrines 23.2%

Equipement du centre (en matériel, en mobilier, en jouets,)/Apporter des cadeaux

Réalisation d'une clôture de l'Espace Enfance 15.2%

Envoi de personnel (directeurs, animateurs)

Engagement à faire fonctionner le centre

Implication de l'Etat (changement de politique) dans l'éducation des petits enfants

Autres : Il faut que tout le monde s'intéresse à la chose, motiver la population 29.9%

20. Pouvez-vous encourager d'autres localités qui n'en ont pas de se doter d'un Espace Enfance? _ 96.8% OUI 3.2% _____

Oui : ☐ Non : ☐

• Si Non, pourquoi ?

SR 99.1%

21. Si oui, pensez-vous que les parents seuls peuvent supporter les frais de création et de fonctionnement d'un Espace Enfance dans ces localités? Oui : ☐ Non : ☐

90.7%NON 9.3%_____

- Si non, comment voyez-vous la répartition des coûts ou des charges en termes de %?

Acteurs	75 à 100%	50 à 75%	25 à 50%	0 à 25%
Parents d'élèves		4.5%	18.4%	77.1%
Mairies/Communes		18.9%	53.6%	27.6%
Gouvernement/MEMP	30.8%	37.4%	21.7	
UNICEF/PTF	27.7%	26.6%	28.3%	
Autres (précisez) _____				

- Si Oui, quels conseils donnerez-vous à ces localités pour réussir leur projet de création d'un Espace Enfance ?
 Je leur dirai de commencer la construction du local 14.8%
 Une forte mobilisation car le projet permet le développement 11.6%
 Une forte sensibilisation au sein de la population 12.5%
 Je leur conseille la prise d'initiative, la persévérance, l'engagement 10.8%
 S'entendre entre parents pour asseoir l'Espace Enfance /je leur parlerai des avantages des Espace Enfance 7.4%
 Autres : 21.8%
 SR 21.3%
 22. Etes-vous satisfait des différents services dont les enfants bénéficient dans les Espaces Enfance?
 ✓ 1=Très peu satisfait ; 2=Peu satisfait ; 3=Satisfait ; 4=Très satisfait

Domaines	1	2	3	4	Pourquoi ?
Etablissement d'acte de naissance SR=8.3%	42.1%	10.6%	16.2%	22.7%	Nous n'avons de problème pour les inscrire Les autorités de la mairie nous aident Nos enfants ont tous des actes 11.6% Cela aide les parents 12% AUTRES 32.4% SR 38.9%
Vaccination SR=3.2%	11.6%	7.4%	31.5%	46.3%	Ils vont se porter en bonne santé 8.8% Tous les enfants sont vaccinés et déparasités 21.8% Pas d'agent vaccinateur Ça nous donne des risques Améliore la santé des enfants AUTRES 22.2% SR 39.4%
Déparasitage SR=5.1%	7.4%	5.1%	34.7%	47.7%	Evite les maladies Mon enfant n'a plus les problèmes de vers/Enfant déparasité 23.6% AUTRES 41.0%
Education/Eveil des enfants SR=6.5%	7.4%	8.3%	31.0%	46.8%	Nous le constatons (éveil des enfants) à la maison 11.6% Les enfants sont habiles 18.1% Les enfants sont dégourdis 4.2% AUTRES 17.1% SR 49.1%
Prise en charge des enfants malades SR=9.3%	34.7%	18.1%	16.7%	21.3%	Prise en charge par les parents 22.7% Nous soignons nous-mêmes nos enfants 10.6% Cela aide les parents AUTRES 14.4% SR46.3%

Autres (précisez)	9.7%	4.2%	3.7%	4.6%	SR 100%
SR=77.8%					

23. Votre enfant aime-t-il toujours fréquenter son Espace Enfance ?

- ✓ Pas du tout 0.9%
- ✓ De temps en temps 4.2%
- ✓ Souvent 13.9%
- ✓ Toujours 78.7%
- Pourquoi ?
 - Parce qu'ils réclament avec insistance ou exigent d'aller à l'école (même les jours fériés) 9.3%
 - A cause de leurs camarades ou amis que l'on veut retrouver 24.1%
 - A cause des jeux, des jouets, de l'animatrice, de l'amusement en groupes 32.4%
 - Car enfants contents et éveillés/heureux d'aller à l'école 8.3%
 - Autres : Parce qu'il ne se sent pas toujours motivé 15.7%
 - SR 0.9%

24. Avez-vous suivi une formation? 76.6%NON 23.1% OUI
0.9%SR_____

- Si oui, dans quels domaines

	Oui	Non
Activités génératrices de revenus	22.7%	77.3%
Pratiques familiales essentielles	20.8%	79.2%
Pratiques d'éveil essentielles	19.0%	81.0%
Autres (précisez) formation académique	4.6%	95.4%

25. Etes-vous satisfait de ces formations ? (Encercler la réponse correspondante)

- ✓ Très peu satisfait 0.9%
- ✓ Peu satisfait 4.6%
- ✓ Satisfait 18.1%
- ✓ Très satisfait 11.1%
- ✓ SR 65.3%
- Si très peu ou peu satisfait, pourquoi ? _____

Formateurs irréguliers

Formation insuffisante (je n'ai pas pu terminer)

L'homme n'a jamais fini d'apprendre

Je souhaite une formation sur les pratiques familiales essentielles et sur les pratiques d'éveil essentielles

26. Comment voyiez-vous l'éducation de la petite enfance avant la création de l'Espace Enfance ?

	Oui	Non
Elle est faite pour les gens de villes	45.4%	54.6%
Elle est faite pour les riches	48.1%	51.9%
Ce n'est pas dans nos coutumes ou dans nos habitudes	37.5%	62.5%
Cela diminue la valeur de la femme	21.3%	78.7%
Autres (précisez) _____	1.4%	98.6%

27. Etes-vous prêt à encourager d'autres parents à créer leur Espace Enfance ou inscrire leurs petits enfants dans un Espace Enfance ?

__97.7%OUI 2.3%NON 0.9SR_____

Oui : ☐ Non : ☐

Pourquoi ?

Aucun enfant ne doit être marginalisé pour la préscolarisation 6.9%

A cause des avantages des Espaces Enfance: apprentissage, éveil, progrès, évolution, rehaussement du niveau des enfants ruraux comme ceux de la ville/ la préscolarisation est une bonne chose 52.3%

Permet aux enfants une bonne éducation/une première éducation très importante, 7.4%

Contribue un développement de la localité 6.0%

Libération des parents pour mener des AGR 11.1%

Autres : je suis contente et libre, ... 10.2%

SR 6.0%

28. Quels sont les points à améliorer et quelles sont vos suggestions ?

- Dans le domaine de la construction, de l'équipement des Espaces Enfance (89.8%):

11 Au niveau de la clôture et de certains aménagements particuliers : Faire la clôture de l'Espace pour les enfants

12 Dans le domaine de la construction des bâtiments et des modules de classe/salles (et l'équipement en général) et ornement ou décoration des murs: Construire des modules de classe/Reconstruire l'Espace Enfance/agrandir l'espace ; Construire un deuxième bâtiment ; Faire des dessins sur les murs pour montrer que c'est la maison des enfants ; 52.3%

13 Dans le domaine des cantines : Construire une cantine scolaire pour nourrir les enfants

14 Dans le domaine de l'équipement en mobilier (tables, chaisettes, tablettes,...) : 9.3%

15 Dans le domaine des fournitures en matériel d'usage courant (plastiques, bols, etc.) : Fournitures divers (vivres, bols, médicaments, plastiques...)

16 Dans le domaine particulier de l'équipement en jouets/jeux : Renforcer l'équipement/Equiper l'espace ou la salle de divers jouets et/ou de jeux surtout de balançoire et de toboggan

17 Autres : 18.1%

- Dans le domaine du fonctionnement, de la gestion et du suivi des Espaces Enfance (82.4%) :

21 Au niveau des structures de gestion et de suivi: Mettre en place des structures opérationnelles pour le bon fonctionnement de l'Espace Enfance ; créer un comité de pilotage 12.0%

22 Equipements en matériels didactiques : Mieux équiper l'espace en matériel didactique/Appui financier et matériel 8.3%

23 Entretien régulier du centre : Organiser une journée de salubrité

24 Au niveau des animateurs/animateuses : Affecter une animatrice, un directeur ; Aider l'animatrice car elle souffre beaucoup et les enfants/Payer l'animatrice/payer les arriérés de salaires de l'animatrice 19.4%

Autres : Je ne sais pas, 39.8%

- Dans le domaine de la contribution du Gouvernement (92.6%)

31 animateurs/animateuses : Recrutement et rémunération d'animatrices dans les centres ; Assurer le salaire des animatrices 26.4%

32 Construction : Construction d'un deuxième bâtiment/Construire plus de bâtiments 13.0%

33 Equipements en jeux et jouets (balançoires, toboggan,) 14.0%

34 Fournitures et équipements divers (mobilier, ustensiles, etc.) : tables-bancs, tablettes et chaises

35 Cantines/Alimentation : créer une cantine pour les enfants/aide en vivres PAM/aider à l'alimentation ; eau potable (de SONEB) ; 9.3%

36 Domaine de la santé des enfants : des médicaments

37 Appui financier et matériel en général 17.6%

38 Autres : Responsabiliser les parents pour la mobilisation des fonds 18.5%

SR 7.4%

- En direction de l'UNICEF et des autres PTF (91.2%)

41 animateurs/animateuses : Aider l'animatrice (car elle souffre beaucoup)

42 Construction : Reconstruire le bâtiment

43 Equipements en jeux et jouets (balançoires, toboggan,) : équipements en jouets 11.6%

44 Fournitures et équipements divers (mobilier, ustensiles, etc.) : tables-bancs, tablettes et chaises

45 Cantine/Alimentation : Créer (ou subventionner) une cantine en collaboration avec le Gouvernement ; Alimentation en eau potable ; 6.5%

46 Domaine de la santé des enfants : Subvention des soins de santé

47 Appui matériel et financier ou multiforme en général à renforcer: à renforcer : continuer à appuyer/sa contribution, 53.2%

48 Autres : 10.2%

SR 8.8%

29. Souhaiteriez-vous une autre stratégie ou forme d'espace pour les enfants (par exemple avec un centre où les grands-mamans co-animent) ?

68.5%NON 35.5%OUI_ _____

Oui : ☐ Non : ☐

- Si oui, décrivez-la

Un centre plus grand que celui des enfants avec les agents capables de prendre soin des grands-mamans, avec cantines et espace de distraction 3.2%

Construire un bâtiment, bien équipé avec des tableaux, des jeux locaux, avec des télévisions 1.4%

Ce doit être un centre où l'animatrice et la grand-mère travaillent toujours ensemble pour chaque fois se compléter dans l'éducation des enfants 13.4%

AUTRES 30.6%

SR 69.4%

Outil 5 : Questionnaire adressé aux animateurs (trices) des Espaces Enfance.

Ce questionnaire vous est adressé afin de nous aider à améliorer l'expérience des Espaces Enfance. Les données seront traitées confidentiellement et dans l'anonymat. Veuillez donc remplir ce questionnaire avec le plus grand soin.

I- Identification

Date : ____/____/2013 Département : _____ Circonscription Scolaire : _____
Espace enfance de : _____ Effectif F 8.1% de 20____ G 6.6% de 20____ Total 801% DE 35 _____
Nom et Prénoms : _____
Sexe : _69.1%F 30.9%M_____ Ancienneté au poste : _18.9% DE 3_____ Ancienneté dans la profession : 21.3% de 6 _____
Date de création de l'Espace Enfance : ____/____/____ Etat actuel
(Transformé en EM 50.7%, Modélisé, En cour de modélisation, Non modélisé) : ____
TOTAL= 136 animateurs/trices interrogé (e)s _____

II- Questions/Items (NB. N'hésitez pas à écrire au verso de la page au cas où l'espace s'avère insuffisant, tout en indiquant le numéro de la question)

1. Comment ou dans quel contexte sont nés les Espaces Enfance ?

1 Création par EDUCOM pour : Libérer des enfants filles et des parents ; Favoriser la préscolarisation des enfants en général et la scolarisation des filles en particulier ; Préscolariser des enfants des zones rurales surtout ; Garantir l'épanouissement des enfants ; pour soulager les mamans d'enfants de l'Espace Enfance; Permettre aux mères (parents) de mener les AGR 56.6%

2 Souhait ou initiative de l'UNICEF : Les enfants sont à la maison et l'UNICEF a souhaité qu'on crée ce centre 0.7%

Contexte marqué par un déficit dans le domaine de la préscolarisation/scolarisation 22.1%

3 Autres : 5.9%

SR 14.7%

2. Avez-vous été consulté au moins en tant que parents, avant la création des Espaces Enfance pour connaître les besoins ? _57.4%NON 42.6%OUI_____

Oui : ☐ Non : ☐

• Si Oui par qui ? ____20.6% UNICEF ____5.9%MEMP _____ Unicef ☐ MEMP ☐

• Directeur d'école primaire 3.7%

• Chef de village 4.4%

• Délégué 3.7%

• Autres

(précisez) 12.5% _____

• Et Comment ?

Au cours d'une assemblée générale des parents 15.4%

A une réunion 7.4%

Par un appel spécial 5.9%

Autres : 16.9% SR=54.4%

3. Quels sont les objectifs poursuivis par ces Espaces Enfance ?

	Oui	Non
Décharger les mamans de la garde des enfants	92.6%	7.4%
Permettre aux mamans de mener des activités génératrices de revenus	94.9%	5.1%
Libérer les filles de la garde des enfants pour les scolariser	98.5%	1.5%
Eduquer et favoriser l'éveil des petits enfants	99.3%	0.7%
Besoin d'éducation pour les enfants	100%	0%
Eduquer et favoriser l'éveil des petits enfants	99.3%	0.7%
Préparer les enfants pour le primaire	100%	0%
Augmenter le taux de scolarisation des filles	97.8%	2.2%
Autres (précisez) _____ SR=96.3% _____	2.9%	0.7%

4. Pensez-vous que les objectifs poursuivis permettent de répondre aux besoins des bénéficiaires directs suivants :

	Pas du tout	Un peu	Beaucoup
Mères d'enfants	0%	9.6%	90.4%
Grandes sœurs d'enfants	2.9%	10.3%	86.8%
Enfants de 2,5 à 5 ans	2.2%	5.1%	92.6%
Pères d'enfants	1.5%	19.1%	79.4%

- Si pas du tout ou un peu pourquoi ? _____

- 2.2% (Parce que ça flottait et tous nos besoins n'étaient pas totalement satisfaits) _____
autres : _____
11.8% _____

5. Des dispositions sont-elles prises lors de la construction de l'Espace Enfance pour aider les filles comme les garçons, notamment les plus pauvres ? Oui : ☐ Non : ☐

84.6% OUI 15.4%NON _____

- Si Oui, dans quels domaines :

Domaines	Oui	Non
Dans la construction des locaux	84.6%	15.4%
Dans la salle de classe	86.0%	14.0%
Dans les toilettes	68.4%	31.6%
Au cours des soins	75.0%	25.0%
Au cours des jeux	85.3%	14.7%
Au moment des repas	80.1%	19.9%

6. Quelles sont les opportunités que vous avez eues ?

Opportunités	Oui	Non
L'appui de l'UNICEF	86.0%	14%
L'appui du MEMP	44.9%	55.1%
L'appui des collectivités locales (Mairie...)	37.5%	62.5%
L'appui d'autres PTF (lesquels ?) Borne Fonden	47.8%	52.2%
Autres (précisez) L'appui du bureau APE de l'école	52.2%	47.8%

7. Comment avez-vous accueilli la création des Espaces Enfance ? (Encercler la réponse correspondante)

- ✓ Très mal 0.7%
- ✓ Mal 0.7%
- ✓ Bien 27.2%
- ✓ Très bien 71.3%

- Si très mal ou mal, pourquoi ?

Espace enfance aux locaux et équipements précaires

Il ne s'agit pas seulement de créer, il faut recruter un animateur

Difficile d'être éducatrice et femme de ménage

8. Quel est votre degré d'engagement pour appuyer l'initiative des Espaces Enfance ?

- ✓ Très faible 0%
- ✓ Faible 3.7%
- ✓ Fort 47.8%
- ✓ Très fort 48.5%

- Si très faible ou faible, pourquoi ?

- Faible engagement parce que les ressources font défaut_

- Si fort ou très fort, êtes-vous prêt à poursuivre dans

cet engagement ? 98.5%OUI 1.5%NON_____

Oui :

☐

Non :

☐

- Pourquoi ?

1 Pour des raisons professionnelles : Car un devoir professionnel à accomplir ; Pour améliorer mon travail

2 A cause des objectifs à atteindre/des avantages de l'initiative : La petite enfance épanouie est une ouverture pour une société pleine de valeurs ; Eveil des enfants ; Préparation à la scolarisation 34.6%

3 Engagement à poursuivre avec des conditionnalités : Je suis prête à continuer mais il faut penser à notre salaire

4 Par amour pour les enfants : J'ai choisi de servir les petits anges que sont les enfants

Autres :

9. Quelle est votre appréciation de cette initiative du MEMP appuyée par l'UNICEF ?

- ✓ Très mauvaise 0.7%
- ✓ Mauvaise 1.5%
- ✓ Bonne 55.9%
- ✓ Excellente 41.9%

- Pourquoi ?

A cause des avantages éducatifs pour les enfants : Nécessiter d'accompagner l'éducation des enfants ; Nous éduquons les enfants qui nous sont confiés 30.1%

A cause des avantages pour les parents/appui aux parents : Libération des parents ; leurs mères sont libres de vaquer à leurs occupations ; Cela nous aide 25.7%

A cause la nécessité de libérer et de scolariser les filles : Elévation du taux de scolarisation des filles 8.1%

Autres : Le contexte est apprécié ; L'UNICEF et le MEMP nous appuient par certains matériaux didactiques et les jeux d'épanouissement 27.9%

SR 8.1%

10. Quel est votre degré de satisfaction dans les domaines suivants ?

- ✓ 1=Très peu satisfait
- ✓ 2=Peu satisfait
- ✓ 3=Satisfait
- ✓ 4=Très satisfait

Domaines	1	2	3	4	Pourquoi ?
Les locaux et l'équipement de l'EE SR=	29.4%	27.2%	22.1%	20.6%	Locaux en matériaux définitifs répondant aux normes 6.6% Le bâtiment est bien construit Bon L'EE est bien géré Construction d'un module de classe par Bornefonden Autre 52.9%
Votre travail d'animatrice/ animateur SR=0%	10.3%	15.4%	49.3%	25.0%	Je m'occupe de mon travail 11.8% Autre : 38.2%
La gestion de l'Espace Enfance SR=	14.0%	21.3%	51.5%	10.2%	Les parents d'enfants s'en occupent Bonne 10.3%
Le suivi des activités de l'espace SR=	9.6%	19.9%	52.2%	18.4%	Les parents sont responsables Bonne L'Espace Enfance est bien suivi 14.7% Autre
L'implication des parents d'enfants ou de la communauté dans la construction SR=	19.1%	22.8%	44.1%	14.0%	Contribution des parents à la construction 25.7% Les mères ont puisé de l'eau, puisé de l'eau 3.7%
L'implication des parents ou de la communauté dans le fonctionnement de l'Espace Enfance SR=	19.1%	27.8%	39.0%	14.0%	Refus de souscription au salaire de l'animatrice Les parents prennent en main leur EE 14.7% fonctionnement de l'Espace Enfance Autres
L'implication particulière des mères/tutrices d'enfant SR=	22.8%	26.5%	40.4%	10.3%	Elles s'occupent des enfants 10.3% Elles participent aux travaux de l'école 5.1% Les mères soutiennent leurs enfants 5.1% Toutes les mères/tutrices ne donnent pas de petit déjeuner 3.7% Autres
L'implication des autorités SR=	23.5%	30.9%	33.8%	11.8%	Faible implication/Rien 14.7% Visites 12.5% Inspections Autre
La contribution de l'UNICEF SR=	5.1%	15.4%	38.2%	41.2%	Don de mobiliers de la part de l'UNICEF 22.8% Don de 64 chaises et tablettes et des jouets 11.8% Aucune aide

					Don de matériels didactiques 5.9%
Autres (précisez) Bornefonden SR=	19.1%	14.7%	32.4%	33.8%	Equipement et construction 3.7% Jouets

11. Quelles sont les formes de contribution des parents à son fonctionnement ?

o Sans réponse 41.9%

1 Appui financier : levée de cotisation, 16.9%

2 Appui en vivres : dons de produits vivriers

3 Autres appuis matériels :

4 Participation aux activités de fonctionnement : Les parents s'occupent de leur fonctionnement et de la gestion.

5 Activités d'entretien de l'école : Ils entretiennent l'école.

6 Les parents conduisent leurs enfants à l'école

7 Aucune contribution de leur part 14.7%

8 Autres :

Quel est le niveau de compétence (les résultats) développé(s) par vos apprenants à la fin de l'année scolaire 2012-2013 dans les domaines suivants ?

Activités \ Appréciations	Très bon		Bon		Passable		Mauvais		Pourcentages (%)		
	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	T
Pré-Lecture										100%	100%
Pré-Mathématique										100%	100%
Pré-Ecriture										100%	100%
Eveil Scientifique/Technologique										100%	100%
Expression Plastique (dessin...)										100%	100%
Expression Emotionnelle (Conte)										100%	100%
Expression Corporelle (EPS)										100%	100%

12. Existe-t-il des écarts entre les filles et les garçons au niveau des résultats ?

▪ 55.9% OUI 44.1% NON_

Oui ☐ Non ☐

13. Est-ce que les enfants des zones les plus défavorisées ont des résultats moins bons par rapport aux autres ? 33.1% OUI 65.6%

NON_____

Oui ☐ Non ☐

• Donnez au moins un élément de preuve

Le manque de petit déjeuner affecte négativement les résultats des enfants 6.6%

Ceux des zones défavorisées viennent plus que ceux des zones favorisées 6.6%

Autre 44.9%

14. Quel est le niveau d'atteinte des résultats? Encerclez le chiffre correspondant, 1 étant le niveau le plus faible et 4 étant le niveau le plus élevé

	1	2	3	4
Libération des filles de la garde des enfants	5.1%	0%	27.2%	67.6%
Libération des mères et mise en œuvre d'AGR	2.2%	0.7%	26.5%	70.6%
Accroissement de la scolarisation des filles	2.2%	1.5%	28.5%	69.9%
Accroissement du nombre d'enfants préscolarisés	1.5%	2.2%	30.9%	65.4%
Acquisition de savoir-faire et savoir-être par les enfants	0%	4.4%	37.5%	58.1%
Préparation des enfants pour l'école primaire	0%	0%	32.4%	67.6%
Autres (précisez) : _____	0%	0%	51.5%	48.5%

15. Citez deux résultats les plus importants de votre point de vue ?

1 Dans le domaine des résultats quantitatifs de la préscolarisation et de la scolarisation:

Accroissement du nombre d'enfants préscolarisés ; Accroissement de la scolarisation des filles 30.9%

2 Dans le domaine de l'éveil et de la socialisation des enfants : Eveil de l'enfant ; Facilité d'expression corporelle ; Acquisition de savoir-faire et de savoir-être 12.5%

3 Dans les domaines des acquis de pré-lecture, pré-écriture, pré-mathématiques : 4.4%

4 Dans le domaine de la préparation au primaire : Facilitation des apprentissages à l'école primaire ; L'envie d'aller toujours à l'école 11.0%

5 Libération des filles de la garde des enfants : 12.5%

6 Libération des mères pour mener des AGR : 8.5%

7 Autres : 6.6%

SR 14%

Avez-vous reçu des formations depuis que vous êtes animateur (trice) d'un Espace Enfance ? __81.6% OUI 18.4 NON _____ Oui : ☐ Non : ☐

• De qui les avez-vous reçues ?

1 UNICEF 27.2%

2 MEMP/DEM/DDEMP 17.6%

3 Inspecteurs/CCS et CP 15.4%

4 BORNEFONDEN 3.7%

5 Autres : 14.7% SR=21.3%

• Si oui, sur quels thèmes ou quelles problématiques ?

- 1 La généralisation des activités à l'EM
- 2 Thèmes ayant rapport à l'enseignement maternel
- 3 Les activités d'éducation pour la santé
- 4 L'apprentissage à l'enseignement
- 5 Comment aborder les enfants sur les jeux ; 6 Préparation de la classe
- 7 Comment s'occuper de l'hygiène des enfants des EM
- 8 Autres :

Ces formations sont-elles suffisantes? 67.6%NON__32.4% OUI_____

Oui ☐ Non ☐

16. Quelles sont les stratégies utilisées pour vos formateurs ?

- ✓ Présentielle 54.4%
- ✓ Distancielle 5.9%
- ✓ Mixte 11%
- ✓ Proximité 10.3%

17. Les formations reçues en qualité d'animatrice répondent-elles à vos besoins ?

- ✓ Très faiblement 5.9%
- ✓ Faiblement 21.3%
- ✓ Fortement 52.9%
- ✓ Très fortement 19.9%

- Si très faiblement ou faiblement, pourquoi ?

1 Parce que les domaines de développement abordés à l'EM sont variés et très délicats
12.5%

2 Autres : 11.8%

18. Quelles sont les activités qui vous posent des problèmes dans le cadre de la formation des enfants à vous confiés ? Dans quelles proportions d'élèves ?

Activités \ Appréciations	100%		75%		50%		25%		Pas du tout		
	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	
Pré-Lecture											
Pré-Mathématique											
Pré-Ecriture											
Eveil Scientifique/Technologique											
Expression Plastique (modelage...)											
Expression Emotionnelle (Chant...)											
Expression Corporelle (jeux)											

19. Etes-vous régulier (ère) à votre poste et assidu (e) au travail ?

94.9% OUI 5.1NON_____

Oui : ☐ Non : ☐

- Si Non, pourquoi ?

Car mis à cheval entre deux centres maternels : Je suis à cheval entre deux écoles maternelles je travaille ici deux jours sur cinq

A cause des problèmes de salaire : Je viens seulement les matins parce que je ne suis jamais payé, et j'ai décidé de tout fermer, mais pour le moment je viens seulement les matins ; les parents ont dit qu'ils sont fatigués de me payer cette année ...

A cause du manque de suivi : les autorités ne viennent pas visiter les Espaces Enfance, mais la médiatrice vient de temps en temps.

20. Bénéficiez-vous d'accompagnement ou d'activités de suivi/évaluation de la part des autorités de la CS dont vous dépendez ? (Encercler la réponse correspondante)

- ✓ Pas du tout 19.9%
- ✓ Partiellement 39.7%
- ✓ Suffisamment 25.0%
- ✓ Tout à fait bien 15.4%

- Si pas du tout, dites pourquoi

Absence ou insuffisances de visite des CCS/CP :

Non implication des animateurs par l'Etat

Des raisons inconnues

En raison du statut de l'Espace Enfance non reconnu par l'Etat

- Si oui, indiquez le nombre de visites de classes reçues de (l'inspecteur, du conseiller pédagogique, de la médiatrice) durant l'année scolaire 2012-2013 :

1 Deux visites de classe : Deux visites du CP ; Deux inspections 26.5%

2 Trois visites : trois fois par le CCS 14.0%

3 Plusieurs visites : Plusieurs visites de la médiatrice ; Plusieurs fois par le CP 27.2%

4 Autres :

21. Avez-vous fait des réalisations avec les enfants de votre Espace Enfance 72.1%

22. oui ? ☐

Oui ☐ Non ☐

- Citez quelques-unes (au maximum 3 plus importante,)

Sans réponse 33.8%

1 Réalisation de guirlandes : Des guirlandes ; Guirlandes simples 20.6%

2 Réalisation de dessin : Dessins libres

3 Activités de déchiquetage

4 Fabrications diverses : de voitures, de cerf-volant, de ventilateur à papier, de vélo en bâton, d'escaliers,

5 Réalisation des peintures par symétrie/ par soufflet

6 Réalisation de ponts de passage

7 Réalisation de cloporte

8 Autres :

23. Pour chaque compétence visée, estimez à ce jour votre niveau de performance au regard de la première année de votre fonction d'animatrice ?

- ✓ o ➔ pas du tout capable
- ✓ io ➔ Tout à fait capable (Entoure le chiffre correspondant à ton appréciation)

Compétences		Avant les formations											Après les formations											
a)Présenter correctement le cadre de travail	69.9%	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	0	77.9%	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10

b) Organiser correctement le travail administratif	82.4%	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	0	68.4%	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
c) Préparer correctement une séquence de classe	62.5%	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	0	75.7%	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
d) Exécuter correctement une séquence de classe en respectant la démarche	76.5%	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	0	58.1%	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
e) Utiliser des contenus-matières bien maîtrisés	63.2%	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	0	77.9%	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
f) Mener une évaluation formative et des remédiations tout au long de la séquence	77.2%	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	0		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10

24. Dans la mise en œuvre de l'expérience des Espaces Enfance, rencontrez-vous des difficultés liées à votre contexte de travail, aux effectifs, à la gestion de l'Espace ?
(Encercler la réponse correspondante)

- ✓ De grosses difficultés
- ✓ Certaines difficultés
- ✓ Des difficultés surmontables
- ✓ Aucune difficulté

- Dites lesquelles

	Oui	Non	SR
La faiblesse des frais de fonctionnement	77.2%	17.6%	5.1%
La qualité défectueuse des bâtiments	59.6%	33.1%	7.4%
Le manque/les insuffisances dans les équipements (latrines, coins de jeu, etc.)	79.4%	16.2%	4.4%
Le manque ou insuffisance de jeux ou de jouets (quantité et qualité)	81.6%	12.5%	5.9%
Des insuffisances au niveau de la nourriture (quantité et qualité)	72.1%	21.3%	6.6%
La faiblesse de mon salaire	75.7%	20.6%	3.7%
La faible mobilisation/contribution des parents au fonctionnement du centre	82.4%	14.7%	2.9%
La faible contribution des autorités	79.4%	17.6%	2.9%
Difficultés au niveau de l'UNICEF/PTF	45.6%	45.6%	8.8%
La présence de dangers dans l'environnement (insalubrité, serpents par exemples, précisez)	43.4%	44.1%	12.5%
Autres (précisez)	8.8%	8.1%	83.1%

25. Quels sont actuellement vos besoins en formation ou vos doléances pour que vous soyez plus performant dans votre travail ?

1 Dans le domaine de la formation en général : Multiplication des formations et des recyclages ; Organiser des formations de consolidation ; Formation pour conduire toutes les activités de la maternelle ; Donner des formations dans tous les domaines d'activités ; Formations groupées

47.8%

2 Dans le domaine de formations sur des thèmes particuliers ou précis : Exécuter correctement une séquence de classe ; Organiser correctement le travail administratif ; en technologie pratique 17.6%

3 Doléances particulières : Dotation en jeux et assiettes des jouets 10.3%

4 Autres : 22.1%

26. Qui vous a appuyé dans la construction et vous appuie dans le fonctionnement de l'Espace Enfance, de quelle nature, à quel degré :

✓ o= aucun appui ; 1= importance moindre, 2= importance moyenne, ; 3= importance décisive

• et à quel rythme

✓ a=irrégulier,

✓ b= régulier?

Structures	o	1	2	3	Nature de l'appui	a	b
UNICEF	25%	4.4%	25.7%	44.9%	Tablettes Chaisettes Gobelets Jouets Fonctionnement Construction	39.0%	25.0%
MEMP	55.1%	8.8%	17.6%	18.4%	Balançoires Documents pédagogiques Formations L'Etat nous a construit une classe Mobilier Autre	19.9%	9.6%
Mairie	72.3%	8.1%	14.0%	6.6%	Appuie le salaire de l'animatrice Autorisation de construction Autre	16.2%	4.4%
Autres (précisez) Bornefondon FASTRAC	75.0%	2.2%	7.4%	15.4%	Construction et équipement Construction de classe, bureau, magasin, ... Construction de classe et don de jouets	8.1%	11.0%

27. Quel est le budget de fonctionnement de l'Espace Enfance ?

1 100 000 à 150 000 F 19.9%

2 Plus de 150 000 à 300 000 F 8.8%

3 Plus de 300 000 FCFA (précisez) 2.9%

4 Autres : Souscription de la communauté 23.5%

SR 44.9%

28. Les ressources financières et matérielles sont-elles gérées de

façon judicieuse ? 77.9% OUI 22.1% NON

Oui : ☐ Non : ☐

29. Avez-vous connu des cas de gaspillage ? 89.7% NON 10.3%

Oui : ☐ Non : ☐

OUI

• Si oui, donnez au moins un exemple

Destruction du mobilier par la population

Des cas de vols : bureau, chaise,

30. Avez-vous bénéficié de certaines opportunités (appuis) dans le cadre du

fonctionnement des espaces enfances ? Lesquels ? 69.1% oui _____ Oui : ☐ Non : ☐

- Si Oui, de quelle nature est cette aide et de qui provient-elle ? (cochez les cases correspondantes et indiquez la provenance)

Nature de l'Aide	Oui	Non	Précisions	Structure/Provenance
Aide financière	44.1%	55.9%	Subvention	Etat béninois
Aide Alimentaire	22.1%	77.9%		
Aide médicale	68.4%	31.6%	Vaccinations diverses Vermifuges Médicaments	UNICEF EDUCOM Hôpital
Aide vestimentaire	5.1%	94.9%		
Equipement de l'espace	72.8%	27.2%	Jouets Balançoires Toboggans Autre	Bornefonden UNICEF DEM MEMP
Documents pédagogiques/didactiques	55.9%	44.1%	Formations Documents d'accompagnement Guide et recueil, de jeux	MEMP DDEMP DEM Right to play
Autres (préciser) Bornefonden	66.2%	33.8%	Equipement Autre	Bornefonden

31. Dans la mise en œuvre de l'initiative des Espaces Enfance, travaillez-vous ou échangez-vous avec :

- ✓ Les autorités locales? 63.8% OUI Oui ☐ Non ☐
- ✓ Les communautés? 36.1% OUI Oui ☐ Non ☐

32. Se montrent-elles intéressées par le fonctionnement des Espaces Enfance ou contribuent-elles au fonctionnement des Espaces Enfance ? 75% C'est
25%NON _____ Oui : ☐ Non : ☐

33. Enumérez quelques actions menées par ces acteurs :

- 1 Apport Financier 39.7%
- 2 Sensibilisation des parents pour le paiement de salaire de l'éducatrice
- 3 Participation aux activités de l'Espace Enfance

34. Quelles sont les différentes expériences développées par ces acteurs ? RAS

35. Sur la base de vos expériences, pensez-vous qu'il soit possible d'étendre

36. les Espaces Enfance à travers le pays et qu'elle donne de bons résultats ?

37. 94.9% OUI 5.1%NON _____ Oui : ☐ Non : ☐

- Si oui ou non, dites pourquoi

1 Car il est possible d'atteindre les mêmes objectifs que ceux des Espaces Enfance actuels : Réaliser/avoir les mêmes objectifs que les Espace Enfance actuels ; Les objectifs à atteindre sont assez bénéfiques pour la communauté 15.4%

2 A cause du rôle des Espaces Enfance dans le développement du pays : Si le développement à la base est la base du développement du pays, il faut assurer l'éducation par la préscolarisation 22.1%

3 Autres : Les parents doivent s'organiser pour être efficaces en créant l'Espace Enfance ; L'Espace Enfance permet aux enfants de s'épanouir 41.2%

- Si oui, à quelles conditions ?
 - 1 Si sensibilisation et mobilisation des populations : Que les populations se regroupent et conjuguent leurs efforts pour la réalisation du projet ; Il faut qu'on explique à ces parents les avantages de l'Espace Enfance et qu'on les suive 23.5%

2 Si implication de l'Etat : L'Etat doit considérer les EM pour le bonheur de nos enfants 19.9%

3 Si Création d'EM est l'initiative des parents d'enfants

4 Autres : 30.9%

- Si non, que préconisez-vous ?

_____sSR

98.5%

38. En dehors de l'éducation que vous assurez aux enfants de votre espace, de quels autres services bénéficient-ils ? (Par qui et avec quelle périodicité ?).

Eléments recherchés Services offerts	Par qui ?	Avec quelle périodicité ?	Qui finance l'opération ?	Enfants atteints (%)	Résultats
Etablissement des actes de naissance	UNICEF Animateurs Parents EDUCOM	A la rentrée Irrégulier Au cours de l'année	UNICEF Etat Parent	100 % 10.3% 00%=83.1%	Mauvais 0.7% Moyens 2.9% Bons 4.4% Très bons 07% SR 91.3%
Education / Eveil des enfants	Educatrice Les parents Animatrices Agents de santé	Au cours de l'année Tous les jours Irrégulier	Les communautés Les parents UNICEF Etat Parent	100 % 20.6% 45 % 00%=72.8%	Mauvais 0.7% Moyens 1.5% Bons 7.4% Très bons 4.4% SR 85.3%
Vaccination	UNICEF Vaccinateurs Centres de santé Maître	Année scolaire Au moins une fois l'an Trimestriel Irrégulier	UNICEF Etat	100 % 47.1% 45 %	Mauvais 0.7% Moyens 1.5% Bons 25.0% Très bons 5.9% SR 66.9%
Déparasitage	UNICEF Vaccinateurs Parents Centres de santé EDUCOM	Année scolaire Lors de la vaccination au besoin Trimestriel Irrégulier	UNICEF Parents Etat EDUCOM	100 % =40.4% 45 %	Mauvais 0.7% Moyens 1.5% Bons 21.3% Très bons 4.4% SR 71.3%

		Au moins une fois l'an			
Prise en charge médicale	UNICEF Agents de santé Parents	Au besoin Irrégulier Autres	UNICEF Parents	100 % = 8.8% 25 % 0% = 88.2%	Mauvais 0% Moyens 2.2% Bons 5.1% Très bons 2.2% SR 90.4%

39. Retrouvez-vous dans certaines écoles de votre milieu ou d'une localité proche, des tentatives d'imitation de certains acquis des Espaces Enfances ? Oui ☐ Non ☐
Non = 64.7% 35.3% = OUI

- Si oui, dans quelle proportion d'écoles ? (Encercler la réponse correspondante)
 - ✓ 100 %
 - ✓ 75 %
 - ✓ 50 %
 - ✓ 25 %
 - ✓ Autres : _____

40. La mise en œuvre des Espaces Enfance vous a-t-elle permis d'acquérir des compétences particulières (que vous n'aurez jamais l'occasion de développer) ?
78.7% OUI 21.3% = NON _____

Oui ☐ Non ☐

- Lesquelles ?

1 Compétences du domaine du savoir-être: L'amour des enfants et du travail bien fait ; L'amour d'éduquer ; La patience, l'amour et la joie ; 30.9%

2 Compétences du domaine du savoir-faire : Jouer avec les enfants ; Comment tenir les enfants de la petite enfance et ne pas se fâcher 19.1%

3 Compétences du domaine du savoir :

4 Autres : Les différentes formations organisées

41. Les familles ont-elles adopté les Espaces Enfance comme de vrais centres d'éducation, des centres susceptibles de favoriser la préscolarisation ? 96.3%
OUI 3.7% NON _____

Oui : ☐ Non : ☐

- Si oui, rappelez certains de leurs propos/actions

1 Par rapport aux acquis chez les enfants : Lorsque nos enfants quittent ici pour le primaire, ils sont très éveillés ; L'enfant est éveillé et s'amuse beaucoup ; Les enfants sont épanouis 33.8%

2 Par rapport à la garde et à la sécurité des enfants : Nos enfants sont en sécurité

3 Au niveau des avantages pour les parents : Nous sommes libres de vaquer à nos occupations ;

La création de l'école facilite l'existence 11.0%

4 Autres : 23.5%

SR 28.7%

42. Quelles sont vos suggestions pour améliorer les Espaces Enfance ?

- Dans le domaine de la construction, de l'équipement des Espaces Enfance (89.0%):

11 Au niveau de la clôture et de certains aménagements particuliers : Faire la clôture de l'Espace pour les enfants

12 Dans le domaine de la construction des bâtiments et des modules de classe/salles (et l'équipement en général) et ornement ou décoration des murs: Construire des modules de classe/Reconstruire l'Espace Enfance/agrandir l'espace ; Construire un deuxième bâtiment ; Faire des dessins sur les murs pour montrer que c'est la maison des enfants ; 55.9%

13 Dans le domaine des cantines : Construire une cantine scolaire pour nourrir les enfants

▪ **14 Dans le domaine de l'équipement en mobilier (tables, chaisettes, tablettes,...) :**

15 Dans le domaine des fournitures en matériel d'usage courant (plastiques, bols, etc.) : Fournitures divers (vivres, bols, médicaments, plastiques...)

16 Dans le domaine particulier de l'équipement en jouets/jeux : Renforcer l'équipement/Equiper l'espace ou la salle de divers jouets et/ou de jeux surtout de balançoire et de toboggan

17 Autres :

- Dans le domaine du fonctionnement, de la gestion et du suivi des Espaces Enfance (80.1%):

21 Au niveau des structures de gestion et de suivi: Mettre en place des structures opérationnelles pour le bon fonctionnement de l'Espace Enfance ; créer un comité de pilotage 12.5%

22 Equipements en matériels didactiques : Mieux équiper l'espace en matériel didactique/Appui financier et matériel 11.0%

23 Entretien régulier du centre : Organiser une journée de salubrité

24 Au niveau des animateurs/animatrices : Affecter une animatrice, un directeur ; Aider l'animatrice car elle souffre beaucoup et les enfants/Payer l'animatrice/payer les arriérés de salaires de l'animatrice 14.7%

25 Autres : Je ne sais pas,

- Dans le domaine de la contribution du Gouvernement (87.5%)

31 Animateurs/animatrices : Recrutement et rémunération d'animatrices dans les centres ; Assurer le salaire des animatrices 30.9%

32 Construction : Construction d'un deuxième bâtiment/Construire plus de bâtiments 11.0%

33 Equipements en jeux et jouets (balançoires, toboggan,)

34 Fournitures et équipements divers (mobilier, ustensiles, etc.) : tables-bancs, tablettes et chaisettes

35 Cantines/Alimentation : Créer une cantine pour les enfants/Aide en vivres PAM/Aider à l'alimentation ; eau potable (de SONEB) ;

36 Domaine de la santé des enfants : des médicaments

37 Appui financier et matériel en général 17.6%

38 Autres : Responsabiliser les parents pour la mobilisation des fonds

- En direction de l'UNICEF et des autres PTF (85.3%)

41 animateurs/animateuses : Aider l'animatrice (car elle souffre beaucoup)

42 Construction : Reconstruire le bâtiment

43 Equipements en jeux et jouets (balançoires, toboggan, ...) : équipements en jouets 10.3%

44 Fournitures et équipements divers (mobilier, ustensiles, etc.) : tables-bancs, tablettes et chaises 9.6%

45 Cantine/Alimentation : Créer (ou subventionner) une cantine en collaboration avec le Gouvernement ; Alimentation en eau potable ;

46 Domaine de la santé des enfants : Subvention des soins de santé

47 Appui matériel et financier ou multiforme en général à renforcer: à renforcer : continuer à appuyer/sa contribution, 44.9%

- 48 Autres :

43. Souhaiteriez-vous une autre stratégie ou forme d'espace pour les enfants ?

44. 74.3% NON 25.7% OUI

- Si oui, décrivez-la

1 Un centre plus grand que celui des enfants avec les agents capables de prendre soin des grands- mamans, avec cantines et espace de distraction

2 Construire un bâtiment dit « kplongbassa », bien équipé avec des tableaux, des jeux locaux, avec des télévisions

3 Ce doit être un centre où l'animatrice et la grand-mère travaillent toujours ensemble pour chaque fois se compléter dans l'éducation des enfants 3.7%

4 Construire deux sections par EM

5 Autres : Doter les Espaces Enfance de jeux ludiques à l'intérieur comme à l'extérieur ; Doter les Espaces Enfance de cantines surtout dans les villages ; 60.0%

Outil 6 : Guide d'entretien adressé aux élèves des CI/CP ayant fréquenté les Espaces Enfance.

Ce questionnaire vous est adressé afin de nous aider à améliorer l'expérience des Espaces Enfance. Les données seront traitées confidentiellement et dans l'anonymat. Veuillez donc remplir ce questionnaire avec le plus grand soin.

I- Identification

Date : __/__/2013 Département : ____o8 Circonscription Scolaire de : 18 CS/17 communes

Ecole Primaire de : 118 EP au moins Cours: CI=269 ; CP=365 ; CEI=4 ; CM1=1

II- Questions/Items. (NB. N'hésitez pas à écrire au verso de la page au cas où l'espace s'avère insuffisant, tout en indiquant le numéro de la question)

30. As-tu fréquenté l'Espace Enfance avant de venir à l'école primaire ? Oui= 98.3. Non=0.6% SR=1.1%

Si Non, pourquoi ?

____RAS_____

Oui

☐

Non :

☐

- Si oui, es-tu content d'avoir fréquenté l'Espace Enfance ?

(espace enfance de la localité) Oui= 95.6% Non=0.4% SR=4.0% Oui : ☐ Non : ☐

- ✓ Si Non, pourquoi ?

NR/réponses erronées

- ✓ Si Oui, pourquoi ?

1 A cause des jouets, des jeux, de l'amusement avec les amis : Je suis content parce que je jouais aux jeux, plusieurs jeux avec mes amis ; A cause des jeux (balançoires, toboggans, ...) ; A cause de l'amusement ; A cause de mes camarades ; on joue bien (52.1%)

2 A cause des acquis dans le domaine des connaissances ou des activités menées : C'est bon de fréquenter d'abord pour acquérir des connaissances ; On dort, on chante et on mange (12.8%)

3 A cause de l'animatrice et de son comportement : elle me racontait des contes et je chantais avec mes amis ; Parce que l'animatrice nous apprend beaucoup de choses ; Parce que mon animatrice m'aime bien ; On ne me frappe pas (10.0%)

4 A cause de l'alimentation ou de la nourriture : à cause du manger qu'on me donne ; nous mangeons beaucoup (6.4%)

5 Autres (6.4%) : à compléter

Dis le meilleur souvenir (ce que tu as gardé ou aimé) de ce lieu (un exemple de ce que l'enfant a aimé dans ce lieu).

	Oui	Non	SR
Le matériel de jeu	79.6%	12.0%	8.4%
Le bâtiment de classe	38.9%	36.4%	24.7%
Le groupe des amis	76.8%	7.8%	15.4%
Le travail fait en classe	68.1%	12.3%	19.6%
Autres (précisez) _____	5.9%	1.4%	92.7%

31. L'animatrice s'occupait-elle bien de toi et de tes camarades ?

Oui= 95.5% Non=0.5% SR=4.0%

Oui : ☐ Non : ☐

- Où ?

	Oui	Non	SR
Dans la classe	94.1%	1.9%	4.0%
Pour les toilettes	77.9%	15.9%	6.2%
Au cours des jeux	83.5%	10.1%	6.4%
Au moment des repas	89.4%	5.4%	5.1%

1. Vois-tu ou fait-on la même chose au primaire ? Oui= 50.1% ; Non=47.3% ;

SR=2.6% SR=

Oui : ☐ Non : ☐

- Si oui, dans quel (s) domaine (s) ?

Pré-Lecture	8.7%
Pré-Ecriture	26.6%
Pré-Mathématique	6.4%
Expression plastique (dessiner, tracer, construire jouets)	0.5%

Expression Corporelle (jeux, EPS)	10.1%
Hygiène générale (propreté du corps, des vêtements, alimentation)	0%
Comportement avec tes camarades et parents	0%
SR	47.7%

2. Qu'as-tu appris avec l'animatrice ? Quels étaient tes résultats ?

	Oui	Non	SR	Résultats			
				Bons	Moyens	Mauvaises	SR
Pré-Lecture	86.8%	6.1%	7.0%	42.3%	30.5%	9.5%	17.7%
Pré-Ecriture	87.9%	5.1%	7.0%	40.6%	34.7%	8.9%	15.9%
Pré-Mathématique	83.0%	9.5%	7.5%	41.4%	39.7%	9.9%	18.0%
Expression plastique (dessiner, tracer, construire jouets)	90.8%	3.4%	5.8%	56.5%	26.1%	4.2%	13.2%
Expression Corporelle (jeux, EPS)	91.4%	2.3%	6.2%	57.5%	25.2%	4.4%	12.9%
Hygiène générale (propreté du corps, des vêtements, alimentation)	90.5%	2.0%	7.5%	55.4%	25.7%	3.9%	15.1%
Comportement avec tes camarades et parents	89.9%	2.2%	7.9%	55.8%	22.2%	3.4%	18.5%

3. Qu'est-ce que tu aimais le plus dans l'Espace Enfance que tu as fréquenté ? (voir liste ci-dessus)

Pré-Lecture	5.6%
Pré-Ecriture	9.5%
Pré-Mathématique	3.7%
Expression plastique (dessiner, tracer, construire jouets)	21.0%
Expression Corporelle (jeux, EPS)	41.7%
Hygiène générale (propreté du corps, des vêtements, alimentation)	2.0%
Comportement avec tes camarades et parents	1.2%
SR	7.0%

• Qu'est-ce que tu n'aimais pas du tout ?

Pré-Lecture	7.3%
Pré-Ecriture	6.4%
Pré-Mathématique	6.4%
Expression plastique (dessiner, tracer, construire jouets)	2.8%
Expression Corporelle (jeux, EPS)	3.6%
Hygiène générale (propreté du corps, des vêtements, alimentation)	0.5%
Comportement avec tes camarades et parents	1.1%
SR	47.7%

4. Penses-tu que grâce à l'Espace Enfance tu t'es amélioré au primaire en :

	Oui	Non	SR
Français	86.9%	7.6%	5.4%
Mathématique	79.6%	14.3%	6.1%
Education Scientifique et Technologique	80.4%	11.7%	7.9%
Education Sociale	88.2%	5.1%	6.7%
Education Artistique	90.7%	3.4%	5.9%

5. Quels ont été tes résultats scolaires l'année dernière ? (Encercler la réponse correspondante)

- ✓ Très mauvais=1.2%
- ✓ Mauvais=3.4%
- ✓ Bons=80.9%
- ✓ Très bons=12.0%
- ✓ SR=2.5%

6. De quoi as-tu bénéficié dans l'Espace Enfance ? (Encercler la réponse correspondante)

- ✓ Acte de naissance=4.7%
- ✓ Vaccination=26.3%
- ✓ Déparasitage=21.9%
- ✓ Jeux=43.1%
- ✓ Autres (précisez) : _____=1.6%
- ✓ SR=2.2%

7. Quelle appréciation fais-tu de l'Espace Enfance que tu as fréquenté ? (Encercler la réponse correspondante)

- ✓ Bien=66.1%
- ✓ Assez bien=23.5%
- ✓ Passable=5.8%
- ✓ Mauvais=2.5%
- ✓ SR=2.2%

- Souhaites-tu que l'on crée partout des Espaces Enfance pour tous les petits enfants de ta localité ou de tout le Bénin ? Oui= 94.7% Non=3.3%

SR=2.0%

Oui : ☐ Non : ☐

- Pourquoi ?

1 Pour que tous les enfants soient préscolarisés/scolarisés dans l'équité : Pour le développement de l'éducation préscolaire ; Parce que je ne souhaite pas qu'on fasse de différence ; Je sais que tous les enfants ont besoin de l'Espace Enfance ; (41.4%)

Pour des raisons socio-affectives : J'aime l'Espace Enfance (1.1%)

3 Pour que les mères et les enfants soient déchargés (2.3%)

4 A cause des activités intéressantes et des avantages des Espaces Enfance : Parce qu'on quitte la maison et on vient s'amuser ; Permet de bien travailler ; Permet d'éveiller les enfants ; On s'amuse beaucoup

5 Autres : C'est une bonne chose (20.5%)

- Qu'est-ce que tu souhaites voir améliorer dans les espaces enfance ?

1 Dans le domaine des constructions et de l'équipement : Je souhaite qu'on construise un bâtiment en matériaux définitifs ; Je souhaite qu'on construise un bâtiment en matériaux définitifs ; Construire une nouvelle école et envoyer des jouets ; Un bâtiment moderne avec les jeux et jouets modernes ; Les jeux (59.1%)

2 Dans le fonctionnement, la gestion, les apprentissages : Travailler en langue maternelle ; envoyer et payer des animatrices (3.1%)

3 Autres : Tout (12.43%)

- SR : (25.3%)

Outil 7: Guide d'entretien avec les enseignants de C.I. et autres cours.

Ce questionnaire vous est adressé afin de nous aider à améliorer l'expérience des Espaces Enfance. Les données seront traitées confidentiellement et dans l'anonymat. Veuillez donc remplir ce questionnaire avec le plus grand soin.

I- Identification

Date : __/__/2013 Département : _____ Circonscription Scolaire de : _____

Ecole Primaire de : _____ Effectif : F : ____ G : ____ Total : _____

Effectif venant de (des) l'Espace (s) Enfance : Effectif : F : ____ G : ____ Total : _____

Nom : _____ Prénoms _____

Sexe : 85.2%M _____ Ancienneté au poste : _____ Ancienneté dans la profession : _____

II- Questions/Items. (NB. N'hésitez pas à écrire au verso de la page au cas où l'espace s'avère insuffisant, tout en indiquant le numéro de la question)

1. Etes-vous informé de l'existence des Espaces Enfance dans certaines

localités de votre pays ? _93.0%=OUI NON= 7.0% SR 0% _____ Oui : ☐ Non : ☐

- Si Oui, dans quel contexte sont nés les Espaces Enfance et quels en sont les objectifs ?

1 Contexte marqué par un déficit dans le domaine de la préscolarisation/scolarisation (surtout celle des filles) qu'il faut relever/ initiative : relever le faible taux de scolarisation des enfants surtout celui des filles ; Promotion de la scolarisation des filles ; Créer des Espaces Enfance dans les localités dépourvues d'EM ; Libérer des filles et parents pour les AGR ; promouvoir l'éducation de la petite enfance ; Eveil des enfants (préparation mentale, morale, physique,...) ; Donnez le goût de l'école à la petite enfance 79.6%

2 Création par EDUCOM ou initiative pour les objectifs ci-dessus:

3 Souhait ou initiative de l'UNICEF :

4 Autres

2. Avez-vous été consulté, au moins en tant que parent, pour connaître les besoins des enfants qui fréquentent les espaces enfance ? _54.9%=OUI NON=45.1% _____ Oui : ☐ Non : ☐

- Si oui par qui ? (Encercler la réponse correspondante)

✓ Sans réponse 50.7%

✓ UNICEF 35.9%

✓ MEMP 7.0%

✓ Autres (précisez) : CCS ; Parents ; Collègues enseignants ; EDUCOM SR=50.7%

3. Les Espaces Enfance sont-ils nécessaires pour les enfants des localités

rurales du pays ? _OUI= 95.1% Non=4.9% _____ Oui : ☐ Non : ☐

- Si oui ou non, dites pourquoi

1 A cause des avantages des Espace Enfance (éveil, épanouissement, socialisation, préapprentissage) : Cela s'avère très important car ils participent à l'épanouissement et à la préscolarisation des enfants ; Eveil d'esprit des enfants 45.1%

2 Droit à l'éducation des enfants des campagnes/substitution aux EM : Car les enfants des milieux ruraux du pays ont droit à l'éducation ; Remplacent les EM pour les enfants et les parents

Préparation à la scolarisation ou au primaire : Au CI, on ne note plus l'attachement que les enfants ont habituellement pour les mères et ne veulent pas se séparer d'elles

3 Libération des mères pour vaquer à leurs occupations

4 Autres :

4. Comment avez-vous accueilli la création des Espaces Enfance ? (Encercler la réponse correspondante)

- ✓ Très mal 3.5%
- ✓ Mal 1.4%
- ✓ Bien 28.9%
- ✓ Très bien 65.5%

- Si très mal ou mal, pourquoi ?

_____SR=98.6%_____

5. Quelle est votre appréciation de cette initiative du MEMP appuyée par l'UNICEF ? (Encercler la réponse correspondante)

- ✓ Très mauvaise = 6.3%;
- ✓ Mauvaise=2.8%
- ✓ Bonne 45.1% ;
- ✓ Excellente 45.8% SR 0%

- Pourquoi ?

1 Substitution aux EM : Car l'Etat béninois n'a pas les moyens pour créer les EM dans les milieux ruraux 21.8%

2 Libération des parents

3 Contribution des femmes aux charges familiales

4 Autres : 59.2%

6. Prenez-vous l'engagement à (de continuer à) contribuer au

fonctionnement de ces centres ? _OUI=89.4% NON= 10.6% SR 0%_____ Oui : ☐ Non : ☐

- Si Oui, sous quelle forme allez-vous contribuer à l'avenir ?

1 Suivi des enfants

2 Sensibilisation des parents à inscrire leurs enfants dans les Espaces Enfance 41.5%

3 Contribution financière

4 J'encouragerai les enfants en leur offrant de cadeaux

5 Autres :

7. Accueillez-vous des enfants venant des Espaces Enfance

dans votre classe ? _OUI=90.8% NON= 9.2% SR 0%_____ Oui : ☐ Non : ☐

- Si oui, dans quelles proportions par rapport aux inscriptions directes au CI (Encercler la réponse correspondante) :

- ✓ 100 % =29.6%
- ✓ 75 % = 26.8%
- ✓ 50 % = 26.8%
- ✓ 25 %
- ✓ Autres

8. Comment appréciez-vous le comportement/l'éveil des enfants des Espaces Enfance qui sont inscrits dans votre classe ? (Encercler la réponse correspondante)

- ✓ Bien =74.6%
- ✓ Passable= 23.9%
- ✓ Médiocre= 1.4% SR 0%

9. Quel est le niveau de compétence de vos apprenants à la fin de l'année scolaire 2012-2013 dans les domaines suivants ?

Appréciations Compétences /Champs formation	Très bon				Bon				Passable				Mauvais				Pourcentage (%)			
	Autres Enfants		Enfants espace		Autres Enfants		Enfants espace		Autres Enfants		Enfants espace		Autres Enfants		Enfants espace		Autres Enfants		Enfants espace	
	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G
Lecture	100 %	28.2 %	33.1 %	35.2 %	38.7 %	41.5 %	51.4 %	52.1 %	46.5 %	45.1 %	38.0 %	38.7 %	25.4 %	24.6 %	18.3 %	17.6 %	50.7 %	49.3 %	51.4 %	51.4 %
Communication orale	26.8 %	26.8 %	34.5 %	36.7 %	37.3 %	37.3 %	49.3 %	45.1 %	41.5 %	43.0 %	39.4 %	38.0 %	20.4 %	19.0 %	18.3 %	18.3 %	47.9 %	45.8 %	50.0 %	49.3 %
Communication écrite	24.6 %	23.9 %	29.6 %	30.3 %	35.2 %	33.1 %	49.3 %	50.0 %	43.0 %	43.0 %	37.3 %	35.2 %	24.6 %	22.5 %	19.7 %	18.3 %	49.3 %	47.2 %	47.9 %	47.2 %
Mathématique	28.2 %	28.9 %	33.1 %	32.1 %	37.3 %	37.3 %	50.7 %	50.0 %	43.0 %	43.0 %	33.8 %	34.5 %	19.0 %	18.30 %	16.2 %	16.9 %	45.8 %	45.8 %	47.2 %	47.2 %
Education Scient. et Techno.	25.4 %	25.4 %	30.3 %	31.7 %	44.4 %	43.0 %	53.5 %	54.4 %	43.0 %	39.4 %	33.8 %	33.8 %	16.2 %	16.9 %	16.9 %	15.5 %	47.2 %	44.4 %	49.3 %	48.6 %
Education Sociale	26.8 %	26.8 %	31.7 %	33.1 %	41.5 %	43.0 %	55.6 %	55.6 %	44.4 %	39.4 %	26.1 %	26.8 %	18.3 %	16.9 %	14.1 %	15.5 %	50.0 %	48.6 %	46.5 %	46.5 %
Arts vivants (Chant ...)	33.1 %	33.1 %	39.6 %	40.1 %	51.5 %	42.1 %	44.4 %	44.4 %	33.1 %	32.4 %	23.9 %	22.5 %	17.6 %	16.2 %	15.5 %	14.1 %	48.6 %	47.9 %	48.6 %	47.2 %
Arts plastiques (Dessin...)	30.3 %	33.1 %	35.2 %	35.2 %	40.1 %	41.5 %	46.5 %	47.9 %	35.9 %	35.2 %	26.8 %	26.8 %	16.2 %	18.3 %	16.9 %	15.5 %	47.2 %	47.9 %	47.2 %	45.8 %
EPS et ou vie coopérative	29.6 %	31.7 %	45.1 %	46.5 %	39.4 %	40.1 %	42.2 %	47.9 %	33.8 %	28.9 %	29.6 %	31.0 %	16.2 %	15.5 %	19.0 %	18.3 %	47.2 %	46.5 %	50.0 %	51.4 %

10. Quelles sont les difficultés d'apprentissage auxquelles les enfants des Espaces Enfance sont souvent confrontés lorsqu'ils vous arrivent au CI ? (donne r 2 exemples par champ disciplinaire). SR= 19%

- Français/Communication orale (1)

Manque d'expression

Non maîtrise des termes en vocabulaire

Ils ne lisent pas bien

Ils ont du mal à écrire les nombres en lettres

Prononciation

Certains enfants ne connaissent même pas leur nom

- Français/Communication orale (2)

Méconnaissance des lignes

Ils écrivent mal

Graphisme

Manque d'expression

Ignorance des différentes lettres de l'alphabet français

- Mathématique (3)

Difficulté dans le comptage

Non maîtrise de calculs mentaux

Ils ne savent pas écrire les grands nombres

Ils ont du mal à écrire les nombres en lettres

Addition et soustraction

Ils ne connaissent pas les chiffres

- Education Scientifique et Technologique (4)

Manque d'expression

Réaction peu satisfaisante

Nous sommes encore en période de la RANV pour identifier chez l'apprenant les difficultés auxquelles il est confronté dans ce champ de formation

- Education Sociale (5)

Non maîtrise de langue en morale et civisme

Manque d'expression

Réaction peu satisfaisante

Morale, civisme

Nous sommes encore en période de la RANV pour identifier chez l'apprenant les difficultés auxquelles il est confronté dans ce champ de formation

- Education Physique et Sportive (6)

Marquage des pas

Ils ont du mal à simuler les terminologies

Mauvaise compréhension des activités à réaliser

Non reconnaissance de leur équipe au début

Nous sommes encore en période de la RANV pour identifier chez l'apprenant les difficultés auxquelles il est confronté dans ce champ de formation

- Education Artistique (7)

Autres (8) 18,3%

▪ _____

II. Que faites-vous pour les y aider ?

1 Sensibilisation : Je les sensibilise afin de bien s'appliquer

2 Mise en œuvre des stratégies préconisées par l'EAE de la communication orale et de l'écriture 16.2%

3 Aide individuelle aux enfants en difficultés

4 Séances de renforcement en lecture et écriture

5 Syllabation

6 Application de la pédagogie différentielle

7 Autres : 39.4%

12. Au vu des résultats/réactions des enfants des Espaces Enfance, pensez-vous qu'il soit rentable de s'investir dans la promotion de ces centres ? OUI=97.9% NON= 2.1% SR 0%

- Si oui ou non, Pourquoi ?

Oui : ☐ Non : ☐

1 A cause d'indicateurs ou des acquis qui attestent d'une bonne préparation des enfants pour affronter le primaire : Cela permet de les mettre au centre de leurs savoirs ; Aide les maîtres de l'école primaire ; Les enfants venant des Espace Enfance sont plus éveillés que ceux directement inscrits au CI ; Préparation à la scolarisation ; 68.3%

2 Nécessité d'encourager les parents à scolariser les enfants : Il est normal d'investir dans la promotion de ces centres pour encourager les parents à envoyer leurs enfants à l'école

3 Autres :

13. Que pensez-vous du coût de formation d'un enfant ou le budget de fonctionnement d'un espace enfance ?

o Aucune idée=14.1%

1 Trop coûteux 17.6%

2 Insuffisant 9.2%

3 Le coût doit être élevé

4 Autres : 31.7%

14. Pensez-vous qu'il soit utile de généraliser l'expérience des espaces enfance à travers le pays ? OUI=97.2% NON=2.8% SR 0%

Oui : ☐ Non : ☐

- Si oui, à quelles conditions ?

1 Conditions à réunir au niveau de l'Etat (moyens à réunir) : Généraliser les Espaces Enfance à condition que l'Etat dispose de moyens 31.7%

2 Nécessité d'un accompagnement : Accompagnement dans l'atteinte des objectifs

3 Conditions matérielles à réunir : Construction des infrastructures adéquates ; Equiper les salles de classe en mobilier

4 Conditions au niveau des ressources humaines à réunir : Formation des éducateurs en nombre suffisant

5 Autres :

- Si non, que préconisez-vous ?

▪ _____ SR 99.3%

15. Êtes-vous informé et satisfait des services suivants dont bénéficient

• les enfants venant des Espaces Enfance ? _____ Oui : ☐ Non : ☐

✓ 1=Très peu satisfait

✓ 2=Peu satisfait

✓ 3=Satisfait

✓ 4=Très satisfait

✓ o= Non informé

Domaines	o SR	1	2	3	4	Pourquoi ?
Etablissement d'acte de naissance	54.2 %	14.1 %	5.6%	16.2 %	9.9%	SR 55.6% Beaucoup n'ont pas toujours cette pièce 11.3% AUTRES 33.1%
Vaccination	21.1%	5.6 %	6.3%	29.6 %	37.3%	SR 44.4% Les enfants bénéficient de la vaccination 28.2% Vaccination dans 100 % des cas
Déparasitage	15.5%	3.5 %	5.6%	37.3 %	38%	SR 45.8% Dotation des Espaces Enfance des médicaments 19.0% Déparasitage dans 100 % des cas

						AUTRE 25.4%
Education/Eveil des enfants	15.5%	3.5 %	12.7%	37.3 %	31%	SR 47.9% Enfants bien formés 23.9% Ils ne réagissent pas très bien
Prise en charge des enfants malades	54.9 %	12.0 %	9.2%	14.1%	9.9%	SR 58.5% Les éducateurs n'ont pas souvent tous les médicaments dans les boîtes pharmaceutiques 37.3%
Autres (précisez)	97.2 %	1.4 %	0%	0.7%	0.7%	SR 100%

16. Avez-vous constaté que les mentalités des populations ont évolué positivement vis-à-vis de l'éducation de la petite enfance grâce aux espaces enfance ? (Encercler la réponse correspondante)

- ✓ Très peu=10.6%
- ✓ Un peu=28.9%
- ✓ Beaucoup =60.6% SR 0%

• Donnez des exemples :

1 Inscription précoce ou massive des enfants dans les Espaces Enfance : Car nombreux sont les parents qui inscrivent leurs enfants à l'Espace Enfance très tôt ; Inscription massive des enfants ; Augmentation de l'effectif de l' Espace Enfance par rapport aux années précédentes ; 46.5%

2 Régularité et assiduité des enfants à l'école

3 Mobilisation des parents pour les travaux

4 Peu d'enfants sont inscrits

5 Autres :

17. Appliquez-vous dans votre classe certaines pratiques des Espaces

Enfance ? __OUI=74.3% NON= 24.6%

SR=0% _____

Oui : ☐ Non : ☐

• Si oui, lesquelles ? (donnez 2 exemples)

1 Pratiques des domaines de l'Eveil/socialisation (parler/chanter, réciter, mimer) : Réponse Active Non Verbale (RANV) ; Ecoute de chansons

2 Domaines de la lecture, de l'écriture, des mathématiques : Graphisme,

3 Domaine du respect des règles d'hygiène : Hygiène corporelle (se laver les mains, brosser les dents,) 28.9%

4 La motivation

5 Les jeux/Apprentissage par le jeu/Déchetage

6 Education Artistique (EA) :

7 Comportements : Respect de son prochain ; Non bavardage en classe ; Formation des rangs

8 Autres :

18. Quelles sont vos suggestions éventuelles pour améliorer les Espaces Enfance ?

• Dans le domaine de la construction, de l'équipement des Espaces Enfance (95.8%):

11 Au niveau de la clôture et de certains aménagements particuliers/Sécurité des Espaces Enfance:

12 Dans le domaine de la construction des bâtiments et des modules de classe/salles (et l'équipement en général) et ornement ou décoration des murs/Extension: Extension des Espaces Enfance à travers le pays ; Construction des locaux adéquats et bien équipés ; Equipement convenable des Espaces Enfance; Sécuriser les Espaces Enfance ; Clôturer l'Espace Enfance et renforcer l'équipement ; Construction des Espaces Enfance au niveau de chaque quartier de ville ou de village 54.2%

13 Dans le domaine des cantines : Construire une cantine scolaire pour nourrir les enfants

14 Dans le domaine de l'équipement en mobilier (tables, chaisettes, tablettes,...) :

15 Dans le domaine des fournitures en matériel d'usage courant (plastiques, bols, etc.) : Fournitures divers (vivres, bols, médicaments, plastiques...)

16 Dans le domaine particulier de l'équipement en jouets/jeux : Renforcer l'équipement/Equiper l'espace ou la salle de divers jouets et/ou de jeux surtout de balançoire et de toboggan

17 Autres :

- Dans le domaine du fonctionnement, de la gestion et du suivi des Espaces Enfance (95.1%):

21 Au niveau des structures et activités de gestion et de suivi/Budget de fonctionnement: Programmer des visites périodiques et régulières pour une bonne gestion des temps d'apprentissage ; Doter les Espaces Enfance de budgets conséquents ; Prise en charge du fonctionnement et du suivi des EE 26.1%

22 Equipements en matériels didactiques : Doter les Espaces Enfance de kits didactiques et pédagogiques

23 Entretien régulier du centre :

24 Au niveau des animateurs/animatrices : Former des éducateurs et éducateurs/trices ; Personnel qualifié en nombre suffisant ; Amélioration des conditions de vie des éducateurs/trice

25 Autres : 35.2%

- Dans le domaine de la contribution du Gouvernement (95.8%)

31 Animateurs/animatrices : Recrutement des enseignants qualifiés ; Recrutement et formation du personnel enseignant ; Prise en charge totale ; Régulariser la situation financière des éducatrices ; Recrutement des enseignants en nombre suffisant 29.6%

32 Construction/infrastructures : Dotation des Espaces Enfance des infrastructures adéquates ; Construction des locaux adéquats et bien équipés

33 Equipements en jeux et jouets (balançoires, toboggan,)

34 Fournitures et équipements divers (mobilier, ustensiles, etc.) :

35 Cantines/Alimentation :

36 Domaine de la santé des enfants :

37 Appui financier et matériel en général

38 Autres : 17.6%

- En direction de l'UNICEF et des autres PTF (93.7%)

41 Animateurs/animatrices : Amélioration des conditions de vie des éducateurs / trices

42 onstruction :

43 Equipements en jeux et jouets (balançoires, toboggan,) :

44 Fournitures et équipements divers (mobilier, ustensiles, etc.) :

45 Cantine/Alimentation : Doter les Espaces Enfance de cantines scolaires

46 Domaine de la santé des enfants :

47 Appui matériel et financier ou multiforme en général à renforcer: à renforcer : Doivent continuer d'appuyer les Espaces Enfance pour la promotion de l'excellence ; Don de fournitures scolaires aux indigents ; Appuyer le gouvernement à atteindre son objectif : éducation pour tous 57.0%

48 Autres

SR 6.3%

19. Souhaiteriez-vous une autre stratégie ou forme d'espace pour

▪ les enfants ? _____ 61.3%NON _____ Oui : ☐ Non : ☐

- Si oui, décrivez-là

Garderie pour les enfants de moins de deux ans

Internat

Ce doit être un centre où l'animatrice et la grand-mère travaillent toujours ensemble 10.4%

AUTRES 59.2%

Outil 8 : Guide d'entretien avec Conseillers Pédagogiques, Chefs de circonscription scolaire.

Ce guide d'entretien vous est adressé afin de nous aider à améliorer l'initiative des Espaces Enfance. Les données seront traitées confidentiellement et dans l'anonymat. Veuillez donc nous prêter votre attention et réagir au maximum sans réserve.

I- Identification

Date : ___/___/2013 Département : _____ Circonscription de : _____

Nom : _____ Prénoms _____

Sexe : _M=31 F=5 _____ Profession / Fonction : C/CS= CCS= CP=

IEPD=Médiateur/Médiatrice _____ Grade : _____

Ancienneté au poste : _____ Ancienneté dans la profession : _____

II- Questionnement

1. Avez-vous été consulté ou informé ou associé à l'initiative de création des Espaces Enfance dans les localités de votre pays ?

OUI =15/36 NON=21/36 _____ Oui : ☐ Non : ☐

- Si Oui, comment et par qui ?

1 Par le canal des rencontres avec la médiatrices/Par FADeC/ONG 6/36

2 Par l'UNICEF à travers les premières médiatrices et des sessions de formation sur la création et le suivi 5/36

3 Grâce à une formation organisée par EDUCOM 1/36

4 Par nous-mêmes en nous inspirant des acquis des espaces enfance lorsque nous étions dans la CS 1/36

5 A travers les séances organisées par les membres des CCE dans les localités 3/36

SR=20/36

2. Connaissez-vous les objectifs de la création des Espaces Enfance ?

OUI=30/36 NON=6/36

- Si Oui, lesquels ? Si non, pourquoi ?

1 Préscolarisation pour le développement global de l'enfant/préparation au primaire (16/36): Favoriser l'épanouissement de la petite enfance et combler le vide laissé par l'Etat en école maternelle ; Donner la chance aux enfants en âge de préscolarisation de bénéficier des enseignements de la maternelle ; Favoriser le développement harmonieux des jeunes enfants issus des milieux défavorisés aux plans psychomoteur, cognitif et socio-affectif aux fins de faciliter leur adaptation scolaire à l'école primaire ; garantir l'effectif de la classe du CI ; Accroître la scolarisation- Maintenir /augmenter la fréquentation etc.

2 Libérer les filles des garderies d'enfants pour les scolariser/Scolariser tous les enfants : encourager la scolarisation des filles 5/36

3 Libérer les mères pour leur permettre de mener les AGR : permettre aux mères d'enfants de mener leurs activités génératrices de revenus ; Permettre aux mamans de vaquer librement aux activités génératrices de revenus en confiant leurs enfants aux espaces

enfance ; Elle est née de la nécessité de libérer les femmes pour leur permettre de mener des AGR

4 Autres : 11/36

SR=4/36

3. Y-a-t-il eu analyse des besoins des enfants, de leurs parents, des collectivités et de la communauté ? _____ OUI=24/36 NON=12/36

• Si Oui, par qui et comment ?

Oui :

☐

Non :

☐

1 Par l'UNICEF/Projet EDUCOM/Médiatrices : La point focale education avec l'appui de l'UNICEF ; Par l'UNICEF, sans doute à partir de la demande d'éducation préscolaire et de la faiblesse de l'offre au plan étatique ; Par le point focal Education de la commune sur la base du nombre d'enfants de cette tranche d'âge dans chaque village 10/36

2 Les médiatrices et les membres CCE à travers les séances de sensibilisation et de causeries débats 4/36

3 Par la CS : par le CS à travers un interrogatoire sur les freins qui minent le maintien des enfants à l'école 1/36

4 Je ne sais pas 2/36

5 Autres : 4/36

SR 15/36

4. Quelle (s) est (sont) l'(les) hypothèse (s) au départ de l'initiative des Espaces Enfance ?

RAS

Permettre à toutes les filles d'aller à l'école

Besoin de création d'une école maternelle

Désir des parents d'envoyer les enfants à l'école maternelle

Absence d'une école maternelle officielle dans le milieu

Les enfants empêchent les mamans de vaquer correctement aux AGR

Il est possible par l'approche communautaire d'offrir à un grand nombre d'enfants, une meilleure socialisation et une meilleure stimulation

La promotion des Espaces Enfance réduirait les disparités entre garçons et filles en matière de scolarisation

La préscolarisation des jeunes enfants libèrerait les mères qui pourraient disposer du temps pour entreprendre des AGR

La promotion des Espaces Enfance contribuerait à une meilleure rétention et des taux de réussite scolaire à l'école primaire

Promouvoir la scolarisation des enfants et celle des filles en particulier

Libérer les filles de la garde des tout-petits

Autonomiser les femmes

Comment accroître les effectifs des classes de CI et partant de l'école ?

Comment faire régresser la sortie des filles du système scolaire ?

La création des Espaces Enfance : impacts sur le développement global de l'enfant.

5. Pensez-vous, dans les espaces enfance, que des mesures particulières sont prises tant en faveur des garçons que des filles, notamment les plus défavorisées?

OUI=21/36 NON=15/36_____

Oui : ☐ Non : ☐

- Si oui, énumérez-en deux ou trois au maximum :

1 Tous les enfants sont inscrits sur la même base 3/36

2 Envoi de mobiliers et de jouets dans certains Espaces Enfance 8/36

4 Education et promotion de santé des enfants (déparasitage, vaccination, établissement d'acte de naissance) 1/36

5 RAS 1/36

6 Autres : 9/36

SR 14/36

6. Comment avez-vous accueilli l'initiative de la création des Espaces Enfance ? (Encercler la réponse correspondante)

✓ Très mal accueilli 1/36

✓ Mal accueilli 0/36

✓ Bien accueilli 8/36

(mais avec des inquiétudes quant à la pérennisation selon 1/36)

✓ Très bien accueilli 27/36

7. Vous êtes-vous investi dans la mise en œuvre ? (Encercler la réponse correspondante)

✓ Très faiblement 2/36

✓ Faiblement 1/36

✓ Moyennement 13/36

✓ Totalelement 20/36

8. Quelle appréciation faites-vous de l'adhésion des différents acteurs (enfants, parents, collectivités et communautés)?

✓ Très faiblement 2/36

✓ Faiblement 4/36

✓ Moyennement 16/36

✓ Totalelement 14/36

9. A votre avis, les résultats escomptés et/ou les objectifs de l'expérience des Espaces Enfance sont-ils atteints au niveau de (des) :

	Oui	Non
acquis scolaires des enfants ?	29/36	7/36
l'implication et du comportement des parents ?	23/36	13/36
les compétences développées par les enseignants ?	27/36	9/36
la libération des mères et sœurs de la garde des enfants ?	36/36	0/36
les activités génératrices et des revenus des mères ?	30/36	6/36
l'amélioration de la scolarisation des filles	34/36	2/36
la socialisation des enfants	36/36	0/36
la préparation des jeunes enfants pour l'école	33/36	3/36

Quel accompagnement offrez-vous aux animateurs (trices) des Espaces Enfance ?	Session de formation	27/36	9/36
	Séance d'Unité Pédagogique	29/36	7/36

- Si oui, énumérez quelques thèmes de formation ou d'unité pédagogique

- 1 Accueil des enfants
- 2 Lavage des mains à l'EM/Passage aux toilettes
- 3 L'éducation du mouvement/les activités émotionnelles
- 4 Les activités d'éveil scientifique (observation, éducation sensorielle)
- 5 L'éveil scientifique à dominante technologique
- 6 Les activités émotionnelles
- 7 Le langage
- 8 Les pratiques essentielles
- 9 Déroulement des activités dans l'Espace Enfance
- 10 Autres : RAS

- Si non, dites pourquoi

Nous sommes faiblement impliqués dans la gestion des Espaces Enfance

Manque de moyens

Manque de moyens

Certains Espaces Enfance manquent d'enfants et/ou d'animateurs. Pas de programme de formation des enfants

- Comment appréciez-vous le niveau de réinvestissement des acquis des formations en situation de classe ? (Encercler la réponse correspondante)

- ✓ Très peu satisfaisant 1/36
- ✓ Peu satisfaisant 12/36
- ✓ Satisfaisant 22/36
- ✓ Très satisfaisant 21/36

- L'impact des formations sur les performances des élèves ? (Encercler la réponse correspondante)

- ✓ Très peu satisfaisant 2/36
- ✓ Peu satisfaisant 12/36
- ✓ Satisfaisant 21/36
- ✓ Très satisfaisant 1/36

- Réalisez-vous de visite de classe aux animateurs (trices) Oui : ☐ Non : ☐

des Espaces Enfance ? OUI 29/36 NON 7/36 _____

- Combien de visites de classe avez-vous réalisées dans les Espaces Enfance de votre localité ?

- ✓ durant l'année scolaire 2011-2012 : 1 à 14 _____
- ✓ cette année scolaire 2012-2013 : 1 à 16 _____

- Quels sont les domaines pour lesquels vous êtes satisfait (e) de la mise en application des compétences acquises par les animatrices que vous encadrez ?

Domaines de compétences	Très peu satisfait	Peu satisfait	Satisfait	Très satisfait	Observations particulières faites
La présentation du cadre de travail	0/36	11/36	23/36	2/36	
L'organisation correcte du travail administratif	2/36		23/36	2/36	
la préparation d'une séquence de classe	4/36	19/36	13/36		
L'exécution correcte d'une séquence de classe	5/36	17/36	12/36	2/36	Cela est dû au manque de suivi régulier
La maîtrise des contenus-notionnels	6/36	17/36	13/36		

NB : Au cours des premières années de cette initiative, les visites de classes dans les Espaces Enfance étaient faites avec beaucoup d'engouement. Mais depuis les deux dernières années, avec l'augmentation des charges des membres du corps de contrôle et à la réduction de leur nombre, c'est lors des visites de classe dans les écoles primaires que nous nous intéressons aux Espaces Enfance.

10. Quels sont les problèmes/difficultés (pédagogique, administratif, matériel et/ou financier) auxquels sont confrontés les animateurs (trices) et les Espaces Enfance en général ?

- Pédagogique : 29/36

1 Manque de formation et faible niveau de culture personnelle ou d'instruction : Le faible niveau d'instruction constitue un facteur limitant en matière de développement des compétences professionnelles chez la plupart des animatrices ; Les animateurs/trices n'ont pas reçu de formation initiale 18/36

2 Manque ou insuffisance de suivi : Ils sont confrontés au manque de suivi régulier dû au fait que les directeurs d'école avec qui ils cohabitent ne sont pas informés du déroulement des activités de l'Espace Enfance

3 Absence de documents pédagogiques pour la préparation des séquences d'activités.

4 Très faible rémunération ou absence de rémunération pour faire le travail pédagogique

5 Autres

- Administratif : 27/36

1 Rupture d'avec l'administration centrale

2 Absence de registres et autres documents administratifs: d'appel, Absence de registre matricule, Absence de carnets de correspondance 11/36

3 Mauvaise tenue des registres et cahiers : Difficultés de répondre convenablement aux tâches administratives et à bien tenir les registres et cahiers réglementaires

4 Pas de difficultés : Ils sont aidés par les directeurs des écoles primaires. Il n'y a donc pas de difficulté majeure

5 Autres difficultés :

- Matériel : 31/36

1 Les locaux sont peu confortables et souvent inadaptés

2 Matériel ludique

3 Inexistence de mobilier pour certains Espaces Enfance : Insuffisance ou inexistence de matériel dans la classe et d'installation de jeux dans la cour 11/36

Il se pose avec acuité d'autant plus que ces Espace Enfance n'ont pas de budget de fonctionnement ;

4 Matériel en général : Mauvais rangement du matériel ; inexistence de matériel

5 Autres :

- Financier : 30/36

1 **Prise en charge des animateurs par les communautés** : Absence de rémunération de l'animateur (trice) par la communauté ; incapacité des parents à prendre en charge les rémunérations des animatrices ; Leur salaire est insignifiant 14/36

2 **En général** : Absence de subvention ; Insuffisance de ressources financières ; Les espaces enfance n'ont pas de budget. Ils comptent sur l'aide des parents qui n'arrivent pas ; Les écoles ne disposent pas de compte d'exploitation propre à elles 12/36

3 **Faibles contributions des parents** : la logique d'assistanat fortement intériorisée par certains parents expliquerait la réticence de ces derniers à contribuer au financement à la survie des Espaces Enfance

4 **Autres** :

- Equipement : 26/36

1 **Installation externe** : tunnels, balançoire, toboggan, tourniquet et autres

2 **Inexistence d'urinoirs et de latrines** dans certains Espaces Enfance

3 **Mauvais état du bâtiment** abritant l'école

4 **Insuffisances au niveau du mobilier** : En dehors de l'effort fait dans la dotation des espaces en mobilier, les autres installations sont quasi-inexistantes 9/36

5 **En général** : Absence d'équipement

6 **Autres** :

II. Donnez votre avis, ou votre appréciation ou vos suggestions sur les points suivants :

- le profil des animatrices des espaces enfance

1 **Profil inadapté** : Les animateurs sont pour la plupart des gens recrutés par la communauté sur la base du BEPC ou même du CEP, sans une formation digne du nom. Il faut les former et recycler régulièrement ces animateurs ou animatrices 26/36

Niveau d'instructions trop bas (le CEP) ; Le profil des animatrices ne correspond pas aux exigences du métier ; recruter les jeunes enseignants sortis des ENI (ENI Allada)

Ils ont le BEPC ou le CEP cela signifie qu'ils ont le profil mais cette différence de niveau peut créer des frustrations

2 **Suggestions/Nécessité de les former** : Recruter les animatrices ayant au moins le BEPC mais l'idéal serait de recruter les animateurs formés dans l'ENI Allada ou dans les centres de formation privés : Certains ont juste le niveau de la 3ème. Donc il faut les former et

recruter des animatrices formées à l'ENI Allada ; Ne prendre que des animatrices et animateurs sortis d'une école de formation (ENI).

3 Autres :

- SR 2/36
- le suivi des Espaces Enfance

1 Suivi irrégulier/suggestions pour l'améliorer 20/36: Les reconnaître comme les EM et les astreindre au contrôle du RAP ; Il y a assez de flottement dans le suivi parce qu'on trouve parfois certaines portes fermées du fait de la non rémunération des animateurs ; Irrégulier ; Que le corps d'encadrement prenne plus au sérieux les espaces enfance ; Le suivi de toutes les structures (centres, espaces ...) qui accueillent les enfants de 2 ans et 1/2 à 5 ans gagnerait à être inscrits dans une logique de discrimination positive ; La régularité du suivi pose quelques problèmes liés aux nombreuses sollicitations et à l'insuffisance du personnel d'encadrement

Appuyer les membres du RAP afin qu'ils suivent mieux les animatrices.

2 Suivi régulier : 6/36

3 Autres : 7/36

SR 3/36

- le fonctionnement des Espaces Enfance

1 Fonctionnement incorrect et suggestions 21/36: Il va falloir les mettre véritablement sous la tutelle des CCS ; Les Espaces Enfance ne fonctionnent pas à plein temps partout à cause de l'incapacité ou de la mauvaise volonté des parents pour s'occuper du salaire de l'animatrice ; Le manque de suivi et d'encadrement influe négativement sur le fonctionnement ; Nous parlerons ici de dysfonctionnement en raison du faible niveau d'instruction des animatrices et de l'insuffisance des ressources financières ; C'est au début, il faut renforcer les capacités de gestion des espaces enfance chez les animateurs

2 Fonctionnement correct : C'est acceptable 6/36

3 Autres : 4/36

SR 5/36

12. Quelles sont les ressources investies dans les Espaces Enfance par :

- la communauté ?

1 Ressources financières : Ces ressources se résument essentiellement au paiement du salaire de l'animateur, paiement qui reste problématique à plusieurs endroits ; Les cotisations pour la rémunération des animateurs ; 6.36

2 Ressources en nature : Les vivres (cantines auto-gérées) ; Construction de locaux ; Infrastructures qui ne respectent pas toujours les normes EQF ; Contribution à la construction d'infrastructures en matériaux précaires 11/36

3 Autres : Je ne sais pas grand-chose 8/36

SR 11/36

- les parents d'élèves ?

1 Ressources financières : 11/36

les cotisations. Ressources financières faibles

2 Ressources en nature : 7/36

Certains parents d'élèves garantissent le petit déjeuner

Assurent la régularité des enfants en réglant les problèmes de nutrition

3 AUTRES 8/36

SR 13/36

- les ONG et les PTF ?

1 Appui financier et matériel : construction et équipement, crédit aux G, dotation des Espaces Enfance en matériel ; Construction de salles de classes, équipement en mobilier, en matériel pédagogique ; Dotation en mobilier, en matériel ; octroi de matériel et de crédits aux groupements féminins ; Beaucoup (matériel, local...) ; Apport de mobilier ; 27/36

2 Formation et rémunération des animatrices /Formation des GF: formation des animateurs ; paiement des frais d'entretien des animatrices lors des formations ; La formation des animateurs, des groupements féminins ; Paiement de quelques mois de salaire (5 mois pour toute l'année).7/36

3 Appui dans le domaine de la santé : en médicaments de déparasitage 0/36

4 Autres : 1/36

SR 7/36

- les autres ? La Mairie 5/36

Les religieux de Fô-Bouré ont construits dans les Espaces Enfance de Fô-Sakarou, Sokka et Gouroukpérou, un module de 2 salles de classes et des équipements

Construction par endroits des infrastructures en matériaux définitifs ; dotation en mobilier ; paiement de prime mensuelle d'incitation aux animateurs

SR 31/36

13. Quel est le coût de l'éducation d'un enfant des Espaces Enfance ou le budget de fonctionnement d'un Espace Enfance ?

Budget=300 000 CFA.150 000CFA.

Budget= 1 000 000 CFA ; Au moins un million de francs

RAS

Difficile de le dire avec précision du moment où ces Espaces Enfance fonctionnent au ralenti. Néanmoins des dépenses essentielles concernent l'équipement, la dotation en matériel et le paiement de salaire de l'animateur

Au moins 300.000 FCFA par an

Salaire des animatrices, fonctionnement de l'Espace Enfance, fournitures scolaires, cantines scolaires

14. Quels sont les facteurs de gestion liés à l'environnement professionnel et aux institutions qui ont favorisé l'efficacité des Espaces Enfance ?

- 1 L'implication des CCS, CP et du CCE
- 2 Synergie d'actions entre la CS et les autorités locales en vue d'une bonne évolution des Espaces Enfance
- 3 Gestion pédagogique et administrative assurée par le corps d'encadrement ;
- 4 L'intégration des animatrices dans les UP
- 5 La présence d'un inspecteur issu de l'école nationale des animateurs des centres d'éveil et de stimulation de l'enfance (ENA-CESE)
- 6 Autres : RAS

15. Quels sont les facteurs de gestion liés à l'environnement professionnel et aux institutions qui ont entravé l'efficacité des Espaces Enfance ?

- 1 Manque de concertations régulières entre les différents acteurs concernés, ce qui entrave parfois la bonne utilisation des Espaces Enfance
- 2 Inexistence de partenariat fécond entre la CS et la Commune
- 3 Faibles appropriations de l'approche communautaire chez les parents et la communauté
- 4 Grands retards dans la mise en place des subventions
- 5 Autres : RAS

16. Pensez-vous que tous les acteurs se sont impliqués dans la gestion des espaces enfance :

	Oui	Non
les Maires (élus locaux)	20/36	15/36
les communautés	28/36	8/36
les différents responsables locaux du système éducatif	28/36	8/36

- Si oui, en faisant quoi ?
 - ✓ les Maires (élus locaux) :

- 1 Développement du partenariat : En entretenant le partenariat avec les ONG
- 2 Contribution à l'équipement et aux infrastructures : La mairie veut équiper les Espaces Enfance construits par les religieux de Fô-Bouré en mobiliers et l'installation externe ; en dotant les Espaces Enfance d'infrastructures ; Construction par endroits des Espaces Enfance ; Dotation des mobiliers
- 3 Sensibilisation des populations

4 Prise en charge des salaires des médiatrices et animatrices : En payant les éducatrices ; Rémunération des animateurs et animatrices

5 Recherche de financement/plaidoyer : En signant un accord avec le Ministre des Affaires Etrangères pour trouver le financement

6 Autres :

✓ les communautés :

1 Contribution aux travaux de construction/Mise à disposition de salles : Participation aux différents travaux comme par exemple la construction des salles pour les enfants ; Participation à la construction des infrastructures en matériaux locaux ; Mise à disposition de salles de classe souvent provisoires

2 Contribution au fonctionnement ou à la vie de l'Espace Enfance: En participant à la vie des espaces enfance (gestion des cantines autogérées).

3 Prise en charge des animateurs : Mettent à disposition un local et assurent la prise en charge des animateurs

4 Suivi de la fréquentation des enfants : Veille à la régularité des enfants et assure leur prise en charge alimentaire

5 Autres : Suffisamment sensibilisées et impliquée ; La communauté a compris le bien-fondé de l'initiative

✓ les différents responsables locaux du système éducatif :

RAS

Suivi et formation des animateurs

Encadrement et suivi pédagogique

Formation de proximité et suivi des activités

Ils ont commencé par accompagner le RAP

• Si non, pourquoi ?

✓ les Maires (élus locaux) :

RAS

Non intégration de certaines charges financières dans le budget communal ;

Faible mobilisation sociale

✓ les communautés :

RAS

Les communautés assimilent les interventions des institutions (ONG, UNICEF..) à une logique d'assistanat fortement intériorisée

✓ les différents responsables locaux du système éducatif

Les Espaces Enfance sont considérés comme des entités non formelles que gère l'UNICEF

17. Quels sont les points forts ou les acquis de l'expérience des Espaces Enfance ?

1 Les acquis au niveau de l'éveil/Socialisation/préparation au primaire/Acquis en pré lecture, pré-écriture, pré-mathématiques : Bonne réaction des enfants 11/36

2 Contribution à l'accroissement des taux de préscolarisation/scolarisation (surtout celle des filles) : L'inscription massive des enfants dans les espace enfance et au CI ; L'augmentation de l'effectif des CI ; La scolarisation des filles ; Amélioration du taux de préscolarisation (10,32%) ; Améliore les effectifs des inscrits au CI 14/36

3 Libération des mères et AGR : Autonomisation des femmes à travers les AGR 6/36

4 Autres : Après la réforme, les EM n'ont plus assez de difficultés à fonctionner, L'existence des espaces enfance, surtout ceux qui sont à proximité des écoles primaires prépare, malgré tout, les enfants pour le primaire 2/36

SR 3/36

18. Quelles sont les insuffisances et les difficultés de l'expérience des espaces enfance ?

1 Des contraintes dans les domaines de l'implication de l'Etat (par manque de ressources ou de volonté politique), du Gouvernement, du fonctionnement, du suivi-évaluation et la supervision des Espace Enfance: Manque d'encadrement ; Absence d'un budget de fonctionnement ; Les Espaces Enfance n'ont pas de budget de fonctionnement ; Les efforts déployés par la mairie ne sont pas appuyés par le Gouvernement ; Manque de ressources financières 8/36

2 Des insuffisances et difficultés au niveau des sites d'implantation, des infrastructures et des équipements : Les infrastructures ne sont pas adaptées ; Insuffisance de mobilier 3/36

3 Des insuffisances dans le domaine de la sensibilisation/mobilisation et de la communication 2/36

4 Des contraintes liées aux insuffisances dans la décentralisation/niveau des mairies : 0/36

5 Des insuffisances au niveau des animateurs/animatrices (profil inadéquat, sous-payés ou mal payés, démotivés, parfois peu assidus, méthodes pédagogiques ou d'encadrement inadéquates): Le programme de formation qu'on y exécute est mal connu du RAP ; La prise en charge des animateurs par les communautés ; Animatrices non qualifiées ; Faible niveau d'instruction des animatrices ; Manque de formation des animatrices 17/36

6 Des contraintes en lien avec les mentalités défavorables : Contours de la gratuité de l'enseignement mal cernés 0/36

7 Des contraintes liées à la pauvreté des populations/parents/Communautés : Une fois créés, ces espaces enfance sont laissés à la charge de la communauté qui n'arrive pas à bien y prendre soin 0/36

8 Autres : 0/36

SR 3/36

19. Quelles améliorations souhaiteriez-vous voir apporter à l'initiative ?

1 Faire en sorte que les Espaces Enfance deviennent formelles comme les EM avec toutes les implications que cela impose (suivi pédagogique, équipement, formation initiale et continue des animateurs, équipement pédagogique, etc.) : Il faut qu'on les inscrive au même titre que les EM et que les animateurs aient l'obligation de compte-rendu au RAP ; Eriger tous les Espaces Enfance en EM et former tous les animateurs ; Doter ces espaces enfance en matériel didactique comme dans les EM; Doter les espaces enfance de matériel et par la suite les transformer en école maternelle publique et bien fonctionnelle 14/36

2 Que les Espaces Enfance soient autorisés par le Conseil Consultatif National 1/36

3 Améliorer les conditions des animatrices: Que le corps d'encadrement de la CS soit suffisamment responsabilisé pour suivre vraiment les animatrices ; Recruter et Former les animateurs ; Aider les parents d'élèves pour la prise en charge de l'animateur 6/36

4 Passer de la logique de gestion centralisée voilée à une véritable gestion décentralisée/Mieux penser le partenariat communauté-commune-CS-PTF : Que l'Etat appuie les mairies dans l'amélioration des conditions de vie et de travail dans les EE, qu'il prenne en charge leur salaire ; Que les PTF continuent appuyer les Espaces Enfance 2/36

5 Développer une intervention socio-éducative (co-éducation parent-animatrices) ou complément aux activités pédagogiques menées dans les espaces enfance

6 Améliorer le cadre physique des Espaces Enfance : L'Etat doit favoriser la construction des locaux en matériaux définitifs et les équiper en mobilier, en matériel pédagogique, le matériel ludique (ne pas oublier le matériel pour les installations) 3/36

7 Autres : 2/36

SR 4/36

ou bien souhaiteriez-vous une autre stratégie ou forme d'espace

pour les enfants ? _____

Oui :

☐

Non :

☐

- Si oui, décrivez-la

Créer ou intégrer aux activités pédagogiques, des espaces d'échanges d'expériences de la parentalité entre parents

20. Pensez-vous que l'existence des Espaces Enfance a fait évoluer positivement les mentalités en faveur de l'éducation de la petite enfance en milieu rural ? OUI

36/36 _____

- Pourquoi ?

Oui :

☐

Non :

☐

1 La préscolarisation massive/Intérêt pour l'éducation des enfants : Si ce n'était pas le cas, les centres seraient restés sans enfants ; 24 Espaces Enfance créés dont 10 érigés en EM, ce qui explique l'adhésion des communautés ; Parce que les parents ne manquent pas d'envoyer les enfants et ils sont conscients qu'ils y gagnent quelque chose 11/36

2 A cause des avantages ou des acquis de la préscolarisation qui est perçue désormais comme une nécessité : Les communautés croient de plus en plus que la scolarisation des enfants est une nécessité et elles s'y emploient ; Les parents voient très tôt que leur progéniture acquiert la connaissance ; Les populations au sein desquelles sont implantées ces espaces savent au moins que les enfants à cet âge peuvent être pris en charge 9/36

3 Effets limités sur les mentalités mais remarquable sur l'autonomisation de la femme 2/36

4 Autres : 6/36

SR 8/36

21. Etes-vous satisfait des différents services dont les enfants bénéficient dans les Espaces Enfance? (Encercler la réponse correspondante)

- ✓ 1=Très peu satisfait
- ✓ 2=Peu satisfait
- ✓ 3=Satisfait
- ✓ 4=Très satisfait

Domaines	1	2	3	4	Pourquoi?
Etablissement d'acte de naissance	14/36	8/36	6/36	8/36	Nous n'avons pas d'informations Non encore effectif

Vaccination	5/36	6/36	10/36	15/36	Elle n'est pas spécialement organisée à leur intention JNV : vaccinations gratuites
Déparasitage	1/36	2/36	10/36	23/36	Soutien UNICEF
Education/Eveil des enfants	1/36	9/36	16/36	19/36	Début d'éveil
Prise en charge des enfants malades	13/36	9/36	8/36	8/36	Elle est faite par les parents
Autres (précisez)	0/36	0/36	2/36	3/36	

22. La mise en œuvre de l'expérience des Espaces Enfance vous a-t-elle permis de développer de nouvelles compétences ou de rendre plus fonctionnelles celles qui existaient en vous ? OUI 21/36 NON 10/36 _____ Oui : ☐ Non : ☐

- Si Oui, dites lesquelles

Encadrement de diverses catégories d'animateurs

La nécessité d'intégrer la coéducation parent-animatrice

L'encadrement des animateurs

Capacités de gestionnaires d'hommes et compétences pédagogiques

23. Durant vos activités de suivi des écoles maternelles et primaires dans votre localité, avez-vous découvert des imitations de pratiques des Espaces Enfance ?

OUI 15/36 NON 9/36 SR 12/36

- Si Oui, lesquelles ?

Oui : ☐ Non : ☐

Les habitudes sont les mêmes au niveau de la pratique des règles d'hygiène

Les centres créés par Born Fonden

Pas encore

- Si oui, dans quelles proportions :

✓ 100 % 3/36

✓ 75 % 6/36

✓ 50 % 5/36

✓ 25 % 1/36

✓ Autre _____

SR 21/36